

Sous la direction de
Altan GOKALP



La Turquie en Transition

Disparités. Identités. Pouvoirs

Contributions de :

Marcel Bazin. François Georgeon. Altan Gokalp
Nilüfer Göle. Şehmus Güzel. Nedim Gürsel
William Hale. Çağlar Keyder. Orhan Koloğlu.

EDITIONS
MAISON
-NEUVE
LAROSE

Institut kurde de Paris

Marcel BAZIN (Université de Reims, Institut d'aménagement du territoire et d'environnement).

François GEORGEON (CNRS-Etudes Turques, Paris).

Altan GOKALP (CNRS-Laboratoire d'Ethnologie et de sociologie comparative, Université de Nanterre).

Nilüfer GÖLE (Bosphorus University Istanbul).

Şehmus GÜZEL (Université de Paris VIII).

Nedim GÜRSEL (CNRS-Etudes Turques, Paris).

William HALE (University of Durham, Department of Politics).

Çağlar KEYDER (State University of New York).

Orhan KOLOĞLU (Ankara).

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

LA TURQUIE EN TRANSITION

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

La Turquie en transition

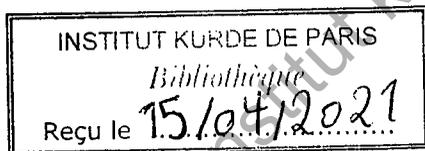
DISPARITÉS – IDENTITÉS – POUVOIRS

sous la direction de :

ALTAN GOKALP

contributions de :

MARCEL BAZIN, FRANÇOIS GEORGEON,
ALTAN GOKALP, NILÜFER GÖLE, ŞEHMUS GÜZEL,
NEDİM GÜRSEL, WILLIAM HALE, ÇAĞLAR KEYDER,
ORHAN KOLOĞLU



liv. 7613

Publié avec le concours de l'Université de Paris X-Nanterre

PARIS
MAISONNEUVE ET LAROSE
1986

Institut kurde de Paris

© G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE, 1986

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISBN : 2.7068.0928.9

Imprimé en France

Table des matières

Avant-propos	9
Chapitre 1 LES DISPARITÉS RÉGIONALES EN TURQUIE , <i>Marcel Bazin</i>	17
Chapitre 2 ESPACE RURAL, VILLAGE, RURALITÉ : A LA RECHERCHE DU PAYSAN ANATOLIEN , <i>Altan Gokalp</i>	49
Chapitre 3 A MODEL OF DIFFERENTIATED PETTY PRODU- CING PEASANTRY , <i>Çağlar Keyder</i>	83
Chapitre 4 YACHAR KEMAL, ROMANCIER D'UNE PÉRIODE DE TRANSITION , <i>Nedim Gürsel</i>	97
Chapitre 5 A LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ : LE NATIONALISME TURC , <i>François Georgeon</i>	125
Chapitre 6 MILITARY RULE AND POLITICAL CHANGE IN TURKEY, 1980-1984 , <i>William Hale</i>	155
Chapitre 7 LA PRESSE TURQUE : ÉVOLUTION ET ORIENTATIONS DEPUIS 1945 , <i>Orhan Koloğlu</i>	177

Chapitre 8

MODERNITÉ ET SOCIÉTÉ CIVILE EN TURQUIE :
L'ACTION ET L'IDÉOLOGIE DES INGÉNIEURS,
Nilüfer Göle

199

Chapitre 9

FAIRE LA GRÈVE EN TURQUIE,
M. Şehmus Güzel

219

Institut kurde de Paris

Avant-propos

Parler de « mutation » dans le cas de la Turquie, trois générations après le naufrage de l'empire ottoman, tient de la lapalissade. Dès les premiers pas dans les rues d'Istanbul, haut lieu du raffinement byzantin puis ottoman, devenue une mégalopole qui abrite plus de cinq millions de gens, on est en effet saisi par une imprégnation : celle des couleurs, odeurs et langues de toute l'Anatolie. La vieille hantise, un syndrome de forteresse assiégée qui avait fait ceindre Constantinople de ses murailles à la Chinoise est encore dans les têtes des gens d'Istanbul : que faire contre l'explosion démographique qui brouille toutes les cartes, qui transforme des espaces d'art de vivre en métropoles de chaos bétonné ? Ce qui est vrai d'Istanbul, l'est pour Ankara, Izmir, Bursa, etc.

A l'Orient compliqué, idées simples ? Le spectaculaire médiatique y pourvoie sans cesse et sans complexes ; un peu plus peut être dans le cas du regard sur la Turquie que dans l'analyse d'autres sociétés musulmanes de la Méditerranée, rendues familières en apparence par la relation coloniale. Mais quels lendemains gisent derrière le pullulement de cette classe d'âge des quinze - dix-huit ans dans les rues des métropoles turques ? Que signifie le spectacle de celle des vingt-cinq - quarante ans, au pouvoir dans la société, bardés des signes de la modernité affairiste ? Marqués par les stigmates d'une occidentalité de paccotille, ceux-ci donnent néanmoins le ton : consommer le riz pilaf, oui, tradition oblige. Mais accompagné de whisky : prestige et modernité obligent. Que traduit enfin le regard haineux, fiévreux à force d'incantations hallucinatoires, des affidés de la contre-société de zélotes, dans l'attente du Grand Soir qui effacera Atatürk et ses épigones de la terre d'Islam ?

Une société qui compte plus de cinquante millions d'habitants aujourd'hui, cent millions, en 2000, à la lisière d'une Europe prospère, chrétienne : la Turquie n'est-elle intéressante que d'un

point de vue « géo-politique » ou « géo-stratégique » pour parler le langage des experts ?

*
* *

Une remarque préliminaire : le lecteur des analyses que nous avons réuni ici, qui tentent de cerner les points d'ancrage du changement en Turquie, s'étonnera peut être de l'absence dans un tel ensemble, de contributions concernant directement Atatürk.

On conçoit mal, en effet, un regard sur la Turquie sans un détour obligé par la figure du commandeur et par l'idéologie dont il fut l'inspirateur. Tout se passe un peu comme si, quel que soit le lieu d'où on parle, aujourd'hui encore, le Kemalisme apparaissait comme un algorithme au service de l'entendement de l'homme et de la société turcs. Atatürk et le Kemalisme servent de réponse à tout.

La Turquie apparaît-elle comme un cas « atypique » comparé au reste du monde musulman ? C'est, s'empressera-t-on d'assurer, parce qu'il y eut les réformes kémalistes de laïcisation forcée, sans précédent dans le monde islamique, et l'occidentalisation sans frontières. Que dire alors de l'émergence d'un fondamentalisme intégriste islamiste ? C'est justement parce que le Kemalisme est passé par là et a échoué dans ce qui faisait sa « force de frappe » : le laïcisme à la « petit père Combes ».

Une armée passablement interventionniste préfère-t-elle l'ordre, l'appropriation de l'appareil d'Etat et de la bureaucratie ? C'est parce que c'est une armée kémaliste. N'est-elle pas d'ailleurs l'enfant chéri d'Atatürk et l'armée de ses enfants ?

L'intelligentsia de la gauche turque elle-même, situant les conditions *sine qua non* du progressisme dans le camp de l'occidentalité laïque aura les yeux de Chimène pour quiconque invoquant le Kemalisme au service de l'action politique, même si c'est ce qu'il est convenu d'appeler « le parti militaire » aujourd'hui. Il arrive même qu'Atatürk fasse vendre : en 1984, les pouvoirs publics ayant voulu donner des gages aux islamistes et interdire la publicité des marques de bière à la télévision d'État, les multinationales de la bière n'ont pas hésité à louer des pleines pages de publicité rédactionnelle dans les quotidiens pour clamer haut et fort que l'interdiction était d'autant plus injustifiée et inadmissible

que c'était, de la part d'un pouvoir kémaliste la négation des principes du Kémalisme. N'est-ce pas Atatürk lui-même qui avait été à l'origine de la première brasserie d'État en Turquie ? De plus, ajoutaient ces défenseurs acharnés de la modernité occidentale, nul n'ignore en Turquie que le « père de la Nation » avait un bon coup de fourchette et une « bonne descente », autant de vertus qu'un homme digne de ce nom ne saurait contourner en Turquie. Le mot de la fin revint en quelque sorte à l'éditorialiste du quotidien *Cumhuriyet*, journal-vestale du Kémalisme : il précisa non sans perfidie que les multinationales de la bière avaient tort de remuer Atatürk dans sa tombe ; car, si celui-ci avait bien les vertus qu'on voulait bien lui reconnaître, il détestait la bière et préférerait de loin le *Raki* !

L'épisode ne constitue pas qu'un aspect cocasse de ce que les Marx Brothers auraient su apprécier et exploiter à sa juste valeur : c'est un des effets de sens symptomatiques que produit le nom d'Atatürk et l'idéologie qui porte son nom.

Parlez-nous de « l'homme turc ! », expliquez-nous ce qui fait la différence, chez lui, en comparaison de ses semblables de l'aire musulmane ! Tel est souvent l'injonction des habitués du prêt-à-porter conceptuel qui monteraient pourtant au rideaux avec l'imagerie du « béret-baguette-litron ». Ils ont toutefois raison sur le choix d'un trompe-l'œil qui a la vie dure : à droite comme à gauche, chez les civils comme chez les militaires, chez les inévitables marchands du temple, tout le monde ou presque trouve son bonheur dans le pillage du paradigme constitué à partir de la vie, de l'œuvre et de la « légende dorée » d'Atatürk. C'est vrai, qu'on le veuille ou non, l'homme turc est bien le fils d'Atatürk ; dans sa culture, son identité, son imaginaire. Aucun texte de loi n'oblige quiconque en Turquie à placer le portrait d'Atatürk chez lui, dans sa boutique ou au bureau ; encore moins à acheter son buste. Or, un véritable culte privé et public continue d'être voué au personnage. Les haines qu'il suscite sont aussi obsessionnelles et participent de la même fascination.

Plus que toute autre considération c'est cet aspect « cultuel » du personnage qui rend Atatürk culturellement et sociologiquement pertinent pour la compréhension de la Turquie, même trois générations après la naissance de la République dont il fut l'initiateur en 1923.

En effet, l'imagerie d'Épinal constituée autour d'Atatürk réunit et articule tous les ingrédients du modèle héroïque, d'une tradition épique bien vivante encore dans la culture populaire. Des épopées traditionnelles à la création littéraire contemporaine (d'un Yachar Kemal par exemple dont on trouvera une analyse ci-après ou d'un Nazim Hikmet dans l'usage qu'il fit du genre épique traditionnel) ce fil d'Ariane saute aux yeux : les récits de vie d'un paysan anatolien ou le quotidien d'un émigré turc de Kreuzberg à Berlin participent aussi de ce genre, consubstantiel à l'identité inquiète et instable des fils d'Atatürk.

Aussi, aujourd'hui encore, se référer à Atatürk revient-il à prendre un point de vue sur deux ordres de réalités de la Turquie contemporaine. C'est : soit envisager les représentations collectives relatives à Atatürk et au Kémalisme sous l'angle d'un grand système mythique, qui doit être analysé en tant que tel. Ou bien c'est considérer un processus d'occidentalisation complexe, déjà fortement engagé avant les réformes kémalistes et qui se poursuit dans l'enracinement de l'œuvre d'Atatürk dans la société turque contemporaine.

Mais au-delà du Kémalisme et de sa spécificité, il y a le changement social d'une société rurale en transition : dans sa démographie, dans ses structures socio-économiques et culturelles. Un processus qui par bien de ses aspects est exemplaire, anticipant l'avenir de bon nombre de sociétés du tiers-monde en proie au télescopage d'une démographie galopante avec l'apparition de structures étatiques instables, des nationalismes identitaires exclusives d'altérités et la dépendance sans gloire des puissances du monde industriel.

*
* *

Les contributions qui constituent l'ensemble présenté dans ce livre traduisent d'abord un choix méthodologique. Il s'agit de prendre des points de vue sur les dimensions qui forment l'armature de la mutation socio-culturelle de la Turquie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : Le Plan Marshall (1947) et l'ancrage du pays dans l'orbite américaine. Pour ce faire, le choix consiste à soumettre ces faits sociaux pluridimensionnels et complexes, à l'éclairage différencié mais croisé des démarches de la géographie humaine, de l'anthropologie, de la sociologie et de la science

politique. L'écosystème turc et ses rapports avec la vie sociale et économique induisent des modes et des formes de différenciation que celles qui résultent de l'histoire ou de la démographie du pays. Qu'est-ce que le paysan anatolien ? L'identité nationale turque est-elle unidimensionnelle ? Sa traduction sur le champ des idéologies ?

Construire le changement social du pays en objet : tel est l'axe principal des analyses présentées ici. Les lentes transformations des structures profondes, le repérage des points de clivage et des lignes de fracture de la société turque dans l'opposition complémentaire de ses composantes rurale et urbaine constituent donc autant de points de focalisation d'une problématique non globalisante. Le propos restera volontairement à l'écart des débats menés en termes de modèles et de la conformité éventuelle de ceux-ci avec le « cas turc ».



Une Turquie en transition ? C'est d'abord la nécessité de prendre en compte la mesure des disparités spatiales et régionales qui sous-tendent le processus de mutation socio-économique du pays. *M. Bazin* présente ces disparités en interaction : la vigueur de celles-ci, explique-t-il, est en elle-même un problème de développement.

La mutation, on l'a dit, est induite par une démographie de croissance exponentielle qui touche en particulier le monde rural. Elle modifie les modes de faire-valoir en milieu rural, ses rapports de production, les modalités du contrôle social. Cela dit, une analyse attentive aux détails souvent négligés dans les catégories statistiques standard, permet de voir que cette société rurale dont on annonce un peu trop vite la disparition réagit au changement en mettant en œuvre des modes d'adaptation spécifiques. Derrière l'exode rural, l'émigration extérieure et l'urbanité sauvage des bidonvilles, apparaît ainsi l'invariance du monde paysan replié dans les derniers bastions de son identité traditionnelle. En choisissant de présenter des données détaillées sur cette ruralité qui perdure et qui continue de sous-tendre les attitudes, les comportements et les systèmes de valeurs des urbains de fraîche date, nous avons voulu

mettre l'accent sur une dimension sociologique qui est souvent ignoré dans les débats sur le changement de la société turque.

La Turquie républicaine est aussi la mise en œuvre par les Kémalistes de ce qu'il faut bien appeler une « utopie paysanne ». Le monde rural a été le lieu géométrique de toutes les références idéologiques de cette époque : la réforme de la langue turque ? On prendra les parlers paysans comme base lexicale. Le progressisme politique ? Il prendra racine dans le paysannisme de l'expérience socio-pédagogique des *Instituts villageois* des années quarante. La littérature aussi, des chroniques paysannes de l'instituteur villageois anatolien aux épopées rurales d'un Yachar Kemal, prendra racine dans cette sensibilité paysanne. *N. Gürsel* tente de saisir la mutation du milieu rural à travers la re-lecture de quelques textes de la figure de proue des romanciers turcs, Yachar Kemal.

L'expression politique et idéologique de cette transition ? C'est la question du nationalisme turc d'abord, ses racines, ses avatars et ses modalités contemporaines : *F. Georgeon* présente cette composante principale de l'identité turque dans une mise en perspective historique. Ce nationalisme se situe à l'articulation de deux phénomènes historiques majeurs de notre temps : le réveil des nationalités et des nationalismes du siècle dernier, d'une part, et, d'autre part des nationalismes « anti-impérialistes d'aujourd'hui. « Qui n'est pas nationaliste aujourd'hui en Turquie ? », pourrait-on dire. La contribution de *F. Georgeon* permet de comprendre ces nationalismes de droite et de gauche et la place de l'Islam dans cet ensemble.

Nationalisme identitaire et Etat-Nation : l'Etat turc qui est héritier d'une longue tradition étatique, pratiquement sans solution de continuité est, une fois de plus, aux prises avec ce que la littérature politiste turque appelle justement son « *parti militaire* ». Le balancier de la vie politique turque est en effet périodiquement bloqué dans ce pôle : une manière « d'alternance » ou presque. Le dernier avatar de ce « roulis » de la démocratie institutionnelle en Turquie est présenté ici, dans ses points de repère par *W. Hale*. L'Etat, une vie politique cahotique et la société : la presse turque parvient-elle à jouer ce rôle ambigu de quatrième pouvoir qu'on attribue à la presse du « monde libre » ? Quelle est sa position vis-à-vis des pouvoirs ? Du pouvoir ? *A. Koloğlu*, ancien directeur

général de la presse et de l'information durant la courte expérience sociale-démocrate de Bülent-Ecevit, présente un dossier qui permet de saisir les grandes lignes du système de la presse en Turquie. C'est une presse qui semble agir moins en caisse de résonance de la classe politique que comme une force politique spécifique qui amplifie les tendances qui se dessinent en filigrane dans la société turque urbaine, saisissant au vol les signes de « l'esprit du temps », quitte à jouer avec le feu lors des campagnes médiatiques qui rendraient jalouse la presse de Springer. Une culture politique de bricolage, conjuguée avec une identité culturelle et sociale instable servent de terreau à cette presse qui domine la scène du quotidien avec un nombre de titres et des tirages qui a peu d'équivalent dans le tiers-monde.

Mais l'Etat et la Nation, l'Etat-Nation, ne constituent que quelques-uns des systèmes et des sous-systèmes idéologiques qui parcourent le champ de la vie sociale. « L'idéologie des ingénieurs et des architectes » présentée par *N. Göle* illustre cette pluralité de systèmes idéologiques en situation d'interface : systèmes religieux, laïcs, professionnels, populaires, bureaucratiques, etc., qui entrent en combinaison. C'est le cas, ici, à travers l'exemple d'une nouvelle classe politique qui s'auto-recrutait dans les rangs des diplômés des écoles de sciences politiques naguère, mais qui est constituée autour des ingénieurs désormais. Cette nouvelle classe politique a beau proclamer son attachement au monde ouvrier et à sa cause, ce dernier mène encore des luttes qui rappellent les débuts de la révolution industrielle en Europe ; l'épopée de la conquête des droits syndicaux et d'association. Comment faire la grève en Turquie ?, se demande *Ş. Güzel* dans le dossier qu'il présente : dossier qu'on peut lire en contrepoint du texte sur l'idéologie des ingénieurs et des architectes en Turquie.

*
* *

Pour finir, il faut rappeler le choix qui a prévalu dans la structuration de ce livre : rester le plus près possible des faits, de l'informatif et du descriptif, au risque de laisser le lecteur amateur d'interprétations en termes d'idéologie et de « modèles » sur sa faim.

Plus qu'un débat, en effet, ce sont des arguments de quelques zones de congruence dans la Turquie en transition qui sont présentées ici. Le débat existe néanmoins dans la diversité de références et d'argumentation de chacune des contributions qui gardent toute leur individualité.

Altan GOKALP

Institut kurde de Paris

Les disparités régionales en Turquie

Marcel BAZIN
Université de Reims

Les problèmes de développement de la Turquie sont souvent abordés de façon globale, or les disparités y sont considérables à la fois entre les différents groupes sociaux et entre les différentes parties du territoire turc. La vigueur même de ces disparités constitue en elle-même un problème de développement. Notre contribution à cet ouvrage en tant que géographe tendra donc à analyser ces disparités, en nous appuyant en bonne partie sur la cartographie des données statistiques récentes.

Il convient au préalable de s'interroger sur la *notion de région* en Turquie. En effet des noms propres désignant spécifiquement une portion de territoire délimitée en fonction de critères variés, naturels, historiques ou économiques, sont pratiquement absents de l'usage turc contemporain. La seule région ayant un nom turc est la plaine d'Adana : c'est la Çukurova, la « plaine-fosse » encadrée par le Taurus et l'Amanos.

Ailleurs, et aussi dans ce cas (Cilicie), les auteurs occidentaux utiliseront volontiers les noms antiques des régions (cf. la thèse de X. de Planhol : *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens*, Paris, 1958). Certains de ces noms, très anciens, remontent aux peuples « asianiques » qui se partageaient l'Asie mineure avant sa conquête par les Perses, d'autres sont plus tardifs. Presque tous sont complètement sortis de l'usage. Alors que la majorité des noms de villes importantes dérivent de noms antiques, seul le nom de la Thrace, *Trakya*, est utilisé couramment en turc moderne. Notons cependant que le développement du tourisme fait

revivre des noms comme *Kappadokya* ou *Likya* attachés à une « image de marque » monumentale ou archéologique : églises rupestres de Cappadoce, tombeaux lyciens.

Le mot « région » existe pourtant en turc : on dit *bölge*, dérivé du verbe *bölmek*, « diviser », de même que *bölüm* qui sera utilisé pour désigner des unités plus petites, des sous-régions. Mais on dira « la région de ceci ou cela », ... et d'abord « de la mer Noire », « de l'Égée », « de l'Anatolie centrale », etc. Autrement dit des *régions naturelles* (*doğal bölge*) de grande dimension, telles qu'elles sont enseignées aux lycéens turcs. On parlera de même de « région agricole », de « régions industrielles », et de « directions régionales » regroupant plusieurs départements sous leur autorité.

Mais il n'existe *pas d'unité administrative* à ce niveau *régional* : les circonscriptions dépendant de différentes directions régionales implantées dans la même ville ne coïncident pas, un peu comme dans la France des années 1950-1960, avant la mise en place des régions.

En effet l'*unité de base du découpage administratif* de la Turquie, république unitaire et centralisée, est le *département* (*il*), subdivisé en arrondissements (*ilçe*, ex-*kaza*) et canton (*Bucak*, ex-*nahiye*). Il n'en a pas toujours été ainsi, la structure administrative de l'empire ottoman était plus complexe, avec quatre niveaux : provinces (*vilâyet*), districts (*sancak* ou *liva*), arrondissements (*kaza*) et cantons (*nahiye*). Ces circonscriptions étaient à la fois de plus en plus grandes et de moins en moins efficaces à mesure qu'on s'éloignait d'Istanbul, avec une opposition très nette entre l'Anatolie occidentale bien contrôlée (ainsi que la Roumélie) et l'Anatolie orientale beaucoup moins fermement tenue, tout comme le Proche-Orient arabe.

Atatürk a d'abord conservé la nom de *vilâyet*, mais l'a appliqué à des unités plus petites et plus homogènes, correspondant tantôt à des *vilâyet* anciens, tantôt à des *sancak*. Une fois le nom du département devenu *il*, le préfet a gardé son titre ancien de *vali*.

Ces 67 départements restent malgré tout assez disproportionnés, leur superficie va de 3 650 km² (Kocaeli) à 49 175 km² (Konya), avec 36 départements, soit une bonne moitié, compris entre 8 000 et 15 000 km². De même leur population varie de

147 000 habitants (Bilecik) à 4 741 000 (Istanbul), avec 36 départements ayant de 400 000 à un million d'habitants.

63 de ces 67 départements portent le nom de leur chef-lieu, les seules exceptions étant İçel (chef-lieu Mersin) et Kocaeli (Izmit), vieux noms historiques de *vilâyet* conservés, Hatay, nom de l'ex-*sancak* d'Alexandrette rattaché en 1939 à la Turquie (dont le chef-lieu est Antakya/Antioche et non le port d'Iskenderun/Alexandrette), et Sakarya, appellation donnée au département d'Adapazari traversé par le fleuve du même nom pour commémorer la victoire de l'armée turque sur les Grecs. Mais *la ville est la référence habituelle* et désigne tout naturellement son hinterland rural dans l'esprit des Turcs : si quelqu'un dit : « Je suis de Sivas », il n'est pas évident qu'il habite cette ville, ou qu'il en est originaire, il peut aussi bien venir d'un des villages, parfois très éloignés, qui en dépendent.

La polarisation de l'espace par les villes est donc un fait ancien en Turquie, on peut même dire que l'espace perçu des Turcs est un espace polarisé. Ce qui est nouveau, c'est la différenciation des villes en un *réseau urbain* nettement hiérarchisé, un certain nombre de villes se détachant comme centres régionaux au-dessus de ce niveau moyen des préfectures, tandis qu'en-dessous se multiplient les petites villes.

Au cours de ces considérations générales, nous avons noté en passant *trois types d'opposition binaire*, ce que R.G. Maury a appelé les « trois dualités du territoire turc » (dans son article « Géo-démographie de la Turquie : une transition difficile », *Méditerranée*, 1983, 4, p. 51-61), dont la partie centrale est justement consacrée à cette question des disparités régionales.

- régions maritimes/régions intérieures : opposition naturelle se traduisant entre autres dans l'agriculture ;
- Ouest/Est : disparités de développement ;
- villes/campagnes : activités, niveaux de vie et comportements démographiques et sociologiques différents, mais aussi interrelations denses, rendues plus complexes aujourd'hui par la hiérarchisation des villes.

Ces trois oppositions sont étroitement imbriquées. Ainsi la carte, toute simple dans son principe, de la densité de population, superpose-t-elle trois séries de faits :

- les départements les plus peuplés sont tous situés à la périphérie et près des côtes, et encore presque tous les départements à densité supérieure à la moyenne nationale ;
- les plus nombreux de ces départements peuplés sont dans la moitié ouest du pays, et particulièrement dans le quart nord-ouest ;
- à l'intérieur de ces différents ensembles, la plupart des départements contenant un centre régional important se détachent des départements voisins : Izmir et Burza sur la façade nord-ouest déjà bien peuplée aussi bien que Malatya, Elâzığ et Diyarbakir en Anatolie orientale au peuplement beaucoup plus clairsemé.

I. Régions maritimes et régions intérieures

... et non régions « périphériques » et « centrales », car les régions frontalières de l'est et du sud-est appartiennent incontestablement au domaine intérieur, et surtout, malgré les efforts de recentrage d'Atatürk, le « centre » de la Turquie se trouve plutôt en position périphérique, dans l'angle nord-ouest (cf. partie II ci-dessous).

A. Deux grands domaines naturels

Il est significatif que le travail de découpage en unités naturelles du territoire turc par Oguz Erol, *Die naturräumlich Gliederung der Türkei*, Wiesbaden, 1983, tout en cherchant à s'appuyer sur les conceptions récentes des paysages naturels comme géosystème définis par l'interrelation de facteurs abiotiques, biotiques et humains, aboutit à reprendre le découpage proposé dès 1941 au premier Congrès des géographes turcs, et adopté depuis dans les atlas courants et les manuels de l'enseignement secondaire, en 7 régions naturelles.

Ces sept régions se répartissent nettement en deux domaines :

- régions maritimes, d'ailleurs nommées d'après les mers qui les bordent, la mer Noire, la Marmara, l'Égée et la Méditerranée. Ce sont des régions à climat relativement humide, recevant partout plus de 600 mm de précipitations annuelles, à couverture végétale naturelle de type forestier, à relief contracté opposant de vigoureuses chaînes montagneuses et des plaines littorales généralement étroites.

– régions intérieures, l'Anatolie centrale ou intérieure, l'Anatolie du nord-est et l'Anatolie du sud-est. A l'abri des chaînes côtières, elles se différencient fondamentalement des précédentes par leur climat continental, à la fois beaucoup moins arrosé, ne permettant qu'une végétation de steppe dans les parties les moins élevées, et beaucoup plus contrasté thermiquement, avec des hivers longs et rigoureux et des étés encore chauds. Le relief laisse plus de place aux horizons tabulaires, même si l'on doit se garder de l'image trompeuse de « plateau anatolien », les montagnes étant partout présentes, en proportion variable d'une région à l'autre.

En effet, les *différences à l'intérieur de ces deux grands domaines* ne sont pas négligeables, et justifient le découpage en régions plus nombreuses :

Dans le domaine maritime, le relief oppose les régions nord et sud axées sur une chaîne longitudinale (le Taurus laissant de plus la place à deux vastes plaines littorales, au contraire de la chaîne pontique) à la façade égéenne hachée de chaînons et bassins transversaux, et au pourtour de la Marmara beaucoup moins accidenté, tandis que le climat oppose la frange pontique arrosée toute l'année aux régions de climat méditerranéen pur, celles de l'Égée et de la Méditerranée, la région de la Marmara faisant la transition entre les deux.

De même dans l'intérieur on distingue nettement :

- l'Anatolie centrale à larges bassins séparés par des massifs montagneux plus isolés, moins élevée et plus sèche ;
- l'Anatolie orientale, ou du nord-est, plus élevée et très accidentée, au climat le plus rigoureux ;
- l'Anatolie du sud-est, extrême prolongement des plateaux syriens vers le nord, avec cependant les reliefs du Karaca Dağ et de la chaîne de Mardin, surchauffée et desséchée en été.

De plus, la *limite* entre les deux domaines n'est pas partout aussi tranchée : très nette au nord et au sud où la chaîne pontique ou le Taurus occidental et central isolent efficacement l'intérieur, beaucoup moins à l'ouest où l'on remonte par paliers en suivant les grandes vallées depuis l'Égée. Cette bande de transition appartient toujours au système de relief de la façade égéenne, mais la continentalité est déjà sensible dans ce climat, avec un froid hivernal marqué et des précipitations inférieures à 600 mm. Cet

ensemble est tantôt considérée comme la partie intérieure de la région égéenne, tantôt érigé en une huitième région, l'Anatolie occidentale. La région en arrière de l'angle nord-est de la méditerranée, entre Maraş et Gaziantep, imparfaitement abritée par la chaîne assez basse de l'Amanos, constitue une autre zone de transition.

B. Deux grands types d'agriculture et de paysage rural

Des milieux naturels aussi différenciés sont à la base de la différenciation régionale de l'agriculture turque.

Ces différences sont directement perceptibles dans le *paysage et l'habitat*. Si le paysan turc est presque partout un *köylü*, un villageois, membre d'une communauté sociologique cohérente, les villages de l'Anatolie intérieure sont compacts, formés de maisons de terre et de pierre à toit plat de terre battue, bordés par des aires de battage groupées et des pyramides de *tezek*, combustible fait de déjections du bétail et de paille hachée (et qui représentait jusqu'à une date récente une part étonnante du bilan énergétique de la Turquie. Les terres cultivées en openfield, le plus souvent assolées, se détachent mal des paturages steppiques.

Les paysages des régions côtières sont plus variés. Si les champs de céréales sont souvent organisés ici aussi en openfield assolé, les arbres tiennent une place beaucoup plus importante dans le paysage, en parcelles homogènes de vergers ou dispersés aux abords des habitations. Les villages sont plus distendus, et se fractionnent en hameaux sur les pentes dominant la mer Noire, dans un paysage souvent semi-bocager. Le bois plus abondant est plus largement utilisé dans la construction, en chaînage de murs de pierre, en colombage, voire, pour l'ensemble des murs et cloisons pour certaines maisons de la région pontique, et surtout dans la charpente de toits à quatre pentes couverts de tuiles.

Ce contraste entre les paysages correspond à l'opposition des *systèmes de culture* : agriculture céréalière de l'intérieur et cultures subtropicales spéculatives des marges.

Le point de départ dans l'intérieur était une *céréaliculture pluviale vivrière* aux techniques archaïques associée à l'élevage de gros et surtout de petit bétail sur les jachères et les parcours

extérieurs. Le système de culture traditionnel était la rotation biennale céréale (blé pour le pain quotidien consommé en grandes quantités par le paysan turc + orge plutôt destinée au bétail + un peu de seigle ou de millet dans certains secteurs montagneux)/jachère travaillée suivant les principes de la culture sèche (« dry-farming »), sur laquelle pouvait être dérobée une brève culture de légumineuses : lentilles, pois chiches ou vesces, cf. la part prépondérante des régions intérieures dans leur production. Les labours étaient effectués à l'araire, la moisson à la faucille et le dépiquage au traîneau à battre ou *döven*, planche garnie de silex ou de pointes semblable au *tribulum* de l'Antiquité classique et permettant de hacher la paille pour la donner au bétail pendant la longue stabulation hivernale.

La modernisation de cette agriculture de l'intérieur a pris deux formes successives : par *extension spatiale* appuyée sur la *mécanisation*, puis par son *intensification*.

La première phase a vu, entre 1940 et 1960, les emblavures s'étendre spectaculairement, particulièrement dans la steppe centre-anatolienne entre Ankara et Konya et sur les plateaux d'Anatolie du sud-est. Dans ces deux cas, de relativement grandes exploitations (9 ha de dimension moyenne, ce qui est encore bien médiocre, mais avec 30 à 70 % des terres aux mains des propriétaires-exploitants de plus de 20 ha) ont pratiqué le dry-farming avec labour au tracteur, dans des zones écologiquement marginales, si bien que les rendements sont restés bas (autour de 10 q/ha) et irréguliers, avec des reculs brusques arrêtant les poussées les plus imprudentes. Cette extension s'est faite en partie aux dépens de l'élevage, surtout en Anatolie centrale, l'Anatolie orientale disposant de pâturages de montagne incultivables où la part des pâturages risque cependant d'être sous-estimée, car il faudrait y ajouter des pacages et parcours collectifs probablement exclus de la « surface des exploitations agricoles ».

L'intensification caractérise plutôt la période 1960-1985, au moyen de l'*irrigation* d'une part, des améliorations techniques de l'autre.

L'Anatolie centrale avait pourtant joué un rôle pionnier en Turquie et dans tout le Proche-Orient avec le *Çumra Projekt* lancé dès 1896 par la Deutsche Bank, concessionnaire de la voie ferrée

d'Istanbul à Adana : des dérivations en éventail sur la rivière Çarşamba, au sud-est de Konya, irriguaient 28 000 ha dès 1914, mais les résultats restèrent médiocres à cause de l'irrégularité du régime, des pertes par infiltration, et d'un drainage insuffisant entraînant une élévation de la salinité. Le projet a été complété à partir de 1960 par des retenues plus efficaces, l'extension du réseau de canaux, désormais bétonnés, vers le nord, et la mise en place d'un système de drainage évacuant les eaux jusqu'à la cuvette du lac Salé. En même temps, des ouvrages d'irrigation de dimension plus modeste se sont multipliés à travers l'Anatolie centrale, puis la priorité est passée au sud-est avec le *projet de l'Euphrate*, dont les ambitions dépassent le seul domaine de l'agriculture : barrage-réservoir de Keban achevé en 1974, de 30 milliards de m³ de capacité, complété à l'aval par les deux barrages actuellement en construction de Karakaya et Karababa = Atatürk. Combiné avec d'autres ouvrages sur le Tigre, il doit permettre d'irriguer plus de 500 000 ha sur les plateaux d'Urfa et de Mardin.

L'irrigation permet de *diversifier le système de culture* en introduisant des cultures industrielles, à côté de deux productions traditionnelles d'extension très limitée : le *pavot à opium* autour d'Afyonkarahisar (dont le nom signifie « forteresse noire de l'opium ») et la *rose à parfum* ou à confiture dans le bassin d'Isparta. La principale bénéficiaire a été la *betterave à sucre*, qui alimente un réseau dense de sucreries (judicieusement mentionnées sur la carte hors-texte des types d'agriculture du manuel de Hüttheroth, *Turkei*)¹ produisant les 3/4 du sucre du pays. Les périmètres irrigués comprennent aussi des planches de melons et pastèques, de tomates et d'autres légumes ou des vergers de pommiers ou d'abricotiers, sans oublier les peupliers, compagnons de tous les fonds de vallée et principale source de bois de construction.

Parallèlement, la *modernisation technique* s'est poursuivie. La mécanisation, d'abord limitée aux plus grandes exploitations, a poursuivi ses progrès, et la moitié environ des terres cultivées sont aujourd'hui labourées au tracteur, sauf dans l'Anatolie du nord-est très montagneuse. Si les moisonneuses-batteuses restent l'apanage des vastes fermes d'Etat et des rares très grandes exploitations, les

1. Darmstadt, 1982.

Principales productions de l'agriculture turque en 1982 (en 1 000 t.)

	Total national	Régions maritimes	Régions intérieures
Blé	17 500	6 672	9 161
Orge	6 400	1 315	5 085
Seigle	430	83	347
Avoine	330	224	106
Mais	1 360	1 203	157
Riz	210	166	44
Légumineuses	1 230	415	815
Tabac	207	164	42
Betterave à sucre	12 732	3 496	9 236
Pavot (capsules)	5,8	1,9	3,9
Coton (fibre)	489	464	25
Tournesol	600	505	95
Pommes-de-terre	3 000	1 179	1 821
Olives	1 320	1 310	10
Figues	280	276	4
Abricots	205	33	172
Pêches	265	234	31
Pommes	1 600	930	670
Agrumes	1 203	1 202	1
Pistaches	13	3,4	9,6
Noisettes	220	181	39
Raisin	3 650	2 177	1 473
Thé (feuilles vertes)	303	283	20
Melons	1 400	694	706
Pastèques	3 100	2 092	1 008
Tomates	3 700	2 903	797
Lait (brebis et chèvres)	1 775	569	1 206
Lait (gros bétail)	3 432	1 513	1 919
Viande (petit bétail)	176	107	69
Viande (gros bétail)	156	96	60
Laine	62	14	48
Poil de chèvre	9,3	2,6	6,7
Mohair	5,6	0,2	5,4
Cocons	2	1,4	0,6

batteuses fixes jalonnent les aires de battage. Surtout la consommation d'*engrais chimiques* (à défaut du fumier qui continue presque partout à servir de combustible) s'est rapidement accrue, et a beaucoup contribué à la progression, et à la stabilisation d'une année sur l'autre, des rendements : le rendement moyen du blé dans les régions intérieures atteint 17 q/ha, avec il est vrai de fortes disparités, les rendements de l'extrême est montagneux restant très bas. La persistance de la jachère, particulièrement en Anatolie centrale, montre cependant le caractère encore relativement extensif de cette agriculture comparée à celle des régions maritimes.

Celles-ci font en effet une place beaucoup plus importante aux *cultures permanentes* et *cultures de plantation*. Les exploitations sont souvent petites, minuscules même dans la région pontique où leur dimension moyenne n'est que de 3,4 ha. Le relief accidenté de cette dernière et la nature des spéculations y expliquent la mécanisation encore très faible malgré la plus forte progression depuis 1966. Les trois autres régions sont au contraire les plus précocément mécanisées, et doivent à l'orientation commerciale de la culture une part un peu plus élevée qu'ailleurs de terres en location.

Ces cultures spécialisées s'ajoutent au « complexe de base » céréales + élevage, qui reste partout important. Les céréales couvrent encore de 45 à 70 % des terres cultivées, et c'est dans ces régions périphériques qu'elles atteignent *leurs plus hauts rendements*. Ainsi les rendements en blé sont presque partout supérieurs à la moyenne nationale de 19,4 q/ha dans les trois régions de climat méditerranéen, et atteignent les valeurs record pour la Turquie de 30-31 q/ha en Thrace orientale et dans la Çukurova et ses bordures : il s'agit des deux petites régions les plus précocément mécanisées du pays, la première grâce à la proximité d'Istanbul, la seconde à la faveur de la fièvre du coton dont a bénéficié par contre-coup son compagnon d'assolement le blé. Seule la région pontique a des rendements faibles en blé : cette culture y est tout à fait marginale, la céréale alimentaire de base étant ici le *maïs*, relayé par l'orge en altitude.

L'élevage est lui aussi omniprésent, avec des formes très variées. C'est au long des massifs égéens et surtout du Taurus

qu'on trouve les *derniers groupes de nomades turcs*, les Yürük, c'est là aussi que les chameaux, auxiliaires du nomade, sont les plus nombreux : 2/3 du total national (le troisième tiers étant élevé par les nomades kurdes au Taurus oriental), mais cela ne représente que 6 000 têtes sur 9 000, aboutissement d'un déclin continu qui témoigne éloquemment du recul du nomadisme, car il y avait dans l'ensemble du pays 110 000 chameaux en 1950, 65 000 en 1960 et 31 000 en 1970 ! Les diverses formes de *semi-nomadisme* restent beaucoup plus répandues, semi-nomadisme direct depuis les marges des plaines littorales, par exemple en Lycie vers les alpages de l'Akdağ, semi-nomadisme inverse, souvent le plus ancien, la culture de céréales en moyenne montagne ayant alors précédé la fixation, ou semi-nomadisme à villages doubles, comme à l'ouest de la plaine d'Antalya (voir les processus d'évolution, ainsi que les types d'intégration de l'élevage à l'activité agricole, dans la thèse de X. de Planhol, *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens*, Paris, A. Maisonneuve, 1958, 495 p.). C'est aussi dans ces régions des marges qu'on trouve le plus d'établissements d'*élevage intensif périurbain*, laitier ou d'embouche, ce dernier attesté par la part prépondérante de ces régions dans la production de viande avec des effectifs de bétail inférieurs à ceux de l'intérieur.

Quant aux cultures commerciales, elles se répartissent en *deux générations* :

- cultures développées au siècle dernier par le commerce européen dans l'empire ottoman : oliviers, figuiers, abricotiers et vignes produisant des fruits secs, mûriers et sériculture, tabac, noisetiers ;
- cultures développées depuis une quarantaine d'années : coton, agrumes et bananiers, pistachiers, théiers.

La plupart sont étroitement localisées, et donnent toute une série de *combinaisons régionales* :

- La façade pontique orientale où se succèdent les domaines du thé à l'extrême est et du noisetier de Trabzon à Ordu (cf. X. de Planhol : « A travers les chaînes pontiques : plantations côtières et vie montagnarde », *B.A.G.C.*, 1863, 311-312, 2-12.). La complexité maximale est atteinte entre Trabzon et Rize, où interfèrent les deux activités (cf. G. Schweizer, « Kulturgeographische Höhenstufen im Nordostanatolischen Randgebirge », in

C. Jentsch & H. Liedtke (Hrsg.), *Höhengrenzen in Hochgebirgen*, Sarrebruck, Arbeiten aus dem Geogr. Inst. der Univ., 29, 1980, 327-351) : le thé domine à basse altitude, mais disparaît dès 500 m, les arbustes étant sensibles au gel ; son compagnon le noisetier devient alors prépondérant, alternant avec le maïs traditionnel, qui reste seul avec des prairies entre 900-1 400 m et 1 300-1 400 m. Au-delà d'une bande forestière trouée de clairières pastorales (*mezraa*), les établissements temporaires d'été pratiquent la culture de l'orge au milieu des alpages ou *yayla*.

Le vigoureux développement de la culture du thé, qui satisfait désormais une consommation nationale pourtant considérable depuis que le thé a supplanté le traditionnel café turc, a inversé les flux migratoires dans cette région : traditionnellement région d'émigration, elle attire désormais des travailleurs saisonniers, femmes pour la cueillette des feuilles et hommes pour leur traitement dans les usines, depuis les régions adjacentes d'Anatolie du nord-est ou les parties plus occidentales de la chaîne pontique.

- Vers l'ouest, la portion de côte orientée nord-ouest/sud-est, plus abritée voit réapparaître des cultures méditerranéennes, l'olivier sans importance économique et le tabac important dans les plaines deltaïques de Bafra et de Çarşamba.

- Au-delà de la région pontique centrale, la Paphlagonie antique, dépeuplée par l'émigration vers Istanbul, la région pontique occidentale a à son tour développé la culture du noisetier au cours de ces dernières années, et fournit un tiers de la production nationale.

- Les régions à l'est et au sud de la Marmara pratiquent une polyculture intensive et très variée, associant maïs, tabac, mûrier pour l'élevage de vers à soie, qui a beaucoup décliné, fruits et légumes, élevage laitier.

- La Thrace orientale a des paysages plus anatoliens, mais sa céréaliculture d'openfield est devenue intensive, avec le tournesol et la betterave remplaçant la jachère, et de nombreux petits périmètres irrigués à partir de lacs collinaires.

– Sur la façade égéenne, les plaines transversales successives répètent une même séquence de cultures :

- oliviers en frange littorale ;
- au cœur des plaines champs ouverts associant le blé et les cultures commerciales, tabac et sésame en sec et coton irrigué ;
- en bordure des bassins, rôle essentiel de l'arboriculture : figes et raisins « de Smyrne », les célèbres sultanines sans pépins, et mêmes agrumes sur certains versants tournés au sud produisant un véritable « effet d'espalier » (flanc sud des monts d'Aydin ou de la péninsule à l'ouest d'Izmir) ;
- blé et forêts claires plus ou moins pâturées en altitude.

– La façade méditerranéenne a surtout des cultures commerciales de la seconde génération : coton et tomates sous serre dans les petites plaines littorales de Lycie, coton, amandiers et agrumes dans la plaine d'Antalya, agrume et bananiers le long de l'étroite frange littorale entre, Alanya et Mersin, à nouveau coton en Cilicie.

– La plaine de Cilicie, la Çukurova, dont la recolonisation agricole avait lentement commencé au siècle dernier, a en effet été marquée par le « boom du coton » après 1945, cultivé de deux manières : en quasi-monoculture dans la basse plaine irriguée depuis le barrage du Seyhan achevé en 1956 (155 000 ha irrigables, c'est le périmètre le plus important du pays en attendant l'achèvement des travaux sur l'Euphrate), où non irrigué en rotation biennale avec le blé. Cette primauté du coton n'a pas été sans poser des problèmes socio-économiques, avec une forte concentration des exploitations au profit du groupe des plus de 20 ha, et un nombre croissant d'ouvriers agricoles sans terre, en partie issus de l'intense immigration saisonnière depuis les montagnes environnantes mais aussi l'Anatolie du sud-est. Problèmes techniques également, car la culture du coton, la plus anciennement modernisée de tout le pays, est aujourd'hui en retard sur ses concurrentes de l'Egée et de l'ouest méditerranéen. La diversification prônée par divers auteurs semble bien s'être amorcée, car les superficies en coton sont passées de 350 000 ha et plus de la moitié du coton turc au début des années 1970 à 200 000 ha (1/3 de la Turquie) en 1982, au profit des melons et pastèques, des rizières maintenant que la malaria est bien contrôlée, et des agrumes sur les bordure nord de la plaine.

- La bande de transition vers le domaine semi-aride au sud-est a enfin vigoureusement développé la culture du pistachier, d'abord autour de Gaziantep puis vers l'intérieur.

Finalement les efforts d'intensification et de diversification de l'agriculture des régions intérieures n'a guère atténué le contraste entre celles-ci et les régions maritimes puisque les nouvelles spécialisations sont généralement de nature différente des deux côtés.

II. Le « gradient ouest-est » : les disparités de développement

Un second contraste se superpose au premier, opposant en gros deux moitiés du territoire turc de part et d'autre d'une ligne oblique allant de Zonguldak à Gaziantep, à l'ouest une Turquie développée et industrialisée, à l'est une Turquie rurale et arriérée. Les différences sont maximales entre l'extrême nord-ouest et l'extrême sud-est, suivant ce que W.D. Hüttheroth a appelé un « gradient ouest-est » très prononcé.



Fig. 2. - Ouest/Est

A. Turquie industrielle et Turquie agricole

La structure de la population active oppose de façon spectaculaire les deux ensembles : les deux cartes de la population active agricole et de la population active industrielle (cf annexe) sont pratiquement le négatif l'une de l'autre.

Certes, « Turquie industrielle » est un bien grand mot pour un pays où 15,7 % seulement de la population active est occupée (en 1980) dans le secteur secondaire, et 11,4 % dans les industries extractives, le secteur de l'énergie et les industries manufacturières, en excluant le secteur du bâtiment. Nous avons préféré éliminer de la carte ce dernier élément, car il traduit plutôt la vigueur de la croissance urbaine, même en l'absence d'activité industrielle proprement dite.

Nous constatons que des pourcentages de 8 % d'actifs dans les industries extractives et manufacturières, encore bien modestes, sont absents dans la moitié nord-est du pays. La seule exception, le département de Rize, doit sa forte « industrialisation » à sa spécialisation agricole, puisque la majorité de ses ouvriers sont employés dans les usines de préparation du thé. Inversement la moitié occidentale a des taux généralement supérieurs à cette valeur de 8 %, à part dans divers départements ruraux de Thrace, du sud-ouest ou d'Anatolie centrale.

La carte, un peu plus ancienne, des effectifs employés dans l'industrie donnée dans Hütteroth, *Türkei*, p. 417, montre encore plus nettement la concentration des emplois industriels dans un quadrilatère Istanbul-Izmir-Ankara-Zonguldak au nord-ouest du pays. Il groupe en effet 6 des plus importants foyers industriels du pays, résultant de deux générations successives d'industrialisation :

– Les foyers les plus occidentaux, où l'industrie remonte à la période ottomane :

- Istanbul, restée de loin la première ville industrielle du pays avec 25 % des emplois industriels de tout le pays représentant 34 % de la population active du département. Toute la gamme des industries légères est présente à Istanbul, sa prépondérance est particulièrement écrasante dans des industries relativement élaborées.
- Izmir reste le second centre industriel du pays avec 8 % des emplois turcs. Ses vieilles industries de transformation des productions régionales : agro-alimentaire, tabac, textile, travail du bois, l'emportent encore sur une gamme variée d'industries modernes. Ce foyer est complété par les industries textiles ou agro-alimentaires d'une série de villes moyennes dans l'arrière-pays d'Izmir : Manisa, Turgutlu et Salihli, Akhisar, Aydin et Nazilli.

• Bursa est passée du travail de la soie à celui de la laine puis à des industries légères très diverses. (L'étude de R. Stewig : *Bursa – Nordwestanatolien. Strukturwandel einer orientalischen Stadt unter dem Einfluss der Industrialisierung*, Kiel, 1970, Schriften des Geogr. Inst. der Univ. Kiel, 32, 328 p., fournira un très bon exemple de ville industrielle proche-orientale, avec une cartographie très complète des types de localisations de l'industrie dans la ville, que nous avons essayé de synthétiser dans la figure ci-contre.)

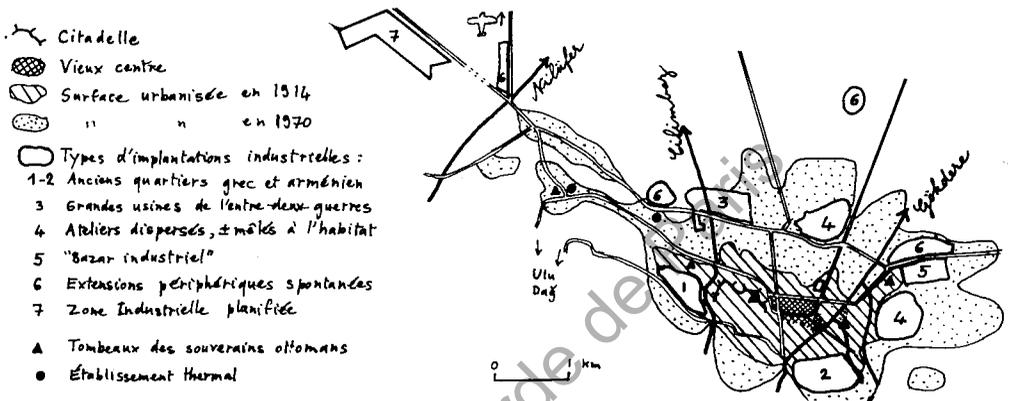


Fig. 3. — Bursa, d'après R. Stewig : *Bursa-Nordwestanatolien*, Kiel, 1970.

– Des foyers industriels dont l'essor date des débuts de la république turque :

- Ankara, la nouvelle capitale, dotée d'industries appartenant en bonne partie au secteur public, mais dont le nombre a été volontairement limité pour préserver l'environnement de la ville, n'est que le troisième centre industriel de Turquie, avec 8 % des actifs industriels du pays pour l'ensemble du département, y compris le centre d'industries lourdes de Kirikkale, à 70 km à l'est d'Ankara, qui joue en quelque sorte le rôle d'annexe industrielle de la capitale.
- Eskişehir, nœud routier et ferroviaire, a développé avec l'appui de nombreux réfugiés des Balkans des industries textiles, agro-alimentaires et de matériels de transport.

• Le bassin houiller de Zonguldak-Ereğli est la seule région d'industries lourdes appuyées sur le charbon, avec le centre sidérurgique de Karabük, récemment complété par une seconde usine à Ereğli.

Les autres foyers industriels importants se trouvent à l'autre bout de l'axe nord-ouest/sud-est délimitant les « deux Turquies » :

– L'ensemble des villes de la Çukurova qui ont développé en grand l'industrie cotonnière (cf. Lothar Rother, *Die Städte der Çukurova : Adana-Mersin-Tarsus*, Tübingen, 1971, Tübinger Geographische Studien, 42, 312 p.), Adana et ses voisines Tarsus et Ceyhan, est complété par les deux ports de Mersin et d'Iskenderun, dotés respectivement d'une raffinerie de pétrole et d'une usine sidérurgique.

– Gaziantep plus à l'intérieur est un des rares exemples de réussite de la politique de dissémination de l'industrie à travers le territoire turc entreprise dès l'entre-deux guerres.

– L'essor de Kayseri, bien desservie par les communications, est plus récent.

De l'autre côté de cette ligne invisible, l'industrialisation est très limitée, même des villes importantes n'ont qu'une gamme réduite d'établissements industriels, tandis que symétriquement le taux de population active agricole est partout supérieur à la moyenne nationale déjà très élevée de 60 %, avec une douzaine de départements atteignant des taux de 80 à 85 % !

Peut-on incriminer la pauvreté des ressources énergétiques et minières ? En fait, c'est la Turquie tout entière qui est peu favorisée de ce point de vue, et si c'est l'Ouest qui détient les gisements de houille (Zonguldak-Ereğli) et de lignite (Kütahya et Soma), c'est à l'est qu'on trouve les gisements de pétrole qui alimentent la raffinerie de Batman, mais ils sont très insuffisants et l'essentiel des hydrocarbures consommés en Turquie sont importés et transformés dans les raffineries littorales de la moitié ouest. La carte ci-dessus est incomplète parce qu'elle ne mentionne pas l'hydroélectricité. Si les premiers barrages importants ont été édifiés à l'ouest (sariyar sur le Sakarya, Hirfanli sur le Kizil Irmak, Seyhan), le potentiel de l'Est est beaucoup plus important avec les

bassins de l'Euphrate et du Tigre en cours d'équipement. Le barrage de Keban a à lui seul une puissance installée de 1 240 millions de kW, soit plus que le total des barrages édifiés avant lui, mais la plus grande partie du courant électrique est envoyée vers l'ouest !

En ce qui concerne les minerais métalliques, il y a à peu près équilibre entre l'est et l'ouest, entre autres pour la ressource la plus intéressante, le chrome, et beaucoup de gisements voient leur exploitation entravée par leur position marginale ou leur accès difficile. Le fer de Divriği parcourt plus de 1 000 km avant d'être traité dans l'usine sidérurgique de Karabük.

Les difficultés des communications sont d'ailleurs un handicap pour l'ensemble de l'industrie turque, mais les principaux foyers de l'ouest du pays bénéficient de meilleures conditions de ce point de vue. Vers l'est, gêné il est vrai par un relief très montagneux sauf à proximité de la frontière syrienne, les réseaux de communication deviennent plus lâches : c'est un aspect de plus du sous-développement relatif de l'Est turc.

B. Autres aspects du décalage Oues/Est

A l'opposition industrie/agriculture correspond une opposition *urbain/rural*, mais moins accentuée, et on remarquera que la carte des taux de population urbaine présente une ligne de démarcation plus allongée de l'ouest-nord-ouest à l'est-sud-est, avec des départements encore très ruraux à l'ouest de la région pontique, et des départements du sud-est où l'on voit le poids relatifs de villes importantes comme Maras, Malatya et Elâziğ, Urfa et Diyarbakir. De plus un groupe cohérent de départements peu urbanisés occupe le coin sud-ouest du pays.

On ne dispose malheureusement pas de données par départements ou groupes de départements sur les *revenus* et les *niveaux de vie* : produit brut par habitant, revenu moyen, éléments de confort présents dans les logements, niveau d'équipement des ménages, rations alimentaires, etc. Quelques données indirectes sont apportées par des listes de prix de détail dans les villes d'Istanbul, Ankara, Izmir, Samsun et Erzurum. Ils présentent des écarts considérables, les prix les plus bas étant dans presque tous les cas enregistrés à Erzurum, où le pain est par exemple 23 % moins

cher qu'à Ankara et la viande de mouton 42 % moins chère qu'à Istanbul.

Le *niveau d'instruction* est également très révélateur, à la fois témoin et facteur des disparités de développement :

La Turquie a entrepris un effort considérable d'alphabétisation qui a porté ses fruits : la proportion d'analphabètes (dans la population âgée de 6 ans et plus) a diminué de moitié en 30 ans, malgré la croissance démographique globale, passant de 65 % en 1950 à 32,5 % en 1980. Mais cet acquis reste très inégalement réparti :

- selon les sexes : 20 % d'analphabètes chez les hommes, 45,3 % chez les femmes ;
- entre villes : 22,5 % et campagnes : 40,5 % ;
- entre régions (fig. 2) : la droite Zonguldak/Gaziantep sépare presque parfaitement les départements à proportion d'analphabètes supérieure ou inférieure à la moyenne nationale, avec seulement trois exceptions dans un sens et deux dans l'autre. L'écart est maximal entre un bloc nord-ouest allant de la Thrace à Ankara, plus Izmir, et un bloc compact de dix départements au sud-est.

Or ces dix départements sont justement ceux où la proportion d'habitants de langue kurde (ou kurde et arabe dans les cas d'Urfa et de Mardin) est la plus élevée. On voit donc clairement ici *l'interférence des faits culturels et des faits socio-économiques* : les Kurdes apprennent d'autant plus difficilement à écrire et à lire le turc que ce n'est pas leur langue maternelle, et qu'il n'est pas question en Turquie (ni dans les pays voisins) de leur enseigner leur propre langue à l'école. Le recensement de 1950 donnait un intéressant tableau croisant l'alphabétisation et la langue maternelle : les analphabètes, s'ils représentaient alors 65 % de la majorité de langue turque, n'étaient que de 25 à 38 % dans les minorités urbaines (Grecs, Arméniens, Juifs) et au contraire 91,4 % des Kurdes et 74,1 % des autres minorités musulmanes (Arabes + peuples caucasiens + réfugiés des Balkans).

Le problème des disparités de développement s'entrecroise donc avec le problème des minorités.

III. Les campagnes et le maillage des villes

La troisième dualité, entre villes et campagnes, est présente à travers tout le territoire, et nous avons déjà observé en passant certains de ses effets. Mais cette dualité est à la fois opposition et interrelations. Est-ce que l'influence des villes sur l'arrière-pays qu'elles polarisent ne contribue pas à atténuer les disparités entre grands ensembles régionaux ? Ces villes ont des poids démographiques et des aires d'attraction très inégales et constituent un réseau de mieux en mieux hiérarchisé : cela peut à la fois atténuer certaines disparités existantes et en créer de nouvelles.

A. Le réseau de lieux centraux

Par rapport au niveau de référence que constituent les préfectures se sont différenciées des villes plus importantes dominant une aire plus vaste, tandis que se multipliaient les petites, villes. On distingue ainsi les niveaux successifs suivants :

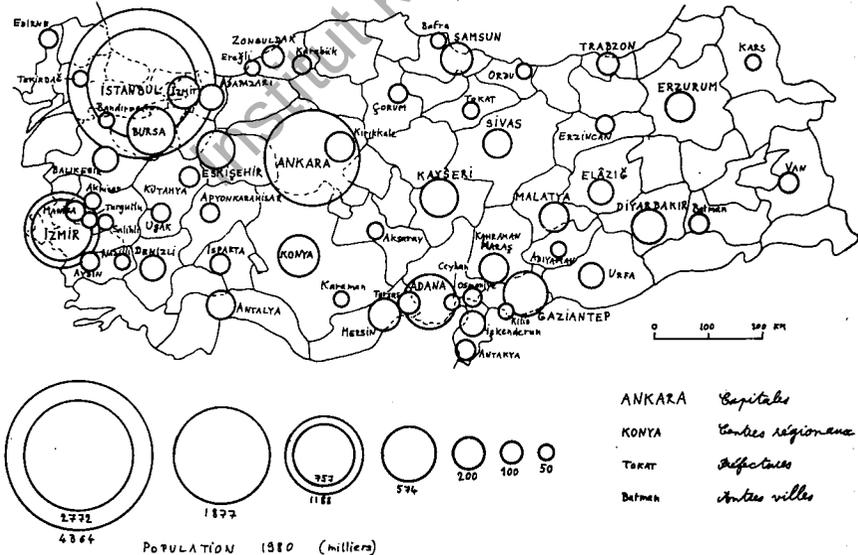


Fig. 4. — Les villes turques de plus de 50 000 habitants en 1980

Les *petites villes* : ce sont la plupart des 550 sous-préfectures. L'étude de Volker Hohfeld, *Anatolische Kleinstädte. Anlage, Verlegung und Wachstumsrichtung seit dem 19 Jahrhundert*, Erlangen, 1977 (Erlanger Geographische Arbeiten, Sonderband 6), a dégagé leurs caractères originaux :

- leur origine souvent récente, assez peu remontant au-delà du XIX^e siècle ;
- les fréquents déplacements de site, liés au changement de la fonction principale : jadis postes de contrôle militaire utilisant des sites défensifs, elles sont devenues centres administratifs et commerciaux, et ont subi l'attraction des axes de communications ;
- l'élaboration d'une structure urbaine nouvelle à partir du noyau villageois primitif, soit par densification, soit par étalement, soit par dédoublement.

Quelques-unes se distinguent du lot par une fonction particulière :

- touristique : Ürgüp en Cappadoce ou des villes côtières comme Kuşdasi, Bodrum, Marmaris ou Alanya ;
- industrielle qui leur donnera un poids démographique plus grand : Batman, Ereğli et Karabük ou les villes textiles de l'Égée et de la Çukurova.

Les *préfectures*, villes moyennes, dont la population s'échelonne de 12 000 habitants (Gümüşane et Tunceli) à près de 100 000 habitants (Antakya, cf. étude de L. Rother mentionnée ou Kütahya). Elles ont l'ensemble des administrations départementales, un lycée et un hôpital, et un centre commercial plus étoffé qui reçoit la visite des ruraux de tout le département.

Les *centres régionaux* : une quinzaine de préfectures, plus peuplées (de 100 000 à 375 000 habitants), ont des fonctions plus importantes : des directions régionales couvrant de 3 à 5 départements, des services de niveau supérieur, un centre commercial très attractif (voir un exemple de ce rôle régional dans M. Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie », *Rev. Géogr. de l'Est*, 1969, 3-4, p. 269-314). Certains de ces centres n'ont que des fonctions incomplètes, comme Antalya et Denizli au sud-ouest, Mersin trop proche d'Adana et Maraş de part et d'autre de la Cilicie, Zonguldak, d'abord cité industrielle, mais qui a profité du vide urbain relatif pour étendre son influence sur l'ouest de la

région pontique, ou Van, de dimensions plus réduites, mais qui s'affirme comme centre de l'extrême sud-est pauvre et sous-urbanisé. Les villes indiquées comme « centres régionaux » sur la figure 4 ont des fonctions plus complètes.

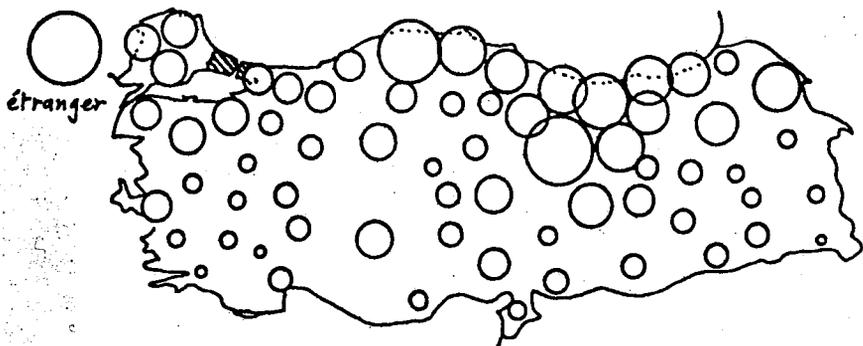
Ces centres sont assez régulièrement répartis à travers le territoire turc, aux sommets de triangles (et non d'hexagones chers à Christaller) d'environ 300 km de côté, soit une petite journée d'autobus, à part les centres plus proches et rivaux de Malatya et Elâzığ ou les centres entourant Adana.

Trois grandes villes rayonnent sur les trois grandes aires de la périphérie occidentale et méridionale du pays et peuvent être qualifiées de *métropoles régionales* : Adana, Izmir et Bursa, qui ont toutes trois assis leur développement sur un important rôle industriel.

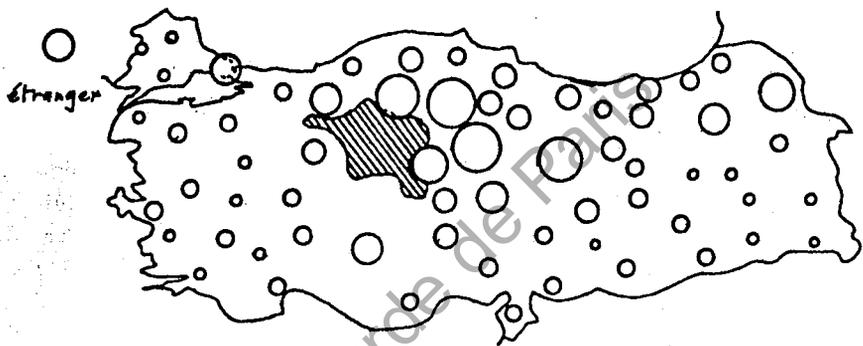
Les « deux capitales » : enfin au sommet de la pyramide, Ankara la nouvelle capitale de la jeune République turque, ajoutant à son rôle politique et administratif la direction du secteur économique d'Etat et de grandes institutions culturelles, et Istanbul l'ancienne capitale des sultans restée la capitale économique et intellectuelle du pays, car la majorité des dirigeants des entreprises commerciales ou industrielles du secteur privé ou des écrivains et artistes ont préféré continuer à vivre à proximité des rives du Bosphore.

Ces villes attirent de nouveaux habitants depuis l'ensemble du territoire national, comme le fait déjà Izmir (cf. figure 5, qui n'est d'ailleurs pas parfaitement satisfaisante, car les chiffres sont donnés pour les départements et non pour les agglomérations ; s'il est vrai que les campagnes voisines ont peu de chances d'attirer beaucoup d'immigrants venant de loin, l'écart est important dans les cas d'Ankara et d'Izmir et peut être source d'erreurs). On remarquera cependant qu'Izmir et même Ankara ont beaucoup recruté dans les régions les plus proches, la Turquie égéenne d'un côté et l'Anatolie centrale de l'autre. Au contraire à Istanbul les plus forts contingents sont venus de loin, des régions pontiques centrale et orientale et du nord-est de l'Anatolie.

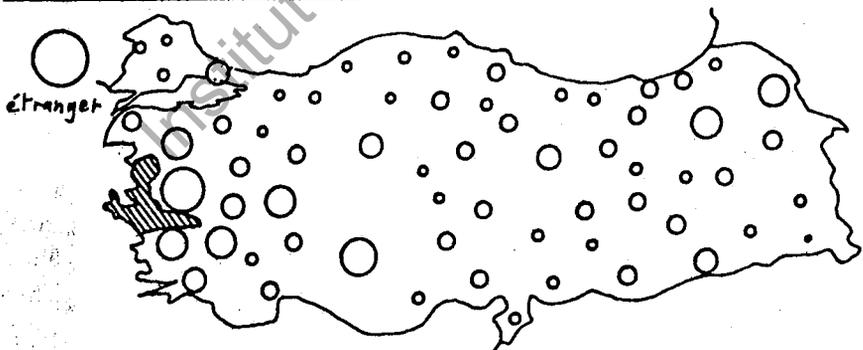
Les chiffres des dernières périodes intercensitaires permettraient de préciser ce phénomène dans le temps. En tout cas,



ISTANBUL (2 928 584 sur 4 741 890)



ANKARA (1 147 892 sur 2 854 689)



IZMİR (824 319 sur 1 976 763)

Personnes nées en dehors du département,
par département d'origine (en milliers) - 1980



Fig. 5. - Origine des habitants d'Istanbul, Ankara et Izmir

si Ankara a crû beaucoup plus vite qu'Istanbul jusqu'en 1970, la tendance s'est inversée depuis, Istanbul étendant toujours plus loin vers l'extérieur ses banlieues.

B. Des disparités liées à la répartition des lieux centraux

La concentration des services de haut niveau dans les centres régionaux entraîne une inégale desserte par ces services entre les départements où sont situés ces villes importantes et les départements voisins, par exemple dans les domaines sanitaire et éducatif.

L'encadrement scolaire et universitaire suit d'assez près la hiérarchie des lieux centraux, et contribue à l'affirmer : « écoles moyennes : (*orta okul*) correspondant à nos collèges dans chaque petite ville, lycées au chef-lieu de département et éventuellement dans une ou deux sous-préfectures importantes, établissements supérieurs dans les centres régionaux. La carte des diplômés de l'enseignement supérieur, si elle confirme le « gradient ouest-est », vient en même temps le nuancer et montre une répartition spatiale nettement plus irrégulière que la carte de l'alphabétisme : les départements dotés d'un centre régional se détachent généralement des départements voisins, parfois très nettement comme Trabzon et Kayseri, mais à des niveaux qui restent très différenciés, élevé pour Bursa ou Eskişehir, moyen pour Zonguldak, très bas pour Diyarbakir qui a 8,7 diplômés pour 1 000 habitants contre 5,6 à 6,8 dans les *il* voisins. Les rares autres anomalies positives (İçel, Isparta, Balıkesir, Artvin) peuvent correspondre à la présence d'une garnison importante, avec de nombreux officiers, ou à une politique éducative particulièrement efficace. C'est d'ailleurs moins la présence des universités qui compte ici que la concentration dans les centres régionaux des activités employant beaucoup de cadres supérieurs, et l'inégale efficacité de l'enseignement secondaire à l'amont, car les étudiants turcs sont recrutés par concours national inter-universités. Malgré la création récente d'une demi-douzaine d'universités nouvelles, l'équipement du pays reste très déséquilibré : les facultés d'Istanbul et d'Ankara (non compris les écoles supérieures situées dans ces deux villes) réunissaient encore respectivement 27,5 % et 23,6 % des étudiants turcs en 1981-1982, contre 43 % et 35,8 % en 1975-1975 il est vrai.

Les disparités dans l'équipement sanitaire sont assez comparables. Le nombre de lits d'hôpital suit un gradient général

ouest-est, avec là encore des anomalies positives pour la plupart liées à la présence des centres régionaux : Samsun, Kayseri, Gaziantep, mais surtout des départements de l'est, Trabzon, Erzurum, Diyarbakir et Elâziğ qui ont des taux parmi les plus élevés du pays. Le cas à première vue aberrant d'Isparta, au sud-ouest, beaucoup mieux lotie que les centres voisins de Konya et Antalya, peut s'expliquer par la présence de l'armée, et peut-être aussi par un fait politique : c'est la ville de l'ancien premier ministre Süleyman Demirel, chef de l'ex-parti de la Justice, qui a pu favoriser sa ville.

La répartition des médecins spécialisés correspond assez bien au maillage des lieux centraux, à part la concentration excessive dans les trois premières villes du pays, qui réunissent 57 % des 18 700 médecins spécialistes du pays. La répartition des 12 000 généralistes est un peu plus équilibrée, mais les écarts restent considérables entre les 16 « régions sanitaires » (dont la majorité correspondent à l'aire d'influence d'un grand centre) : il y avait en 1982 un médecin pour 700 habitants dans la région I = Istanbul et la Thrace et un pour 5 500 habitants dans la région XVI = l'extrême sud-est autour de Van.

Ainsi le maillage des lieux centraux a une double incidence sur les déséquilibres régionaux :

- les centres régionaux bien répartis à travers le pays sont un facteur important de diffusion du progrès économique et social dans les régions orientales ;
- mais les centres des niveaux les plus élevés, les deux capitales et les trois métropoles régionales qui concentrent une part très élevée des activités sont tous dans la moitié ouest.

Conclusion :

Dans quel sens évoluent les disparités ?

Ces disparités s'atténuent-elles ou s'accroissent-elles ?

En ce qui concerne l'industrie, les écarts ont plutôt eu tendance à se creuser. Si quelques départements de l'ouest déjà bien industrialisés ont progressé faiblement (Zonguldak, Eskişehir, l'arrière-pays d'Izmir), 17 des 22 départements dont les emplois

industriels ont augmenté plus vite que la moyenne nationale en 20 ans sont dans la moitié ouest, avec les taux les plus élevés pour Tekirdağ et Kocaeli qui ont accueilli les extensions industrielles d'Istanbul le long de la côte de la Marmara, et pour le Hatay grâce à la sidérurgie d'Iskenderun, et 5 seulement dans la partie orientale, partis de très bas sauf Rize. Ainsi à Yozgat, étudié par S. de Tapia², où l'essentiel des nouveaux emplois ont été créés dans la bourgade de Yerköy à l'aide de l'épargne des travailleurs émigrés. Partout ailleurs, la position relative par rapport à l'ensemble turc s'est encore dégradée.

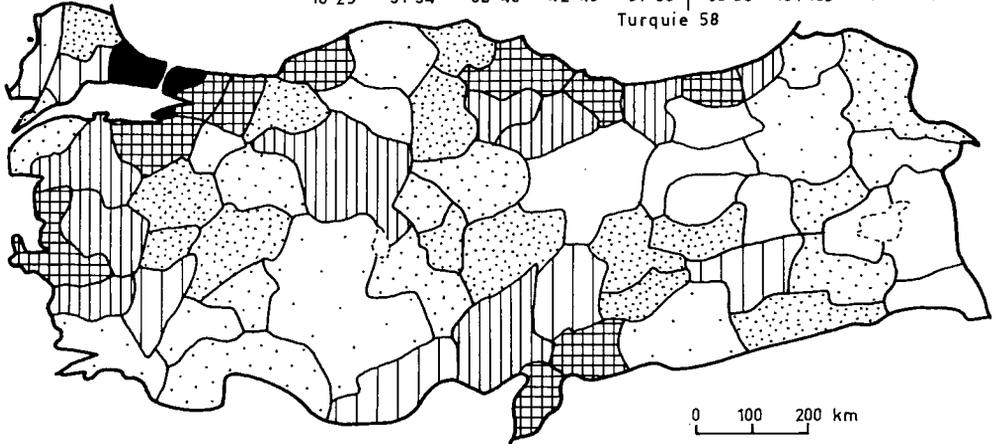
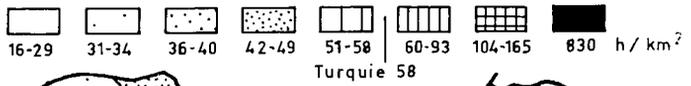
Ainsi, malgré une politique d'aides à l'industrialisation dans ces régions déprimées, le faible niveau d'équipement décourage les industriels dont la venue pourrait favoriser l'amélioration des équipements, cercle vicieux du sous-développement sans doute aggravé ces dernières années par le retour au libéralisme absolu. Le projet de l'Euphrate lui-même, pourtant érigé en véritable mythe du développement de l'Anatolie orientale, n'apportera pas de changement décisif si cette attitude ne change pas.

De plus, autre facteur aggravant, l'accroissement naturel de la population est le plus fort dans ces zones pauvres de l'est, comme en témoigne la carte de la structure par âges : c'est là que le gradient est le plus continu entre un nord-ouest vieux et un sud-est très jeune.

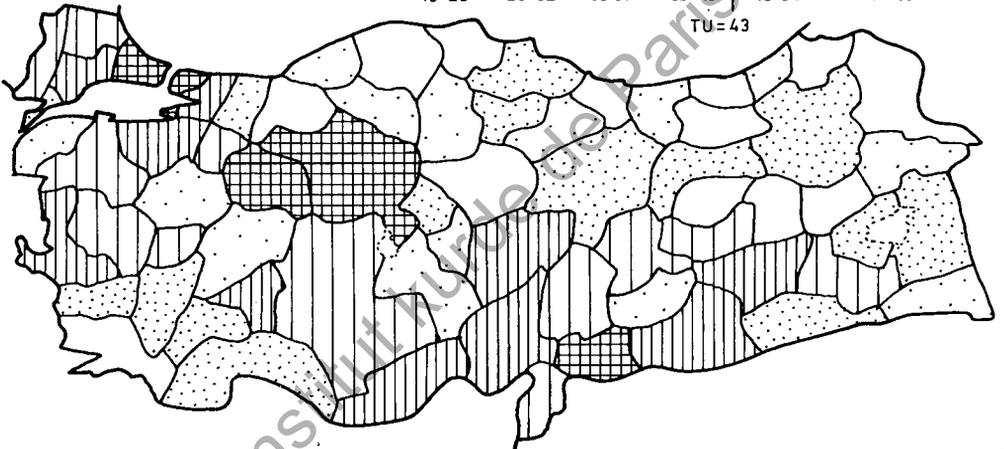
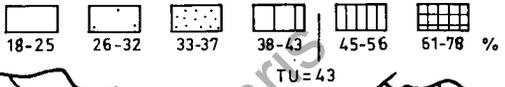
Le jeu des migrations, vers l'ouest urbanisé ou vers l'étranger, vient différencier la carte de la croissance réelle de la population. Une émigration importante depuis les départements de la chaîne pontique et du nord-est leur donne un taux de variation inférieur à la moyenne nationale, et même négatif dans 5 départements entre 1975 et 1980. Au contraire, la majorité des régions de peuplement kurde conservent un taux de croissance très élevé. Il constitue peut-être une forme implicite de résistance à la turquisation, mais aggrave en même temps la situation de ces secteurs déjà les plus défavorisés, dont le film de Yilmaz Güney, *Le troupeau*, illustre de façon magistrale le choc avec la « civilisation » symbolisée par Ankara.

2. « Emigration et développement : les premiers pas de l'industrialisation à Yozgat », à paraître dans *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 1986.

DENSITE 1980



TAUX DE POPULATION URBAINE 1980



CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE
1975 - 1980

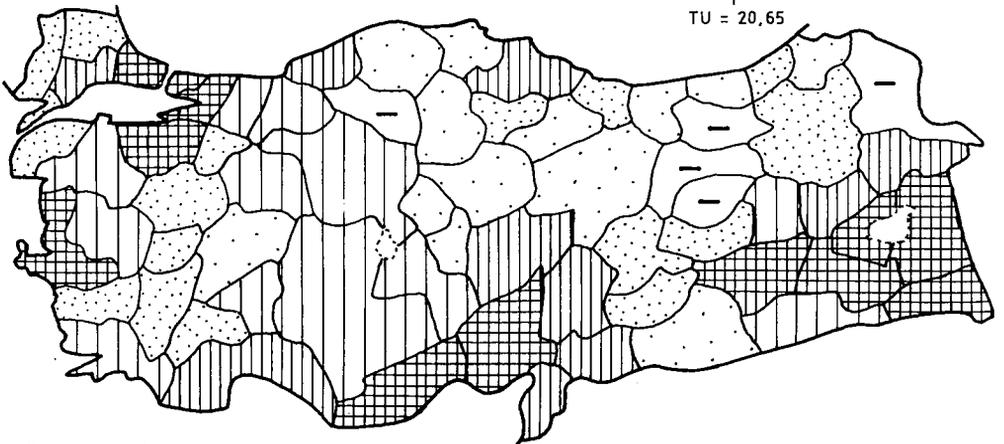
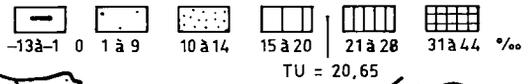
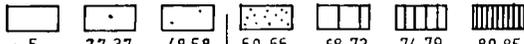
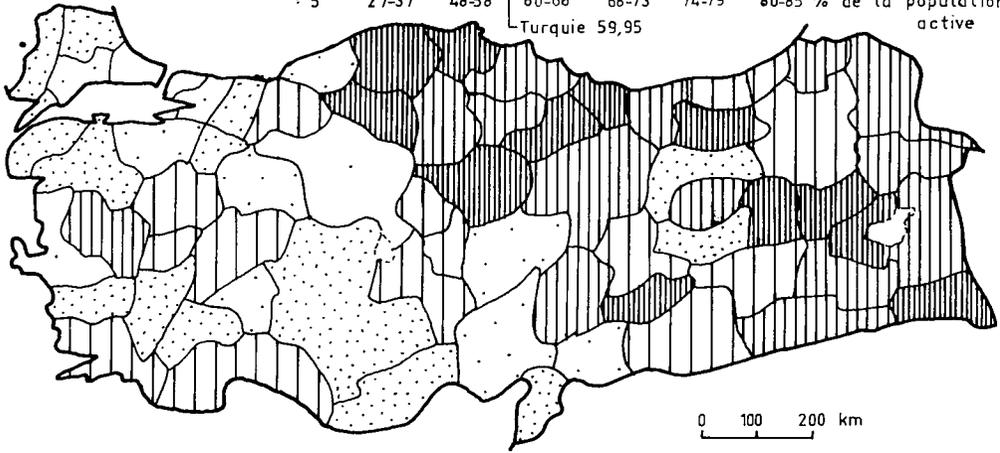


Fig. 6.

POPULATION ACTIVE
AGRICOLE 1980

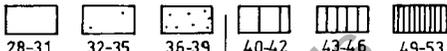


Turquie 59,95

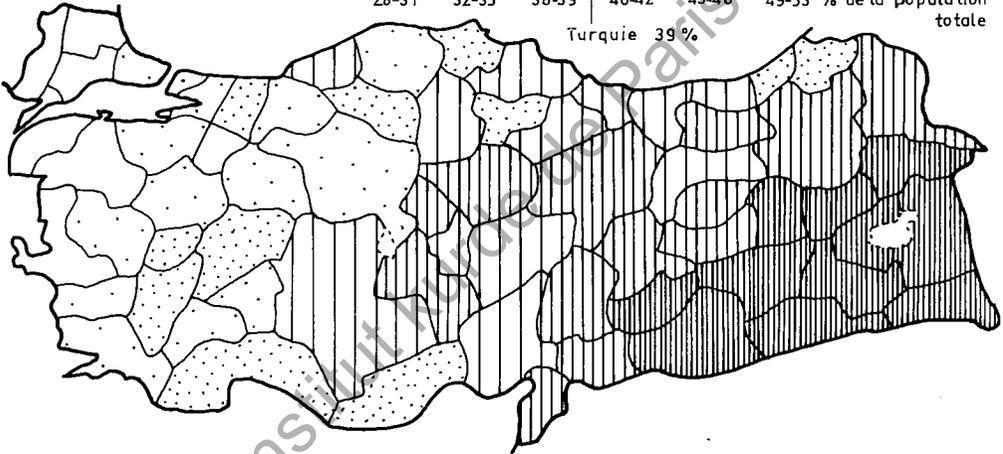


0 100 200 km

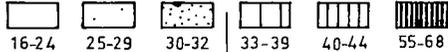
POPULATION AGÉE DE MOINS
DE 15 ANS



Turquie 39%



TAUX D'ANALPHABÉTISME



Turquie 32,5

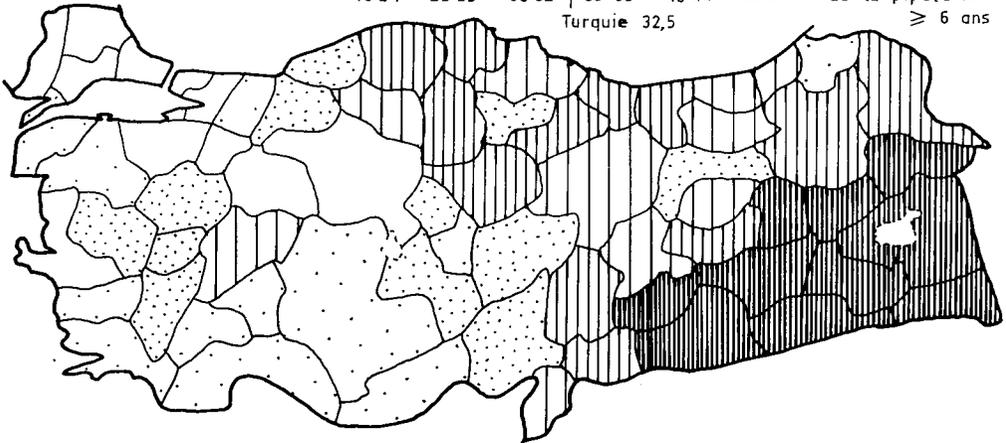


Fig. 8.

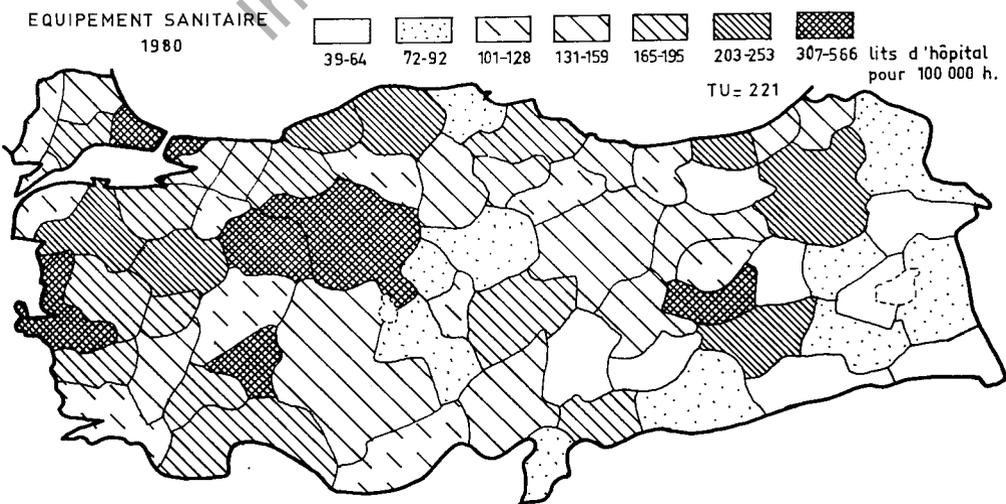
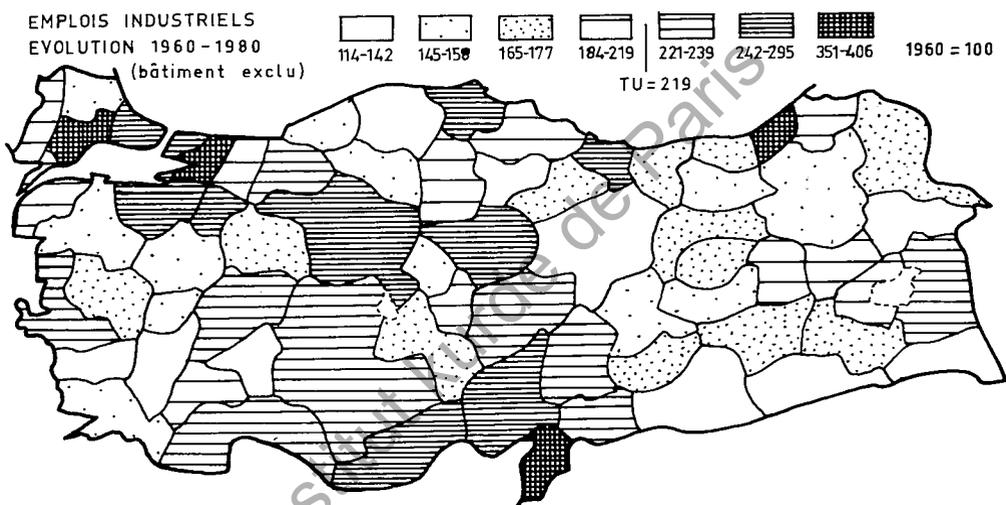
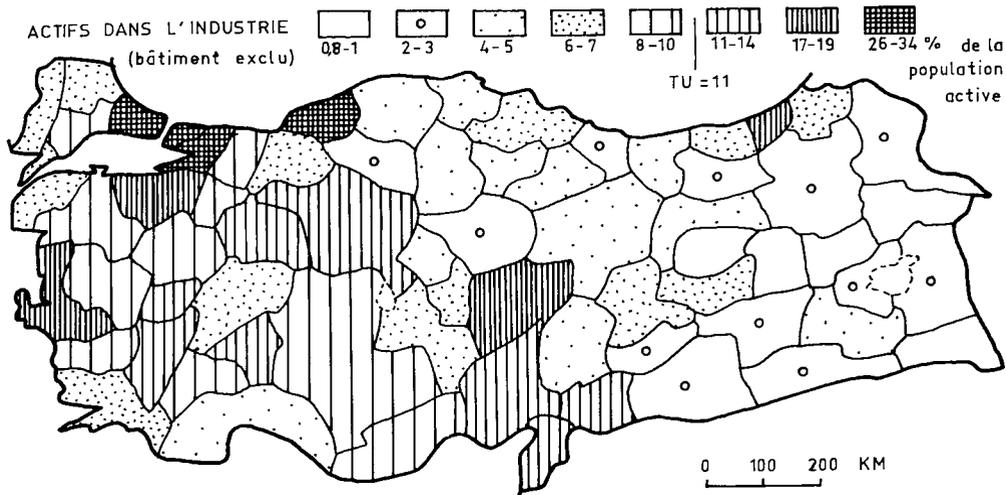


Fig. 9.

Institut kurde de Paris

Espace rural, village, ruralité : à la recherche du paysan anatolien

Altan GOKALP

C.N.R.S. - Paris

A l'échelle proche-orientale, méditerranéenne et européenne, la Turquie se signale d'abord par l'ampleur et la complexité de son devenir démographique. Les prolongements socio-politiques et culturels de cette démographie sont perceptibles même à moyen terme. En effet, parti d'une population de treize millions dans les années 1920, ce pays se trouve en 1983 parmi les trente pays les plus peuplés de la planète, occupant le 19^e rang avec 46,5 millions d'habitants. Avec environ 1,5 millions de naissances par an, la Turquie de l'horizon 2000 est un pays de 90 millions d'habitants.

Parmi les riches des pays pauvres, le pays occupe le 23^e rang mondial du point de vue du produit national brut (47 milliards \$ US) loin derrière la France qui occupe le 5^e rang mondial ou l'Espagne (11^e), il est proche de l'Autriche (24^e)¹.

Cette formidable poussée démographique qu'aucune politique d'Etat, incitative ou directive, ne semble pouvoir enrayer pour le présent, signifie un accroissement de population qui, à chaque génération – 25-30 ans – double la population du pays.

La mutation démographique se situe dans le champ d'un changement économique, culturel et politique qui débute à la fin de la 2^e Guerre mondiale. Bien que la Turquie n'ait pas pris parti dans

1. Ces données comparatives proviennent des livraisons diverses de *Population et Sociétés*, Institut national d'Etudes démographiques.

cette guerre, elle en subit néanmoins les effets par la redistribution des cartes qui suit la guerre, en intégrant l'orbite américaine et Atlantique de manière active dès 1945. Avec le Plan Marshall (1947), c'est l'accent mis sur le développement économique à partir de l'agriculture. Avec le changement économique, culturel et démographique, la paysannerie n'est plus la référence idéologique que les débuts de la République portaient au pinacle ; elle n'est pas non plus le fer de lance d'un mouvement socio-politique de gauche comme au temps des « Instituts villageois » (*Köy Enstitüleri*) des années 1940. Le monde paysan fait intrusion dans la politique nationale, sociologiquement parlant, grâce à la victoire électorale du Parti démocrate (1950) : un parti dont la base électorale est constituée des notables du milieu rural anatolien. Petits notables ou latifundiaires (*agha*), ceux-ci ont en commun leur hostilité au réformisme élitaire bureaucratique et étatiste, auquel ils opposent un autre projet de société qu'animent un traditionalisme anti-étatique anti-laïc, le laissez faire en économie, ainsi qu'une grande sensibilité aux relations de clientèle et de dépendance sur le plan local. L'adhésion massive à ce projet, même de la part des victimes passées et à venir de l'exploitation tous azimuts de la part de ces notables (paysans et petits agriculteurs), traduit sur le plan sociologique la mutation plurifocale et multiforme qui touche la société rurale turque d'après guerre.

L'explosion démographique (avec comme corollaires l'exode rural, l'émigration extérieure et l'urbanisation) est la manifestation la plus spectaculaire de ce changement brutal depuis 1945 : en 1950 le cap de 20 millions d'habitants est dépassé ; population qui sera multipliée par deux fois et demie en trente ans. Ce qui frappe le regard statistique au premier abord c'est la régression massive, soutenue, de la part des ruraux dans la structure globale de la population. De 82 % de la population totale en 1945, les ruraux passent à moins de 60 % en 1980.

*
* *

Ces données sonnent-elles le glas d'une Turquie paysanne et l'avènement d'une nouvelle société civile appelant une problématique centrée sur les effets de l'expérience de la société urbaine acquise en Turquie même ou en émigration dans les

sociétés industrielles d'Europe ? Trois facteurs au moins, d'ordre structurel, inciteraient à penser une paysannerie turque en situation de déclin rapide : le développement sans précédent des communications dans le pays, la mobilité géographique intense et au rythme élevé et l'intrusion généralisée de l'économie de marché même en milieu rural. En ce sens, la problématique qu'appelle la nouvelle société rurale turque se déploie dans le même champ que celle qui permet de comprendre les mutations des sociétés rurales d'Amérique latine. Le constat de I. Chiva, au terme de plusieurs études sur ces sociétés incite aussi à poser la question sur les effets des bouleversements « qui affectent profondément non seulement les formes de la reproduction de l'économie paysanne, mais aussi les contenus sociaux et culturels qui y trouvent leur support. Pour rendre compte de ces sociétés et de leurs différenciations, il faut donc mesurer les effets de cette transformation, non seulement au niveau des facteurs de production, mais aussi dans ce qui touche à l'assimilation des modèles culturels étrangers par la paysannerie traditionnelle (Chiva, 1981, p. 203). »

Ce qui nécessite une analyse allant au-delà des catégories statistiques standardisées, dans le cas de la Turquie, c'est le contraste saisissant entre l'expression statistique mécaniste des mutations démographiques touchant le milieu rural, d'une part qui annonce « la fin des paysans », et d'autre part, le fait que les sociétés paysannes et la ruralité demeurent, en dépit de tous les bouleversements annoncés et constatés, comme référents privilégiés de la vie sociale dans ce pays.

Dans cette perspective, un examen critique de la démographie de l'espace rural turc réserve des surprises. En y regardant de près on voit en effet que tout se passe en effet comme si le peuplement rural anatolien type, le village (*Köy*), demeurait comme un îlot de stabilité démographique depuis 1945, ne subissant qu'un très léger accroissement de population. Le « trop plein » prend le chemin de la ville ou de l'émigration. En face, ce sont l'explosion urbaine, les bouleversements socio-culturels et économiques qui accompagnent cette mutation. Ce dont il convient de rendre compte, c'est le processus par lequel l'espace socio-culturel villageois continue d'imposer ses normes, valeurs et styles de vie : tout compte fait, de soumettre le changement aux butoirs de la tradition.

On envisagera donc dans un premier temps, les données qui permettent de caractériser la société rurale turque et son évolution.

C'est en fonction de cette configuration de la ruralité qu'il conviendra, ensuite, d'analyser les effets socio-culturels et politiques de la mutation du monde rural.

1. *La société rurale anatolienne et son évolution depuis 1945*

Le premier obstacle qui apparaît lorsqu'on tente de caractériser le monde rural anatolien, réside dans la définition des catégories du peuplement rural. Pour l'ensemble des médias, les spécialistes des sciences sociales, la classe politique turque – et en fin de compte le sens commun – l'affaire est simple et entendue en Turquie : un véritable marché lexical régit la production et les échanges des néologismes du turc nouveau (*Yeni Türkçe*) et il suffit d'accoler un des quelque deux cent suffixes fonctionnels de la syntaxe turque au radical archaisant de *kir* (espace sauvage) pour fabriquer un concept opératoire (rural) : *Kırsal* désigne ainsi tout ce qui ressortit au domaine de la campagne ; sans plus de précision. Dans la pratique, le vocable est synonyme de « rural » et permet d'euphémiser le « paysan » (*Köylü*) trop chargé d'histoire et de sens. *Kir*, s'oppose à *kent* (ville comme dans *Tachkent* : « ville de l'extérieur ») ; *kentsel* désigne ainsi le domaine urbain.

Toutes ces constructions lexicales/conceptuelles fonctionnent néanmoins : l'administration turque et ses services statistiques établissent ainsi un seuil démographique pour la ruralité. Pour l'administration, 2 000 habitants est le seuil en-deçà duquel on entre dans la ruralité. Des études démographiques ont proposé des seuils différents de trois, cinq et de dix mille habitants. Avec l'explosion démographique, les études de l'Organisation turque du plan (DPT) adoptent la norme de 10 000 habitants au-delà de laquelle il serait question de secteur urbain, si l'on veut tenir compte des données spécifiques de la société turque des années 1970, de l'économie et de la vie sociale en milieu rural (Tütengil, 1975, p. 11).

a. Le peuplement rural : types et répartition

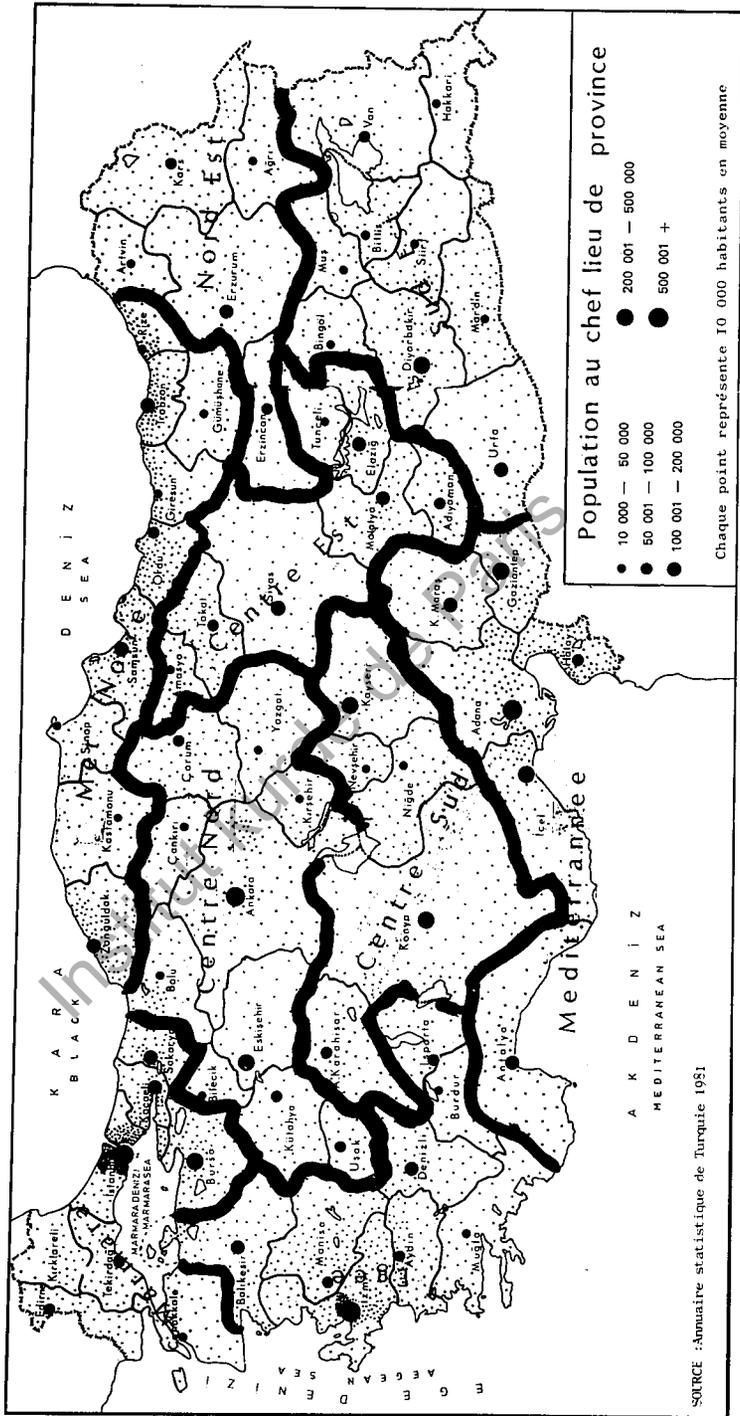
Pour les études d'inventaire, en 1967, la Turquie comptait 65 277 lieux de peuplement comptant sept feux ou plus (Tütengil, p; 17). Une étude du ministère turc de l'Intérieur, réalisé en 1969, évalue pour sa part à 74 000 le nombre de peuplements ruraux, dont 36 000 entrent dans la catégorie administrative de village (*Köy*) : unité de peuplement régie par la loi dite de « villages » (*köy kanunu*) attribuant le statut juridique d'unité administrative, gérée par un maire élu et disposant d'un budget propre à ces unités. Cela revient à définir la catégorie de commune de base, dotée d'un statut de « *corporate group* ». Les 38 000 lieux de peuplement qui n'entrent pas dans la catégorie administrative de village sont rattachés à ceux-ci. Loin d'apparaître comme des lieux de peuplement de fait, provisoires, ces unités constituent souvent des entités historiquement et économiquement pertinentes, correspondant à une nomenclature prise en compte par les géographes, notamment.

On peut distinguer ainsi (Tanoğlu, 1954, p. 15 et s.) : les *ayla(k)* (sites d'estivage en altitude, « alpage ») ; *güzle(k)* (pour l'automne) ; *kişlak*, (lieux d'hivernage) : catégories de peuplement souvent stables, liées à l'économie de l'élevage. A ces entités, il convient d'ajouter celles d'*Agil* (enclos), *kom* (étables), *divan* (peuplement de l'est anatolien et de l'est de la mer Noire). Les *kom*, cultivés avec quelques régularité, donnent lieu à des *mezraa*, qui à leur tour deviennent, en se stabilisant, des *köy* : village proprement dit. *Oba* désigne au sens large une fraction sociologiquement importante des entités tribales, pouvant regrouper quelque six lignages et plus (Gokalp, 1980 a). Le terme indique un peuplement équivalent d'un village. On peut mentionner enfin des unités économiquement fonctionnelles de *çiftlik* (ferme) et de *mandra* (laiterie) qui peuvent atteindre, en raison de leur activités économique et du peuplement stable qu'elle suscite, des dimensions considérables, bien qu'ils n'aient pas de statut juridique de village. Ces lieux de peuplement rural oscillent en moyenne entre 5 et 25 feux et peuvent atteindre 150 personnes.

L'article premier d'une loi de 1924 désigne le village comme une unité de peuplement d'une population inférieure à 2 000, dotée d'une personnalité juridique, d'un conseil des anciens

TURQUIE

REGIONS AGRICOLES - DENSITE DE POPULATION



au sein duquel l'*imam* (le fonctionnaire religieux) et l'instituteur sont membres de droit. Le village régit les activités de travail collectif (*imece*) et peut décider du montant de l'impôt local (*salma*).

Les communautés de peuplement inférieures à 150 habitants, et « distants d'une heure de marche à pied », peuvent, par vote majoritaire, décider de rejoindre le statut juridique du village de rattachement. De même, plusieurs lieux de peuplement de moins de 150 habitants peuvent se constituer en village de statut juridique. Le troisième plan quinquennal (UBYKP) élargit la consistance démographique à 10 000 habitants et introduit des critères de services socio-économiques. Il s'agit désormais de la catégorie communes de peuplement rural (*kırsal yerleşme*), qui complète la catégorie de commune villageoise *stricto sensu*.

b. La population rurale : disparités régionales

Quels que soient les critères de définition de l'entité villageoise et du peuplement rural, ce qui est pris comme pourcentage dans les statistiques, sur le plan national, masque de profondes disparités. Si l'on abandonne la division en six régions de géographie physique (Marmara, l'Ouest, la mer Noire, le Centre, le Sud et l'Est) et que l'on adopte le modèle en neuf régions établi par un groupe de géographes, botanistes, agronomes soviétiques dans les années 1927-1957 (modèle qui a été adopté par les

TABLEAU I. — Types de peuplement selon les régions.

Régions	Population	Population rurale	% Population rurale	Densité
Marmara	6 768 730	3 025 555	44,7 %	164,5
Egée	5 822 143	3 021 530	51,9 %	57,5
Méditerranée	4 726 181	2 498 972	52,8 %	71
Mer Noire	4 925 221	3 671 835	74,5 %	79,6
Centre-Nord	5 892 589	2 847 173	48,3 %	43
Centre-Sud	3 411 070	2 198 834	64,4 %	38
Centre-Est	3 167 650	2 111 427	66,6 %	43
Nord-Est	2 295 974	1 663 664	72,5 %	30
Sud-Est	3 358 362	2 184 338	65,4 %	30,5

Total : 40 367 920

Moyenne : 60 %

Ecart-type (par rapport à la moyenne) : 13,2 %

Source : recensement quinquennaux turcs (Ankara, 1977).

statistiques du ministère turc d'Agriculture)², le peuplement rural prend la configuration suivante en 1975 :

Il est à remarquer que pour cette même année, les statistiques d'évaluation du pourcentage de la population rurale donnent le chiffre de 66 % pour l'ensemble du pays (OCDE, 1983).

A ces écarts régionaux sensibles sur le plan de la ruralité, on peut ajouter d'autres critères de discrimination, sous l'angle de l'alphabétisation, par exemple : ruralité et analphabétisme se conjugent. Ci-dessous, la répartition selon les sexes et régions de ceux qui, âgés de six ans et plus savent lire et écrire (tab. II).

TABLEAU II. - *Le taux d'alphabétisation (1975).*

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Marmara	81 %	61 %	71 %
Egée	74,2 %	50,2 %	62,3 %
Méditerranée	68,6 %	36,4 %	52,7 %
Mer Noire	65,6 %	30,5 %	47,5 %
Centre-Nord	74 %	46,7 %	60,5 %
Centre-Sud	71 %	44 %	54 %
Centre-Est	62,3 %	29,9 %	46 %
Nord-Est	62,1 %	29,3 %	46,1 %
Sud-Est	43 %	13,5 %	29,2 %
Turquie (1970)	69,3 %	40,8 %	55,2 %
Turquie (1975)	74,8 %	48,1 %	61,6 %

Sources : recensements de population (les non-réponses et inconnus sont comptés par nous avec les illettrés).

Ces données permettent de mettre l'accent sur l'existence de *plusieurs* types de sociétés rurales que les moyennes nationales généralement utilisées dans les données statistiques à usage international ne traduisent pas. Par ailleurs une opposition très nette entre la façade maritime et le reste du pays, ainsi que l'Ouest et l'Est appellent donc des correctifs nombreux sur le plan de l'examen des données statistiques rendant compte des différents

2. In : S. Lieberman, *An economic approach to differential demographic behavior in Turkey*. Garland pub. New York, 1979, p. 8.

aspects socio-économiques de la Turquie. Parler de ruralité et de paysanneries, c'est semble-t-il, s'entendre d'abord sur l'objet : quels paysans ? Quelles paysanneries ? Quelles spécificités régionales avec quels effets ?

c. Le village anatolien : caractéristiques démographiques

Même rapporté aux variations régionales de la ruralité, le village anatolien appelle des précisions quant à sa configuration démographique. En effet – et on l'analysera plus loin en détail – la vie sociale, l'économie et les relations de dépendance n'auront pas les mêmes caractéristiques selon qu'il s'agit d'un village de 500 habitants ou de 5 000.

Les statistiques des recensements turcs se réfèrent à une catégorie appelée « le village moyen type » sans trop tenir compte des variations sensibles entre les différentes catégories de villages.

Le tableau suivant présente l'évolution, depuis 1945, de la population villageoise, selon le type de peuplement et en pourcentage de la population nationale. En 1945, par exemple, 10,9 % de la population de la Turquie résidait dans des unités de peuplement de moins de 250 habitants.

TABLEAU III. – *Types de peuplement et résidents en pourcentage de la population totale de la Turquie.*

Villages de :	1945	1960	1970
Moins de 250 habitants	10,9 %	5,4 %	3,9 %
251- 500 habitants	24,6 %	17,8 %	13,4 %
501- 1 000 habitants	24,6 %	24,4 %	20,2 %
1 001- 2 000 habitants	11,4 %	14,2 %	12,3 %
2 001- 5 000 habitants	6,2 %	7,6 %	9,9 %
5 001-10 000 habitants	3,6 %	4,2 %	4,4 %
Total par rapport à l'ensemble de la population nationale	81,3 %	73,6 %	64,1 %

D'après Tütengil, 1975, p. 24 et s.

On remarquera qu'en 1970, la moitié de la population turque réside dans des unités de peuplement de moins de 2 000 habitants. L'évolution par rapport au début du grand

changement des campagnes est sensible : en 1945 c'est 71 % de la population qui peuple des unités de moins de 2 000 habitants.

Si, en changeant de référent, on considère la population villageoise résidant dans des unités de plus de 250 et moins de 5 000 habitants en pourcentage de la population rurale du pays, les données du tableau précédent prennent une ampleur différente, qui donne la mesure du *village dans l'espace rural*.

TABLEAU IV. - *Evolution du peuplement villageois (en % de la population rurale).*

Années	1950	1960	1970
Population rurale totale (milliers)	17 075	20 447	22 867
Type de villages	Pourcentage par rapport à la population rurale totale de la Turquie		
250- 500 habitants	28,1 %	24,2 %	20,8 %
501-1 000 habitants	32,4 %	33,1 %	31,4 %
1 001-2 000 habitants	15,9 %	19,3 %	19,1 %
2 001-5 000 habitants	7,8 %	10,4 %	15,5 %
Total	84,2 %	87 %	86,8 %

Sources : recensements généraux de la population.

Bien qu'en déclin, la moitié de la population rurale réside dans des villages de moins de 1 000 habitants et l'on assiste à une montée des unités plus consistantes, qui passent de 7 % en 1950 à 15 % en 1970.

Ces tableaux appellent un correctif, cependant : ils enregistrent des entités villageoises définies administrativement (voir supra) alors que sur le plan du peuplement, et sociologiquement parlant, un taux de dispersion de 2,8 (unités par village) marque l'éclatement réel de ces peuplements : le tiers des villages anatoliens entre ainsi dans la catégorie de village éclaté, en moyenne, ce pourcentage pouvant atteindre 68 % (mer Noire ou 45 % dans le sud-est du pays).

Comment les villages anatoliens se répartissent enfin, en nombre de villages correspondant aux tranches significatives de population ? En d'autres termes, si la moitié de la population rurale turque habite en 1970 dans des villages de moins de 1 000 habitants, que représente par exemple, en 1980 la part des villages de 500 à 1 000 habitants par rapport à l'ensemble des quelques 36 000 villages turcs ? Connaissant la population qui y réside quelle est la taille moyenne de ces villages types ? Le dernier recensement de population (1980) permet d'établir le tableau suivant :

TABLEAU V. - *Nombre de villages par tranche de population ; taille du village moyen (1980).*

Type de village	Nombre	%	Population (milliers)	%	Population moyenne
Moins de 150 habitants	3 199	8,8 %	323	1,3 %	101
151- 500 habitants	17 166	47,5 %	5 442	21,7 %	317
501-1 000 habitants	10 280	28,4 %	7 177	28,6 %	698
1 001-1 500 habitants	3 008	8,3 %	3 619	14,4 %	1 203
1 501-2 000 habitants	1 112	2,8 %	1 739	6,9 %	1 719
2 000-3 250 habitants	1 018	2,8 %	2 478	9,8 %	2 434
3 251 et plus	472	1,3 %	4 310	17,1 %	9 131
Population turque :					
44 736 957	36 155	100 %	25 091	100 %	694

Source : Statistical Yearbook of Turkey, Ankara, 1981.

Le tableau par tranches de population permet de préciser l'image résultant des autres approches démographiques : 28 % des villages entrent dans la catégorie de 500 à 1 000 habitants et on atteint les trois quarts des villages turcs dans la tranche 150 à 1 000 habitants (62 % pour moins de 750 et 17 % pour la tranche 750-1 500 en 1975)³.

Pour résumer, *de manière modale, pourrait-on dire, le village turc est une unité de peuplement de 300 à 700 personnes ; la moitié de la population rurale au moins réside dans des villages de ce type en 1980 : le chiffre de 694 habitants pour le village moyen restitue donc assez bien la réalité.*

3. Shorter-Tekçe : *Demographic determinants of urbanization in Turkey*, in : Benedict et al., *Turkey : geographical and social perspectives*. Brill-Leiden, 1973.

d. L'évolution de la population rurale face à celle des villes

Les données statistiques relatives à l'évolution de la population rurale qu'on vient d'examiner, présentent donc une situation quelque peu paradoxale.

Tout se passe en effet comme si, comparée à l'explosion démographique de l'ensemble du pays, le monde rural présentait une « façade d'inertie ». Les tableaux comparés de l'évolution du *village modal* et de la *ville modale* montrent qu'il n'en est rien, bien entendu, et que la ville qui absorbe une partie du trop plein démographique rural à travers les migrations internes et l'émigration extérieure prend le relais à court terme :

TABLEAU VI. — Evolution de la population modale des villages et des villes.

Années	Population village	Population ville
1950	456 habitants	10 813 habitants
1955	492 habitants	12 732 habitants
1960	533 habitants	14 290 habitants
1965	578 habitants	17 401 habitants
1970	608 habitants	21 461 habitants
1975	650 habitants	26 440 habitants
1980	694 habitants	30 741 habitants

Source : Recensements généraux de la population turque.

Alors que le « village type voit sa population multipliée par un et demi entre 1950 et 1980, la population de la ville se voit multipliée par un coefficient de 2,85. De plus, les valeurs absolues prennent ici toute leur valeur. En passant de 450 à 700 le village, son infrastructure et ses fonctions essentielles peuvent s'adapter au mouvement. Il n'en est rien dans le cas de la ville : en passant de 10 000 à 30 000 habitants, c'est la nature même de la ville qui change (services publics, équipements collectifs, transports, ravitaillement, etc.). De plus, l'examen de la population urbaine montre que la moitié seulement des villes sont de 10 000 habitants, près du quart entrent dans la catégorie des 25 000 et plus. Dans ce cadre urbain 8,8 % de la population urbaine vit dans des villes de 10 000 habitants et 53,4 % de cette population urbaine vit dans 41 villes de plus de 100 000 habitants.

TABLEAU VII. — Répartitions des villes par nombre et taille (1975-1980).

	Nombre		En pourcentage de la population urbaine	
	1975	1980	1985	1980
Moins de 10 000 habitants	350	327	10,56 %	8,80 %
10 000 à 15 000 habitants	91	93	6,4 %	5,7 %
15 000 à 20 000 habitants	46	48	4,67 %	4,21 %
20 000 à 25 000 habitants	23	30	2,98 %	3,38 %
25 000 à 50 000 habitants	63	62	13,99 %	11,40 %
50 000 à 100 000 habitants	29	37	12,1 %	13,3 %
100 000 et plus	36	41	50,31 %	53,43 %
Total	638	638	16 869 068 = 100 %	19 645 007 = 100 %

Source : Statistical yearbook of Turkey.

C'est le phénomène dit « d'habitat non planifié », « bidonville », *gecekondu* en turc, qui sous-tend cette explosion des villes de plus de 100 000 habitants : 40 % environ de la population des métropoles turcs serait constitué des bidonvilles. Pour la période 1960-1965 65 % de l'accroissement de la population urbaine serait dû à quelque 880 000 personnes venues de la zone rurale. Bien que l'exode rural concerne en priorité les trois métropoles turques (Istanbul, Ankara, Izmir) puisque la moitié environ des migrations rurales s'y orientent, des pôles nouveaux d'attraction comme Adana et Elazig (est) apparaissent dans les années 1960-1970 et absorbent l'autre moitié. De manière schématique, les départements situés à l'est d'une ligne Samsun-Iskenderun (Alexandrette) seraient des zones d'émigration, l'ouest de cette ligne se présentant comme zone d'accueil (Tekeli-Erder, 1978, p. 146).

*
* *

Ces changements démographiques sont en situation d'interaction avec un grand nombre de changements structuraux de l'économie turque depuis le plan Marshall en 1947 : quels sont les effets réciproques de ces changements ? C'est ce qu'il convient d'envisager à présent.

2. *Les changements structuraux de l'économie agricole*

Dans le prolongement de la doctrine Truman qui préconisait le maintien de la Turquie et de la Grèce dans la mouvance Atlantique (Américaine) sur le flanc sud de l'URSS, une aide massive en crédits et matériels était accordée dès 1947 à l'économie turque principalement sous forme d'aide militaire. Cela permettait au budget turc de faire des économies dans la proportion de 30 % sur ses dépenses militaires et de mettre en œuvre un projet de développement économique centrée sur le secteur agricole. Yerasimos (1976), Avcioglu (1978), Kiray (1982) présentent des analyses détaillées des transformations socio-économiques et politiques induites par cette politique qui échouera en 1954-1956 dans ses objectifs immédiats.

Toutefois, l'économie paysanne, la production agricole, les modes de faire valoir et les rapports de production sont profondément modifiés par les effets de cette politique qui se caractérise essentiellement par la mécanisation de l'agriculture, le recours aux engrais artificiels, l'injection massive de crédits bancaires dans une production de plus en plus centrée sur l'agriculture industrielle et d'exportation, productrice de devises (coton, fibres, tabac, etc.). On ne retiendra ici, des analyses citées, que les effets combinés de ces transformations avec la mutation démographique, ainsi que l'impact de ces interactions dans la communauté villageoise proprement dite. On l'a vu, celle-ci présente, en dépit de tous les changements, une façade de stabilité socio-démographique, culturelle, sociale et politique comme de nombreux indicateurs le suggèrent.

a. La mécanisation de l'agriculture

En premier lieu, des repères donnant la mesure de la mécanisation de l'agriculture : l'intrusion du tracteur et dans une moindre mesure, de la moissonneuse-batteuse. D'environ 1 000 en 1940, le nombre des tracteurs passe à 1 800 en 1948 (début de l'aide Marshall), puis à 44 000 en 1956, année qui marque l'échec de la politique ultra-libérale centrée sur le développement de

l'agriculture. A la veille du premier plan quinquennal turc (1962) les tracteurs sont au nombre de 100 000. En 1968, 6,9 % des exploitations possèdent un tracteur, 9,2 % d'entre eux en louent (Tekeli-Erder, 1978, p. 314).

Parmi les effets de la mécanisation en agriculture, l'extension de la superficie cultivable : elle passe de 15,5 millions d'hectares en 1948, à 24,3 millions en 1956, puis 25,4 au début de la décennie 1960. La limite des terres cultivables (seuils des rendements décroissants) est atteinte en 1970 avec 27,3 millions d'hectares.

b. L'utilisation des engrais industriels

L'utilisation massive des engrais industriels, puis des pesticides accompagne cette mécanisation : 13,8 milliers de tonnes d'engrais industriels étaient utilisées en 1948, ce chiffre passera à 82 000 tonnes en 1956, puis 295 000 en 1962. Vers la fin de la décennie, on trouve le chiffre initial de 1948 multiplié par neuf, avec 2 millions et demi de tonnes d'engrais. La valeur corrigée du produit agricole brut passe de l'index 100 en 1950, à 169,4 en 1956 ; 184,3 en 1962 et 230,6 en 1969.

Dans les années 1970 le recours aux engrais industriels reste une tendance ascendante, ce qui donne en milliers de tonnes :

1977	6 577 milliers de tonnes
1978	7 474 milliers de tonnes
1979	7 666 milliers de tonnes

puis une chute :

1980	5 967 milliers de tonnes
1981	6 686 milliers de tonnes

La superficie agricole bénéficiant des engrais industriels reste néanmoins stable, aux environs de 12 000 hectares, ce qui représente une part extrêmement faible de l'ensemble de la superficie cultivée (0,43 %). (Source : Statistical yearbook of Turkey, 1982). Par ailleurs, les engrais industriels, demeurent un produit d'importation et sont essentiellement consacrés à l'agriculture industrielle comme le coton ou la betterave sucrière.

Pour ces deux produits le taux de recours aux engrais industriels est de 75 % (Tekeli-Erder, 1981, 127).

A ces facteurs de changements structuraux en agriculture, comme la mécanisation, l'introduction de l'agriculture industrielle et de ses ingrédients nécessaires (grains sélectionnés, engrais industriels), il convient d'ajouter deux autres « entrées » : les crédits et l'irrigation.

Le réaménagement par l'Etat des systèmes de drainage et la mise en place des réseaux d'irrigation (dans les zones cotonnières notamment) permettent des performances remarquables de productivité : celle du coton marque un accroissement de 137 % en 18 ans. La productivité par hectare passe de 1 290 livres turques aux prix de 1961 à 1 500 en 1969 (Tekeli-Erder, 1981, 127).

c. Les crédits

Sur le plan des crédits, dans la mesure où il s'agit, pour le cadre du plan Marshall, d'un secteur prioritaire, les financements en milieu agricole furent généreux : au départ, l'essentiel du « crédit organisé passe par « la banque agricole » (*Ziraat Bankasi*). La structure bureaucratique pour l'instruction de la demande de crédit, la rationalité des financements qui s'accommodent mal des petites exploitations de moins de cinq hectares (ce qui est l'écrasante majorité des cas), enfin les relations de dépendance qui lient le représentant de l'administration et le notable local favorisent très fortement les gros propriétaires.

Ainsi un expert de la Banque mondiale estime pour les années 1960 (Avcioglu, 1978, p. 621) que « seules quelques 25 000 familles d'exploitants ont pu bénéficier des crédits de l'agriculture, ce qui représente un pour cent de l'ensemble des familles. Le revenu annuel moyen de ces familles bénéficiaires est de l'ordre de 15 000 dollars. *En d'autres termes, 1 % des exploitants partagent les 25 % des crédits agricoles, alors que ceux qui constituent le groupe des moins de cinq hectares par exploitation bénéficient d'une somme dérisoire, moins de cent dollars par famille, en moyenne.*

De même, la mécanisation par l'introduction massive des tracteurs agit dans le sens du creusement des écarts entre les petits

peopriétaires et les grands. Dans l'ensemble, un tracteur est partagé entre cinq à neuf exploitants (Kiray, 1982, p. 320), ce qui constitue des entités de 20 à 40 hectares par tracteur alors que le seuil de rentabilité est de 75 hectares par machine.

Ces modifications et notamment la mécanisation, ont d'abord pour effet de mettre « gens et bêtes à la rue » : entre 1948 et 1952, une enquête portant sur 450 villages (Tütengil, 1975, p. 179-181) indique que chaque tracteur élimine du circuit de production : 2,7 bœufs, 0,2 buffle, 1,3 chevaux. Entre 200 000 et 400 000 personnes quitteront également le circuit productif – notamment pour l'exode rural – même si les nouveaux métiers de l'agriculture mécanisée et les besoins en main-d'œuvre des nouvelles productions agro-industrielles comme le coton nécessitent l'appel à une main-d'œuvre saisonnière très nombreuse (Gokalp, 1980 a, p. 143-174). On estime enfin à 20-25 % de la population rurale, la part de ceux qui durent céder la propriété de très petites exploitations à ceux qui accroîtront leur domaine : une à deux exploitations par villages atteindront de la sorte la taille de 20 hectares (Kiray, p. 234).

Un rapport de l'OCDE (1983, p. 13) résume bien l'aspect économique de cette agriculture qui entre dans la mouvance capitaliste par le biais de la mécanisation, des financements et l'introduction de l'agriculture industrielle, à partir des années 1950 : la dépendance de cette agriculture est désormais réduite par rapport aux conditions climatiques. Sa part dans le produit intérieur brut passe de 40 % en 1950 à 25 % en 1981 alors que la part de l'agriculture dans l'emploi passe de 80 à 55 %. L'accroissement de la production agricole – massive depuis 1948

TABLEAU VIII. – *La part de l'agriculture dans le produit intérieur brut.*

1945 : 38,4 %	1965 : 34,1 %	1975 : 24,8 %
1950 : 41,9 %	1967 : 32,5 %	1978 : 24,4 %
1960 : 40,7 %	1970 : 29,1 %	1980 : 26 %
1962 : 38,1 %	1972 : 27,7 %	1981 : 24,9 %

Sources : Kongar, 372 ; Tütengil, 139 ; SYT, 1982.

– est à un rythme qui ne dépasse pas celui de la population (2,3 % par an). Ce trait constitue pour les experts de l'OCDE une contrainte majeure que doivent vaincre ceux qui panifient la part de l'agriculture dans les exportations.

3. Les modifications des rapports de production en milieu rural

a. Les modifications des modes de faire valoir

Rapports des hommes aux moyens de production, rapports des hommes entre eux dans leur relation aux moyens de production, l'ensemble de ces interactions est profondément modifié avec la mutation du milieu rural.

Des situations paradoxales en résultent. Ainsi, le discours idéologique – de gauche – dans le pays, relayé par l'intelligentsia urbaine et les médias « engagés » entretiennent, sur le mode incantatoire « la soif de terre », « le paysan sans terre » comme l'antienne d'un crédo qui accorde au monde paysan un rôle de premier plan dans le développement du pays.

Cette idéalisation à outrance d'une paysannerie qu'il convient de « conscientiser » (sic), ce « paysannisme » (*Köycülük*) ne semblent pas toujours prendre en compte les effets des mutations subies par le milieu agricole. La terre n'intervient plus désormais que pour une part faible dans les facteurs de production, celle des crédits pour les machines, les grains, les engrais et les moyens pour accéder à ces crédits jouant un rôle déterminant. Dans la zone cotonnière de la région égéenne, en 1968 il était possible de relever des éléments de calcul suivants : pour la majorité des exploitants petits propriétaires, la terre ne représentait qu'une partie des facteurs de production (140 dollars à l'hectare, les frais d'engrais s'élevant à 60 dollars, frais auxquels il faut ajouter les 45 dollars d'irrigation (plus la main-d'œuvre) (Gokalp, 1980 a, p. 154). Pour un petit propriétaire disposant de cinq hectares (le cas général en Turquie), on pouvait envisager les solutions suivantes :

- Louage direct de la terre à un tiers : un revenu de 700 dollars.

- Exploitation par le propriétaire, dans les conditions optimales : dépenses : 270 dollars à l'hectare en coûts de production (1 350 \$), revenus : 1 250 \$ à partir d'une « bonne » récolte de 1 500 kg/ha vendue à un bon prix (2,5 livres turques au kg).

- Métayage : situation théorique où le partage de la récolte respecte la part de la terre et des coûts de production $140/280$ \$ revenue : $12\ 000 : 3 = 4\ 000$ livres turques (444.4 \$).

En 1975, de retour dans son *village anatolien*⁴ trente ans après ses premières observations comme maître d'école, M. Makal décrit la situation suivante :

« Une "coopérative agricole de crédit" dépendant de la Banque agricole est dans le village, pour réguler les affaires de crédits, d'engrais et de grains de semence des paysans. La coopérative rayonne sur cinq villages et compte 1 500 associés. Les crédits accordés portaient de deux cent livres, allaient jusqu'à 500 ou 1 000. Un paysan dit : ça, des crédits ? Il faudrait démarrer à 10 000 pour aller à 25 000. Un des préposés dit : "Nos crédits sont accordés en fonction des actes de propriété déposés au cadastre et cela fait 150 livres par hectare en liquidités, 570 livres d'engrais, 490 livres de semences. On tient également compte du depozito (participation au capital de la coopérative) pour déterminer le montant du crédit accordé sur la base des tranches de 100 livres en dépôt." Un des paysans qui attendent se voit réclamer soixante livres de depozito : "Je n'ai pas 10 centimes, rétorque-t-il, donnez-moi le crédit auquel j'ai droit, vous en retirerez les 60 livres !" Le préposé : "C'est contraire aux formalités (en français dans le texte), il faut payer d'abord ! » (...)

« Maintenant tout le monde va au marché de la bourgade en autobus ou en minibus. Ceux qui n'avaient même pas un camion non bâché pour aller au marché refusent d'y aller en camion de nos jours.

Notre copain Arif n'a plus de clients pour son camion, il n'y a plus de marchandises à transporter pour lui. Le bœuf et le buffle, c'est déjà de l'histoire, on n'en voit même plus ; ce sont les chevaux qui

4. La traduction française de « Un village anatolien » ne comprenant qu'une partie du texte de 1975, certaines citations proviennent du texte original. (Voir : références bibliographiques).

servent désormais aux labours. Le village compte six tracteurs : tout le monde les loue pour les labours. Un tracteur laboure 5 hectares par jour ; il fallait 90 jours pour une paire de boeufs dans le temps pour le même boulot. Ceux qui ont peu de terres payent 300 livres pour un hectare et gagnent beaucoup. Ils payent 250 livres en été pour la récolte et là où ils ont dépensé 500 livres ils ramassent 10 000 livres de récolte... C'est presque mieux que d'avoir beaucoup de terre. Seulement qu'allons-nous faire si l'argent ne rentre pas d'Allemagne ? » (Makal, 1975, p. 63-64, 77).

Peu importe le degré d'exactitude des chiffres annoncés par Makal et ses interlocuteurs : le capital financier et la mécanisation sont désormais les deux piliers de l'économie villageoise, même chez les petits propriétaires. D'après les évaluateurs du deuxième plan quinquennal (1967-1973), les revenus par personne des exploitations agricoles sont de 500 livres jusqu'à 5 hectares de propriété ; 1 200 livres jusqu'à 20 hectares ; de 20 à 100 hectares, 7 500 livres et au-delà de 100 ha, 50 000 livres turques par an et par personne. Cette répartition inégale met en évidence les deux extrêmes du régime foncier et des modes d'exploitation des entreprises agricoles de la Turquie des années 1970 : plus que le statut juridique des modes de faire valoir, c'est l'accès aux moyens financiers et technologiques qui sont déterminants. Quiconque possède un tracteur, même s'il ne dispose pas de la propriété de la terre, où s'il possède un domaine réduit, peut avoir recours aux ressources des modes traditionnels de faire valoir : le fermage et le

TABLEAU IX. — *La taille des exploitations et la superficie cultivées.*

	Nombre d'exploitations	%	% de la superficie
Moins de 5 hectares	2 228 367	72,85 %	27,19 %
5 à 10 hectares	478 375	15,64 %	21,02 %
10 à 20 hectares	239 150	7,82 %	21,02 %
20 à 50 hectares	95 539	3,12 %	19,59 %
50 à 100 hectares	15 190	0,50 %	6,68 %
100 à 250 hectares	1 350	0,04 %	1,19 %
250 à 500 hectares	546	0,02 %	1,09 %
500 hectares et plus	388	0,01 %	2,22 %
Total	3 058 905	100 %	100 % = 17064 994 hectares

Source : Annuaire statistique de Turquie, 1981, p. 192 (Ankara).

métayage, en pervertissant la nature de ceux-ci. Le locataire et le métayer, traditionnellement en situation d'infériorité deviennent ici deux positions de pouvoir pour celui qui dispose du financement et de la technologie, qui sont structurellement liés par ailleurs. On peut désormais être grand exploitant agricole sans devenir grand propriétaire.

Les données du recensement général de l'agriculture en Turquie réalisé en 1970 donnent la configuration suivante sur le plan de la taille des exploitations et de modes de faire valoir :

On peut distinguer trois groupes structurellement intéressants : 98,5 % des exploitations ont moins de 10 hectares et elles partagent près de la moitié de la superficie cultivée (48,2 %). Le secteur intéressant de 10 à 50 hectares (sur le plan des financements de la mécanisation) regroupe les 10 % des exploitations qui disposent cependant de 40 % du patrimoine. Enfin, 0,5 % des exploitations disposent de près de 5 % de la superficie cultivée.

A ce tableau, il convient d'ajouter celui qui donne les types d'exploitation :

TABLEAU X. - *Modes d'exploitation des propriétés agricoles.*

Mode d'exploitation	Nombre	%	Superficie	%
Propriétaires exploitants exclusifs	2 623 276	85,76 %	13 559 574	79,56 %
Propriétaires exploitants de l'étranger	322 415	10,54 %	2 816 294	16,50 %
Propriétaires exploitants qui louent à et de l'étranger	11 988	0,39 %	113 404	0,66 %
Ferme seule	36 038	1,18 %	200 263	1,17 %
Métayage seul	55 555	1,82 %	338 627	1,98 %
Autres formes	9 633	0,31 %	36 832	0,22 %
Total	3 058 905	100 %	17 064 994	100 %

Source : Annuaire statistique de Turquie, 1981, p. 192.

Le tableau montre la part massive prise par les exploitations simples. Toutefois un examen plus approfondi et en rapport avec la taille des propriétés, à partir des données plus détaillées du

recensement agricole de 1970 – dont les résultats datent de 15 ans – permet de relever que dans le cas du métayage seul, cette catégorie représente les 54 % des exploitations ne disposant pas de propriété du sol ; donc ces « nouveaux fermiers » disposent de l'argent et de la technologie. Il en est de même de ceux qui travaillent par location, exclusivement, sans disposer de domaine en pleine propriété : 25.9 % de l'ensemble des exploitants non propriétaires. L'action se porte surtout et en bonne logique, vers les petites propriétés de moins de cinq hectares : respectivement 73 % des terres louées, et un pourcentage égal des domaines exploités exclusivement en métayage. Au-delà de 50 hectares, ces modes d'exploitation deviennent pratiquement inexistants.

Quand à la main-d'œuvre, 86,5 % des exploitation de moins de cinq hectares déclarent n'employer que la main-d'œuvre familiale non salariée.

b. Modifications des rapports sociaux

Ce qui change, en simplifiant beaucoup, c'est moins la base matérielle de cette agriculture – cultures, techniques, organisation de l'espace arable – que sa « base sociale » : l'exploitation reste certes familiale mais la famille exporte le trop plein de bras en émigration, vers la ville. En retour, c'est l'intrusion et la nécessité désormais vitale du capital financier. Rarement l'expression « on ne prête qu'aux riches » semble aussi conforme à la réalité des situations sociales. Les crédits bancaires vont à la superficie financière de l'emprunteur et non à la surface disponible en terres. En revanche, les crédits reçus permettent dans un second temps, d'agrandir les domaines destinés à d'autres formes de production.

La traduction sociologique de cette situation se trouve dans les formes nouvelles de la différenciation sociale au village. C'est d'abord l'effondrement de la couche moyenne. Certes, l'émigration vers l'étranger, touche la campagne anatolienne beaucoup moins que les autres pays du bassin méditerranéen (Grèce, Algérie, Maroc, Portugal) par la part relative qu'elle représente la population du pays : un dixième de la population de l'Algérie ou du Portugal, environ un vingtième pour la Turquie. En revanche, a travers les envois de fonds qui représentent une injection massive

de capital financier en milieu villagois, ce sont ceux qui sont partis en émigration qui deviennent les nouveaux maîtres de l'économie villageoise. Or, ceux qui sont partis étaient les plus pauvres *et* les plus riches ; les premiers parce qu'ils n'avaient rien à perdre, les seconds parce qu'ils avaient les moyens de partir et l'ont fait dès qu'ils ont vu que l'immigration « rapportait ».

Or, l'émigration « rapporte ». Bien que la crise économique en Europe ait fait tarir les sources de recrutement à partir de 1974, des données économiques imposantes, souvent invérifiables et partielles, donnent des indications sur l'économie de l'émigration et son impact au pays de départ. Ainsi, en 1974, les estimations relatives à l'utilisation des revenus de l'émigration (S. Paine, 1974) donnaient les proportions suivantes : le revenu annuel au village de l'émigré représente 17 % de ce qu'il gagne à l'étranger. Ces ressources nouvelles sont utilisées pour 46 % en dépenses au pays d'émigration ; 39 % en économies réalisées tenues en disponibilité et enfin 15 % du revenu est envoyé au pays (dans le cas des ruraux).

Une enquête réalisée par la Fondation nationale des Sciences politiques, en 1976 (Gokalp, 1981) permet de relever pour les Turcs de France un revenu annuel moyen de 28 000 francs – population d'OS – avec un transfert annuel au pays de 7 300 francs (26 %) sur ces disponibilités : cette somme correspondait à l'époque à un transfert mensuel équivalent au salaire moyen en Turquie pour l'année de référence.

Plus récemment, une enquête réalisée par l'université de Duisbourg, sur un échantillon de 734 personnes structurées en 170 unités domestiques (Yanki, août 1985) fournit les données suivantes :

En ce qui concerne les ressources, les 75 % sont gagnés par le chef de famille, l'épouse et les enfants apportent une contribution de 9,2 %, les parents et alliés ajoutent le reste : 15,7 %. Réparti de la sorte, le revenu mensuel moyen est estimé à 2 800 marks par foyer.

Sur cet ensemble de disponibilités, 62 % est consacré aux dépenses courantes sur place, 11,5 % vont au loyer et l'électricité, ce qui permet de dégager 26 %, soit 730 DM par famille et par mois.

Les 20 % de ces économies sont immédiatement transférées au pays. Sur les 80 % mis de côté, 23 % sont déposés dans les banques allemandes : c'est cette démarche qui alimente les discours sur le « trésor des émigrés ». Ces quelque dix-huit milliards de marks en disponibilité dans les banques allemandes, qui excitent nombre de convoitises publiques et privées, turques et allemandes.

Quant aux quelque 72 % restants, soit 455 DM par mois et famille, ils vont être investis à terme en Turquie avec les destinations suivantes :

- le financement de la construction d'une maison : 76 %
- achat de terrains à bâtir : 14 %
- achat de terres agricoles : 9,1 %.

Au bout de dix ans de séjour en Allemagne – la durée moyenne de vie en émigration des Turcs – le patrimoine disponible n'est pas négligeable. Il est de 77 000 marks répartis en 13 000 marks déposés en Allemagne et l'équivalent de 64 000 marks disponibles en Turquie.

Le village anatolien au terme de ce processus ? Le cinquième seulement des immigrants originaires du milieu rural déclarent vouloir retourner à l'agriculture : les 57 % choisissant le commerce (dont une bonne partie dans l'espace rural vraisemblablement bien que les enquêtes négligent souvent ce détail).

Du point de vue de la géographie humaine de l'Anatolie, le retour des immigrants suggère des glissements de populations remarquables. Ceux qui sont partis des régions du sud, de l'ouest et du nord-ouest (Mer Noire) ne constituent que les 23 % de l'échantillon alors que la part de ceux qui veulent s'installer dans ces mêmes régions à leur retour en Turquie est de 48 %.

Quant à la moitié est du pays, la part de l'échantillon qui en est originaire est de 76 %, mais ceux qui veulent y retourner ne sont pas légion : le pourcentage tombe à 52 %. Pour l'Anatolie orientale seule, la moitié de ceux qui en sont partis ne veulent plus y retourner.

L'argent des émigrés ? C'est avant tout donc, pour le milieu rural, l'effondrement des couches moyennes. Avec les non-retour au village et l'enrichissement des deux extrêmes (les plus pauvres et

les plus riches), c'est l'apparition de métiers nouveaux dans le champ social et économique villageois. Ce sont des garages, avec les métiers de réparateur de matériel agricole, les transports avec sa cohorte de petits métiers, c'est aussi, avec l'intrusion de la nouveauté électro-ménagère, l'apparition des métiers de vente et de réparation de ces machines, les cafés, restaurants, métiers de tourisme et de services, etc. Le village s'ouvre, les nouveaux professionnels vivent parfois au village et partagent sa vie sociale avec tout ce que cela comporte pour eux, de différences et d'extranéité par rapport à l'homogénéité socio-professionnelle des décennies passées.

Outre les nouvelles relations de dépendance et de modification de modes de faire valoir qu'elles induisent, l'introduction de la mécanisation et des technologies nouvelles, l'importance capitale des sources et des modes de financement, créent donc des formes nouvelles d'exploitation entre les commerçants-distributeurs et le paysan.

En effet, alors que les mutations mettent gens et bêtes à la rue, d'autres entrent en agriculture, par le biais d'acquisitions de terres de débiteurs non solvables, de domaines non rentables en raison de la dimension, etc. Même à une époque où les mécanismes de mutation du milieu rural commencent à peine à se mettre en place (1952), une enquête officielle établit à 4 % le taux des nouveaux agriculteurs qui n'avaient jamais exercé auparavant. Ce taux atteint les 15 % dans le sud-est du pays, et dans cette même région, 83 % de ces nouveaux venus en agriculture sont des commerçants, des prêteurs qui, tout en résidant en milieu villageois, n'exerçaient pas comme agriculteurs (Tekeli, 1978, 316). Enfin, en 1950, 450 000 familles urbaines disposaient de propriétés en milieu rural et le taux des exploitations aux propriétaires absentéistes serait de 9 % (Tekeli-Erder, 1978, 321).

c. Les limites du changement socio-culturel

« Les informations ont commencé depuis un moment. Tous se taisent et écoutent avec ferveur (...) Le poste de radio est sur le téléviseur et le téléviseur est sur le réfrigérateur », note Makal (1977, 274), en parlant de la salle du bistro du village qui ne voyait même pas un journal il y a 15 ans. Les signes de la modernité sont dans le village et on en a conscience :

« Comme l'a dit Orhan Veli, tout est arrivé d'un seul coup. L'électricité, le téléphone, la télévision ; des centaines de postes de radio. Soudain vingt-cinq abonnés au téléphone, trente à un quotidien. Chaque jour à 14 heures le courrier est distribué et chacun se plonge dans son journal. Plus de la moitié des maisons ont l'électricité et le gaz butane. Mao nous rend visite sur le petit écran. De notre vivant, on l'aura vu s'effriter, s'effacer et tout comme lui le spectre de Staline. » (Makal, *ibid.*)

Conscience des signes de la modernité, mais aussi art de s'en servir :

« ... pour se donner de l'importance ils vont jusqu'à faire semblant de téléphoner à Ankara – avec la complicité du préposé des PTT : "Allô, Ankara... terminé" et nombreux sont ceux qui croient qu'il y a eu effectivement un entretien téléphonique avec Ankara : paysans masqués et acteurs. » (Makal, *ibid.*)

Entre une rhétorique à langue de bois qui entretient des rapports fétichistes avec le « féodalisme » et qui ayant du mal à s'en séparer l'habillement de qualificatifs (ottoman, oriental, etc.), et le primat du culturel comme signe du changement, le milieu rural anatolien continue de résister aux analyses trop réductionnistes.

Sur ce plan, l'évolution démographique du village tel qu'elle apparaît à travers les chiffres des recensements semble donner une indication précieuse mais souvent négligée quant à la stabilité remarquable de la vie sociale et de la culture traditionnelle villageoises face à des changements importants des structures économiques et socio-culturelles. En effet, lorsque entre 1950 et 1980, la ville passe de 10 000 habitants à 30 000, fait plus que de tripler sa population, c'est sa nature même, ses infrastructures etc. qui sont également modifiés. En revanche, de 450 habitants à 700, le village ne fait pas ce « saut qualitatif ». A une communauté d'interconnaissance – et d'alliances matrimoniales – de quelque cent familles conjugales, il s'ajoute quelques dizaines de familles en plus. Outre le fait que ce passage ne modifie en rien les structures d'alliance et de contrôle social traditionnelles du village, le nombre de lignages – une dizaine – reste stable, les stratégies lignagères pouvant se déployer comme auparavant. L'endogamie villageoise est partout très élevée ainsi que les mariages préférentiels patri et matrilatéraux entre cousins (Gokalp, 1980 et Cuisenier, 1975), sinon avec des « proches parents » (Timur, 1972).

En d'autres termes, bien que des études précises et diversifiées de type anthropologique manquent sur le milieu rural anatolien, les données existantes permettent de retenir la persistance des structures et de l'idéologie traditionnelles de parenté et d'alliance.

En effet, même si le village exporte son surplus démographique, vers la ville ou vers l'émigration, ceux qui sont partis restent des paysans quand même ; non seulement sur le plan des comportements culturels mais aussi sur le plan de leur participation à la vie sociale et économique. Les moments forts du calendrier agricole sont aussi ceux des retours provisoires au village, de la participation aux travaux des champs (semences, récoltes, irrigation, etc.). Le marché matrimonial porte encore et de manière intense la marque de ces moments d'activité, de socialité rurale. Ce qui change peut-être, ce sont les enjeux de l'établissement du lien matrimonial. Les alliances ne visent plus la capitalisation des terres ; « donc » du pouvoir et du rang ; ce qui est négocié vise d'autres finalités : la rationalité capitaliste de la petite ou moyenne entreprise, ou bien les moyens de s'en sortir, en quittant la dépendance exclusive de la terre.

Le sort de la tradition – vivace en milieu rural – du prix de la fiancée, qui joue un rôle déterminant dans les stratégies matrimoniales, est tout à fait remarquable à cet égard : 23 000 livres turques en 1975 d'après Makal (1977, p. 273), soit de quoi faire labourer vingt hectares avec un tracteur de location. Les chiffres et les pratiques observables en émigration sont également éloquentes. Une famille immigrée en Europe qui a une fille à marier peut réclamer jusqu'à 30 000 ou 40 000 francs français (ou son équivalent en francs belges ou en marks) en prix de la fiancée (*Başlik/mehir*) au prétendant. Le jeu en vaut la peine, dans la mesure où le futur mari pourra rejoindre son épouse – fille d'immigré en situation régulière – en toute légalité, au titre de regroupement familial et récupérer cet important investissement initial par le travail en émigration. Il importe peu, dans ces circonstances et avec ces enjeux, que la jeune fille ne partage plus les joies de la tradition : le refus du mariage est à l'origine de nombreux drames familiaux en milieu immigré, se soldant par des fugues ou des suicides. Assurément l'exemple de l'immigration est extrême – quoique fréquent – : entre l'endogamie villageoise

stricto sensu qui est la norme et les faux échanges ville-village la gamme est assez large. Il n'en demeure par moins que chaque fois, la tradition s'impose comme modèle culturel pour des enjeux marqués par la modernité.

Ce maintien des traditions matrimoniales, et sur un plan plus large, des traditions culturelles ne semble pas traduire une situation de survivance ou la perversion d'une tradition autour des finalités qui ne lui doivent plus rien. En effet sur le plan de la vie politique et sur celui de la place de la religion on retrouve encore ce modèle culturel villageois, lignager, qui perdure.

Sur le plan des pratiques religieuses, c'est le développement extraordinaire des systèmes de structuration en confréries. Si le milieu chi'ite (*Alevî*) du pays, qui représente entre le cinquième et le quart de la population, est structurellement confrériale, du fait de son statut minoritaire et historiquement persécuté (Gokalp, 1980 b), ce milieu n'a pas le monopole des structurations en confréries religieuses : tant s'en faut. En revanche, certains des facteurs qui favorisent la création des confréries sont partagés aussi bien en milieu sunnite qu'Alevî. Groupes initiatiques, recrutant par cooptation et sur la base des groupes de parenté et de lignage pour assurer l'étanchéité et la rigueur du contrôle social sur les membres, les confréries apparaissent comme les lieux privilégiés de la résistance à la modernité occidentale dans ses valeurs morales et culturelles, de refus de la laïcité républicaine et centralisatrice de l'Etat, de l'urbanité. Le village modal, de consistance démographique stable et articulant un système lignager, est donc le terreau idéal pour les confréries d'allégeances diverses et souvent floues à la base.

Quant au plan politique, le processus observable dans le cas des structures religieuses apparaît à nouveau : le village agit souvent en *corporate group* ; votant pour un seul homme ; un seul parti ou s'abstenant en bloc⁵. Plus que l'expression d'une opinion ou d'un choix politique débattu, ce sera l'expression d'une identité communautaire ainsi que du droit d'exprimer son droit à la parole ;

5. Pour six élections de 1961 à 1969 : 128 villages ont pratiqué l'abstention totale ; 215 villages participent à moins de 10 % ; 5 338 votent en totalité pour un parti ou une seule personne : soit 16 % de l'ensemble des villages. 5 000 villages entreraient aussi dans la dernière catégorie si l'on fixe la barre à 10 % des votants. In : *Türkiye köylerinde olağandışı oy verme*. C. Nurhat. (SBF) Ankara, 1970.

comme aux jeux olympiques, l'essentiel est de participer *i.e.* : prendre part au rituel du vote en tant que village. C'est peut être là l'acquis principal du pluripartisme formel qui a prévalu à partir du pouvoir démocrate en 1950. C'est ce parti démocrate qui, pour la première fois a pu donner la parole au monde paysan, même si les portes-paroles et le propos sont ceux des gros, des riches, des exploités : des fossoyeurs du petit paysan. Cette adhésion massive des paysans s'explique néanmoins. Dès 1946, le parti démocrate substitue le discours du développement dans les campagnes, de l'enrichissement à outrance, les promesses de routes, du désenclavement et du respect des traditions religieuses, à celui de l'Etat jacobin, laïc et urbain, l'Etat dont le paysan connaît surtout les agents de contrainte : le gendarme tout puissant, le percepteur et l'instituteur-missionnaire. Un autre projet de société, donc, avec les démocrates, à visage découvert. Pour la première fois un parti politique prendra acte de la dimension rurale : les villages les plus reculés verront fleurir la section locale du parti démocrate dans leur paysage quotidien. Ces sections seront habilement baptisé *ocak* = foyer, terme et notion empruntés au vocabulaire de la dépendance/allégeance politique et religieuse dans la société traditionnelle turque. La parole politique et la politique comme enjeu entreront au village à la faveur de cette « ouverture » de l'espace villageois au domaine du politique au plan national. La dualité irréductible entre le *Hoca* (responsable religieux) et l'instituteur devra tenir compte d'un terrain de confrontation nouveau : le parti. C'est d'une certaine manière le retour du balancier, du pôle « réformiste - bureaucratique - élitaire » à celui du « traditionalisme - provincialiste - parternaliste » : la traduction dans un contexte sociologique nouveau du vieux débat qui dure depuis « l'ouverture de l'ordre ottoman » à la contemporanéité occidentale. Ce qui semble important dans ce processus c'est la permanence du paradigme villageois en dépit des mutations conjuguées dans tous les plans.

*
* * *

La fin de l'utopie paysanne qui a mobilisé des générations kémalistes et/ou progressistes ? Tout indique que c'est le rêve d'Alphonse Allais qui se réalise mais à l'envers, en Turquie : ce ne

sont pas les villes qui se sont transportées à la campagne ; c'est l'inverse. La raison doit-elle être recherchée exclusivement dans ce chômage rural qui devient « inévitable lorsque le taux de croissance démographique devient si rapide que l'investissement nécessaire à un emploi accru ne peut être financé (Boserup, 1970, p. 69) ? L'exode rural n'explique pas tout. Par delà l'agencement trop réducteur des données statistiques, le village anatolien, l'espace socio-culturel villageois demeurent comme des îlots de résistance par delà la démographie galopante, exporté. Cet espace villageois constitue aujourd'hui encore un paradigme étonnamment efficace pour sauvegarder les fonctions de contrôle et de reproduction du social face à l'intrusion de la modernité.

Témoin de cet ordre villageois qui perdure, pour finir, cette scène de la vie paysanne dans une Turquie en proie à la violence politique des années 1970 :

« Avant les élections, nous avons écrit "à bas les fascistes !" sur les murs du village. Le sergent de notre village s'est mis à faire pression sur moi disant qu'il avait reconnu mon écriture ; puis il m'a menacé et injurié. Je l'injuriais aussi. Par contre, il ne disait rien contre les graffiti des commandos (fascistes) qui couvraient les murs du village.

– Alors qu'est-ce que vous avez fait ? Vous avez effacé les vôtres ?

– Tu crois ça, vieux frère ? Nous lui avons dit seulement : « Si tu es un homme tu n'auras qu'à les effacer toi-même, mais alors tu ne perdras rien pour attendre. » Il s'est bien gardé et nos slogans sont restés. » (Makal, 1977, p. 275.)

Références bibliographiques

AVCIOĞLU D.

1977. *Türkiyenin düzeni* (le système de la Turquie), Tekin yay. 2 t. Istanbul.

BOSERUP E.

1970. *Evolution agraire et pression démographique*. Paris, Flammarion.

CHIVA I.

1981. Les agriculteurs des Cordillères sont-ils des paysans ? Eléments pour un débat. In : *Etudes rurales*, n° 81-82, p. 189-207.

CUISENIER J.

1975. *Economie et parenté* : Paris-La Haye Mouton.

DEMİR N.

1973. *Tarimda makro produktivite* (macro productivité en agriculture). State Plan. Org., Ankara.

GOKALP A.

1980 a. Têtes rouges et bouches noires. Paris. Sté d'Ethnographie, 256 p.

1980 b. Une minorité chi'ite en Anatolie. In : *Annales ESC*. n° spécial, *Recherche sur l'Islam*. 35^e année, n^{os}3-4, p. 748-763.

1981 Les Turcs ; in : *L'argent des immigrés ; revenus, épargne et transferts*. Paris, PUF, 352 p.

KIRAY M.

1982. *Toplumbilim yazilari* (écrits de sciences sociales), Ankara, 499 p.

MAKAL M.

1975. *Bizim Köy 1975* (notre village : 1975). Sander yay., Istanbul, 133 p. (trad. française : *Un village anatolien*, Plon, Collection Terre humaine).

1977. *Un village anatolien*, Plon, Coll. Terre humaine. 2^e éd. augmentée d'une post-face, G. DINO, 287 p.

OCDE

1983. *Economic surveys : Turkey*, Paris, 75 p.

PAINE S.

1974. *Exporting workers. The Turkish case CUP*.

St. Inst. of Statistics

1981. *Statistical Yearbook of Turkey ; 100 Year Special Issue*. Ankara, 438 p.

1982. *Statistical pocket book of Turkey*. Ankara, 288 p.

TANOGLU A.

1954. *İskân coğrafyası* (géographie du peuplement), in : *Türkiyat Mecmuası*. Istanbul, n° IX.

TEKELİ I. - ERDER I.

1978. *İç göçler* (migrations internes). Ankara, 388 p.

1981. Settlement distribution and structural change in Turkish agriculture : a key to migration models and policy. In : *Why People move*. UNESCO, Paris, 342 p.

TIMUR S.

1972. *Türkiyede aile yapisi*. Structure de la famille en Turquie. Ankara, 235 p.

TÜTENGİL C.

1975. *Kırsal Türkiyenin yapisi ve sorunlari* (structures et problèmes de la Turquie rurale). Istanbul, Gerçek yay., 255 p.

YERASIMOS S.

1976. *Az gelişmişlik sürecinde Türkiye*. Turquie, processus d'un sous-développement. Istanbul, 3 t., 1 774 p.

TABLEAU XI. - Statistiques de base de la Turquie

LE PAYS			
Superficie totale (milliers de km ²)	781	Villes principales, population résidente	
Superficie agricole (milliers de km ²)	280	en milliers d'habitants (1980) :	
Forêts (milliers de km ²)	202	Istanbul	4 871
		Ankara	3 196
		Izmir	1 969
LA POPULATION			
Population, 1982 (en milliers)	46 312	Population active, 1982 (en milliers)	18 081
Densité au km ²	59	Emploi	15 467
Taux de variation annuel moyen de la population (1975-1980)	2,3	dont : Agriculture, sylviculture, pêche	9 481
	2,3	Industrie	1 855
	2,3	Construction	593
	2,3	Services	3 538
LA PRODUCTION			
PNB, 1982 (milliards de livres turques)	8 735	Origine du PIB au coût des facteurs, 1982 (pourcentage) :	
PNB par habitant (en dollars)	1 179	Agriculture, sylviculture, pêche	20,7
Investissements bruts, 1982 (milliards de livres turques)	1 647	Industrie	27,0
- en pourcentage du PNB	18,8	Construction	4,4
- par habitant (en dollars)	22,2	Services	47,9
L'ÉTAT			
Consommation publique, 1982 (en pourcentage du PNB)	10,8	Dette publique, 1982 (en pourcentage des recettes de l'administration centrale) :	
Recettes courantes de l'administration centrale en 1982		Intérieure	3,3
(en pourcentage du PNB)	20,1	Extérieure	6,1
NIVEAU DE VIE			
Production d'électricité, 1982 (kWh par habitant)	543	Pourcentage d'analphabète, 1980 (personnes au-dessus de 6 ans)	46
Voitures de tourisme, 1982, par 1 000 habitants	17	Pourcentage de fréquentation scolaire, 1982 (de 7 à 18 ans)	51
Téléphones, 1982, par 1 000 habitants	30	Dépenses de l'administration centrale au titre de l'éducation, par habitant, 1982 (en dollars)	9
LE COMMERCE EXTÉRIEUR			
Exportations de biens, 1982 (en % du PNB)	10,6	Importations de biens, 1982 (en % du PNB)	16,2
Principaux produits exportés (en % des exportations totales) :		Principaux produits importés (en % des importations totales) :	
Coton	5,2	Biens d'équipement et machines	19,3
Tabac	6,1	Moyens de transport	6,8
Fruits et légumes	11,3	Métaux de base	8,6
Bétail sur pied, poisson, laine	7,2	Pétrole	41,7
Textiles	18,4		
ENVOI DE FONDS DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS (en millions de dollars)			
1982	2 171	1983	1 554
LA MONNAIE			
Unité monétaire : livre turque		Unités monétaires par dollar, moyenne journalière :	
		1982	160,94
		1983	223,80

Source : OCDE, 1984.

TABLEAU XII. — Envois de fonds mensuels des travailleurs turcs émigrés. Source OCDE 1984.
(Millions de dollars.)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1984
Janvier	122,0	143,9	70,9	75,4	42,4	83,1	83,3	134,8	149,2	121,2
Février	78,9	73,2	57,3	69,4	43,4	75,4	173,3	143,5	130,8	105,6
Mars	88,7	69,1	58,5	70,6	73,5	55,7	111,7	139,7	143,3	129,3
Avril	61,2	80,9	59,3	67,7	55,5	128,6	114,8	159,0	152,4	117,1
Mai	107,8	68,3	66,1	76,7	61,6	639,3	103,2	162,1	160,1	107,7
Juin	106,7	81,9	87,4	94,3	66,0	106,2	155,0	212,4	165,6	109,9
Juillet	209,1	183,1	110,9	106,2	87,2	100,9	279,4	312,2	242,4	164,0
Août	204,8	171,7	109,3	109,1	109,3	111,4	279,5	377,7	300,9	191,6
Septembre	135,8	139,4	98,8	92,1	119,2	110,7	207,3	266,4	196,5	139,7
Octobre	95,0	111,8	86,4	81,3	130,0	90,5	205,0	211,8	203,6	140,0
Novembre	84,4	89,7	81,8	63,7	95,8	99,5	172,5	183,2	143,1	103,8
Décembre	131,8	99,4	96,0	75,4	99,2	95,1	185,9	185,7	178,1	123,8
Total	1 442,6	1 312,4	982,7	981,9	983,1	1 696,4	2 070,9	2 489,5	2 170,0	1 583,7

Source : Banque centrale de Turquie.

TABLEAU XIII. — Taux de change de la livre turque.
Livres turques par dollar.

7 septembre 1946	2,80		4 août 1980	80,00	(62,87) ³
23 août 1960	9,00		11 octobre 1980	82,70	(65,19) ³
10 août 1970	14,85		26 octobre 1980	84,80	(72,50) ³
28 décembre 1971	14,00		9 novembre 1980	87,95	(77,50) ³
16 février 1973	13,85		10 décembre 1980	89,25	(78,66) ³
15 août 1973	14,80		27 janvier 1981	91,90	(79,41) ³
14 mai 1974	13,50		5 février 1981	95,95	(83,38) ³
27 septembre 1974	13,85		24 mars 1981	95,65	(83,12) ³
17 avril 1975	14,00		14 avril 1981	98,20	
8 juillet 1975	14,25		mai 1981	101,92 ⁴	
7 août 1975	14,50		1981 (moyenne annuelle)	110,16	
28 août 1975	14,75		Q1	93,67	
28 octobre 1975	15,00		Q2	101,99	
15 mars 1976	15,50		Q3	117,85	
4 avril 1976	16,00		Q4	127,13	
27 octobre 1976	16,50		1982 (moyenne annuelle)	160,76	
1 mars 1977	17,50		Q1	140,83	
21 septembre 1977	19,25		Q2	151,54	
1 mars 1978	25,00		Q3	169,83	
10 avril 1979	26,50	(47,10) ¹	Q4	180,86	
10 mai 1979	26,50	(42,10) ¹	1983 (moyenne annuelle)	223,80	
10 juin 1979	47,10 ²		Q1	192,51	
25 janvier 1980	70,00	(55,00) ³	Q2	210,81	
2 avril 1980	73,70	(57,90) ³	Q3	233,06	
9 juin 1980	78,00	(61,30) ³	Q4	258,83	

1. Taux préférentiel pour les envois de fonds des travailleurs émigrés et les recettes du tourisme.
2. La parité du dollar est maintenue à 35 livres turques pour les exportations de produits agricoles traditionnels ainsi que pour les importations de pétrole, de produits pétroliers et de matières premières pour la fabrication d'engrais.
3. Taux applicable aux importations d'engrais et de pesticides agricoles.
4. Depuis le 1^{er} mai 1981, le taux de change est ajusté quotidiennement. Les chiffres indiqués sont les moyennes des taux de change journaliers.

Source : Banque centrale de Turquie.

A model of differentiated petty producing peasantry

Çağlar KEYDER

State University, New York

1. Introduction

Unlike many of its counter parts in similarly peripheral countries, Turkish agrarian structure is characterised by the clear dominance of petty commodity production. The proportion of subsistence vs. market-oriented output varies regionally, but on the whole there has been a steady increase in the commercialisation of both inputs and outputs of agriculture since the 1950s, with the consequence of appreciable sensitivity to prices and state policies in production decisions. There is, of course, considerable differentiation within the petty producing peasantry both from the point of view of resource endowments (land ownership and technology use) and with respect to incomes, although differences in the quality of land and a smoothly functioning rental market in machinery result in a more equal income distribution than would be implied by figures of land distribution. In general, divergences in land distribution are more significant between regions and between villages than they are within regions and within villages. Country-wide statistics thus tend to present a biased picture of intra-regional and intra-village differentiation of the peasantry.

It may be argued that the principal axis of social differentiation can be drawn along village appartenance of the peasant household. In other words, in terms of the function performed within the social division of labour, in terms of the

degree and nature of market integration in terms of the accumulation potential, and in terms of the population and migration dynamics, it is possible to distinguish certain village types which in turn constrain and determine the behaviour of peasant households within them. There is some correspondance between geographical regions and village types although different types of villages may also be found interspersed within a single area. From the point of view of production relations, it is important to reiterate that with the exception of a small number of villages characterised by capitalist farming on a large scale (less than one-thousand villages out of approximately 40,000) the differentiation in question occurs within petty commodity production based on the use of family labour. Thus, we have basically subsistence oriented villages with low productivity whose population tend to out-migrate ; there are villages with extensive diversification of activities which are totally commercialised ; there are mono-crop villages with high productivity and accumulation potential - in all of which the wage labour-capital relation is insignificant¹.

The second background point is the relatively successful economic performance of agriculture. Within this dominance of petty commodity production, and with no tendency toward the evolution of capitalist relations (in fact, the reverse, i.e. the dismantling of large farms, has been commonly observed) there has been no stagnation or blockage of agricultural growth. Technological change and diffusion have been constant since 1950 and especially in the 1970s ; there has been a steady increase in the use of new inputs (fertilisers, insecticides) and irrigation ; per annum real growth of output has averaged 3 to 4 per cent during the last four decades ; there has been considerable accumulation and amelioration of consumption levels *within* the rural sector, as evidenced by growing numbers of tractors, trucks, refrigerators, TV, sets, etc. in villages. The point, of course, is that all these changes have been fairly widespread among petty producers of all sizes rather than being enjoyed by a few capitalist farmers. Such a diffusion has been due partly to various government policies which contributed to the protection and welfare of the peasantry.

1. See may « Paths of Rural Transformation in Turkey », *Journal of Peasant Studies*, vol. 11, no. 1; October 1983.

Subsidised inputs, price support systems and the absence of taxation implied relatively beneficial policy choices toward the peasantry and also resulted in constantly improving terms-of-trade for the agricultural sector. Once again it was the dominance of petty producers and their numerical strength running into millions which pushed parliaments carrying electoral support into policies favouring petty producers. The ideological impact of the vast numerical superiority of petty producers in the Turkish social formation is a fascinating subject which cannot be treated here. In this article I will identify and describe certain episodes and patterns in the transformation of Turkish agrarian structure since the second world war.

2. Land Reclamation and Expansion of Owner-occupied farms

Peace after 1945 had signalled the establishment of American hegemony over the « free world », and Turkey was in an especially privileged position to take advantage of this change. The European Recovery Programme which was designed to reconstruct the economy of Europe was extended to cover Turkey in order to develop the economy along the envisaged division of labour in the world market. Until the mid-1950s all external funds were to be directed towards the rural sector in accordance with the advice of American experts. In fact, aids and grants from the United States contributed greatly to the fulfilment of technological change in Turkish agriculture, and helped consolidate the predominance of petty production through allowing for the expansion of land under cultivation.

At the end of the war, the level of agricultural technology was the same as in the nineteenth century. Although the number of tractors had increased at a respectable pace during the 1920s the shortages of the Depression and the war had rendered most existing machinery useless. In 1946 the number of operating tractors barely exceeded one thousand, while there were close to two and one-half million teams (pairs) of draught animals. In 1955 the number of tractors imported through the aid programme had reached 43,000 without much change in the number of draught

animals. This additional source of energy was initially used in expanding the area under cultivation. Between 1948 and 1955, total area sown increased from 9.5 m. hectares to 14.2 m. hectares, or by 50 per cent, while population during the same period increased by only 20 per cent, thus per capita land under cultivation increased by 25 per cent². Tractors which had made this reclamation possible were usually purchased on credit, and not always by rich farmers. The geographical distribution of the tractors indicated that their incidences was rather low in regions most characterised by landlord regimes, while regions of market-oriented small farming received a disproportionately large share³.

Nor was the reclamation of land carried out unilaterally by politically powerful tractor owners. The village community frequently became involved in the decision-making process, and the reclaiming process itself led to a chain of events where by other peasants benefited indirectly. In villages with a relatively large incidence of sharecropping, the distribution of land was uneven due to the low number of « middle peasants » who survived the Depression and the War with their holdings and draught animals intact. The majority of the peasants were poor and were bound to a richer landlords by ties of usury and/or sharecropping, with no likelihood of escaping their situation until the reversal of the economic conjuncture. When the economic conjuncture was reversed and the landlord (or landlords) in the village reacted by purchasing a tractor, the new technology was used to replace the sharecroppers or to take over the better land cultivated by the poor peasants. In other words, the landlord put his tractor to use primarily as a means of ploughing and cropping his own property or the land he had recently seized under some legal pretext. The response to the loss of tenant status by former sharecroppers or to the loss of better quality land by poor peasants, was, either collectively or under the authority of the village government, to take action to reclaim land from what until then has served as the village commons. Thus, the state-owned marginal land which had not been under cultivation until then came under the possession of

2. All figures are from Statistical Yearbooks, various years.

3. *Türkiye'de Zirai Makinalaşma* (Agricultural Mechanisation in Turkey), Ankara, 1954.

former sharecroppers who had to borrow funds in order to invest in land preparation and in draught animals. Given an expanding supply of credit, the establishment of owner-occupied farms was not constrained through a scarcity of funds. Furthermore, the uncertainty associated with occupying state land was soon rectified as *de facto* possessed land was formally distributed with proper titles.

In villages with a more even distribution of land and a greater proportion of « middle peasants », such « middle peasants » with political connections, or sometimes merely entrepreneurial spirit, could obtain bank credit towards the purchase of a tractor. Most commonly two or more peasant households joined together to make the investment, and then agitated at the level of the village government to reclaim land from the State-owned commons. Once again the occupation of State land was eventually formalised through cadastral ratification, and most of the village residents received a share of the new land. The extension of small peasant production was the principal result of land reclamation. The number of owner-occupied farms increased from 2.3 m. in 1950 to 2.5 m. in 1952 and to 3.1 in 1963⁴. In most cases tractors were available for hire, and with the easier availability of credit, borrowing of funds for extension of production in the usury market declined. Migration also reduced the pressure on loanable funds (and on land) by removing from agriculture those peasants who would have borrowed to establish their own farms, and began to constitute a new source of funds as remittances were sent back to relatives in the village.

3. *Mechanisation and Labour Use*

The developments described above were part of a more general economic transformation. Despite the political emphasis on agriculture, urban industry had begun to grow rapidly as well ; in part due to the extension of the market through increasing agricultural incomes. Especially after 1954, however, it was attempts at creating a protected domestic market that fuelled the

4. 1950 and 1963 Agricultural censuses.

growth of manufacturing and, derivatively, services. From the point of view of agricultural transformation, urban economic growth translated as employment opportunities, and the early 1950s witnessed the start of a massive wave of urbanisation which slowed down only at the end of the 1970s. During the early years of the decade the first shanty-towns around Istanbul appeared ; by 1955 they had become part of the national scene. Between 1950 and 1960 the population of the four largest cities increased by 75 per cent and urban population (settlements of 10,000 or more) from 19 per cent to 26 per cent of the total. During the 1950s migrants to cities retained strong relations with their villages and did not sever totally even their income-pooling links with their families. Thus, the household in the village could enjoy higher levels of consumption although the pattern of production *in situ* remained as before. Alternatively, the presence of an income earning family member in the city and the availability of remittances implied an extra capacity to set up independent cultivation, to purchase land or animals, or even to extend cultivation. When the migrant went alone and his labour was not required in the village, no problems arose from the lack of a working population. Later, however, when migration became more permanent, problems relating to labour availability began to arise. The solution arrived in the form of an extensive machinery rental market which integrally contributed to the preservation of petty production.

During the land reclamation process of 1950-1954, the rental market had operated quite extensively. As the number of tractors increased, more plots were consigned to be ploughed and cropped through rental arrangements. At the same time, the introduction of mechanical harvesters (usually combines) served to reduce the peak labour demand in wheat substantially. Landlords with sufficient land to operate a combine only for their own use were indeed few. Harvesters usually served the needs of several villages as they followed the ripening of the grain (depending on roads and terrain) during the harvest season. Already by 1955 there were 5,615 combines in Turkey and a lively rental market for their services⁵.

5. DIE (State Statistical Institute). *Zirai İstatistik Özetleri* (Summaries of agricultural statistics), Ankara, 1965.

Rental markets for agricultural machinery allowed the labour force in a family to migrate (at least outside of the peak demand periods) without disrupting the production cycle. Such migrants did not have to sell or simply abandon their plots upon leaving their villages : as long as an immediate family member or elder relative was available for supervising the rental of machinery (which always rented together with operators) lands could be kept under cultivation. In addition to allowing for the continuation of the village-shantytown link, this situation also prevented a major change in the land-holding pattern. Most migrants continued to remain small owners and did not sell their land despite physical absence from the village.

In labour-sending areas the rental of machinery was often transformed into a « sharecropping » arrangement between tractor owners who did not own sufficient land to exhaust the capacity of their machinery and, usually, small owners who could not or would not manage the production process on their own lands. Initially, it was mostly immigrants to the urban areas who rented out their land to the tractor owners, but as mobility of labour became more extensive, there were peasants who left their lands to be « sharecropped » by a tractor owner while they themselves sought employment elsewhere. This arrangement became all the more common in the late 1960s and extended to outside-the-village transaction where a tractor owner in one village would sharecrop or rent land from several villages in the area. Later, however, as the number of tractors increased, the competition among tractor owners intensified, and land tended to remain rented within the village.

One other consequence of the availability of rented machinery should be pointed out. Although there were some areas that continued to be cultivated with traditional lout-using methods, the extent of the homogenisation of technology was staggering, especially in harvesting, and it was due to the smooth functioning of the rental market. The result of such wide-ranging technological proliferation was the ability of peasant owners of plots of all sizes to make use of the same machinery. This, together with the rapid proliferation of high yielding wheat varieties, went a long way in eradicating productivity differentials due to scale.

Developments resulting out of the transformation of the 1950s – namely a greater supply of credit, permanent emigration to urban areas, and the formation of a rental market in agricultural machinery – were the basic factors contributing to the consolidation of the independent peasantry. Through credit availability in state-subsidised organised markets, the bond of usury was broken ; through migration and remittances it became possible to hold on to small property despite below-subsistence levels of output ; and through the availability of labour-saving machinery both the chain of causation leading from productivity differentials through differential accumulation to land concentration was severed and cultivation of land despite the physical absence of productive labour was made possible.

4. *New Forms of Sharecropping*

We have so far argued that the consolidation of petty production in agriculture in the form of small peasant ownership where the primary source of labour is the family itself, has been the dominant trend. Such a dominance implies that landlord regimes, either of tenancy or capitalist variety are subordinate, both quantitatively and in the sense of their importance in determining the reproduction of the entire social structure in agriculture. We will now take up the cases of landlord regimes in their historical transformation. Let us first consider tenancy – both in its leasehold and sharecropping variety.

It was mentioned above that the advent of tractors had introduced into the rural scene a new type of absentee owner who, although he may have migrated out of the village, kept the ownership of his land and leased it out. In most of these cases the « tenant » is a tractor owner whose own land is insufficient compared to his technical cultivation capacity. According to a 1970 survey, for example, 16.5 per cent of farmers cultivate more land than they own⁶. The nature and landownership situation of operators who rent land can not, unfortunately, be deduced from

6. See K. Boratav, « Türkiye Tariminin 1960'lardaki Yapisi ile Ilgili Bazi Gözlemler », (Some observations concerning the structure of Turkish agriculture in the 1960s), A.Ü.S.B.F. Dergisi, September 1972.

the same set of findings. There is a census conducted in 1963, however, which clearly indicates that peasants who cultivate small holdings of less than 2 hectares are also the major renters out of land. In other words, small owners are more likely to rent out their holdings. On the other hand, middle-size owners seem to extend their scale of cultivation through renting in of land. Farmers who end up with holdings of between 5 and 50 hectares, rent in land, equivalent to about one-eighth of their owned area. The trend of out-renting from small owners and in-renting by middle size owners tends to preserve to ownership structure in the rural sector since small peasants (and possibly other categories of owners) find the means to leave their villages without having to sell their land. Thus, they offer their labour seasonally or permanently, in rural or urban, national or world markets while they maintain the security of land ownership, and possibly receive some revenue from the cultivation of their land.

This form of renting out land is quite unrelated to tenancy arrangements between large landlords and landless peasants. Even the figure of 1.5 per cent in the 1970 census which indicates the percent of holdings consisting entirely of rented land, (that is, holding operated by individuals who themselves own no land) probably includes a fair proportion of tractor tenancy. In other words, landless individuals from the category of « rural population not engaged in agriculture » who have invested in a tractor, may be the tenants of these holdings. It may even be the case that these « tenants » lease land to act as managers. They will engage a tractor and a harvester, and will expect to obtain a net revenue after the rental fees for the land and machinery are deducted from the value of the produce.

The 1963 survey which aimed at enumerating the areas of holdings under different tenure types, had found that 9.2 per cent of the land was operated under sharecropping arrangements. The corresponding figure for 1970 indicating the area of land held in sharecropping arrangement is only 2.8 per cent. Such a decline is, of course, what we would expect, given the arguments advanced above concerning the consolidation of the independent peasantry. We would expect this figure to be considerably lower at the present time, with the incidence of sharecropping confined to areas in the southeast populated by sedentarised Kurdish tribes.

In the southeastern region, due to the nature of class balances, sharecropping remained as a prevalent practice even after labour was made redundant through technical change. In other words, although the landlord was powerful enough to appropriate the newly opened fields, he was not sufficiently powerful to simply drive the peasantry off his new enclosure. As a result, a situation arose which resembled the co-existence of domain and peasant land in the manorial economy with part of the village enclosed by the landlord, and the rest sharecropped by families. This, however, could only be an uneasy co-existence since the landlord ideally wanted to enclose the entire village, and the villagers ideally desired full possession rights over both their and former fields. The outcome of this struggle depended on local and national politics alike. Faced with the threat of land reform and belligerence of the villagers, some landlords chose to allow the land to be sub-divided through inheritance or sold plots to the peasants at nominal rates. In other cases the landlord succeeded in throwing the most militant peasants out the village, while he imposed only nominal rents on those who remained as collaborators. On the whole, in a few scattered cases of landlordism occurring in the Mediterranean and Aegean regions, sub-division of the property seems to have been predominant, while in the southeast capitalist enclosures have been more successful.

5. Capitalist Agriculture

The last point leads to a discussion of the incidence of wage labour in capitalist agriculture. Historically the nature of the social structure had prevented the dispossession of the peasantry by large landlords; and the high land-labour ratio, translating into availability of land, had militated against the formation of a category of landless peasantry. With the previously described technological change, introducing machine-intensive techniques replacing labour, the peasantry in landlord villages were rendered redundant from the point of view of technical requirements of production. Nevertheless, when the landlord succeeded in enclosing the land to operate a consolidated farm, he required the services of a number of permanent employees receiving wages. In

the case of wheat farming, which is the prevalent form in southeastern Anatolia, this number may be very small – a manager for the farm, as many driver-operators as there are tractors, and a few handymen. There is, in fact, no plantation-type agriculture in Turkey with the capitalist organisation of labour-intensive cultivation. Labour intensive tasks in agriculture outside of the petty production sector (using labour from outside the family) are usually performed by seasonal, temporary labour. The supply of seasonal labour is not from the ranks of the landless peasantry, rather it derives from the petty commodity producing sector.

It would be wrong to claim perfect correspondance between the category of landless peasantry and that of permanent wage labour in agriculture. In Turkish censures, settlements of less than 5,000 inhabitants are considered as rural. The category of « landless » population within this group naturally contains individuals whose primary occupation is not agriculture. In fact, even in smaller settlements, the proliferation of various consumer items and technology have necessitated a growing range of non-basic occupations. A quarter of a century ago, an Anatolian village economically supported one to three coffee houses and a grocery store. Their owner's main source of income was not agriculture. Now, each village boasts of a number of full-time taxi or van operators, tractor drivers, and retail merchants. Among the landless, therefore, an important group would be non-agricultural petty bourgeoisie. In fact, there is an estimate in a 1970 study which suggests that among the population surveyed, 16 per cent could be considered as landless, in the sense of not having possession of owned or rented land, while only one-tenth of the landless population were, in fact, agricultural labourers. In other words, when artisans (6.2 per cent) state functionaires (2.6 per cent), non-agricultural wage labour (1.6 per cent), students (1.5 per cent), and the unemployed (2.4 per cent) are accounted for, only 1.7 per cent of the rural population (or one out of sixty persons) remain as labourers in agriculture whose incomes derive exclusively from wage employment⁷. This figure in 1970 corresponded to less than 100,000 adult males country wide. There are also permanent agricultural workers who own land of their

7. *Ibid.*

own, and their inclusion would increase the number arrived at above. It must not be forgotten, however, that agricultural workers are not necessarily found in strictly capitalist relations of production. One salient example is the village shepherd, who is usually landless, and who receives a fixed rate per sheep from each village household. Thus, he is a communal employee of the village. Yet other agricultural workers are found in a capitalist relationship with the state. In 22 state farms some 5,000 permanent workers are employed; a larger number work for the state forestry administration⁸.

The conclusion, therefore, cannot be avoided that the incidence of capitalist relations of production in agriculture, defined as the permanent employment of landless peasantry, is insubstantial. We may also claim that the number of peasants employed as wage labour has not been increasing. Since there is no concentration of land at the expense of small owners, neither is there new dispossession occurring. On the other hand, problems of labour management, the law of inheritance, the fear of land reform, and political pressure from below have been forcing large estates to be either subdivided among heirs or simply sold to richer peasants in lots. It would, therefore, be more correct to argue that there is a gradual erosion of even the small amount of permanent labour-using capitalist agriculture.

6. *Seasonal Labour Markets and Conclusion*

We have so far discussed that strictly capitalist relations of production in agriculture are of limited importance, and that there is no basis to argue that they will attain greater relative weight in the future. There is, however, a substantial labour market bringing together petty producers seeking temporary employment and larger farmers in need of seasonal labour. In order to discuss this phenomenon, it is necessary to first establish the technological conditions leading to a demand for temporary labour. Technological change has tended to create an uneven and cyclical labour use situation in all important crops except grains. In grains,

8. *Ibid.*, p. 799.

tractors and mechanical harvesters have allowed for the replacement of labour in preparing of the field, ploughing, seeding and harvesting. In some labour-intensive crops of garden variety technology has not had any impact on the traditional cycle of labour use. Small-scale tea growing, hazelnuts, olives, the Turkish variety of tobacco which does not lend itself to mechanical harvesting, are examples of such crops where there is no added unevenness due to mechanisation. There is one important crop, however, for which this unevenness in labour use has been aggrandised to an extreme degree : cotton. Cotton is grown on around 5 per cent of the land under cultivation ; and is a totally commercial crop.

Before the tractor, cotton was mostly cultivated on a sharecropping basis with tenants also growing wheat for subsistence needs. After the tractor, and with increasing commercialisation, labour was no longer needed on a year-long basis ; and it was possible for small producers to cultivate cotton commercially. The over-all effects of these changes were a rapid increase in the cotton area ; disappearance of sharecropping arrangements ; and intensification of peak labour demand during the harvest season. There had always been the need for extra-local labour in cotton areas even when sharecropping practices were the rule ; after mechanisation, however, former sharecroppers held the option to work on their own plots during the harvest which increased the discrepancy between labour demand during ploughing and harvest seasons. As a result two distinct ploughing and harvest seasons. As a result two distinct organisational forms of cotton cultivation emerged ; one, on small plots, using primarily family labour and perhaps some other village labour in reciprocal arrangements, and, two, on larger farms, employing a small number of permanent (year-round) wage labour together with a large number of seasonal and extra-local labour. This last form of organisation accounts for the majority of seasonal wage employment in agriculture. Although no exact figures are available, an estimate of between 200,000 and 300,000 (derived on the basis of average weight of cotton picked by an individual) persons annually entering the seasonal labour market to harvest the cotton crop, seems reasonable. The magnitude, in addition to its truly national scope, with the supply of labour originating from all

regions of Turkey, makes this market the only national and formal labour market in agriculture.

While this market clearly exhibits a capitalist character, it does not bring together proletarians « free » of the ownership of the means of production with capitalist monopolising the same. Since the suppliers of labour are, themselves, petty producing peasants, they possess the option of not entering the labour market, although they may find it beneficial to do so given a profit calculation. In other words, there is a capitalist relation of short-term duration where neither of the two sides is totally capitalist or totally wage labourer. It follows that the ideological and political behaviour which such an analysis of the relations of production would predict (either from capitalists or proletarians) will not materialise. Indeed, the thrust of my argument has been that the model of a differentiated petty-producing peasantry is more appropriate to such an analysis. The consolidation of such a structure seems to have proceeded since the 1950s, and the various development paths which may be identified do not indicate a departure from the fundamental model of a large number of petty producers in agriculture. They certainly do not point to a polarisation of ownership and evolution of capitalist relations of production.

Yachar Kemal, romancier d'une période de transition

Nedim GÜRSEL

(C.N.R.S.-Paris)

Le romancier turc Yachar Kemal dont l'œuvre est traduite en plus de vingt langues se définit dans un entretien comme le témoin d'une transition. « J'ai assisté, dit-il, à l'un des phénomènes les plus extraordinaires de ce siècle. J'ai eu la chance de vivre, puis d'observer et d'écrire la grande mutation de la plaine de Tchoukourova. Je me définirais volontiers comme le témoin d'une période de transition où l'ancien et le nouveau coexistent avec tous les problèmes que cela implique »¹. En effet, la plaine de Tchoukourova (l'antique Cilicie) où se déroule l'action de la plupart de ses romans, fut la première région de la Turquie à subir les conséquences d'une grande mutation économique survenue avec le développement du capitalisme. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'intrusion du capital étranger dans la région et l'ouverture au marché international des produits agricoles (principalement le coton) entraînèrent un processus de transformation économique et sociale qui devait s'accélérer au cours du XX^e siècle. La sédentarisation forcée des tribus nomades par l'Etat, la concentration des terres entre les mains d'une aristocratie tribale qui constitua progressivement une sorte de « féodalité » de type particulier, l'exode rural et la prolétarianisation rapide des paysans sans terre, mais aussi et surtout la mécanisation de l'agriculture appuyée par le Plan Marshall, changèrent de fond en comble la physionomie de la plaine de Tchoukourova. Cette transformation, certes régionale mais sans précédent dans l'histoire de la Turquie

1. In *Çagdaş Eleştiri*, n° 1, mars 1982, pp. 9 et 11.

contemporaine, se trouve à l'origine d'une littérature qui se manifesta vers les années 1950 et qui eut le mérite de relater l'émergence de nouveaux rapports sociaux.

Le premier écrivain qui saisit l'importance d'une telle transformation fut Reşat Enis. Dans son roman intitulé *L'odeur de la terre* (*Toprak kokusu*), la vie et les conditions de travail des journaliers agricoles sont minutieusement décrites. La nécessité d'une réforme agraire y transparait à travers les contradictions sociales que l'auteur observe sans les commenter. Reşat Enis fut donc le précurseur d'une nouvelle littérature de caractère réaliste (à la fois régionale et universelle) qui devait s'imposer par la suite en se radicalisant avec les romans d'Orhan Kemal et de Yachar Kemal. Ce dernier vient d'ailleurs de lui rendre hommage à l'occasion de sa mort en le considérant comme « le premier écrivain digne de ce nom de la plaine de Tchoukourova »².

*Sur les terres fertiles*³ d'Orhan Kemal est certainement le meilleur exemple de cette littérature qui se radicalisa en dénonçant non seulement l'exploitation et l'injustice sociale mais aussi les méfaits du capitalisme sur l'homme et sur son environnement. Ce roman, paru en 1954, donc dix ans après *L'odeur de la terre*, raconte l'odyssée des paysans sans terre qui descendent chaque année chercher du travail sur « les terres fertiles » de la plaine de Tchoukourova et qui découvrent un monde à la fois merveilleux et terrifiant. Exploités par les grands propriétaires fonciers, décimés par le paludisme, la plupart meurent dans des conditions atroces et ceux qui réussissent à rentrer chez eux sont heureux d'avoir réalisé leur rêve : l'achat d'un réchaud à pétrole.

Ce thème, c'est-à-dire le désespoir et la survie du montagnard naïf dans l'univers infernal des machines agricoles sous le soleil brûlant de la Tchoukourova sera repris par beaucoup d'écrivains de la même génération et quelques années plus tard par Yachar Kemal lui-même. La contribution de celui-ci à cette littérature de tendance marxiste sera d'un tout autre ordre. Certes, pour Yachar Kemal aussi le paysan turc se fait exploiter sur les champs de coton. Il est victime de la maladie et de l'injustice

2. « Bir romancinin ölümü », in *Milliyet Sanat Dergisi*, n° 89, 1^{er} février 1984.

3. Ed. Gallimard, 1971.

sociale. Pour survivre il doit affronter les forces de la nature et la puissance des *aghas* (grands propriétaires terriens). Mais il a en même temps un imaginaire, une intériorité. Héritier d'une culture populaire enrichie par des centaines d'années de tradition orale, il crée des mythes, il invente. Dépossédé de la terre, il s'empare du Verbe. Ainsi il possède une autre forme de puissance qui est la parole. Je veux dire par là que chez Yachar Kemal, c'est le rapport de l'homme avec l'imaginaire qui prédomine et non sa situation sociale. Pourtant, dans *Les seigneurs de L'Aktchasaz*, Yachar Kemal met l'accent, à travers la vendetta entre deux grandes familles dont il décrit tous les épisodes (parfois à la manière d'un western local), sur l'anachronisme des mœurs tribales. Ses principaux personnages vivent le déclin d'un monde voué à la disparition avec toutes ses composantes. La confrontation de l'ancien et du nouveau dans une période de transition constitue le thème principal du roman.

Pour Yachar Kemal, le progrès technique n'implique pas nécessairement le bonheur de l'homme. Bien au contraire, dans le cas précis de la Tchoukourova, il signifie souvent la disparition de la loyauté, la dislocation des familles et la mort de la nature. Ce déclin engendre un monde nouveau qui est loin d'assurer, selon l'auteur, les valeurs éthiques de l'ancien monde. J'essaierai d'analyser dans cette étude l'impact d'une telle transformation sur Yachar Kemal qui en est à la fois le témoin et le porte-parole.

L'action romanesque et les conditions matérielles de la période de transition

Les seigneurs de L'Aktchasaz est un roman-fleuve (près de 1 200 pages dans la traduction française) qui comprend deux tomes : *Meurtre au marché des forgerons* et *Tourterelle ma tourterelle*⁴. Dans le premier tome l'auteur choisit une fois de plus l'immense plaine de Tchoukourova, sa terre natale, comme cadre de l'action romanesque. Il s'agit de deux grands domaines où vivent deux familles, les Sarioghlous et les Akyollous, dont les mœurs

4. Ed. Gallimard, 1981 et 1982 ; trad. Munevver Andaç.

sont restées « féodales »⁵. L'une est dirigée par Derviche Bey et l'autre par Moustafa Bey. Ces beys, descendants des nomades turkmènes sédentarisés, sont obsédés par une chose : la vendetta. Comme leurs ancêtres l'avaient déjà fait avant eux, ils se donnent mutuellement la chasse et sombrent progressivement dans la psychose désespérée d'un monde sanguinaire où le fantasme du crime tient lieu d'unique réalité. Pendant que ces « nobles héros » d'une époque révolue cherchent à s'entre-tuer, non pas par intérêt ni pour se défendre, mais simplement pour préserver un certain sens de l'honneur, nous assistons à l'ascension d'une nouvelle classe de parvenus (les aghas) avide du pouvoir économique des beys. Ayant souvent assuré leur ascension sociale par la corruption, le crime ou l'accaparement des biens des anciennes minorités, ces aghas achètent et manipulent les fonctionnaires, collaborent avec les représentants de l'Etat pour mieux exploiter les terres et opprimer les paysans que les beys protègent.

Dans le second tome, la vendetta continue sous une autre forme, toujours héritée des mœurs tribales de la période nomade. Derviche Bey doit faire tuer par son fils adoptif Youssouf (dont le vrai père, à la solde de Derviche Bey, meurt sous la torture des gendarmes) l'homme qui l'a insulté publiquement.

Ainsi, tandis que l'un des grands beys de Tchoukourova se laisse emporter par son désir de vengeance et l'autre, Moustafa bey, impuissant devant son ennemi, continue à le torturer en pensée, les nouveaux riches accaparent leurs terres. Conscients de cette situation et ne croyant plus à la légitimité des valeurs tribales, les fils collaborent avec les nouveaux maîtres de Tchoukourova pour fonder des usines et réaliser ainsi leurs rêves d'enfance. A la fin du roman, avec l'assèchement des marécages de l'Aktchasaz (car le capitalisme a besoin de nouvelles terres cultivables) et la mécanisation de l'agriculture, disparaît tout un univers de plantes, d'insectes et d'oiseaux décrit avec un étonnant souffle lyrique par Yachar Kemal. Et le lieu mythique d'Aktchasaz cède la place aux terres fertiles des grandes fermes capitalistes fondées par une nouvelle génération d'hommes. Quant à Derviche Bey, le personnage principal du roman, il est contraint de tuer de ses

5. Le terme « féodal » ne recouvrant pas tous les traits caractéristiques de ces familles récemment sédentarisées, je le mets entre guillemets. Il serait en effet plus juste de les qualifier de « tribales ».

propres mains Youssouf (le seul de ses proches qui ne l'ait pas trahi) pour échapper à la justice. Par cette fin tragique, l'auteur veut souligner les contradictions internes du système ancien qui entraînent inévitablement son effondrement. Mais au lieu de mettre l'accent sur le déclin d'un monde anachronique, il se perd souvent dans les détails. Par exemple, la réconciliation de Derviche Bey avec Mahir selon la coutume tribale dure 150 pages ; Derviche ordonne à Youssouf le meurtre de Hadji le Fou à la page 284 alors que Youssouf exécute cet ordre à la fin du roman. Pendant plus de 200 pages, il hésite. De nombreux épisodes qui n'ont pas de rapport organique avec l'intrigue viennent se greffer, comme dans un récit épique, sur la structure narrative et rompent l'unité de l'action.

« Voilà un livre qui raconte cent histoires en une, qui mêle tous les genres (poétique, fantastique, réaliste, érotique) dans une immense et flamboyante coulée de mots, écrit Alain Favarger. Derviche Bey, jamais vous n'oublierez ses pommettes saillantes et son manoir au charme suranné. Ni Dame Sabahat, sa sœur à la voix envoûtante. Ni Ala Temir et son miel de bruyère, son beurre doré au parfum de narcisse »⁶. On pourrait ajouter à ces personnages d'autres encore, tels Mahir Kabaktchioglou, le prototype du paysan parvenu qui profite de la corruption du régime pour s'enrichir ; Youssouf qui incarne la naïveté et le sort tragique du paysan anatolien, le maître Habib, amoureux de la terre et des tracteurs, le maître Osman, vieux coutelier du marché des forgerons, le crieur public, curieux personnage d'une époque révolue, Mestan, le paysan sans terre, le capitaine qui représente l'appareil répressif de l'Etat kémaliste, etc. C'est dire qu'autour de l'intrigue (la vendetta) et du personnage principal (Derviche Bey), des dizaines d'autres intrigues s'articulent et le roman manque parfois de structure, de cohérence interne. Mais l'axe principal du récit est essentiellement la description d'une période de transition que l'auteur essaie de saisir dans sa dynamique propre. Voyons maintenant les conditions matérielles de cette dynamique.

Entourée de la chaîne du Taurus au nord, à l'ouest et à l'est, bordée par la Méditerranée au sud, la plaine de Tchoukourova était encore une région difficile d'accès au XIX^e siècle. L'insuffisance du

6. « Yachar kemal : la nostalgie des hommes d'autrefois », in *Liberté Dimanche*, 11-12 avril 1981.

réseau routier et l'existence de nombreuses tribus nomades faisaient de cette région l'un des territoires les moins prospères de l'empire ottoman. L'Etat central n'avait aucun pouvoir sur les grandes familles (*derebey*) qui possédaient leur propre milice et ne payaient pas d'impôts. Cette autonomie vis-à-vis du pouvoir central leur permettait de diriger leurs tribus selon les mœurs ancestrales héritées des Turkmènes qui étaient venus de Transoxiane (Khorassan). Mais deux événements survenus dans le courant de la seconde moitié du XIX^e siècle changèrent cette situation. Le premier est celle que l'on appelle l'iskân, c'est-à-dire la sédentarisation, et le second, le développement du capitalisme lié à la culture du coton. Celle-ci a été surtout encouragée par l'intrusion du capital anglais dans la région.

En 1865, le gouvernement ottoman envoya dans la province de Cilicie une division de pacification (*firkai-islâhiyye*) commandée par Derviche Pacha et Djevdet Pacha. Pour le développement économique de la plaine, il fallait à tout prix rétablir un climat de sécurité et contrôler des chefs de tribus qui disposaient à leur guise du droit de vie et de mort sur leurs gens. Plusieurs tribus, notamment les fameuses Kozanoghλους et Avchares, n'acceptèrent pas cette sédentarisation forcée et se révoltèrent. Le souvenir de cette révolte reste encore vivant dans la mémoire populaire et de nombreux bardes continuent à chanter les exploits guerriers des tribus Kozanoghλους et Avchares. Mais leur révolte fut écrasée par l'armée ottomane et les tribus non soumises durent abandonner leurs alpages pour s'installer définitivement dans la plaine où les maladies (paludisme, dysenterie, etc.) s'évissaient. Leur adaptation aux nouvelles conditions de vie ne fut pas facile. La nostalgie du nomadisme et la persistance du thème du « paradis perdu » dans leur folklore en témoignent encore.

« Après 1865, la colonisation de la Cilicie n'est plus réellement menacée », écrit Paul Dumont. La plupart des chefs tribaux se laissent séduire par le coton : ils accaparent d'immenses surfaces, y mettent leur menu peuple au travail, accumulent en peu d'années des fortunes fabuleuses. Des empires agricoles se créent sur d'anciens marécages⁷.

7. « La pacification du sud-est anatolien en 1865 », in *Turcica*, v, p. 130.

Cette sédentarisation forcée fut accompagnée par des mesures économiques pour encourager la culture du coton. Et pendant longtemps, le coton a été le principal produit d'exportation de la région destiné à l'industrie textile européenne. Avec la construction d'un réseau ferroviaire en 1883 et la mécanisation de l'agriculture grâce à l'achat de moissonneuses-batteuses, les rendements agricoles augmentèrent considérablement. Cela favorisa la concentration des terres entre les mains de quelques familles qui fondèrent de grandes fermes modernes. Plus tard, le développement du capitalisme dans la plaine de Tchoukourova entraîna l'exode rural et la modernisation ; mais ne changea pas pour autant les mentalités. Celles-ci continuèrent à subsister pendant longtemps. Ainsi, on pouvait voir jusqu'à une époque récente les grands propriétaires terriens monter à cheval en laissant leur Mercedes dans le garage ou entrer dans les cabinets ministériels avec leurs armes. Par ailleurs, malgré la mutation technologique, la charrue coexista pendant longtemps avec le tracteur tout comme le cheval avec la voiture, ou le train avec le chameau.

De la pacification au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le développement du capitalisme que je viens d'évoquer brièvement transparait dans le roman de Yachar Kemal à travers un conflit familial. Il s'agit d'un conflit à double aspect : interne et externe. Le conflit interne oppose au sein de chaque famille l'ancienne et la jeune générations, alors que le conflit externe oppose les chefs qui poursuivent une sanglante vendetta. *Les seigneurs de l'Akitchasaz* est en effet l'histoire d'une vendetta entre deux grandes familles de la Tchoukourova qui vivent une période de transition où le déclin du monde ancien entraîne l'émergence d'un nouveau. Et c'est sur cette dialectique que l'auteur construit son roman en choisissant comme héros Derviche Sarioghlu et son hétéronyme Moustafa Akyollou.

Derviche Bey : un héros « problématique »

« L'esprit fondamental du roman, celui qui en détermine la forme, s'objective comme psychologie des héros romanesques : ces héros sont toujours en quête », écrit Georg Lukacs dans *La théorie*

*du roman*⁸. Depuis cet ouvrage et l'analyse que Lucien Goldmann en a faite, nous savons que le roman se caractérise comme l'histoire d'une recherche des valeurs authentiques sur un mode dégradé, dans une société dégradée. Cette recherche que Lukacs appelle « démoniaque » est le fondement même de la structure romanesque. Car si le héros mène une enquête, c'est que la totalité entre celui-ci et le monde est rompue, et qu'il s'oppose à la société pour découvrir sa propre « essence ». Ainsi, il devient « problématique », c'est-à-dire qu'il incarne une forme de résistance à la société bourgeoise en train de se développer. Le héros « problématique » au sens lukacsien du terme cherche des valeurs absolues sans pouvoir les vivre intégralement. En cela, il est un « fou », un marginal. Et sa quête n'aboutit jamais, car cela signifierait le dépassement de l'opposition entre le héros et le monde, c'est-à-dire la fin de l'univers romanesque.

Le concept du « héros problématique » élaboré par Lukacs éclaircit le personnage de Derviche Bey et nous aide à mieux comprendre son itinéraire. Derviche Bey n'est pas seulement « problématique », mais aussi « typique ». Car en lui convergent, toujours d'après la définition de Lukacs, « tous les éléments déterminants, humainement et socialement essentiels, d'une période historique »⁹. S'il est un individu aux traits personnels précis, il n'en est pas moins le reflet total du groupe social auquel il appartient. Derviche Bey vit une période de transition durant laquelle toutes les valeurs qu'il croit essentielles s'écroulent. « La terre glisse sous ses pieds », comme dit l'auteur, et il ne trouve rien pour s'accrocher, rien d'essentiel et d'authentique, il se sent « vide », démuné de tout alors qu'il possède encore une immense fortune. La peur du néant qui le hante ne provient pas de la vendetta, mais du fait que le monde change. La peur de Derviche Bey, son sentiment de vanité et d'angoisse, est en fait lié à son « âme plus étroite que le monde ».

Je m'explique : le *démonisme* du héros romanesque qui, pour Lukacs, est avant tout un héros « problématique », se manifeste de la manière la plus évidente lorsque l'âme n'est pas à la mesure du monde. Tel est le cas de Don Quichotte, chevalier

8. Ed. Gonthier, p. 54.

9. *Balzac et le réalisme français*, éd. Maspéro, p. 9.

idéaliste dont la conscience est trop étroite par rapport à la complexité du monde qui l'entoure, luttant au nom des valeurs que son époque renie. Tel est aussi le cas de Derviche Bey, un Don Quichotte sans moulins qui se bat contre un adversaire invisible : la modernisation. Son véritable adversaire n'est pas Moustafa Akyollou qui cherche pourtant à le tuer pour venger son père, mais ceux qui ne montent plus à cheval et qui ont perdu le sens de l'hospitalité. Comme tout chef turkmène, Moustafa Akyollou le respecte, et même se reconnaît en lui. Il est en quelque sorte son double, son « hétéronyme » comme je l'ai déjà dit.

La seule raison d'être de ces beys n'est pas la vendetta ; ils incarnent aux yeux de l'auteur « l'idéal chevaleresque » d'une époque révolue. Mais cet idéal n'a plus de sens dans un monde où la conception de l'honneur a profondément changé et où « la race d'hommes capables d'être amis ou ennemis, sans réserves, jusqu'au bout », a disparu. Mais Derviche et Moustafa revendiquent cet idéal à l'insu des hommes qui « vivent comme l'herbe » et qui « revendent à dix piastres ce qu'ils ont acheté à cinq. » Ils le revendiquent au nom des mœurs tribales tout en sachant que celles-ci sont vouées à la disparition. Le jeu meurtrier qu'est la vendetta représente à leurs yeux l'histoire de leurs tribus, mais aussi un destin inéluctable. La vendetta est ce qui les sépare d'autrui, ce qui les caractérise en tant qu'êtres spécifiques. Elle est en somme leur identité et non leur mauvaise conscience comme c'est le cas pour leurs enfants. C'est par et pour la vendetta qu'ils vivent tandis que leurs enfants s'associent pour fonder une usine. Le conflit des générations au sein de ces deux familles constitue l'un des axes du roman où les nouveaux maîtres de la Tchoukourova se révèlent moins humains et plus avides que les beys d'autrefois. Au lieu de protéger les métayers comme dans les temps anciens, ils les transforment en journaliers agricoles pour mieux les exploiter. Leur ambition, mais aussi les nécessités économiques qui échappent à leurs pères, les rendent plus cruels et moins attentifs au sort de leur tribu.

« Pourquoi t'en prends-tu à mes paysans, à ma tribu, à mon clan, Mehmet Ali, que veux-tu d'eux ? », demande Moustafa Bey à son fils. La réponse de celui-ci semble « logique » : « Je ne veux rien de tes paysans, ni de ta tribu... je n'ai pas le choix (...) Ecoute, père. On ne peut plus aujourd'hui continuer à labourer avec des

chevaux et des bœufs... Le métayage, ça ne marche plus. Aujourd'hui, un tracteur, ça remplace mille hommes, une moissonneuse, dix mille...) (t. 1, p. 282).

Mais ce raisonnement rationnel ne réussira pas à convaincre Moustafa Bey qui ne peut transgresser la loi tribale : « Mais mon fils, ces gens-là sont nos paysans, les gens de notre clan ! Nous autres, les Akyollous, nous sommes liés à ces gens comme la chair à l'os ! Depuis on ne sait plus combien de siècle. Où iraient-ils ? Et puis, mon fils, ces terres leur appartiennent autant qu'à nous. Autrefois, c'était leurs campements d'hiver. » (*Ibid.*).

Moustafa Bey, à la différence de sa vieille mère, Dame Brunette, sait qu'un jour le fermage et le métayage disparaîtront, mais il ne peut chasser les gens de sa tribu. Et c'est en cela qu'il est « problématique », tout comme Derviche Bey qui doit vendre ses terres aux aghas pour pouvoir aider ses métayers à surmonter la crise.

*
* * *

Meurtre au marché des forgerons, le premier tome des *Seigneurs de l'Aktchasaz*, commence par une plainte : « Ils sont montés sur ces beaux chevaux, tous ces gens si bons, et ils s'en sont allés. » Cette plainte, vieille de tant d'années, revient tout au long du roman comme un refrain. Et le dernier chapitre de *Tourtelle ma tourterelle* (second tome) met un terme au déclin d'un monde qui n'en finit pas d'agoniser durant mille deux cents pages. Monté sur son cheval, Derviche Bey murmure la même plainte en contemplant avec inquiétude, du haut d'une colline, la plaine de Tchoukourova ravagée par les excavateurs et les bulldozers. Cette plainte rappelle à Derviche Bey Sultan Agha, un personnage légendaire qu'il aurait aimé garder dans son manoir pour ne plus le rendre à ses ennemis. Sultan Agha représente dans son imaginaire le prototype de la loyauté et de l'hospitalité dont personne ne se soucie dans son entourage. Derviche Bey se rend compte avec amertume que certaines valeurs auxquelles ses ancêtres étaient si attachés, ne sont plus respectées par ses enfants. Moustafa Bey, de son côté, constate la même chose : « Mehmet Ali a toujours les mains et le visage souillés de graisse, lui qui est un Akyollou, il ne

s'intéresse ni aux chevaux, ni aux traditions de la famille. Il ne pense qu'aux machines. Et il aime l'argent. Nuit et jour en train de calculer, si j'achète à cinq, pourrais-je revendre à dix ? Combien peut rapporter un tracteur jusqu'à ce qu'il soit mis au rancart ? Comment doubler la superficie du domaine ? Comment faire travailler à meilleur marché les journaliers, juste pour une bouchée de pain ? Les autres enfants ne pensent qu'à cela, eux aussi, ce n'est pas seulement Mehmet Ali, ils voudraient copier les nouveaux riches, les aghas parvenus. Depuis quelques temps, ni Mehmet Ali, ni les autres ne font plus aucune allusion aux Sarioghous, ils ne parlent jamais d'eux (...) Oui, cette histoire ne leur inspire que du mépris. Rien ne les enthousiasme, ne les émeut, il leur manque je ne sais quoi, à ces jeunes, ils ont perdu les qualités qui font d'un homme un homme (...) Ils ne se battront pas, ils ne pensent pas à venger le sang répandu, ce ne sont pas des hommes. On dit qu'il en est de même pour les enfants de Derviche Bey (...) Nous sommes les derniers représentants d'une époque, d'une race d'hommes. » (t. 1, pp. 243-244.)

Derviche et Moustafa, ces deux beys qui se haïssent tout en se respectant, s'adorant même, sont en effet les derniers représentants d'une époque, d'un monde où il faisait bon vivre. Ce que Derviche Bey aime le plus, c'est de penser aux jours anciens, à « la Tchoukourova des vieux Turkmènes, aux chevaux arabes plus rapides que la gazelle. » Ce paradis perdu à tout jamais représente à ses yeux un monde pur, sauvage, « un vaste jardin de l'Eden qui n'est pas encore profond. » Pour Moustafa Bey aussi, le monde a changé, les gens ne sont plus les mêmes. « L'Ottoman s'est écroulé à grand fracas. Le grand Turkmène agonise avec toutes ses traditions et ses coutumes et son peuple. C'est la fin. » (*Ibid.* p. 192.)

Yachar Kemal met en place ces deux personnages, qui ne font qu'un en réalité. Ils sont deux facettes d'une même personne, l'un est le double de l'autre. Mais finalement c'est Derviche Bey qui incarne avec son action et les traits distinctifs de son caractère, le prototype du bey réunissant en lui le particulier et le général. D'abord, au niveau du particulier, voici son portrait tel qu'il est peint par Yachar Kemal au début du roman :

« Sous les épais sourcils noirs de Derviche Bey, ses yeux lançaient des flammes. Ses pommettes étaient saillantes, ses yeux légèrement bridés. Son menton solide se creusait d'une fossette profonde. Ce visage au teint sombre, noirci encore par le hâle, ses traits profondément creusés, son front élevé, révélèrent la personnalité d'un homme très sûr de lui (...) Sa moustache mince, peu fournie, retombait légèrement aux coins de sa bouche. Elle ne s'accordait guère avec ses épais sourcils noirs, son menton volontaire. Et ce déséquilibre donnait à son visage une singularité attirante » (t. 1, pp. 15-16).

Malgré la place importante qu'occupe Moustafa Akyollou dans le roman, l'auteur ne se préoccupe guère de son individualité, ne fait à aucun moment son portrait. Il le considère comme le double de Derviche Bey qui sortira vainqueur du conflit grâce à son courage et à son intelligence. Abandonné par sa femme et son fils qui s'installent à la ville, Moustafa Akyollou finira ses jours tout seul dans son manoir, incapable de venger son frère Mourtaza tué par les hommes de Derviche. Dans *Tourterelle ma tourterelle*, lors qu'il est malade, « visage blême, figé, pétrifié dans son lit », Derviche Bey vient le voir. Il n'ose pas le tuer car il voit dans sa déchéance sa propre mort, la fin d'une race d'hommes loyaux et généreux. Pourtant c'est encore lui, Derviche Bey, qui occupera le devant de la scène tout au long du second tome ; c'est lui qui affrontera les aghas devenus tout-puissants, mais aussi les représentants de l'Etat. Et à la fin, il se trahira lui-même ; il transgressera les lois tribales qu'il avait respectées toute sa vie en tuant de ses propres mains Youssouf, son fils adoptif et homme de main dévoué.

C'est donc autour du personnage de Derviche que tout s'articule, que le concept du « héros typique » devient opératoire. Car Derviche Bey est « une synthèse originale réunissant organiquement l'universel et le particulier » comme dit Lukacs¹⁰. Il est à la fois un individu ayant sa propre histoire (une enfance heureuse dans le grand manoir construit par ses ancêtres, l'assassinat de son père par la famille des Akyollous, des études de droit à Istanbul, des aventures avec des femmes, la participation à la bataille de Dardanelles puis à la Guerre d'Indépendance, le retour

10. *Ibid*, p. 9.

au pays, le mariage avec la fille d'un chef de tribu turkmène, et une vendetta cruelle qui devient une forme d'existence) et un bey représentant un groupe social incapable de s'adapter aux nouvelles conditions de vie et aux valeurs éthiques que le développement du capitalisme lui impose.

De la sédentarisation à l'industrialisation : la saga des Sarioglous et des Akyollous

L'action des *Seigneurs de l'Aktchasaz* se déroule pendant la période de l'entre-deux guerres. Mais par des retours en arrière l'auteur nous introduit de plain-pied dans l'histoire de la Tchoukourova depuis la sédentarisation jusqu'au Plan Marshall. Il décrit, à travers la saga des familles Akyollou et Sarioglou, la période qui s'étend de 1865 à 1950. Ainsi, il veut cerner de plus près les conditions historiques d'une période de transition vécues par deux grandes familles turkmènes. Son approche rappelle quelque peu celle de Thomas Mann dans *Les Buddenbrook* ou de Roger Martin du Gard dans *Les Thibault*. Mais Yachar Kemal n'a pas l'intention d'écrire un roman social ni de faire une chronique. Il situe ses personnages dans un contexte familial mais l'action romanesque évolue en dehors de ce contexte. Le conflit entre plusieurs générations illustre parfaitement la dialectique d'une transition sans pour autant constituer un pôle autour duquel pourrait s'organiser le récit. L'intrigue, ou plutôt les différentes intrigues, ne reposent sur aucune base unitaire. Elles se dispersent en plusieurs épisodes qui n'ont souvent aucun lien organique entre eux. Le discours épique redondant empêche l'évolution de l'action romanesque et déstructure les éléments constitutifs de la narration. Ces éléments, fort bien choisis au départ, s'éparpillent au lieu de s'articuler autour d'un axe principal. D'autres histoires de famille moins importantes que celles des Sarioglous et des Akyollous, se superposent et rompent l'unité du récit. Certes, l'auteur les met en rapport avec l'existence des deux grandes familles qui constituent le noyau central. Mais en racontant l'itinéraire des familles paysannes, en décrivant l'ascension des familles d'aghass, il établit entre celles-ci et les beys des rapports trop parfaits pour être vrais. Je veux dire par là que Yachar Kemal transpose une forme

d'organisation tribale au sein d'une société sédentarisée et plus évoluée économiquement. Les rapports de dépendance qu'implique cette forme d'organisation sont calqués sur l'ensemble de la société paysanne. Le bey se comporte comme un chef tribal et autour du manoir « campent » ses métayers. Dans la bourgade, les artisans sont organisés comme dans les temps anciens. L'autorité des familles beylicales s'étend jusqu'au marché des forgerons dont les intérêts économiques convergent avec ceux des beys. « Quand nos beys seront partis, cette ville tombera en ruine. Cette bourgade mourra », dit le sellier qui attend que les gens continuent à monter à cheval au lieu de se déplacer en voiture. « Et voilà qu'ils s'en vont, les derniers beys s'en vont, les adorateurs de l'argent peuvent bien se réjouir ! Ils s'en vont, eux qui savaient encore apprécier la beauté des selles et la noblesse des chevaux, des harnais brodés de fils d'argent et de cuivre, les seuls qui montaient encore de beaux chevaux de race, il n'y avait plus que ceux-là, parmi cette foule de menteurs, de reptiles, les seuls à s'entendre en chevaux et en selles... » (t. 1, pp. 363-364).

Cette organisation verticale avec les beys en haut de la pyramide, les métayers et les artisans en bas, ne me paraît pas très convaincante. Il en est de même pour les aghas qui constituent une couche sociale en pleine ascension. En réalité, les beys ont intérêt à collaborer avec eux au lieu de défendre les gens de leur tribu ou de protéger l'artisanat voué à la disparition. D'ailleurs, c'est ce que fera la jeune génération alors que les pères, qui ont dépassé la cinquantaine, ne pourront jamais renoncer à l'ancienne conception de l'honneur. Aux yeux des artisans du marché des forgerons, la jeune génération des Akyollous et des Sarioghous est « ennemie des chevaux arabes et de l'homme et des traditions tribales ». « Que sont-ils devenus, Doulkadiroghlou, et Beyazitli, et Payaslioghlou, et Djampalatooughlou, et Kozanoghlou ? », se lamente le crieur public, curieux personnage du marché dont le métier est menacé par le déclin des beys. « Qu'est-il arrivé à tous ceux qui ceignaient l'épée et montaient à cheval ? Aux gazelles, aux lions couleur de miel du désert ? Il ne reste plus que leurs enfants. Plus avides que les nouveaux aghas qui ne pensent qu'à l'argent, pires que les pires usuriers » (Ibid., p. 366).

A vrai dire, dans *Les seigneurs de l'Aktchasaz*, il s'agit beaucoup plus de quelques repères historiques que d'une véritable

saga familiale. C'est de ces repères dont je voudrais parler à présent.

« La tribu des Sarioghλους n'était pas une tribu très importante, mais c'était une tribu riche, puissante, vaillante, fidèle aux traditions. Le monde autour d'eux était bouleversé, tout était différent depuis la sédentarisation, mais rien n'avait changé dans la tribu des Sarioghλους », écrit Yachar Kemal (t. 1, p. 103). Cette résistance au changement s'explique par la défaite. Car le grand-père de Derviche Bey qui avait participé à la révolte des Kozanoglous, n'a jamais accepté la souveraineté ottomane. Mais le manque d'intérêt de ce chef turkmène pour la terre n'est pas seulement un résidu du nomadisme, ni une conséquence de la défaite. La plaine de Tchoukourova est invivable en été. Il y fait une chaleur infernale, le paludisme décime la population. Pourtant le grand-père de Derviche Bey et sa tribu finissent par s'habituer à leurs nouvelles conditions de vie. Ils cultivent la terre et commencent à lutter contre les maladies. Et c'est sur le conseil d'un autre bey turkmène, Beyazitoghλου, que Suleyman Bey, le grand-père de Derviche, décide de faire construire un manoir, non pas pour y habiter, mais pour se montrer « civilisé » aux yeux de l'Ottoman, pour y recevoir les autres beys et les fonctionnaires de la Sublime Porte. Yachar Kemal décrit longuement, parfois à la manière d'un conteur populaire, la construction de ce manoir qui ressemble à « un palais enchanté ».

Evidemment, Suleyman Bey n'habite jamais ce manoir. Il continue à vivre, comme jadis, dans sa merveilleuse tente beylicale : « C'était une tente à sept piliers, tous sculptés de motifs différents. Sur chacun, étaient encastrées toutes sortes de pierres précieuses. La tente était tapissée de peaux de tigres. Les kilims y étaient superbes et l'on disait que la tribu les avait autrefois apportés du Khorassan. Tant ils étaient beaux et anciens. Les coloris et les motifs des maîtres-lissiers du Khorossan étaient d'une telle splendeur que les racines, les feuilles, les fleurs, les couleurs, les parfums de leur terre se retrouvaient dans ces kilims, dans tout leur éclat » (t. 1, p. 110).

Ce cadre si familier à Suleyman Bey qui retrouve dans les couleurs des kilims « toutes les lumières du monde », l'est aussi à son petit-fils Derviche. Ce dernier habite pourtant dans le manoir.

Les kilims turkmènes qui rappellent à Suleyman Bey « la terre sacrée » du Khorassan, le pays de ses ancêtres, décorent aussi la grande salle du manoir ou Derviche aime recevoir ses hôtes. Ils renaissent chaque jour, au petit matin, avec « leurs lumières dont les reflets se balancent au loin, où étincellent les verts, les bleus, les cuivres, les noirs, où éclatent le cuivré et la fleur du grenadier ». Pour ainsi dire, les kilims, signes d'une époque révolue, se perpétuent dans le temps. Malgré le changement imposé de l'extérieur, la famille assure la continuité sur le plan des superstructures. Car le passage de la tente beylicale au grand manoir n'est pas le produit d'une lente évolution, d'une dynamique interne propre au système tribal. Il est la conséquence d'un brusque changement dû à l'intervention du gouvernement central. Yachar Kemal, conscient de ce phénomène, met l'accent sur les conditions d'une telle transition. Par exemple, il nous montre que pour un véritable changement de décor qui corresponde à la situation sociale et économique de la famille, il faudra attendre la jeune génération. Effectivement, dans le second tome du roman, les fils de Derviche Bey rêveront de remplacer ces kilims par des tableaux achetés dans les galeries d'Istanbul et de construire une piscine dans la grande cour du manoir où Derviche Bey aimait surveiller les paysannes en train de cuire le pain. Quant aux fils de Moustafa Bey, ils abandonnent le manoir de leur père pour aller s'installer définitivement en ville et surveiller de plus près la marche de l'usine.

Malgré la sédentarisation, Suleyman Bey reste un chef de tribu capable de monter à cheval, même à 90 ans. Et il meurt comme un héros légendaire. Par cette mort, digne d'un guerrier nomade, Yachar Kemal renoue avec la tradition épique : « Il se hissa sur la borne cavalière et de là sur son cheval sans l'aide de personne. Une fois en selle, il regarda tout autour de lui. Ses yeux vinrent se poser sur son fils. Puis il piqua des deux. Le cheval traversa la cour et bondit dans la plaine, pareil à un nuage sombre (...) Bientôt il disparut dans la montagne. Pendant des jours, pendant des mois, les fils et les valets de Suleyman Bey et des centaines de paysans recherchèrent dans la montagne le Bey et son cheval, morts ou vifs. Mais ils ne purent retrouver la moindre trace de l'homme ou de la bête » (t. 1, p. 113).

La nostalgie de l'époque nomade et l'attachement aux mœurs tribales se manifestent dans le roman par plusieurs signes dont le plus important est le cheval. Celui-ci fait l'objet d'un véritable culte, comme chez les Turcs d'Asie centrale. Certes, le cheval chez Yachar Kemal n'est pas ailé comme le célèbre étalon de Keuroghlou, héros du cycle épique le plus répandu en Anatolie. Il ne descend pas non plus du ciel pour établir un lien entre la terre et le monde invisible comme c'est le cas dans les mythologies de la plupart des populations turcophones de Sibérie. Mais il est « l'ami fidèle » du héros, il l'aide à vaincre les difficultés auxquelles celui-ci est confronté. Il incarne par excellence les valeurs tribales et évoque toute une littérature épique où s'enracine l'écriture de Yachar Kemal. Cette écriture se caractérise par un rythme qui convient parfaitement au mouvement rapide de la phrase. Yachar Kemal décrit longuement des chevauchées dans la plaine de Tchoukourova. Pour ce faire, tel un barde populaire racontant les aventures de Heuroghlou, il rythme sa phrase selon le galop des chevaux qui, avec « leurs bridons blancs d'écume et leurs yeux tout rouges », traversent en un clin d'œil l'immense plaine. Et tel un barde populaire, il lui arrive aussi de se répéter. Dans le fameux chapitre sur « la pluie jaune » qui sert d'introduction et de conclusion au roman, les phrases bondissent, puis s'accélèrent, pour revenir toujours sur elle-mêmes. L'écriture progresse en spirale et non de façon linéaire. Comme les phrases galopantes de Yachar Kemal, Derviche Bey continue la tradition familiale avec éclat. « Une cravache à la main gauche, sa main droite posée sur son revolver, chaussée de bottes étincelantes », il monte à cheval avec l'agilité d'un garçon de vingt ans. Comme son grand-père, il est capable de mener son cheval à bride abattue et de sauter à terre sans ralentir son allure. Il a souvent cette vision qui lui rappelle le pays de ses ancêtres perdu à jamais : « Il vit apparaître des centaines de cavaliers turkmènes, faucon au poing. Des centaines de cavaliers qui lançaient des centaines de faucons (...) Les cavaliers turkmènes d'autrefois, montés sur des chevaux gris, bais, noirs, baignés de soleil. Leur éperons sont d'argent fin, les selles et les bridons niellés d'argent, les housses brodées d'or et d'argent... Les gazelles glissent sur la plaine comme des flammes, par vagues successives et derrière elles, les chevaux s'étirent, volent, rapides comme le vent. La vieille race de chevaux turkmènes, venue du Khorassan jusqu'à la Tchoukourova » (t. 1, p. 31).

Pour Derviche Bey, le cheval est une espèce noble comme l'homme. Mais pas comme n'importe quel homme. Autant il aime les pur-sang, autant il méprise les aghas parvenus. « L'idée même que je vis dans le même pays, sur la même terre, dans le même univers que ces gens-là m'humilie », dit-il à son fils (t. 1, p. 70).

Quant aux paysans, il les protège tout en les exploitant. Sa générosité envers eux, comme sa cruauté, n'a pas de limites. Mais les aghas lui répugnent purement et simplement. Ils appartiennent à un monde qui lui échappe. Pourtant c'est ce monde répugnant qui triomphera et non le sien auquel il est resté si attaché. Il voit « tout pourrir, se décomposer, disparaître autour de lui. » Et « l'impuissance, le vide en lui, ne font que s'accroître au fil des jours » (t. 2, p. 18). C'est cette détresse, cette angoisse qui va le rapprocher de Moustafa Akyollou. Pourtant il n'hésitera pas à le torturer pour rester fidèle à sa « race » et venger ainsi le sang de son père versé par les Akyollous. A la fin du roman, il ira rendre visite à Moustafa Bey qui, abandonné de tous, attendra la mort dans son manoir en ruine. « S'il est mort, je m'occuperai moi-même de ses obsèques, je le ferai enterrer avec tous les honneurs qui sont dus à mon noble, à mon vaillant ennemi », se dira-t-il (t. 1, p. 434).

La famille des Akyollous suit le même itinéraire que la famille des Sarioghous. A l'époque de la sédentarisation, la grand-mère de Moustafa Bey fait construire un palais sur la colline des Jarres, sur l'autre rive de la rivière Savroune. Bien que les deux familles luttent ensemble contre l'armée ottomane pendant la révolte de Kozanoghlu, elles ne se réconcilient pas après la défaite. Et une fois sédentarisées, elles continuent la vendetta comme à l'époque nomade. « Les beys des Sarioghous et ceux des Akyollous se haïssaient à mort », écrit Yachar Kemal. « Il y avait entre eux une vieille histoire de vendetta. Ils se tuaient entre eux, au premier regard. A quand remontait cette inimité, comment et où avait-elle commencé, nul n'en savait rien. Il en avait toujours été ainsi. Et les meurtres continuaient » (t. 1, p. 111).

Chez les Akyollous, plus que Moustafa Bey, c'est sa mère, Dam Brunette, qui reste attachée aux valeurs anciennes. C'est elle qui incarne la fidélité familiale par sa haine pour les Sarioghous. C'est elle qui se comporte selon l'éthique de ses ancêtres. Au nom

de la loi tribale, elle s'oppose à son petit-fils qui veut chasser les métayers. Elle est la femme turkmène par excellence avec « ses yeux en amande, sa taille élancée, son petit menton fin, son visage un peu long, aux pommettes très hautes, aux joues creusées d'une fossette, son teint clair comme une eau limpide. » Avec Derviche Bey, elle est le seul personnage du roman dont le portrait est minusculeusement peint par l'auteur. Les autres personnages, même les plus importants comme Moustafa Bey, n'ont pas droit à tant d'égard de la part de Yachar Kemal.

Dame Brunette a vécu dans sa jeunesse une histoire d'amour que l'auteur raconte à la manière de Karadjaoghlan, célèbre barde turkmène du XVII^e siècle. Femme passionnée, allant jusqu'au bout de son amour comme dans sa haine, c'est elle qui vengera la mort de son fils Moustafa Bey en tuant de ses propres mains l'un des fils de Derviche Bey. Et comme toute femme turkmène, elle sait chanter des plaintes turkmènes. Avec celles-ci, une fois de plus, l'auteur renoue avec la tradition orale. Dame Brunette évoque l'histoire des Turkmènes telle qu'elle a été transmise de génération en génération de manière orale. Dans son chant, transparaît un monde à la fois proche et lointain. Certes, les temps ont changé. Les pur-sang d'antan ont diminué en nombre, les hauts plateaux « aux sources fleuries de jacinthes mauves » sont restés au loin et « les flèches, les arcs et les longues bannières blanches » n'existent plus. Mais la mort est toujours là. La vengeance aussi. Une mort violente, sans répit, guette les familles turkmènes attachés aux mœurs tribales. Dame Brunette ne pleure pas seulement la mort des siens, ni celle des ses ancêtres, elles se lamente aussi sur l'histoire des Turkmènes. « Et Dame Brunette sentait une douleur, une brûlure dans sa poitrine, dans ses seins veillis, flétris, morts(...) Ses plaintes déferlaient sur la plaine de l'Anavarza, elles dévalaient les rochers, elles retombaient sur le sol, denses, sourdes, elles semblaient venir de mille ans de distance. Epuisées, perdues à jamais, jusqu'à la fin des temps, pleines de tristesse. Ces lamentations, Dame Brunette les chantait à la mémoire de tous ceux de sa race, assise tout au bout de la terre, elle les chantait pour les milliers, les centaines de milliers de tués, pour ceux dont le sang avait coulé en écumant, pour tous ceux qui étaient sortis du Khorassan, ceux qui s'étaient répandus jusqu'aux déserts, jusqu'aux montagnes du Caucase et aux mers immenses, pour tous

ceux qui avaient été exterminés, ceux dont on ignorait même où se trouvait la tombe, pour ces milliers d'hommes dont le sang avait coulé, attirant les mouches rouges. Et elles se lamentait sur la grande Rébellion, sur le massacre qu'ordonna l'Ottoman, pour Payaslioghlu et pour Djadioghlu, et sur la grande misère et l'anéantissement et l'exil des soixante-douze tribus turkmènes » (t. 1, pp. 214-215).

Dame Brunette s'accroche de toutes ses forces aux chants funèbres turkmènes comme son fils Moustafa ou son ennemi Derviche Bey s'accrochent à la vendetta. Au fond, les élégies de Dame Brunette, la vendetta ou les chevaux de pure race font partie d'un même univers, d'un même système voués à la disparition. Une poignée d'hommes et de femmes dans l'immense plaine de Tchoukourova s'accrochent au passé pour retrouver leurs racines. Dame Brunette pleure en fait le déclin d'une société et Yachar Kemal, tout en voulant rester objectif, partage souvent ses lamentations qui sont aussi celles de tous les hommes arrachés à leurs racines.

Si Derviche Bey, petit-fils de Suleyman Bey passé dans la légende, et Moustafa Bey, l'infortuné fils de Dame Brunette, incarnent le passé et le présent des familles Sarioghlu et Akyollous, leurs enfants Memet Ali, Muzaffer et Djeyhoun représentent l'avenir. Ils quittent les manoirs de leurs pères pour aller s'installer en ville et fonder des usines. Ainsi commence, au début du second tome des *Seigneurs de l'Aktchasaz*, une nouvelle période, qui est celle de l'industrialisation. Mais Yachar Kemal n'en parle guère, car ce qui se passe dans la ville ne l'intéresse pas. Il laisse les enfants de Moustafa Bey et de Derviche Bey en ville pour nous parler encore de la campagne. Dans le second tome, il met l'accent sur deux phénomènes qu'engendre la période de transition. Le premier est d'ordre écologique, le second technologique. Il s'agit de l'assèchement du grand marécage d'Aktchasaz et de la mécanisation de l'agriculture. Ces deux phénomènes interdépendants changent profondément l'environnement dans la plaine de Tchoukourova et les rapports entre les hommes.

La destruction de la nature et la mécanisation

L'identité de l'homme et de la nature constitue l'un des fondements de l'œuvre romanesque de Yachar Kemal. L'homme y est conçu comme faisant partie intégrante de la nature. Chez lui, il n'y a pas d'opposition du « social » et du « naturel ». Pourtant, au-delà de cette identité, le rapport de l'homme à la nature n'est pas simple car l'homme subit souvent ses méfaits comme la nature ceux de l'homme. Ce dernier la transforme avec des outils et en la transformant se transforme lui-même. Cette transformation provoque parfois des destructions qui sont dues au caractère productiviste de nos sociétés industrielles. Indépendamment des systèmes politiques en place, nos mers et nos villes sont de plus en plus polluées, à l'Est comme à l'Ouest. Et si les mesures prises par les gouvernements se révèlent inefficaces, c'est parce qu'elles ne peuvent plus s'opposer aux impératifs de la rentabilité et de la production. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, Yachar Kemal semble partager ce point de vue : « Nous finissons par considérer la nature comme notre ennemie, dit-il, et de même que nous rendons l'homme infirme en détruisant toutes les valeurs qu'il a pu créer, nous faisons partager à la nature nos contradictions et nos exploitations de classe »¹¹.

La nature est loin d'être un décor dans *Les seigneurs de l'Aktchasaz*. Elle existe en tant que partie intégrante du discours épique de Yachar Kemal. Elle a un véritable statut de personnage et non un statut de paysage ou d'objet de description. L'auteur ne décrit pas à la manière d'un peintre paysagiste la nature dans la plaine de Tchoukourova. A chaque chapitre il la réinvente, à chaque tournure de phrase, il lui donne une nouvelle réalité. Ainsi, la nature devient une sorte de personnage qui, une fois jailli de l'imagination de l'auteur, acquiert sa propre autonomie. Elle évolue selon la narration et suit un itinéraire comme chacun des personnages. « La nature est le personnage principal en l'invariant majeur de tous les romans de Yachar Kemal et "ce personnage"

11. « Yachar Kemal et l'épopée du peuple turc », in *Le Monde*, 4 octobre 1981.

s'exprime précisément à travers le discours mythique qui sous-tend et ponctue l'épopée », écrit à ce propos A. Gökalp¹².

L'œuvre romanesque de Yachar Kemal se situe dans la plaine de Tchoukourova, c'est-à-dire dans une géographie à la fois réelle et affective. Elle est réelle dans la mesure où elle se situe dans le sud-est de la Turquie, sur un point précis de la carte. Mais elle est en même temps un lieu où s'enracine l'enfance de l'auteur, son affectivité. C'est là qu'il a vécu avant de s'installer en ville, c'est là qu'il a découvert le langage et le monde.

« Imaginez une plaine bleue, une montagne qui pénètre comme une presqu'île, entre deux rochers, le village et une forteresse du temps des Croisés, en bas, un fleuve. Une région si luxuriante qu'il y avait plusieurs récoltes par an. Dans le village, il y avait des lévriers, des centaines ; au milieu de la plaine était un monticule rocheux : une île de fleurs, recouverte de narcisses. Des kilomètres à la ronde, on savait l'île fleurie tant l'odeur était dense ; des rafales de milliers de papillons venaient s'y nourrir (...) Je dois vous dire, le paradis où je suis né est aussi un enfer tant il y fait chaud, la terre et les rochers transpirent : 45° à l'ombre »¹³.

La vieille complainte qui annonce au début des *Seigneurs de l'Aktchasaz* le déclin du monde ancien est en fait un hommage rendu aux valeurs tribales. L'émergence d'une nouvelle société basée sur la valeur marchande semble inquiéter l'auteur. Les hommes nouveaux ne respectent que l'argent ; le profit devient la seule raison d'être d'une classe de parvenus en pleine ascension qui méprise les beys et leurs chevaux de race. On sent que Yachar Kemal partage avec Derviche Bey et Moustafa Bey la nostalgie du monde traditionnel et qu'il regrette comme eux la disparition des valeurs anciennes. Cette vision de l'histoire ne relève pas du passéisme, bien au contraire, elle rejoint ce que Marx écrivait dans *Le Manifeste* : « Tous les liens complexes et variés qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, la bourgeoisie les a brisés sans pitié pour ne laisser d'autre lien entre l'homme et l'homme que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme

12. « Yachar Kemal : From the Imaginary World of a people to an Epic Reality », in *Edebiyat* special issue on Yasar Kemal. Middle East Center, *Cuiv. of Pennsylvania*, vol. V, n^{os} 1-2, 1980.

13. « Un barde turc à l'Elysée », in *Le Matin*, 5 juin 1981.

chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange »¹⁴.

Le mérite de Yachar Kemal n'est pas tellement de créer des personnages problématiques comme Derviche Bey et Moustafa Bey qui luttent pour préserver leur dignité d'homme face aux aghas. Certes, Yachar Kemal excelle dans l'art du portrait, il sait introduire le lecteur dans la psychologie de ses personnages. Mais son principal mérite est à mon avis de montrer comment la bourgeoisie naissante détruit, en même temps que les valeurs tribales d'une société récemment sédentarisée, son environnement. Il réussit à nous faire partager sa révolte devant la mort de toute une variété de plantes et d'animaux sauvages. La nature environnante des manoirs des Sarioglous et des Akyollous est vouée à la destruction comme les beys, car elle est partie intégrante de leur vie. Comme les grandes familles beylicales elle subit, elle aussi, les conséquences de la transformation économique et sociale. Derviche Bey observe avec amertume la fin de certaines espèces qui lui étaient familières autant qu'à ses ancêtres : « Les rapaces morts emplirent les champs dans la plaine, à côté des chevaux morts. Puis ce fut le jour des loups, des chacals, des renards, ils mouraient tous. Et on n'aperçut plus un seul aigle dans le ciel de la Tchoukourova, plus un seul balbuzard, plus un seul faucon. On ne vit plus un loup, un renard. Tous avaient disparu comme les chevaux.

Même les aigles, dit Derviche Bey. Ces gens si bons, ces beaux chevaux... Même les aigles. Nous voilà plongés dans les ténèbres et la désolation. Moustafa mon frère, qu'allons-nous faire ? » (t. 2, p. 17-18).

Dans *Les seigneurs de l'Aktchasaz*, le marécage occupe une place importante. Non seulement en tant que lieu géographique mais aussi, et surtout, en tant que lieu de l'action romanesque. C'est là que Moustafa Bey attire Derviche dans de nombreux guet-apens auxquels celui-ci réussit à échapper. Et c'est là aussi que les repris de justice se cachent avant de gagner la montagne. Les beys le traversent à cheval, les paysans à pied ; mais tous ont peur en le traversant. Car le marécage de l'Aktchasaz est un lieu mythique qui nourrit l'imagination populaire. De nombreuses

14. K. Marx, *Manifeste du parti communiste*, éd. 10-18, pp. 22-23.

légendes sont racontées sur les monstres qui y vivent et Yachar Kemal en insère quelques-unes dans le récit, telle par exemple le combat de Surmeli Memed Pacha avec le dragon. Le marécage est décrit parfois comme un endroit hanté où les paysans voient des djinns montés sur des chevaux ailés. Parfois, durant la nuit, il devient un lieu terrifiant qui bouillonne à grand bruit. Un dragon aux yeux de feu surgit des ténèbres « épaisses comme le mur » et les chauves-souris qui « se nourrissent de la chair de l'homme » y voltigent. Tous les monstres des rochers de l'Anavarza, ses loups, ses rapaces, ses serpents descendent dans le marécage. Mais quand la nuit prend fin, la vie reprend son cours à la lumière du jour. Et Yachar Kemal décrit le marécage de l'Aktchasaz dans sa réalité intrinsèque : « Des bruits s'élevaient des marais de l'Aktchasaz. Le marécage bouillonnait. Avec ses oiseaux au long cou mince, aux longues pattes, d'un bleu intense qui changeait sans cesse de mille et une manières au soleil ou à l'ombre ou au crépuscule ou à la lumière des étoiles, ses abeilles, ses guêpes, rouges, bleues, jaunes, énormes, qui volaient sans cesse de toutes parts, par milliers, en faisant vibrer leurs ailes translucides veinées de lumière, le dard pointé, ses oiseaux migrateurs empanachés, ses flamants roses, ses gros papillons, leurs ailes étalées au soleil, multicolores, leurs yeux où tressaillaient mille paillettes, ses chacals, et ses grenouilles et ses sangliers et ses couleuvres et ses tortues d'eau. Plus le soleil se faisait brûlant, plus bruyant devenait le bouillonnement du marécage. Les marais, Moustafa Bey les connaissait comme la paume de sa main. Derviche aussi... » (t. 1, p. 220).

Cette description du marécage met en évidence l'intimité des beys avec la nature, une nature vouée comme eux à la disparition. Et l'Etat, appuyé par les aghas qui veulent rentabiliser le marécage, entreprend des travaux, mais ceci n'empêche pas les beys de continuer leur vendetta en côtoyant les excavateurs et les bulldozers. Les paysans, de leur côté, creusent des centaines de canaux, de rigoles, pour gagner de la terre. Les machines et les hommes s'attaquent tous ensemble au marécage, ils mènent « un dur combat pour la conquête de la terre », comme di Yachar Kemal. Cette destruction, certes indispensable pour le développement économique de la région, ne représente pas pour autant un réel progrès aux yeux de l'auteur. Car les machines comme les paysans n'épargnent ni les plantes ni les animaux qui en vivent. Et

finalement ce sont les aghas qui accaparent les nouvelles terres ainsi obtenues alors que le nombre de paysans sans terre s'accroît. Bien que le processus social soit une préoccupation majeure pour Yachar Kemal, celui-ci souligne surtout l'aspect écologique du changement en mettant l'accent sur la destruction de la nature. Comme Derviche Bey, il lui arrive souvent d'évoquer avec nostalgie la Tchoukourova d'autrefois où l'on pouvait voir « dix mille gazelles venues des rives de la Méditerranée se heurter aux contreforts du Taurus. » Son regret est d'autant plus convaincant qu'il a assisté lui-même à l'agonie des aigles et des gazelles de la Tchoukourova : « En 1949, ils ont fait venir des centaines de tracteurs qui ont tout rasé dans la plaine. Plus de marais, plus de ruines. Il n'est plus rien resté de la couverture naturelle de la plaine. Des myriades de papillons, d'insectes, des théories de flamants et d'aigles vivaient là avec les hommes. En 1957, il n'y avait plus un seul de tous les aigles qui couvraient les rochers près de chez moi, comme un nuage noir. A la suite d'une épidémie de peste chevaline, un grand nombre de chevaux étaient morts. Les aigles avaient désinfecté les cadavres, mais ils étaient empoisonnés par les cadavres qu'ils avaient mangés. La nature dans la plaine est tellement changée que, actuellement, avec les rizières, une espèce nouvelle de mouche contre laquelle les insecticides ne peuvent rien est apparue »¹⁵.

Un tel attachement à la nature est plutôt rare chez les écrivains d'aujourd'hui qui sont pour la plupart d'origine citadine. Pourtant le désert gagne du terrain et les gouvernements restent impuissants devant les catastrophes écologiques provoquées par l'industrialisation.

Il faut dire que le développement du capitalisme dans la plaine de Tchoukourova n'a pas que des conséquences négatives. Certes, une urbanisation incontrôlée et sauvage a détruit l'environnement ; la fondation des grandes fermes capitalistes a entraîné l'effondrement des vestiges du système tribal. Mais le développement du capitalisme, bien qu'il ait été engendré par une dynamique dépendante de l'étranger, a favorisé l'industrialisation et la croissance économique.

Dans *Les seigneurs de l'Aktchasaz*, Yachar Kemal observe sans commentaire l'intrusion des machines agricoles dans la plaine.

15. « Yachar Kemal et l'épopée du peuple turc », *loc. cit.*

S'il critique en la personne de Memet Ali le fétichisme de l'argent chez la jeune génération des grandes familles beylicales, il ne cache pas par ailleurs l'émotion que suscitent en lui l'arrivée en masse des tracteurs dans la région. Maître Habib, qui est l'un des personnages importants du roman, se vante d'avoir conduit le premier tracteur venu avec le Plan Marshall. Chez lui aussi, il existe un fétichisme de la machine. Mais n'étant pas fils de bey, il représente aux yeux de l'auteur le type même de l'homme nouveau qui changera le destin de la Tchoukourova. Maître Habib est un mécanicien dont les vêtements sont toujours couverts de cambouis et de terre. Il est tellement fier de ses vêtements qu'il les exhibe comme s'ils étaient des décorations. Et juché sur son tracteur, quand il commence à labourer une jachère, il se sent « aussi heureux que dans les bras d'une jeunesse de dix-sept ans » ; lui qui ne s'est jamais marié, il goûte à chaque instant le bonheur de labourer la terre surgie des marais, comme s'il lui faisait l'amour. « A mesure que les coutres avançaient derrière le tracteur, de nouveaux parfums s'élevaient du sol, frais, enivrants, ô ma beauté, ô ma douce, tu m'es plus précieuse que ma propre vie, murmurait-il dans une volupté sans bornes, il s'unissait à la terre, il se confondait avec elle », écrit Yachar Kemal (t. 2, pp. 381-382) en parlant de Maître Habib qui déteste les aghas. Il sait que ces derniers ne méritent pas la terre qu'ils possèdent, cette terre « si belle qui se prépare à produire quarante ou cinquante grains pour un de semé », cette terre que les aghas n'ont jamais labourée.

En la personne de Maître Habib, Yachar Kemal rend hommage à tous ceux qui travaillent la terre sans pour autant profiter de ses moissons. Il dénonce la grande propriété foncière qui exploite les paysans et les transforme en journaliers agricoles. Maître Habib, président du Syndicat des conducteurs de tracteurs, aime les machines autant que Memet Ali. Mais c'est ce dernier qui en est le propriétaire. A travers ce nouveau conflit entre les travailleurs et les grands propriétaires terriens, Yachar Kemal met l'accent sur l'aspect politique du développement du capitalisme dans l'agriculture.

Et le roman se termine avec l'ouverture d'un canal dans lequel s'engouffrent les eaux, « vieilles de tant d'années, fétides, lourdes de vase » du marécage de l'Aktchasaz. Derviche Bey qui les contemple du haut d'une colline se souvient pour la dernière fois de

la même complainte, elle aussi « vieille de tant d'années » comme les eaux du marécage : « Et les chevaux s'en allèrent, ils emmenèrent ces gens si bons... »

Je finirai cette étude par une citation de Lukacs : « Toute grande époque est une époque de transition, est l'unité contradictoire d'une crise et d'une rénovation, d'une ruine et d'une renaissance ; un nouvel ordre social et des hommes nouveaux naissent toujours selon un processus unitaire, même s'il contient de nombreuses contradictions. Dans une telle période, où la transition s'opère sous forme de crise, la responsabilité de la littérature est exceptionnellement grande »¹⁶.

Yachar Kemal a assumé cette responsabilité dans la littérature turque contemporaine.

Institut kurde de Paris

N.B. : La transcription des mots turcs est celle utilisée par M. Andaç dans ses traductions.

16. *Balzac et le réalisme français*, p. 13.

Institut kurde de Paris

A la recherche d'une identité : le nationalisme turc

François GEORGEON

C.N.R.S. - Paris

Au carrefour de la Méditerranée orientale, de l'Europe balkanique et du Moyen-Orient, le nationalisme turc constitue depuis un demi-siècle une force avec laquelle il faut compter. Dans le quadrilatère défini par les frontières actuelles de la Turquie, on ne peut nier qu'il existe aujourd'hui une nation turque. Le nationalisme turc se manifeste aux yeux du monde notamment en prédiode de crises extérieures, déclenchées à propos de l'île de Chypre, du problème de l'Egée ou de celui des Turcs des Balkans. Mais pour qui connaît la Turquie, la vigueur du sentiment national ne fait pas de doute : elle se manifeste en particulier par l'attachement passionné que les Turcs portent à leur Etat, à leur langue et à leur histoire. Les voisins de la Turquie considèrent parfois avec crainte la force de ce nationalisme qu'ils qualifient volontiers d'ombrageux.

Réalité d'aujourd'hui, le nationalisme turc est pourtant un fait récent dont on peut situer l'apparition au tournant du XIX^e et du XX^e siècle. C'est aussi un phénomène d'une étonnante rapidité : il s'est écoulé moins d'un quart de siècle entre les premières formulations du nationalisme turc et la réalisation en 1923 d'un Etat national turc. D'où l'intérêt pour comprendre le nationalisme turc d'aujourd'hui de réfléchir sur cette période de formation marquée par la fin de l'Empire ottoman et la fondation de l'Etat turc républicain.

Un problème de nationalité

A partir du début du XIX^e siècle, l'Empire ottoman est confronté comme les autres grands Empires de l'Europe orientale au problème des « nationalités ». Les populations chrétiennes des Balkans prennent progressivement conscience de leur « nationalité », et commencent à se rebeller contre l'autorité centrale représentée par l'Etat ottoman. Les premières populations de l'Empire à brandir l'étendard de la révolte sont les Grecs et les Serbes qui obtiennent respectivement leur indépendance et leur autonomie. A leur suite apparaissent les nationalismes bulgare, macédonien, arménien vers le milieu du siècle. Dans l'ensemble ces mouvements nationaux présentent des traits communs remarquables : ils sont fondés sur l'existence d'un noyau ethnique ayant conservé la conscience de son histoire et de sa nationalité (notamment au sein de la paysannerie et grâce au rôle de l'Eglise), et sur la présence d'une bourgeoisie nationale influencée par les idées européennes, qui joue un rôle de leader en revendiquant l'autonomie culturelle ou l'indépendance. Puis ce fut au tour des peuples musulmans de l'Empire d'être saisis par la fièvre nationaliste vers la fin du XIX^e siècle : Albanais d'abord, puis Arabes, Kurdes et enfin Turcs.

Ainsi, à considérer le problème dans sa succession chronologique les Turcs apparaissent pour ainsi dire comme le dernier peuple de l'Empire à avoir été touché par le nationalisme. N'est-il pas tentant de voir dans leur cas l'application du phénomène général d'un nationalisme de type européen qui se propage d'Ouest en Est et gagne de proche en proche tous les peuples de l'Empire ottoman ? Le nationalisme turc ne serait-il pas ainsi de même nature que les nationalismes que l'on peut qualifier en général de « balkaniques ». L'apparition du nationalisme turc serait simplement survenue plus tardivement. Pourquoi ce décalage ? Parce que la société turque, moins différenciée que les sociétés chrétiennes de l'Empire, était elle-même attardée. C'est lorsque apparaît après 1908 un embryon de bourgeoisie parmi les Turcs que le nationalisme commence à prendre consistance. Question de retard, donc, mais phénomène de même nature. L'Etat national turc serait ainsi le produit direct de la formation d'une

nationalité turque au même titre que l'Etat serbe ou l'Etat bulgare procèdent de leurs mouvements nationaux.

Pourtant, il semble bien qu'il faille aborder la question d'une autre façon. Qu'est-ce qui a retardé l'apparition de la nationalité turque au sein de l'Empire ? Quels sont les facteurs qui ont présidé à son éveil ? En un mot, comment se pose le problème national turc dans l'Empire ottoman ? Il faut rappeler tout d'abord que les Turcs sont un peuple musulman, ce qui nous confronte au problème plus général de l'apparition des nationalismes dans l'islam. Dans L'Empire ottoman, les distinctions pertinentes sont religieuses : les populations sont classées en *millet*, communautés religieuses et culturelles semi-autonomes¹. On distingue ainsi le millet orthodoxe, le millet juif et le millet musulman. Un Turc se considère d'abord comme faisant partie du millet musulman et à ce titre se distingue des non-musulmans par la religion. L'opposition chrétien/musulman est donc un élément fondamental de l'identité turque. Plus d'un demi-siècle de propagande nationale et pro-occidentale en Turquie n'a pas réussi à effacer complètement cette dimension².

C'est au sein du millet musulman, qui regroupe sous une même loi Arabes, Albanais, Kurdes et Turcs, que se pose le problème spécifique de l'émergence de la nationalité turque. Les populations musulmanes de l'Empire étaient confondues devant la loi. Leur intégration au sein du même millet peut se repérer à plusieurs niveaux : celui du système d'imposition, celui des recensements fiscaux ou démographiques qui, en dehors des populations chrétiennes, ne connaissent que la catégorie « musulmans ». Les musulmans de l'Empire partagent aussi une histoire commune qui commence avec la prédication de Mahomet, et se poursuit avec l'âge d'or des Abbassides, l'époque des Seldjoukides, et le règne de Soliman le Magnifique. C'est au sein du millet musulman que la nationalité turque va peu à peu émerger³.

Tout d'abord, il existe un élément pour ainsi dire objectif de différenciation, la langue. Les Turcs ont adopté l'islam, mais ils ont

1. Cf. B. Braude et B. Lewis, *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, 2 vols, New York, 1982.

2. Bernard Lewis, « Le retour de l'Islam » dans *Le débat*, 1981.

3. Voir notamment, David Kushner, *The Rise of Turkish Nationalism, 1876-1908*, Londres, 1977.

conservé leur langue. Même si la langue ottomane, langue de l'administration et du palais, est fortement imprégnée de mots arabes et persans, il reste que c'est bien une langue turque qui ne se confond pas avec l'arabe. Quant au paysan anatolien, il parle un turc relativement pur où entre une faible part de vocabulaire étranger. Élément essentiel de la différenciation entre Turcs et Arabes, la langue tient une place capitale dans le nationalisme turc. En un sens, le nationalisme « linguistique » n'est pas encore achevé : jusqu'à aujourd'hui en Turquie, on continue de faire la chasse aux mots arabes.

Par ailleurs, il existe chez les Turcs de l'Empire ottoman un sens primaire de l'ethnicité, notamment parmi ceux qui sont appelés à parcourir les provinces ottomanes, voyageurs, marchands, fonctionnaires, soldats ; ceux-ci parviennent à un sentiment de la différence à travers l'usage de la langue, les costumes, les mœurs, etc. Ce sentiment d'identité turque a été accru au cours du XIX^e siècle par le développement des moyens de communication (presse, routes, chemins de fer, etc). Il s'est également renforcé parmi la classe intellectuelle et la classe politique de l'Empire par l'apport des études turcologiques. Les travaux réalisés en Europe sur le passé des peuples turcs ont été connus rapidement en Turquie au XIX^e siècle. La turcologie qui s'attachait à l'histoire et à la langue des peuples turcs a mis en évidence à la fois l'ancienneté de la culture turque (avec notamment le déchiffrement des stèles de l'Orkhon gravées au cours du VIII^e siècle), et la communauté culturelle existant entre l'ensemble des peuples turcophones répandus des Balkans jusqu'en Sibérie, en passant par l'Asie centrale. La turcologie a ainsi révélé l'importance de la période pré-islamique dans l'histoire des peuples turcs, ce qui a eu une importance considérable : l'islam n'apparaissait plus que comme une tradition ou une époque parmi d'autres dans l'histoire des peuples turcs. On comprend ainsi comment la turcologie a pu contribuer à détacher la turcité de l'islam et à séculariser la vision historique du passé des peuples turcs.

A vrai dire, cette quête des origines n'est nullement originale. On retrouve l'archéologie, la linguistique et l'histoire à la base de tous les mouvements nationaux. Mais ce qui distingue le cas turc des exemples fournis par l'Europe centrale ou balkanique, c'est qu'il s'agit d'un peuple nomade et récemment sédentarisé.

Dans l'Europe centrale et orientale, le nationalisme a touché des populations depuis longtemps sédentarisées et enracinées dans un espace géographique donné. D'où l'importance dans tous les mouvements nationaux de notions telles que territoire historique et national, droits historiques, racines historiques, etc. Dans le cas des Turcs, les recherches historiques ont mis en évidence leurs origines asiatiques et le caractère nomade de leur histoire. Ainsi, en creusant dans leur histoire, les Turcs s'éloignaient du territoire qui allait être leur foyer national. *D'où le dilemme du nationalisme turc : racines historiques ou enracinement géographique ? Asie centrale ou Anatolie ?* Mustafa Kemal a tenté une synthèse entre ces deux points de vue. Il a essayé de réconcilier le passé et la géographie des Turcs en échafaudant une théorie selon laquelle les peuples anciens de l'Anatolie (Hittites, Sumériens) étaient des Turcs, ce qui permettait d'enraciner les Turcs dans l'histoire de l'Anatolie ancienne. Aujourd'hui, les Turcs savent que cette théorie est fautive, mais cela n'a pas pour autant résolu le problème culturel de leur enracinement.

Mais la différence entre le nationalisme turc et les autres nationalismes européens n'est pas seulement culturelle, elle est aussi d'ordre social. Dans le cas turc, le nationalisme n'a pas pu compter sur le renfort d'un clergé ou d'une église ayant maintenu les traditions nationales ; *au contraire, dans une certaine mesure, le nationalisme turc a dû s'édifier contre la religion*, et notamment contre la prétention du « clergé » (les oulémas) à maintenir l'unité de la communauté islamique. Par ailleurs on ne peut pas dire que la paysannerie turque ait joué le rôle de « conservatoire de la nationalité » comme le monde paysan a pu le faire ailleurs : le paysan turc a continué à s'identifier à l'islam et s'il a été un enjeu dans le nationalisme turc, il est demeuré socialement et culturellement en dehors de la question. Seuls certaines catégories de nomades de l'Empire ottoman ont conservé plus ou moins vivantes des traditions turques préislamiques, mais il s'agit de populations que le pouvoir central a toujours tenté de sédentariser sans chercher à les utiliser comme un réservoir de traditions nationales. Ailleurs, la bourgeoisie nationale a joué un rôle décisif dans le développement des nationalismes, mais dans le cas turc, l'existence même d'une « bourgeoisie nationale » fait problème. Seule une poignée de savants et d'intellectuels, relativement isolés

et coupés des masses, ont soutenu le projet d'une « nationalité turque ».

Mais ce qui distingue peut être le plus fortement le mouvement national turc des autres mouvements nationaux de l'Empire ottoman, c'est la question de l'Etat. Les nationalités non turques de l'Empire ont eu tendance à prendre leur distance par rapport à l'Etat central, à demander plus d'autonomie, à revendiquer l'indépendance. Elles ont abouti à des mouvements séparatistes qui visaient la création de leurs propres Etats nationaux. Pour les Turcs le problème se posait différemment : il existait en effet un Etat que l'on peut dire turc dans une large mesure. Etat central et Etat national turc pourront-ils coïncider et de quelle manière ? L'adéquation de l'Etat déjà existant au projet national turc sera-t-elle possible ? On est là en présence de ce que l'on a appelé un « nationalisme réformiste », visant non pas à se séparer de l'Etat central, mais à le transformer de façon à le faire coïncider au schéma de l'Etat-nation⁴. C'est en ce sens de transformation profonde, plus que de révolution, qu'il faut entendre le concept kémaliste de « réformisme » (*inkilapçilik*) qui a été souvent mal interprété.

Un exemple de « pan-movement »

Le nationalisme turc peut par ailleurs être rapproché de ce que les auteurs anglo-saxons appellent un « pan-movement » pour désigner des mouvements tels que le panaméricanisme, le pangermanisme ou le panslavisme. Ces mouvements visent à « l'unification d'une aire géographique, d'un groupe linguistique, d'une nation, d'une race ou d'une religion »⁵. Selon nous, le développement du nationalisme turc dans l'Empire ottoman est inséparable du panturquisme dont le but était de créer une union culturelle ou même politique entre les différents peuples turcs. En effet, les premières formulations du nationalisme turc ont été le fait de panturquistes. Et par ailleurs dans le mouvement national turc,

4. Sur la définition du « nationalisme réformiste », cf. John Breuilly, *Nationalism and the State*, Manchester, 1982, notamment chapitre 9, pp. 195-219.

5. F. Kazemzadeh, article « Pan Movements » dans *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 11, 1968, p. 366.

ceux qui prônaient un nationalisme panturc ont joué un rôle considérable, notamment les émigrés turcs originaires de Russie. L'idée d'une union des populations de langue turque est née en effet en Russie au sein des populations turques musulmanes de l'Empire des tsars à la fin du XIX^e siècle. Le panturquisme se présente à l'origine comme une réaction à la politique de conquêtes entreprises par les Russes au Caucase et en Asie centrale, et comme une opposition au panslavisme⁶ ; les activités économiques des Turcs de Russie, notamment des Tatars et des Azéris, et leur identité culturelle se trouvaient largement menacées. A la tête du mouvement panturc, on trouve la grande bourgeoisie tatare et à l'origine de la plupart des initiatives İsmail Gasprinski. Issu de la communauté des Tatars de Crimée, celui-ci publia à partir de 1883 le *Tercüman*, journal rédigé dans une langue commune proche de l'ottoman. L'objectif de Gasprinski était résumé par la formule : « *Unité de langue, unité d'action, unité de pensée* ». L'activité des nationalistes turcs en Russie fut particulièrement remarquable lors de la révolution de 1905. Il faut noter que chez les musulmans de Russie, panturquisme et panislamisme allaient de pair et ne s'excluaient nullement. Pour eux, il convenait de mener la lutte sur plusieurs plans, la religion, la langue, la culture, l'activité économique. L'influence de ce mouvement dans l'Empire ottoman se fit sentir non seulement à travers l'œuvre de Gasprinski mais aussi et surtout par le biais d'émigrés fuyant la répression tsariste et rejoignant la Turquie après la révolution jeune-turque de 1908. Les plus connus sont Hüseyinzade Ali, qui fut le premier à diffuser l'idéal d'une union des Turcs parmi la jeunesse ottomane, Yusuf Akçura et Ahmed Ağaoğlu.

Leurs préoccupations rejoignent celles des savants et écrivains de Turquie qui dans leurs recherches mettent en évidence l'unité des peuples turcs. La politique russe au Caucase et en Asie centrale a d'ailleurs attiré l'attention des Ottomans sur les « frères » de Russie. Le panturquisme comporte donc un double aspect : unité culturelle des peuples de langue turque, union stratégique contre le danger russe et panslave qui menace les Turcs de Russie aussi bien que l'Empire ottoman. Il supposait pour être réalisé la

6. Sur le panturquisme, voir la synthèse récente de Jacob M. Landau, *Panturkism in Turkey, a Study of Irredentism*, Londres, 1981 ; et aussi, Serge A. Zenkovsky, *Pan-Turkism and Islam in Russia*, Cambridge Mass., 1967.

défaite ou l'effondrement de la Russie. Ses possibilités de réalisation ont donc largement dépendu de la conjoncture intérieure et extérieure de la Russie : débuts de l'organisation du mouvement panturc après la défaite de la Russie contre le Japon et la révolution de 1905, nouveaux espoirs avec l'entrée en guerre de l'Empire ottoman en 1914 contre l'Empire des tsars, regain des activités panturques à l'époque de la révolution de 1917. Une république d'Azerbaïdjan a eu une existence éphémère en 1918. Puis au cours de la lutte pour le territoire anatolien, Mustafa Kemal a condamné le panturquisme, mais l'agitation a repris pendant la Seconde Guerre mondiale parmi certains groupes panturcs en Turquie lors de l'avancée des armées allemandes en direction du Caucase.

Comme le panslavisme ou le pangermanisme, la panturquisme a apporté avec lui un contenu romantique, mystique même, qu'il a infusé dans le nationalisme turc. Il a ouvert aux générations marquées par la décadence de l'Empire ottoman de nouveaux espoirs et des perspectives de conquêtes. Il est apparu comme une compensation possible à la décomposition de l'Empire ottoman : un Empire se meurt en Méditerranée orientale mais un Empire turc pourrait lui succéder en Asie. Gengis Khan, l'unificateur des Turcs, pourrait se substituer dans l'imaginaire turc à Soliman le Magnifique. En exaltant les qualités des Turcs, en représentant leur grandeur dans l'histoire, en proposant des compensations territoriales aux pertes continues de territoires de l'Empire ottoman, le panturquisme a permis au nationalisme turc de se dire, de pouvoir s'exprimer dans l'Empire ottoman.

Pourtant le panturquisme se différencie des autres mouvements « pan », tels que le panslavisme ou le pangermanisme, sur un certain nombre de points importants. Tout d'abord, il a véhiculé avec lui un contenu progressiste. A travers le panturquisme importé par les musulmans de Russie, c'est une dimension libérale bourgeoise qui pénètre dans le nationalisme turc. Les panturquistes développaient une conception moderne de la religion, préconisaient la libération de la femme, et souhaitaient le progrès économique et social dans l'Empire ottoman sur le modèle de ce qu'étaient les sociétés tatare et azérie en Russie. Pour reprendre un vocabulaire moderne, dans l'éventail politique de la Turquie du début du XX^e siècle, le panturquisme se situe indiscutablement « à gauche ». C'est seulement après la révolution

russe, et après la condamnation porté contre lui par Mustafa Kemal que le panturquisme a opéré un virage « à droite ».

Par ailleurs, le panturquisme n'a pas été soutenu par une puissance économique et militaire en pleine expansion, comme cela a été le cas pour le pangermanisme avec la Prusse, mais par un Empire à bout de forces. D'où l'écart entre le rêve de l'union des Turcs et les réalisations, écart qui a engendré bien des frustrations. Enfin au lieu d'être un principe d'expansion qui pousse à accroître le territoire de la Turquie, le panturquisme, a contribué à y attirer des émigrés turcs. Il n'y a pas eu d'annexions au nom du panturquisme, mais installation en Turquie de centaines de milliers d'immigrants des Balkans, de Russie, etc. Il faut citer les Turcs de Grèce après 1923, puis les Turcs des Balkans après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que de petits groupes de Turcs de Russie. Ce mouvement poursuivait le mouvement d'émigration de populations turques musulmanes qui a eu lieu tout au long du XIX^e siècle dans l'Empire ottoman, la différence étant que cette attraction s'est faite non plus au nom de l'Islam, mais en fonction de la turcité. De ce point de vue, la République de Turquie a continué la tradition établie dans l'Empire ottoman. Le dernier exemple en date de ce fonctionnement en quelque sorte négatif du panturquisme est celui d'un petit groupe de Kirghizes d'Afghanistan qui, réfugiés d'abord au Pakistan, ont été installés récemment dans la région du lac de Van.

Aujourd'hui, le panturquisme, en tant que mouvement politique, ne subsiste plus guère que parmi les groupes d'extrême-droite en Turquie. Mais il existe un réel intérêt pour les peuples turcs extérieurs dont la force dépend de l'éloignement géographique et historique des communautés turques par rapport à la Turquie. C'est ainsi que si l'intérêt pour les Ouïgours de Chine peut apparaître comme quelque peu folklorique, la sensibilité est vive en ce qui concerne les anciennes communautés turques de l'Empire ottoman, les Turcs des Balkans, notamment ceux de la Thrace grecque et de la Bulgarie, et les Turcs de Chypre.

Un mouvement anti-impérialiste

Par delà ses racines historiques spécifiques, le nationalisme turc se rattache à un phénomène plus général, la révolte des peuples extra-européens contre la domination européenne⁷. Cette révolte se retrouve à cette époque non seulement dans les territoires sous le contrôle direct de l'Europe, mais aussi dans ce qu'il est convenu d'appeler les « semi-colonies ». C'est ainsi qu'en Perse on voit se développer des mouvements d'agitation au début du xx^e siècle. C'est ainsi que se manifeste à la même époque le nationalisme chinois en réaction contre le régime des concessions. Comme le nationalisme chinois, le nationalisme turc fait figure de précurseur dans la révolte des peuples dominés. On peut voir dans la guerre d'indépendance de 1920-1922 menée contre les Grecs, et par delà contre l'impérialisme britannique, et la révolte contre le traité de Sèvres imposé par les puissances, le premier mouvement de libération des peuples extra-européens. La victoire des kémalistes a eu d'ailleurs un retentissement considérable dans ce que l'on appelle aujourd'hui le Tiers-monde qui y a vu le point de départ d'une libération générale des peuples opprimés. Peut-on dès lors faire du nationalisme turc l'archétype des nouveaux nationalismes du xx^e siècle, anti-impérialistes, fondés sur la lutte armée, neutralistes, refusant la dépendance économique, cherchant à construire une économie nationale sur la base du socialisme ou d'une « troisième voie » ?

Pour comprendre cette dimension du nationalisme turc, il convient d'analyser brièvement la nature de la domination européenne dans l'Empire ottoman. On peut dire que toute l'histoire de l'Empire est marquée par la lutte contre l'Europe chrétienne ; mais cette lutte change de sens à partir de l'époque du « recul » ottoman qui commence au xviii^e siècle. Les capitulations, octroyées par l'Empire au moment de sa plus grande puissance vont servir d'argument à la pénétration économique et commerciale de l'Europe. Au xix^e commence l'occupation des territoires de l'Empire ottoman : Algérie dès 1830, puis Tunisie, Egypte, Libye. Par ailleurs, avec la révolution industrielle, les produits européens se déversent sur l'Empire à partir du traité de

7. Cf. Roderic H. Davison, « Middle-East Nationalism, Lausanne Thirty Years after », dans *Middle East Journal*, 7, 1953, pp. 324-348.

commerce conclu avec l'Angleterre en 1838. Cette lutte contre l'Europe oblige l'Empire à se moderniser selon le modèle européen, et pour se défendre contre la Russie notamment, à faire des concessions aux autres puissances. Les pressions européennes deviennent plus fortes à l'époque des *Tanzimat*. Puis commence à la fin du XIX^e siècle, ce que l'on appelle la « semi-colonisation » de l'Empire ottoman. Elle repose sur des institutions financières (l'administration de la Dette publique, la Régie des Tabacs), sur le développement des entreprises industrielles et commerciales européennes dans l'Empire (travaux publics, chemins de fer, installations portuaires, etc.). Elle repose aussi sur le vieux thème de la protection des chrétiens, et sur le développement des écoles de missions ou des écoles étrangères qui se sont multipliées à la fin du XIX^e siècle. La présence européenne finit par couvrir tous les aspects de l'économie et de la vie sociale et culturelle de l'Empire ottoman, surtout dans les grandes villes comme Istanbul et Izmir et dans les régions côtières.

Face à cette domination, les réactions sont diverses selon les époques et les milieux. On peut dire qu'une opposition est déjà sensible à l'époque des *Tanzimat* où se trouvent dénoncés les privilèges dont jouissent les étrangers dans l'Empire. Les réactions deviennent plus fortes à mesure que la présence européenne se fait plus lourde au tournant du siècle. Des événements extérieurs, comme la guerre russo-japonaise et la Révolution russe viennent renforcer le courant anti-européen parmi les Turcs. On peut distinguer plusieurs formes de résistance. Une résistance passive, telle que la contrebande des tabacs, plus ou moins encouragée par le pouvoir pour tourner les règlements de la Régie détestée. Elle constitue un exemple de résistance populaire contre les symboles les plus haïs de la domination européenne. Les grèves dans les entreprises étrangères sont encouragées. Les Jeunes Turcs organisent en 1908 un boycott de marchandises contre l'Autriche-Hongrie, puis en 1911 contre l'Italie coupable de l'agression contre la Libye. L'occupation de Smyrne en 1919 par les troupes grecques provoque de grands rassemblements populaires et des meetings de protestation un peu partout dans le pays. Les réactions vont donc de la résistance populaire de caractère anti-européen jusqu'à la réaction militaire, l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés de l'Allemagne en 1914 pouvant être interprétée

comme une volonté de desserrer l'étau de l'impérialisme franco-anglais. Dès l'entrée en guerre, du reste, les jeunes Turcs ont proclamé l'abrogation unilatérale des capitulations.

En même temps l'anti-impérialisme devient l'un des thèmes favoris de la jeunesse et de l'intelligentsia turque. Le premier à apporter aux intellectuels turcs une théorie de l'impérialisme est Parvus. Nationalisme et socialisme coïncident étroitement à cette époque : de nombreux socialistes et communistes sont issus des rangs nationalistes, à commencer par le fondateur du parti communiste turc Mustafa Suphi qui, en 1912-1913, militait dans les rangs d'un petit parti nationaliste. Cette convergence du socialisme et du nationalisme est un autre facteur qui contribue à donner au nationalisme turc de cette époque une coloration progressiste. Pendant la guerre d'indépendance, guerre de libération nationale menée au moins autant contre les envahisseurs grecs que contre les impérialistes anglais, Mustafa Kemal qui s'appuie sur la Russie soviétique va parfois jusqu'à employer un vocabulaire nettement anti-impérialiste.

Cette coloration anti-impérialiste est fondamentale pour comprendre ce qu'est le nationalisme turc aujourd'hui. On a tendance à l'oublier dans la mesure où la Turquie a très fortement mis l'accent sur sa tendance pro-occidentale et pro-européenne après 1923 et plus encore après 1945. De l'histoire récente des rapports avec l'Europe demeurent des souvenirs douloureux, des symboles hâis. Chose curieuse, ce qui s'inscrit dans la mémoire collective des Turcs, c'est moins la période d'occupation d'Istanbul par les troupes alliées entre 1919 et 1923, que le souvenir des privilèges, des capitulations, de la protection des chrétiens, et aussi du traité de Sèvres qui réduisait à néant l'espoir de constituer une Turquie viable, bref ce que l'on peut appeler les ingérences étrangères. Devant l'incendie en septembre 1922 de la ville d'Izmir qui symbolisait cette pénétration des intérêts étrangers dans le pays, Mustafa Kemal proclame la fin des ingérences étrangères en Turquie. Aujourd'hui les rapports entre la Turquie et les pays occidentaux restent marqués d'une méfiance que l'« atlantisme » militant de la Turquie n'a pu dissiper. Dans la Turquie libérale des années 1980, on voit revivre parfois le spectre de l'Empire ottoman. Accorde-t-on des avantages à telle société étrangère voulant opérer en Turquie, on crie aux capitulations. Veut-on

faciliter l'apport des capitaux étrangers, on dénonce des privilèges de type ottoman. On ne peut comprendre la Turquie actuelle si l'on oublie qu'il y a eu dans l'élite turque ce que l'on peut appeler *un véritable traumatisme ottoman*, que l'orthodoxie kémaliste a contribué à façonner.

Pourtant, peut-on assimiler purement et simplement le nationalisme turc à une révolte de type tiers-mondiste ? Est-on fondé à faire du nationalisme turc le prototype exact des mouvements d'indépendance des peuples dominés du XX^e siècle ? On peut noter au moins deux différences de taille entre le nationalisme turc et la révolte des peuples opprimés de l'époque contemporaine :

La première est que le nationalisme turc n'a pas été anti-occidental. Dominée, la Turquie n'a pas été colonisée. La question qui se pose est celle de l'aliénation culturelle. Qu'est-ce qui a aliéné la culture des Turcs ? L'Islam ou l'Europe ? Certains nationalistes ont dénoncé dans l'Empire ottoman puis dans la Turquie kémaliste l'importance prise par la culture européenne, et surtout la culture française depuis le *Tanzimat*. Mais dans l'ensemble, l'aliénation culturelle en Turquie a été vue non pas comme le produit de la domination européenne, mais comme le résultat de plusieurs siècles d'islamisation. On allait pouvoir retrouver l'authenticité turque sous le vernis culturel islamique. L'époque kémaliste est la période de la plus forte réaction contre la prégnance de cette hégémonie culturelle islamique : suppression du califat, liquidation de l'enseignement islamique et des confréries, réforme de l'alphabet et de la langue, limitation de l'appel à la prière en arabe, adoption des noms de famille, tout cela marque une révolution culturelle dirigée non contre l'Europe, mais contre l'Islam. Loin de se détacher de l'Europe, la Turquie kémaliste s'est efforcée d'adopter la civilisation européenne sous la conduite de Mustafa Kemal.

La seconde différence est que le nationalisme turc n'a pas été anti-capitaliste. L'analyse qui a été faite à l'époque des Jeunes Turcs était qu'il fallait créer une bourgeoisie nationale en Turquie et introduire un capitalisme de type européen. Le kémalisme a poursuivi cette entreprise. Au plus fort de la guerre d'indépendance contre les puissances européennes, Mustafa Kemal négociait des

contrats avec des capitalistes étrangers pour la mise en valeur de la Turquie. Il y a eu le fameux projet d'investissements américains (projet Chester) également dans les années 1922-1923. Le Congrès économique d'Izmir tenu en 1923 est significatif de l'état d'esprit qui régnait alors en Turquie : une demande pour plus de capitalisme. Pendant la période dite libérale après 1923, la Turquie n'a cessé de tenter de faire appel aux capitaux étrangers tout en maintenant à un niveau assez bas le rôle de l'Etat dans la vie économique. L'orientation dirigiste des années trente ne modifie pas cette tendance : en dehors du mouvement *kadro*, qui cherchait à faire de la révolution kémaliste une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, l'étatisme a été interprété généralement comme une période de transition devant faciliter le passage de l'économie turque au capitalisme.

Sur ces deux plans, la nature du régime kémaliste peut être induite de la façon dont il a été vue par les pays dominés : d'abord, pendant la période de la guerre d'indépendance, il a soulevé un immense espoir, puis par la suite, à la mesure de cet espoir, le sentiment d'une déception, surtout parmi les musulmans qui avaient vu dans le kémalisme le point de départ d'une libération générale des peuples de l'Islam.

Tout en dégagant les traits spécifiques du nationalisme turc, nous avons pu ainsi préciser comment il s'apparentait aux mouvements nationaux qui sont apparus en Europe au XIX^e-XX^e siècles. On peut dire que le nationalisme turc se situe à la charnière de deux phénomènes majeurs de l'histoire contemporaine, le problème des nationalités du XIX^e siècle, et la révolte des peuples dominés du XX^e siècle. Il se signale à la fois par la découverte d'une identité nationale turque, et par la résistance face au risque d'hégémonie européenne et de domination coloniale. Comment s'articulent ces deux aspects du nationalisme turc ? Autrement dit, quand et comment le sentiment de la turcité est-il venu se confondre avec la résistance à la domination des grandes puissances ? Telle est la question fondamentale que pose l'histoire du nationalisme turc.

Islam et nationalisme turc

Population musulmane dans une très forte proportion et Etat laïc : telle est la réalité socio-politique de la Turquie contemporaine depuis l'époque kémaliste. Mis à part le cas de l'Albanie, la Turquie offre ainsi l'unique exemple d'un pays de tradition islamique ayant adopté le modèle de nationalisme laïc qui, au moins dans ses traits extérieurs, ressemble à celui des pays de l'Europe occidentale. D'où l'importance que revêt dans l'histoire de la Turquie contemporaine l'instauration du laïcisme et la nécessité de réfléchir sur cet événement et d'en préciser les aspects.

Il est fréquent aujourd'hui parmi les intellectuels turcs de faire grief à Mustafa Kemal d'avoir coupé le pays de ses traditions, d'avoir provoqué au sein de la société une rupture avec l'identité traditionnelle du peuple turc. C'est à tort, disent-ils, que le père des Turcs a entraîné son peuple à tourner le dos à ses traditions. Ce discours qui se veut, à vrai dire, sans doute moins une défense de l'islam qu'une illustration de la tradition est intéressant en ce qu'il nous apprend de la crise d'identité que traverse actuellement l'intelligentsia turque. Mais c'est l'histoire qu'il faut interroger si l'on veut démêler la question embrouillée du laïcisme turc.

On s'expose à ne rien comprendre à la politique de Mustafa Kemal à l'égard de l'islam si l'on oublie le milieu et les conditions dans lesquels elle s'est effectuée. Le laïcisme kémaliste ne s'est pas établi contre l'islam éternel des théologiens ou l'islam en général des orientalistes. L'émergence de la laïcité en Turquie apparaît dans un contexte bien précis : l'islam ottoman de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle.

L'islam ottoman, qu'est-ce à dire ? C'est du point de vue de l'organisation juridique, un islam « hanéfite », les Turcs ayant adopté l'école juridique fondée par Abu Hanifa. Les spécialistes du droit musulman considèrent cet islam hanéfite comme un islam « laxiste ». Mais en même temps, ils reconnaissent que c'est la tendance juridique de l'islam qui historiquement s'est le plus fermée à l'innovation. Avec la fermeture des portes de l'*ijtihad*, et la sclérose de la théologie et du droit musulman, l'évolution de la pensée islamique s'est trouvée en quelque sorte bloquée. A cela, il convient d'ajouter que les longues luttes dogmatiques et militaires

menées par l'Empire ottoman contre la Perse chiite ont contribué à figer l'orthodoxie ottomane. Face à cet islam sclérosé, l'islam vivant était représenté par les confréries plus ou moins combattues par le pouvoir. En tout cas, dans sa version officielle, l'islam ottoman est, au moment de la grande confrontation avec l'Occident au XIX^e siècle, un islam particulièrement peu apte à évoluer. Il convient d'insister sur ce paradoxe : le laïcisme s'est établi dans le pays musulman qui était considéré comme le plus strictement orthodoxe.

Par ailleurs, cet islam ottoman est un islam d'Etat. D'une part en effet, les sultans ottomans ont développé à côté de la loi islamique (*şeriat*) une juridiction d'Etat reposant en particulier sur les fameux décrets (*kanunname*). D'autre part, l'Etat a exercé un contrôle étroit sur les institutions religieuses et sur le « clergé ». Ainsi le *Şeyh ül-islam* était-il une sorte de fonctionnaire religieux au service de la Porte, qui lui dictait ses ordres et pouvait le destituer à volonté⁸.

Par ailleurs, l'islam ottoman est un islam qui au début du XX^e siècle, a déjà été marqué par plus d'un demi-siècle de réformes. Et comme tel il est sorti très affaibli de la période des *Tanzimat*. La modernisation politique et administrative de l'Empire ottoman désireux de répondre aux défis de la modernité et de l'intégrité territoriale a abouti à limiter davantage la zone d'extension des pouvoirs de l'islam. Les réformes entreprises à partir de Mahmud II sont en effet des réformes d'occidentalisation des institutions de l'Etat qui ne cessent de limiter le pouvoir des oulémas. Dès l'époque de Mahmud II, leur autorité se trouve affaiblie par le contrôle que le sultan exerce sur leurs ressources financières (le système des *vakif*) et par le développement d'une bureaucratie à l'occidentale coupée des valeurs religieuses qui accapare peu à peu les places traditionnellement réservées aux oulémas. Après 1839 et la charte de Gülhane, la sécularisation de l'Etat se développe au détriment des institutions islamiques. Ce recul est particulièrement frappant à deux niveaux : d'abord celui de la législation et du droit ; à côté du droit islamique traditionnel, se développent des juridictions de type occidental pour les affaires

8. Omer Lütfi Barkan, « caractère religieux et caractère séculier des institutions ottomanes », dans J.-L. Bacqué-Grammont et P. Dumont, *Contributions à l'histoire économique et sociale de l'Empire ottoman*, Paris, 1983.

commerciales, puis pour les affaires pénales ; il ne faut pas oublier à ce sujet que l'Empire comporte une forte proportion de populations chrétiennes, et de nombreux étrangers qui se livrent au commerce. Ensuite dans l'enseignement : à côté des médressés stagnantes, apparaît un système d'enseignement public moderne qui se met progressivement en place à partir des *Tanzimat*. Ainsi dès cette époque, le processus de modernisation se fait sinon contre l'islam, du moins à côté de lui et indépendamment de lui. C'est là un fait capital. On peut dire que le sort de l'islam est désormais fixé en Turquie. Ce n'est donc pas à l'époque kémaliste qu'il faut chercher les origines du laïcisme turc, mais dans ces années de profonds bouleversements de l'Empire ottoman. Ailleurs, par exemple chez les Turcs de Russie, la modernisation s'est faite à partir des instances religieuses, et le mouvement national est né dans les mosquées et dans les médressés. Il y a donc deux modèles chez les Turcs : le modèle tatar, où la modernisation se fait au niveau des institutions religieuses, et le modèle des *Tanzimat*, où elle s'opère au niveau de l'Etat et en dehors de l'establishment religieux. Le système turc des *Tanzimat* n'était donc nullement une fatalité, mais il a procédé d'un choix de la part des hommes au pouvoir au milieu du XIX^e siècle.

Ainsi affaibli au niveau de son impact sur la vie publique, mais conservant malgré tout son emprise sur le peuple musulman, l'islam ottoman était-il bien armé pour faire face aux deux défis qui se posent à la société ottomane à partir du XIX^e siècle, celui de la modernisation, et celui de l'intégrité territoriale de l'Etat ? Comment a-t-il pu répondre à ce double défi ? Quelle place lui accordait la classe dirigeante dans ces processus ?

Ici se pose le problème du réformisme musulman⁹. Il est né en Egypte au XIX^e siècle (ce que l'on appelle la *nahda*, la renaissance) et s'est répandu à partir de là dans les pays du Moyen-Orient. Considérons les grands noms du réformisme musulman au XIX^e siècle : Djemal ed-din el-Afghani, Mohammed Abduh, Rachid Rida. Aucun d'entre eux n'est turc. Centre politique et culturel de l'Islam, Istanbul n'a jamais joué le rôle d'El Azhar ou de la Zitouna. A l'époque des réformes politiques,

9. Voir l'article *Islah*, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd., en particulier la contribution de Niyazi Berkes.

Istanbul attire du reste de l'Empire des commerçants et des fonctionnaires, plus que des hommes de religion. Le réformisme apparaît ainsi comme un phénomène périphérique que l'on retrouve aux marges de l'Empire, que ce soit en Syrie, en Egypte ou chez les musulmans de Russie. Du reste, on peut dire que les racines du nationalisme arabe dans l'Empire ottoman plongent directement dans le mouvement réformiste.

Est-ce à dire que le réformisme ait été complètement absent de Turquie ? Certes non. Par exemple, on peut citer dans la foulée de la révolution jeune-turque de 1908, un courant moderniste musulman à Istanbul, autour de la revue *Sirat-i Müstakim* et de Mehmed Akif, qui prônait une attitude libérale en ce qui concerne la religion et le problème de la femme. Ce courant était d'ailleurs fortement influencé à la fois par les idées de Mohammed Abduh et par les musulmans de Russie qui s'efforçaient de faire pénétrer dans l'Empire ottoman les idées du réformisme tatar. Mais ce courant n'a pas duré. La guerre de Tripolitaine puis les guerres balkaniques, la montée du nationalisme turc ont contribué à rejeter vers le conservatisme les éléments les plus avancés de l'islam ottoman. Le réformisme musulman est demeuré un phénomène limité. Prenons le cas de l'un de ses plus brillants représentants, Mehmed Akif. Celui-ci est l'un des chefs de file du réformisme en 1908, puis il célèbre la guerre d'indépendance qui conserve malgré tout un caractère religieux. Mais ce réformateur de l'islam ne peut supporter les grandes réformes de Mustafa Kemal, et il s'exile. Où celà ? En Egypte, dans la patrie classique du réformisme. Cet itinéraire de Mehmed Akif est comme le symbole de la place du réformisme musulman en Turquie.

Par ailleurs, l'islam turc s'est compromis avec le régime hamidien, et des éléments religieux conservateurs se sont mêlés au coup d'Etat réactionnaire du 12 avril 1909 qui s'est produit aux cris de « nous voulons la *şeriat* » (la loi islamique). L'islam apparaît désormais aux yeux des intellectuels et de la jeunesse (qui fournit les rangs du nationalisme turc) comme une formule dépassée. Il subsiste un discours modernisateur sur l'islam, mais il est le fait non des gens issus des médressés, mais des intellectuels laïques. La différence de point de vue est essentielle. Les premiers posent la question : quelle est la place de la modernité dans l'islam ? Et les seconds se demandent : quelle est la place de l'islam dans la

modernité ? C'est le cas par exemple de Ziya Gökalp. Or cette place, il la considère comme de plus en plus réduite, allant jusqu'à envisager une véritable séparation de l'islam et de l'Etat.

Par ailleurs, face au second défi de l'Empire, celui lancé par les nationalismes, l'islam a-t-il des chances de maintenir l'Empire en vie, ce qui est le souci majeur de la classe dirigeante ? Contre les puissances européennes, le sultan Abdülhamid joue la carte de l'islam et parvient à maintenir un équilibre entre les différentes puissances en s'appuyant notamment sur l'Allemagne. Mais en même temps, il continue de moderniser l'Etat dans la ligne ce qu'ont été les réformes des *Tanzimat*, préparant ainsi une situation explosive. Cette politique échoue. Le développement des nationalismes arabes et albanais au sein de l'Empire montre que l'islam n'est plus un ciment suffisant pour assurer la cohésion même entre les musulmans de l'Etat ottoman. La guerre sainte (*Jihad*) proclamée en 1914 ne parvient pas à mobiliser les populations arabes de l'Empire. Bien au contraire, celles-ci seront lancées par les Anglais contre les Turcs deux ans plus tard. L'idéologie panislamiste a échoué.

Ces faits agissent progressivement sur les intellectuels et la classe dirigeante ottomane. Il est intéressant à ce sujet de voir l'évolution de la place occupée par l'islam chez les intellectuels turcs. Pour la génération des Jeunes Ottomans, l'islam conserve la valeur d'un lien fondamental dans l'Empire, il demeure la base de l'Etat et de la société même s'ils reconnaissent qu'il doit s'adapter au monde moderne. Les Jeunes Ottomans s'efforcent de légitimer le pouvoir constitutionnel par l'islam. Namik Kemal et ses émules ont ainsi tendance à réagir contre les excès d'occidentalisation de la période des *Tanzimat*. Avec les Jeunes Turcs, l'attitude est déjà différente. Ils sont fortement marqués par le positivisme et considèrent que la science doit remplacer jusqu'à un certain point la religion. Pour la plupart, ils sont détachés de la religion mais ils estiment que l'islam du point de vue instrumental conserve une valeur de solidarité considérable. Formés politiquement à l'étranger, ils défendent vigoureusement l'islam contre les attaques des Européens. En particulier, ils s'efforcent de répondre à l'argument selon lequel l'islam serait responsable du déclin des pays musulmans et de l'Empire ottoman. Certains d'entre eux cherchent encore à légitimer le pouvoir par l'islam, mais cela devient de plus

en plus rare. Dès 1920, avec le thème de la souveraineté nationale, l'islam cesse d'être une référence légitimatrice. Les nationalistes font à peu près les mêmes analyses que les Jeunes Turcs : il faut conserver la solidarité islamique ; la religion est l'un des facteurs de la nationalité au même titre que la langue ou que la culture. Ils reprennent les idées de Djemal ed-din el-Afghani sur la régénération de l'islam par les nationalismes. Et pour ne pas voir les hommes de religion s'opposer à eux, certains se livrent à des contorsions exégétiques pour expliquer que l'islam dans son essence n'est pas opposé au nationalisme. Mais la référence religieuse s'affaiblit peu à peu. Cela est net chez Ziya Gökalp : entre 1909 et 1918, l'élément religieux a perdu peu à peu de son importance dans la conception qu'il se fait de la nation, qui est de plus en plus laïcisée.

Au moment où Mustafa Kemal entreprend ses réformes de laïcisation, l'islam est donc très affaibli en Turquie : la décadence des médressés, la faiblesse économique, sociale et culturelle du « clergé », l'impossibilité d'entreprendre une réforme religieuse sans passer par le pouvoir de l'Etat, tout cela manifeste l'incapacité de l'islam ottoman à répondre aux défis de la modernité. Par ailleurs, si l'on dépasse la situation intérieure de l'Empire, et si l'on jette un coup d'œil à l'ensemble des pays musulmans, on constate que le premier quart du XX^e siècle constitue le point le plus extrême de leur abaissement politique, social et culturel. Le Maghreb et le Moyen-Orient sont passés sous la domination européenne, l'Afghanistan et l'Iran sont étroitement contrôlés par les puissances européennes, et ne se libéreront de la menace de la colonisation qu'en adoptant une politique qui s'inspire largement des principes kémalistes. On ne peut comprendre le kémalisme si l'on perd de vue la situation mondiale des pays musulmans à la fin de la première guerre mondiale. L'Europe, la civilisation européenne sont partout triomphantes, et l'islam partout dominé. Le réformisme musulman et la panislamisme ont donc abouti à des impasses. Mais l'importance du facteur extérieur amène à poser la question : en cas de renouveau de l'islam, quelle sera l'évolution du laïcisme turc ?

Le nationalisme dans l'Etat

A l'époque classique ottomane, en dehors de l'identification à l'islam, il existe chez les musulmans de l'Empire un attachement à l'Etat, qui se caractérise par la fidélité à la dynastie fondatrice de l'Empire, à la personne du Sultan-calife, aux souvenirs d'une histoire commune glorieuse. L'Empire constitue un ensemble de territoires qui doit être défendu face aux infidèles. On rejoint ici la vieille notion islamique du domaine de l'islam (*dar ül-islam*) par opposition à celui des infidèles (*dar ül-harb*), dit domaine de la guerre. Depuis le début du recul ottoman en Europe à la fin du XVII^e siècle, et la menace russe au Nord, la défense des provinces ottomanes (*memalik-i osmaniye*) est devenue un défi majeur pour la classe dirigeante de l'Empire.

Vers le milieu du XIX^e siècle, sous l'influence de l'Europe et du fait de l'apparition d'une opinion publique dans l'Empire, se développe l'idée de patrie qui intègre d'anciennes notions, telles que l'idée de patrimoine, de terre léguée par les ancêtres, de territoires pour lesquels on a versé son sang, etc. L'aspect territorial d'un Etat défini par des frontières précises prend de plus en plus d'importance. Le patriotisme ottoman qui apparaît à cette époque, et qui correspond dans l'ordre des idées et des sentiments à la politique d'ottomanisme menée par les sultans et les vizirs réformateurs, n'est pas exclusif des musulmans ni des Turcs, mais il va tendre à le devenir au fur et à mesure que les élites non-musulmanes sont attirées vers d'autres pôles d'identification et de pouvoir. Dans les années 1860-1870, l'idée de patrie célébrée par le grand poète ottoman Namik Kemal se teinte d'islamisme. Un autre héros patriotique dont la mémoire est conservée en Turquie jusqu'à nos jours est Gazi Osman Paşa, héroïque défenseur de la place de Plevne lors de la guerre russo-turque de 1877-1878.

L'idée de patrie illustrée par Namik Kemal et Gazi Osman Paşa nourrit la génération des Jeunes Turcs, officiers et intellectuels patriotes engagés dans la lutte contre le despotisme hamidien qui selon eux va conduire l'Empire à sa ruine, et désireux de trouver une solution pour sauver l'Etat. Avec le développement de l'enseignement et la généralisation des livres imprimés se développe une représentation de l'Etat qui est avant tout territoriale : un

ensemble de territoires délimités par des frontières précises. Des générations d'élèves ont sous les yeux dans les écoles des cartes qui représentent matériellement leur Etat. Il ne faut pas oublier qu'entre 1881 et 1908, les frontières de l'Empire sont demeurées stables. Voir la désagrégation ottomane comme un phénomène continu est trompeur ; ce qui frappait à cette époque, c'était à la fois la stabilité relative de l'Etat et l'accumulation des menaces qui pesaient sur lui. C'est par rapport à cette stabilité relative du cadre territorial de l'Etat qu'il faut mesurer l'effet des pertes de territoires de 1908 et de 1912-1913, qui ne laissent à la Turquie en Europe que la Thrace orientale et Istanbul.

Le patriotisme est particulièrement fort dans les écoles militaires où les musulmans se retrouvent pratiquement entre eux, et où sont formées des générations d'officiers dévoués à la cause de la sauvegarde de l'Etat. L'idéologie de la défense de l'Etat (territoires, populations, frontières) face aux menaces de séparatisme interne et de colonisation européenne domine la pensée des hommes politiques et des officiers de l'époque jeune-turque. *Bu devlet nasil kurtarilabilir ?* : « Comment cet Etat pourra-t-il être sauvé ? ». Telle est la question essentielle¹⁰. C'est la même préoccupation qui anime le plus célèbre des Jeunes Turcs, Mustafa Kemal, lorsqu'il s'engage en 1919 dans la défense de la patrie. En cela, il est l'héritier direct des patriotes turcs, de Namik Kemal et de Gazi Osman Paşa.

Ainsi, il existe au début du siècle dans la classe dirigeante et dans l'élite de l'Empire deux courants de pensée, deux « idéologies » : un patriotisme d'Etat qui est le fait de la bureaucratie civile et militaire, et dont le ressort est territorial et politique, et un nationalisme turc encore diffus qui s'exprime dans l'intelligentsia et au sein d'un embryon de bourgeoisie, et qui repose sur une conception ethnico-culturelle de l'identité nationale. Comment se pose le problème de l'articulation de ces deux courants ? En faisant fond sur une communauté ethnique, sur un des éléments (*anasir*) comme l'on disait à l'époque, le nationalisme turc ne va-t-il pas à l'encontre de l'idéologie de préservation des structures de l'Etat telle qu'elle existe chez les Jeunes Turcs ?

10. Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, 2^e éd., Oxford, 1968, p. 212.

Autrement dit, le nationalisme turc ne sera-t-il pas, comme les autres mouvements nationaux de l'Empire, *contre l'Etat* ?

Pour répondre à cette question, il nous faut interroger la réflexion des nationalistes sur le problème de la nation et de l'Etat. Et d'abord les panturquistes. Ceux-ci s'intéressent à l'ethnie turque dans son ensemble, débordant largement le cadre des Turcs de l'Empire ottoman. Pourtant, ils n'ont cessé de considérer le problème de l'Etat ottoman. Prenons le cas de Yusuf Akçura¹¹. Dans l'un des premiers manifestes du nationalisme turc, les *Trois systèmes politiques*, il s'efforce de voir ce que le panturquisme pourrait apporter à l'Etat ottoman ; son point de vue part donc de l'Etat et non de la turcité ; au lieu d'exalter le passé et l'avenir des peuples turcs, ce texte présente une réflexion rationnelle sur l'apport du panturquisme au cadre étatique ottoman. C'est reconnaître d'emblée la supériorité de l'Etat sur la nation. A sa suite, les panturquistes, et en particulier les émigrés turcs de Russie, n'ont cessé de mettre la défense de l'Etat ottoman au centre de leurs préoccupations.

A côté des panturquistes qui prennent pour point de départ l'ensemble des peuples turcs, on trouve des partisans de ce que l'on peut appeler un nationalisme turco-anatolien, qui repose sur l'idée que l'Anatolie constitue par excellence le foyer national des Turcs. Cette idée est ancienne, mais elle a été renforcée par les pertes de territoires dans les Balkans, et par l'installation en Anatolie d'un grand nombre de réfugiés musulmans venant de l'Empire russe ou de la partie européenne de l'Empire. A l'époque des guerres balkaniques elle se trouve parfois exprimée plus ou moins explicitement par les intellectuels nationalistes ou mêmes les dirigeants jeunes-turcs. Ainsi, sous la plume d'un nationaliste turc, Ahmed Ferid, est développée en 1914 l'idée que le futur Etat turc doit être anatolien¹². Il envisage l'indépendance des provinces arabes du Moyen-Orient, mais non celles des populations

11. Cf. F. Georgeon, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura*, Paris, 1980.

12. F. Georgeon, « Nationalisme et populisme en Turquie, l'expérience des Foyers turcs (1912-1931) », dans *De l'Empire à la République : regards sur la Turquie*, Cahiers du GETC, n° 1, 1984-1985.

non-turques de l'Anatolie (Arméniens, Kurdes) qui doivent rester dans les limites de l'Etat. Autrement dit, les considérations territoriales sont prépondérantes dans un tel discours. La stratégie (former un Etat cohérent sur le plan territorial) l'emporte sur les arguments purement ethniques. Cette confusion entre le domaine de la nation et celui de l'Etat est entretenue par le mélange des populations arménienne, kurde et turque dans l'Anatolie orientale.

Le Pacte national de 1920 est le texte de référence du mouvement national pour définir l'espace national. Mais en réalité cette définition est présentée en fonction de données politiques (le territoire défini par l'armistice de Moudros) plus que de considérations ethniques. Il n'est d'ailleurs pas question dans ce texte de « nation turque », mais de « société ottomane » et d'« Etat ottoman ». Le même point de vue apparaît quelques années plus tard dans les revendications turques sur le territoire de Mossoul. Les Turcs réclament Mossoul pour des raisons « nationales », mais en fait les impératifs stratégiques (carrefour de routes, défense de l'Anatolie, éventuellement les ressources pétrolières) priment sur les motifs d'ordre ethnique, puisque l'on reconnaît que les Turcs sont minoritaires dans la province de Mossoul.

A travers ces différentes phases et ces différentes formulations du nationalisme turc apparaît un élément constant : les nationalistes pensent en fonction des intérêts de l'Etat plus qu'en fonction de l'ethnie turque. La nation est seconde par rapport aux impératifs territoriaux et stratégiques de l'Etat. La raison d'Etat l'emporte sur le sentiment ou l'idée nationale. Cette primauté de l'étatique dans le nationalisme turc explique pourquoi certains minoritaires ont pu rejoindre le camp des nationalistes turcs ; c'est le cas de nombreux juifs, qui, comme Tekin Alp, ont mis leur action et leur réflexion au service des intérêts de l'Etat ottoman. Une conception libérale du nationalisme, reconnaissant aux minorités les mêmes droits qu'aux Turcs, est demeurée très limitée dans le nationalisme turc. Les nationalistes se sont rangés du côté de la bureaucratie civile et militaire qui a vu dans le nationalisme un instrument pouvant servir les desseins de l'Etat dont elle avait la charge.

Dans le même temps où le nationalisme s'« étatisé », la classe dirigeante ottomane s'intéresse de plus en plus au nationalisme. Soit le cas des Jeunes Turcs au pouvoir après 1908.

Pour comprendre leur nationalisme, il faut d'abord tenir compte de l'évolution territoriale de l'Empire lui-même. En 1908, au lendemain de la révolution jeune-turque, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine et la Crète échappent définitivement à la suzeraineté ottomane. En 1912, c'est au tour de la Libye occupée par les Italiens, puis de l'Albanie de se détacher de l'Empire ottoman. En 1913, ce sont toutes les possessions dans les Balkans qui sont perdues. L'Empire ottoman est désormais un Etat asiatique appuyé par l'Anatolie et les provinces arabes du Moyen-Orient. Au fur et à mesure de ces pertes de territoires, les Jeunes Turcs commencent à s'intéresser au nationalisme turc.

Entre les Jeunes Turcs et le courant nationaliste se nouent des liens, les positions se rapprochent. Des intellectuels nationalistes, comme Gökalp ou Ahmed Ağaoğlu entrent dans les cadres de l'Union et Progrès, cependant que cette organisation soutient les entreprises nationalistes (revues, associations) par une politique de subventions. Le meilleur exemple des liens qui se tissent entre le courant national et les dirigeants jeunes-turcs est représenté par la carrière et les idées de Gökalp (1876-1924). Gökalp participe d'abord à Salonique au lendemain de la révolution jeune-turque au courant de nationalisme littéraire, puis il devient l'animateur d'institutions nationalistes comme le Foyer turc ainsi que l'inspirateur de nombreuses publications. En même temps, il entre au comité central de l'Union et Progrès dont il devient en quelque sorte l'idéologue et dont il inspire la politique sociale et culturelle, notamment pendant la guerre. En ce qui concerne ses idées, il refuse toute connotation ethnique dans sa définition de la nation, insistant sur la culture, l'éducation et la religion (de moins en moins la religion). Au fond ce nationaliste turc qui flirte avec les thèses panturques, demeure un ottomaniste convaincu pour lequel le territoire national se confond avec le territoire de l'Etat ottoman.

Qu'est-ce que la politique nationaliste des Jeunes Turcs ? On peut en donner l'illustration dans deux domaines, celui de l'administration et celui de l'économie. Dans le domaine de l'administration, les Jeunes Turcs, en vrais jacobins, se lancent

dans une politique de centralisation, notamment à l'égard des provinces arabes de l'Empire où ils s'efforcent de diffuser davantage la langue de l'Etat et de l'administration, c'est-à-dire le turc ottoman. Entre leurs mains, le nationalisme est un instrument de turquisation. On voit la différence avec la conception « bourgeoise » du nationalisme qui est prête à reconnaître aux Arabes le droit au « nationalisme », telle qu'elle est exprimée dans la revue *Türk Yurdu*. En économie, les Jeunes Turcs s'efforcent de développer une économie nationale édifiée à la fois contre les minorités de l'Empire et contre la domination européenne. A la faveur de la guerre, ils abrogent les capitulations, et mettent sur pied une législation qui doit faciliter le transfert du pouvoir économique entre les mains d'entrepreneurs musulmans turcs. Il s'agit pour eux de créer une bourgeoisie nationale protégée par l'Etat. Il convient de ne pas oublier non plus leur politique à l'égard des minorités qui s'inspire de la « raison d'Etat » et qui aboutit au massacre dramatique des Arméniens.

A l'époque kémaliste, le nationalisme est un des principes fondamentaux du nouvel Etat-nation, et l'une des six flèches du parti républicain du peuple. Si les minorités chrétiennes ne constituent plus qu'une très faible proportion de la population, quoique importante sur le plan économique, il reste parmi les populations musulmanes un effort de turquisation à entreprendre auprès des réfugiés (*muhacirs*) des Balkans, de l'Empire russe, de Grèce, et surtout, il y a le problème kurde, qui passe au premier plan du problème national dans la Turquie kémaliste. Le nationalisme est le grand moyen d'homogénéité de ces populations qu'il s'agit de turquifier. « Le nationalisme, dit İnönü, est notre seul moyen de cohésion », maintenant que l'islam a été réduit à un rôle secondaire dans la République. Il s'agit de créer une identité turque qui se substituerait à l'appartenance à la communauté islamique.

L'Etat qui cherche à promouvoir le nationalisme turc s'appuie d'abord sur l'organisation des Foyers turcs qui s'est reconstituée en 1923. Mais il entend aussi se réserver le discours sur le nationalisme. C'est ainsi que des manifestations nationalistes parmi les étudiants en 1924 et 1933 sont réprimées par le pouvoir. Celui-ci entend en effet ne pas se faire déborder par l'activisme étudiant et conserver le monopole sur le nationalisme. Le nationalisme ne doit pas être l'expression des aspirations de la

société mais un outil aux mains de l'Etat. C'est dans cette perspective que l'association demeurée autonome des Foyers turcs est progressivement noyautée par le pouvoir à partir de 1927 avant d'être supprimée en 1931 et remplacée par une organisation du parti républicain du peuple, les Maisons du peuple.

Désormais, le nationalisme est une affaire d'Etat. Les Maisons du peuple représentent un moyen de créer une nouvelle identité collective en Anatolie. Il s'agit, en disséminant dans les villes et les bourgades une petite élite motivée, de s'intéresser aux traditions locales et surtout, par le biais d'un très grand nombre de revues et de manifestations culturelles, de faire circuler l'information. *Autrement dit, il s'agit de faire du national avec du local.* En même temps, de grandes thèses nationalistes sont élaborées au niveau de l'Etat, Mustafa Kemal prenant un intérêt personnel à leur mise au point : d'abord la thèse de la Société turque d'histoire (*Türk Karih Kurumu*) sur l'origine turque des Hittites et des Sumériens, qui s'efforce d'enraciner historiquement les Turcs en Anatolie à l'époque des prétentions mussoliniennes sur des territoires peu peuplés de la Méditerranée orientale et à un moment où le problème kurde demeure en suspens. Quand à la thèse linguistique, elle est destinée à rappeler la place centrale des Turcs dans l'histoire de la culture universelle et à les intégrer dans l'histoire mondiale. Elaborées après la création de l'Etat-nation et forgées par lui, ces thèses culturelles manifestent la toute-puissance de l'Etat dans le domaine du nationalisme.

Conclusion

Les analyses précédentes soulignent toute la complexité du phénomène national turc. On ne peut manquer d'être frappé par l'importance des facteurs exogènes dans la naissance et le développement du nationalisme turc. On pourrait dire qu'il s'agit d'un nationalisme d'opposition : celui d'une nationalité qui se définit par rapport à d'autres nationalités et dans le conflit avec elles. Sursaut face aux nationalismes des autres peuples de l'Empire, réaction contre la culture islamique, résistance au panslavisme, révolte contre l'hégémonie européenne, opposition à la chrétienté, tout cela représente une série de luttes au cours

desquelles se forge et s'exprime la nationalité turque. A la tête de ces luttes se trouve la classe dirigeante de l'Empire ottoman, la bureaucratie civile et militaire turque. Le nationalisme turc est d'abord le nationalisme d'une classe bureaucratique. C'est elle qui après avoir formé un Etat national s'est efforcée de donner un contenu au nationalisme turc.

Depuis lors près d'un demi-siècle s'est écoulé. Qu'en est-il aujourd'hui du nationalisme turc ? On peut peut-être parler d'une certaine crise aujourd'hui. Si l'identité turque ne fait pas de doute, la façon dont elle est conçue et vécue diffère selon les classes sociales ou les tendances politiques. Ce que nous appelons crise du nationalisme turc peut se repérer à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, il faut remarquer qu'il y a une certaine inadéquation entre l'Etat et la nation. Autrement dit la question nationale n'est pas tout à fait réglée ; il faut citer à l'intérieur le problème kurde, et à l'extérieur, la présence près de la Turquie, de noyaux de peuplement turc, en Grèce, en Bulgarie et à Chypre. Ces problèmes pèsent incontestablement sur l'actualité turque. Ensuite nous pouvons dire qu'il y a une certaine insatisfaction dans le nationalisme turc. Le sentiment national turc évolue entre la nostalgie de l'Empire ottoman et l'ambition impossible du panturquisme. C'est entre ces deux rêves que se situe l'imaginaire du nationalisme turc. On pourrait parler à ce propos d'une frustration impériale, qui commande le regard des Turcs sur leur histoire et sur leur avenir. Enfin, il existe un certain malaise culturel dans le contenu du nationalisme turc. L'héritage kémaliste ne fait plus l'unanimité au sein de la société turque. D'un point de vue culturel, on est fondé à parler non pas d'un mais de plusieurs nationalismes turcs. Aujourd'hui, il n'y a pas d'accord entre les différentes couches sociales sur la façon de concevoir et de vivre la turcité. Les uns mettent l'accent sur l'islam comme élément fondamental de l'identité turque ; c'est le cas des islamistes, mais aussi d'une partie de la bourgeoisie moyenne et même d'une fraction de l'extrême-gauche. D'autres insistent davantage sur la dimension occidentale de la nationalité turque ; ce sont les intellectuels, les représentants de la bourgeoisie libérale, les militaires, mais pour eux se pose, pour reprendre une expression fréquemment utilisée, une « question d'Occident », qui provient de la perpétuelle déception qu'ils éprouvent devant l'attitude de

l'Occident à l'égard de leur pays. D'autres enfin, à l'extrême-droite, demeurent partisans d'un nationalisme turc intégral. Il faut citer aussi les tentatives de synthèse entre ces diverses composantes du nationalisme turc ; mais jusqu'à présent, elles ont échoué politiquement.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

*Military rule and political
change in Turkey,
1980-1984*

William HALE
*Department of Politics,
University of Durham,
England*

On 12 September 1980, for the third time in Turkey's post-war history, the military overturned an elected government. Just over 39 months later, on 6 December 1983, they formally returned power to a civilian administration. This paper seeks to sum up the balance sheet of the regime's achievements and failures. Granted confines of space, some aspects of the story have had to be omitted – in particular, foreign relations during the period have been ignored, as they deserve a separate study. Nevertheless, it does seem possible to reach some conclusions about the impact of the *coup* on Turkey's domestic political development.

1. Prelude to the Coup

Army chiefs who seize political power nearly always claim that they have done so only as a last resort, to prevent total national collapse. In the case of Turkey's most recent *coup*, this actually seems to have been true. The gradual slide into anarchy in Turkey had a multitude of facets, but the most serious was the horrifying tide of political violence which swept across the country in the late 1970s. During the twelve months preceding the *coup*, almost 900 people had been killed and over 3,600 injured in what were

officially described as « incidents of anarchy and terror »¹. In the cities, terrorism mainly took the form of selective assassination, as political desperadoes of both the left and right picked off partisans of the opposite camp in daily attacks. Inevitably, many innocent citizens were literally caught in the cross-fire. In the smaller towns and villages, meanwhile, there were some frightening outbreaks of mass armed clashes between the adherents of the Sunni and Alevi sects of Islam. Two particularly tragic incidents of this occurred at Maraş, in southern Anatolia, in December 1978, and in Çorum, in July 1980. In the eastern and south-eastern provinces, the home of Turkey's Kurdish minority, there were frequent clashes between Kurdish separatists and the Turkish security forces, and between Kurds of rival tribal or ideological attachments.

Whatever the causes of terrorism, it was clear that the civilian governments were quite incapable of suppressing it. Since 1973, no party had enjoyed an overall majority in parliament. As a result, Turkey had experienced a series of no less than eight successive governments in the space of seven years. Rather than cooperate with one another to tackle terrorism, the two parties, Süleyman Demirel's Justice Party and Bülent Ecevit's Republican People's Party, blamed each other for the collapse, and tried to rely on the support of small, mainly right-wing parties who often had an interest in weakening the power of the state. Parliament was effectively paralysed by constant bickering between them. As the *Financial Times* correspondent Metin Münir aptly put it in July 1980: « In Ankara, the politicians seem as divided and full of hatred as the people of Çorum. As the country slides towards civil war, they seem like passengers in a sinking ship quarelling about cabins »².

To add to the misery, the national economy was in a state of almost total collapse. By 1980, the annual rise in the cost of living index had reached 94 %. Wages failed to keep pace with prices, so that workers' real earnings fell by around 35 % between

1. *Anarchy and Terror in Turkey* (Ankara, Başari Matbaacilik, 1982) pp. 3, 33, 36. Except where otherwise indicated, my narrative is based on contemporary British and Turkish press reports. Specific references to the press are given only for quotations, and for what appear to have been exclusive stories.

2. *Financial Times*, 10 July 1980. For an excellent summary of the background to the *coup*, see C.H. Dodd, *The Crisis of Turkish Democracy* (Walkington, Eothen Press, 1983) ch. 2.

1977 and 1980. Meanwhile, the balance of payments deficit shot up to over \$ 3.4 billion in 1977, or over 45 % of the value of total foreign trade. The deficit was subsequently reduced, but only by draconian cut-back of imports. This led to shut-downs in industry, a roaring black market in imported goods, and a rise in the already high rate of unemployment³.

Since they were already responsible for security in the increasing number of provinces placed under martial law, the armed forces were more than spectators at the tragedy. According to one account, they had drawn up a blue-print for intervention in mid-1979, but delayed implementing it in the hope that Demirel and Ecevit might somehow be persuaded to come together in a grand coalition⁴. An appeal to this effect was issued by General Kenan Evren (then Chief of the General Staff) and published as a New Year message for 1980. During the spring and summer of that year, the Generals consciously decided to stay their hands, until three incidents pushed them over the brink. Necmettin Erbakan, the leader of the Islamicist National Salvation Party, had long been regarded as suspect by the military, since his principles threatened to undermine the secularist commitment with which Ataturk had endowed the Turkish Republic. His failure to attend the Victory Day celebrations held on 30 August (the anniversary of the defeat of the Greek invasion of Anatolia in 1922) was regarded as a grave slight to Ataturk's memory. A week later, on 6 September, still worse occurred when Erbakan held a massive rally in Konya, at which banners called openly for « an Islamic society, an Islamic state »⁵. Meanwhile, in parliament, an unholy alliance seemed to be developing between Erbakan and Ecevit, as the NSP and RPP combined to force the resignation of Demirel's Foreign Minister, Hayrettin Erkmen. Taken together, these incidents appear to have convinced the Generals that the *coup* could be delayed no longer.

3. Data from *The Turkish Economy, 1983* (Istanbul, Tüsiad, 1983) pp. 67, 70 and *Iktisadi Rapor 1983* (Ankara, Union of Chambers, 1983) p. 47. See also William Hale, *The Political and Economic Development of Modern Turkey* (London, Croom Helm, 1981, reprinted 1984) pp. 161-164.

4. Kenneth Mackenzie, *Turkey under the Generals* (London, Institute for the Study of Conflict, 1981) pp. 7-13.

5. *12 September in Turkey ; Before and After* (Ankara, General Secretariat of the National Security Council, 1982) pp. 211, 215-217.

officially described as « incidents of anarchy and terror »¹. In the cities, terrorism mainly took the form of selective assassination, as political desperadoes of both the left and right picked off partisans of the opposite camp in daily attacks. Inevitably, many innocent citizens were literally caught in the cross-fire. In the smaller towns and villages, meanwhile, there were some frightening outbreaks of mass armed clashes between the adherents of the Sunni and Alevi sects of Islam. Two particularly tragic incidents of this occurred at Maraş, in southern Anatolia, in December 1978, and in Çorum, in July 1980. In the eastern and south-eastern provinces, the home of Turkey's Kurdish minority, there were frequent clashes between Kurdish separatists and the Turkish security forces, and between Kurds of rival tribal or ideological attachments.

Whatever the causes of terrorism, it was clear that the civilian governments were quite incapable of suppressing it. Since 1973, no party had enjoyed an overall majority in parliament. As a result, Turkey had experienced a series of no less than eight successive governments in the space of seven years. Rather than cooperate with one another to tackle terrorism, the two parties, Süleyman Demirel's Justice Party and Bülent Ecevit's Republican People's Party, blamed each other for the collapse, and tried to rely on the support of small, mainly right-wing parties who often had an interest in weakening the power of the state. Parliament was effectively paralysed by constant bickering between them. As the *Financial Times* correspondent Metin Münir aptly put it in July 1980: « In Ankara, the politicians seem as divided and full of hatred as the people of Çorum. As the country slides towards civil war, they seem like passengers in a sinking ship quarelling about cabins »².

To add to the misery, the national economy was in a state of almost total collapse. By 1980, the annual rise in the cost of living index had reached 94 %. Wages failed to keep pace with prices, so that workers' real earnings fell by around 35 % between

1. *Anarchy and Terror in Turkey* (Ankara, Başari Matbaacılık, 1982) pp. 3, 33, 36. Except where otherwise indicated, my narrative is based on contemporary British and Turkish press reports. Specific references to the press are given only for quotations, and for what appear to have been exclusive stories.

2. *Financial Times*, 10 July 1980. For an excellent summary of the background to the *coup*, see C.H. Dodd, *The Crisis of Turkish Democracy* (Walkington, Eothen Press, 1983) ch. 2.

1977 and 1980. Meanwhile, the balance of payments deficit shot up to over \$ 3.4 billion in 1977, or over 45 % of the value of total foreign trade. The deficit was subsequently reduced, but only by draconian cut-back of imports. This led to shut-downs in industry, a roaring black market in imported goods, and a rise in the already high rate of unemployment³.

Since they were already responsible for security in the increasing number of provinces placed under martial law, the armed forces were more than spectators at the tragedy. According to one account, they had drawn up a blue-print for intervention in mid-1979, but delayed implementing it in the hope that Demirel and Ecevit might somehow be persuaded to come together in a grand coalition⁴. An appeal to this effect was issued by General Kenan Evren (then Chief of the General Staff) and published as a New Year message for 1980. During the spring and summer of that year, the Generals consciously decided to stay their hands, until three incidents pushed them over the brink. Necmettin Erbakan, the leader of the Islamicist National Salvation Party, had long been regarded as suspect by the military, since his principles threatened to undermine the secularist commitment with which Ataturk had endowed the Turkish Republic. His failure to attend the Victory Day celebrations held on 30 August (the anniversary of the defeat of the Greek invasion of Anatolia in 1922) was regarded as a grave slight to Ataturk's memory. A week later, on 6 September, still worse occurred when Erbakan held a massive rally in Konya, at which banners called openly for «an Islamic society, an Islamic state»⁵. Meanwhile, in parliament, an unholy alliance seemed to be developing between Erbakan and Ecevit, as the NSP and RPP combined to force the resignation of Demirel's Foreign Minister, Hayrettin Erkmen. Taken together, these incidents appear to have convinced the Generals that the *coup* could be delayed no longer.

3. Data from *The Turkish Economy, 1983* (Istanbul, Tüsiad, 1983) pp. 67, 70 and *Iktisadi Rapor 1983* (Ankara, Union of Chambers, 1983) p. 47. See also William Hale, *The Political and Economic Development of Modern Turkey* (London, Croom Helm, 1981, reprinted 1984) pp. 161-164.

4. Kenneth Mackenzie, *Turkey under the Generals* (London, Institute for the Study of Conflict, 1981) pp. 7-13.

5. *12 September in Turkey ; Before and After* (Ankara, General Secretariat of the National Security Council, 1982) pp. 211, 215-217.

2. *Factors Shaping the Army's Policies*

Before turning the spotlight on to the military government's performance in office after 12 September, it seems appropriate to say a few words about the historical and other factors which helped to determine its political behaviour.

Without doubt, the military's first overriding objective was to secure security of life, limb and property for the ordinary citizens of Turkey. The call for law and order was not a middle class preoccupation but was virtually universal. Time and again, the military leaders made the point that constitutional liberties were valueless if innocent citizens could be gunned down in the streets by political fanatics and that the restoration of security was their paramount goal.

On the other hand, the Generals claimed that they would not seek to hold on to total political power indefinitely and that parliamentary government would be reinstated once order had been restored and a new constitution drawn up. There were several reasons for their reluctance to set up a long-term military government. Atatürk himself had sought to exclude the army from active participation in the government and had insisted that army officers who, like him, wished to enter politics, must first resign their commissions⁶. Article 35 of the armed forces' internal service code states that « the duty of the armed forces is to protect and safeguard the Turkish land and the Turkish Republic as stipulated by the Constitution »⁷. The authors of the 12 September *coup* cited this clause as giving authority to their action, but it also lays down limits to the army's political role, by confining it to circumstances which directly affect national security.

There were other and more immediate reasons for the army's reluctance to make its government a permanent one. In the first place, General Evren and his colleagues appear to have worried that long-term army rule would raise the spectre of divisions within the officer corps on ideological or other lines. The

6. George S. Harris, « The Role of the Military in Turkish Politics », Part 1, *Middle East Journal*, Vol. 19, No. 1 (Winter 1975) pp. 56-58. See also Dankwart A. Rustow, « The Army and the Founding of the Turkish Republic », *World Politics* (July 1959) pp. 547-549.

7. Quoted, *12 September*, p. 224.

General made this point in a speech delivered to the cadets at the War Academy on 30 September 1980.

« Whenever the army entered into politics, it began to lose its discipline and, gradually, it was led into corruption. We can observe its most basic example in our recent history, during the Balkan War. Therefore, I demand from you once again not to take our present operation as an example to yourselves and never to get involved in politics. We had to implement this operation within a chain of commands and orders to save the army from politics and to clean it from the political dirt⁸. »

At first, the seemed a strange speech for a General who had just seized power to make, but what was important for the high command was the fact that the 12 September *coup* did not involve any alteration of the power structure *within* the armed forces. The National Security Council, which had been established under the previous civilian government, simply transformed itself into the ultimate political authority. Any prolonged involvement in government, however, threatened to create the risk of a « Colonels' *coup* » (or, perhaps, counter-*coup*) and the kind of military-cum-political factionalism which was plagued Turkey's Arab neighbours.

Thirdly, the Generals could not ignore the fact that their country's membership of NATO and the Council of Europe, besides her Association Agreement with the EEC (which they hoped to convert into full Community membership) involved political obligations on both sides. Cynics would argue that the Reagan administration put paramount emphasis on Turkey's loyalty to the military alliance, and was little concerned with the question of civil liberties in Turkey or the restoration of parliamentary government. This did not appear to be true of NATO's other European members, however. Whenever the question was raised, Evren was quick to refute the idea that western Europe was entitled to tell him how to manage Turkey's internal affairs. On the other hand, the Generals must have realised that an indefinite commitment to harsh military rule would create very serious problems in relations with their overseas allies.

8. Quoted, *ibid*, pp. 301-302.

This having been said, there were certain other considerations which made the Generals vary of accepting a rapid return to civilian rule, and which made them determined to endow subsequent governments with more draconian powers over the opposition than their predecessors had enjoyed. The fact that two previous military interventions, in 1960 and 1971, had failed to prevent the slide into chaos of the late 1970s indicated that, this time, something more radical had to be done. Above all, the Generals were preoccupied by what they saw as the threat from three *bêtes noires* – militant Marxism, Kurdish separatism and ultra-conservative Islamic revivalism. Whatever the strictures of their European critics, no quarter would be allowed to any of these movements. Apart from this they were, like most military rulers, rather over-confident of the efficacy of parade-ground methods when dealing with complicated and unfamiliar problems – such as those of higher education. These points must be illustrated by an examination of their record in office.

3. *The Generals in Power ; Purge and Reconstruction*

The *coup* was carried out without bloodshed on the night of 11-12 September 1980. General Kenan Evren immediately installed himself as Head of State. The National Security Council (NSC) which included the commanders of the four armed forces, plus General Evren himself, assumed legislative and executive authority⁹. After a few days delay, the Generals turned to a retired Admiral, Bülent Ulusu, to head a new government, which was installed on 16 September¹⁰. The Cabinet contained 27 members, of whom six were retired Generals and the remainder technocrats or

9. The other members were General Nurettin Ersin, Admiral Necat Tümer, General Tahsin Sahinkaya and General Sedat Celasun, commanders of the Army, Navy, Air Force and Gendarmerie respectively. As Secretary-General of the NSC, General Haydar Saltik, a former Deputy Chief of the General Staff, also played a crucial role, though he was not technically a member of the Council.

10. According to Mackenzie (*op. cit.*, p. 19) the Generals had first turned to Professor Turhan Feyzioğlu, leader of the centrist but miniscule Republican Reliance Party, as a potential Prime Minister. Feyzioğlu turned down the proposal, on the grounds that it would be invidious for a party Chairman to take on the job, granted that all Turkey's other party leaders were in custody at the time.

academics ; it had purely executive functions, however, as the NSC radical law-making powers¹¹.

In the legal sphere, the NSC's powers were defined in a « Law on the Constitutional Order » which the Generals enacted. In theory, the 1961 constitution remained in force, but the NSC now took over the power to amend it, without right of appeal, and to issue decrees with the force of law. Martial law was proclaimed in all of Turkey's 67 provinces ; the Martial Law Act was also extended to give martial law commanders the right to suspend publications, ban strikes, meetings and demonstrations, and dismiss central and local government staff (including those in the universities). Apart from the power to try cases directly affecting national security, martial law courts were additionally given the right to try those accused of « ideological offences » defined in Articles 141 and 142 of the Penal Code ; (these make any activities seen by the authorities as Marxist-revolutionary a severely punishable offense)¹².

The wide powers given to the military certainly had the desired effect of bringing about a dramatic reduction in incidents of political violence. By official count, political killings during the twelve months following the *coup* fell to 282, almost exactly 10 % of the number recorded during the previous year. During the period September 1981 to September 1982 the number fell further to 48. Almost 734,000 weapons and three million rounds of ammunition were captured or handed in during the year after the military takeover. Just over 43,000 people were arrested or detained on suspicion of terrorism, of whom 51 % were described as « leftist activists », 14 % as « rightist activists » and 5 % as (Kurdish) « separatists »¹³. Whatever else they might feel about the

11. That is to say, between 12 and 16 September, legislative and executive authority was vested in the NSC ; after 16 September, the executive function was transferred to the Cabinet.

12. Article 141 makes it an offence to « form, organise or direct the activities of, or provide guidance for, under any name, any society with the aim of [among other things] establishing the hegemony or domination of a social class over the other social classes, or eliminating a social class, or overthrowing any of the fundamental economic or social orders established within the country. » article 142 specifies slightly lighter punishments for those convicted of « carrying out propaganda » to the same effect. Both these Articles ante-dated the 1980 *coup* by many years, having been placed on the statute book in 1936 ; however, the already harsh penalties provided for were increased by the NSC on 22 January 1983.

13. *Anarchy and Terror*, pp. 33, 37, 58.

military regime, the vast majority of Turks were profoundly relieved that they could now go about their daily business without fear of arbitrary assassination.

The leaders of the political parties received varying treatment. Immediately after the *coup*, all party activities were suspended ; Demirel, Ecevit and Erbakan were placed under house arrest, but were released fairly soon afterwards. Alparslan Türkeş, leader of the pseudo-fascist Nationalist Action Party, was also arrested. He and 200 other defendants from his party were put on trial, to be charged with instigating civil war and murdering nearly 600 people between 1974 and 1980. The trial has still to be concluded at the time of writing (April 1984). Meanwhile, Erbakan was re-arrested in April 1981 and charged with working against the secularist principles which were written in to the 1961 constitution as well as Article 163 of the Penal Code. In February 1983 he was finally convicted and sentenced to four years' imprisonment, with subsequent confinement to the north-west of Turkey¹⁴.

Following his release in October 1980, Demirel lay low, but Ecevit seemed to be more reluctant to leave the political scene. He resigned as Chairman of the Republican People's Party at the end of October 1980 and returned to journalism as editor of a critical weekly, *Arayış* (« Search »). On 2 June 1981, however, the NSC reacted by issuing Decree no. 52, which forbade any of the former politicians « to make verbal or written statements, write articles or hold meetings about the past or future political or legal system of Turkey » or to discuss in public any of the actions taken by the martial law authorities¹⁵. Under this Decree, Ecevit was removed from his editorship and in November 1981 sentenced to for months' imprisonment by a martial law court. Soon after his release in April 1982 he was re-arrested for remarks he was said to have made to various European newspapers and broadcasting stations. He was acquitted on this series of charges, but the following August he began a 34-day sentence for statements he had given to the German magazine *Der Spiegel*. By the end of the year, the cat and mouse game which the authorities had been playing

14. Dodd, *op. cit.*, pp. 45-46.

15. Quoted, *Milliyet*, 3 June 1981.

with him appeared to have ended, as he was permitted to travel abroad to attend a conference in Stockholm. Nevertheless, the formal dissolution of all the political parties on 16 October 1981, and the severe restrictions contained in Provisional Article 4 of the new constitution made any return to active politics by either him or Demirel quite impossible for many years to come.

The former political parties were naturally not the only centres of potential opposition on which the Generals were determined to crack down. During the 1970s, the public services had become chronically divided by rival ideological attachments. This particularly fatal in the police and prison services, which tended to act in a flagrantly partisan manner, bearing down only on those terrorists who belonged to the opposite camp. Accordingly, the two police unions, Pol-Der and Pol-Bir (of the left and right wings respectively) as well as the left wing teacher's union, Töb-Der, were closed down after the *coup*. The left and right wing trades union confederations, DİSK and MİSK were also officially dissolved after 12 September. Turkey's biggest labour confederation, the « supra-party » Türk-İş, remained in existence, but it was effectively emasculated by a total ban on strikes. Altogether, a total of 167 mass trials were under way by 11 September 1981 ; of these, 134 were said to involve « extreme leftist organisations », twelve concerned those of the extreme right and 21 concerned (Kurdish) « separatist organisations »¹⁶.

Generally speaking, both Turks and foreign observers were only too thankful that those who had been directly responsible for terrorism had now been brought to book, but there were profound misgivings about trials of those who had, it was argued, done no more than express ideas contrary to those favoured by the Generals, or who had been exercising their legitimate rights under the 1961 constitution. Two particular causes of concern were the charges brought against the DİSK trades unionists and the leaders of the Turkish Peace Association. The DİSK trial, which put all 53 members of the confederation's executive in the dock, began on 24 December 1981, and has still to be concluded. The DİSK leaders had certainly been involved in organising mass demonstrations

16. Kenneth Mackenzie, *Turkey in Transition* (Ankara, Basari Matbaacilik, 1981) pp. 8-9 : *Anarchy and Terror*, p. 73.

during 1976-1980, but they firmly denied any involvement in terrorism. The charges against them were immensely complicated (the indictment ran to 810 pages and took nearly 70 days to read) but were summed up by the Istanbul chief martial law prosecutor as running a « Marxist-Leninist illegal revolutionary organisation which conspired to set up the dictatorship of the proletariat »¹⁷. In effect, the DİSK leaders were being charged under the dangerously vaguely worded Articles 141 and 142 of the Penal Code ; to secure a conviction, the prosecution did not need to prove direct involvement in acts of terrorism.

The leaders of the Turkish Peace Association faced charges under the same Articles. The Association had been established in 1976 ; its executive included Mahmut Dikerdem, a retired diplomat and ambassador, and Orhan Apaydin, a former MP and President of the Istanbul Bar Association. Its aims were stated as the securing of general nuclear disarmament, an end to the arms race and implementation of the Helsinki Final Act of 1975. As in the DİSK case, the charges brought against the association were lengthy, but effectively amounted to the claim that it represented an attempt to circumvent the ban on the establishment of a Communist Party in Turkey. On 14 November 1983, 18 members of the association were sentenced to eight years imprisonment, and five to five years, under Penal Code Article 141¹⁸.

The military government did not confine itself to suppressing actually or supposedly subversive organisations. The martial law commanders used their powers to suspend publications fairly widely, so that most of Turkey's leading newspapers had to stop publication for short periods at one time or another. In general, the newspapers exercised self-censorship, refraining from printing stories which might have provoked the martial law authorities into suspending them. The universities, also, were brought under tight official control by a new Higher Education Law which was enacted in October 1981. Apart from this, a number of distinguished faculty members were arbitrarily dismissed by the martial law commanders, even when they had no

17. Quoted, *Financial Times*, 11 March 1982.

18. *Milliyet*, 15 November 1983 ; Jean Furtado, ed., *Turkey : Peace on Trial* (London, European Nuclear Disarmament, 1983) pp. 10, 14-19.

connections with terrorism¹⁹. A particular source of dispute between the regime and its European critics was the persistence of reports of torture of the detainees. The authorities admitted that some cases had occurred, but claimed that they were being followed up and that those responsible were being brought to book. Bodies like Amnesty International, however, reported that the use of torture was pervasive and systematic.

The restructuring of Turkey's main political institutions began in October 1981 with the convening of a Constituent Assembly, whose 160 members were hand picked by the NSC or else nominated by provincial Governors (themselves the nominees of the Generals). The new assembly shared legislative powers with the NSC, though the final say was still left to the latter. The assembly's main task, however, was to prepare a new constitution. This was entrusted to a fifteen member committee which presented its draft in July 1982. The draft was next submitted for amendment by a plenary session of the assembly, and then by the NSC. Finally, it was put to a national referendum on 7 November 1982, at which it was approved by 91.4 % of the voters, on a 91.3 % turnout. On 4 August, the NSC's Decree no. 70 had allowed public discussion of the draft ; However, on 20 October, after it had been amended by the NSC, all discussion of its crucial temporary articles was banned. General Evren had toured round the country urging everyone to vote « yes » in the referendum, and no publicity was allowed for the opposition case²⁰.

Certain innovations included in the constitution have caused relatively little criticism and seem to represent an improvement over previous provisions. In abolishing the Senate, the new document removes an upper house which had never served much usefeful purpose, and was reckoned by most observers to have been an unnecessary encumbrance to the political process.

19. For an example, see *The Guardian*, 28 February 1983. For details of the Higher Education Law, see William Hale, « The New Turkish Higher Education Law », *Index on Censorship*, vol. 11, no. 3 (June 1982) pp. 38-39 and Frank Tachau and Metin Heper, « The State, Politics and the Military in Turkey », *Comparative Politics* (October 1983) p. 29.

20. Dodd, *op. cit.*, pp. 69-71 : Andrew Mango, « The Third Turkish Republic », *The World Today*, vol. 39, no. 1 (January 1983) pp. 30-31. Voting in the referendum was virtually compulsory since, under Provisional Article 16 of the conditution, registered electors who failed to participate would lose their voting rights for the next five years.

By making it more difficult for MPs to change parties after their election, the constitution also introduces a barrier against the parliamentary instability which had wracked Turkey during the 1960s and 1970s. Similarly, new arrangements for the election of the President of the Republic should serve to avoid the stultifying impasse on this issue which parliament had run into in 1980. Another important advance is the President's new right to order early elections if a government is forced to resign and no successor can be formed within 45 days or, if formed, it fails to win a vote of confidence. This should prevent recurrences of the previous « no win » situation, in which no effective government could be formed, but the MPs refused to vote for early elections²¹.

The powers of the President have also been extended in other, more sensitive, directions. In particular, he has now acquired the power to appoint the members of the State Supervisory Council and the Higher Education Council, university rectors and (most critically) all the members of the *Conseil d'Etat* and the Constitutional Court ; (the latter has the crucial function of vetting legislation passed by parliament). Acting in conjunction with the Cabinet, the President can declare a state of emergency for up to six months, during which the government can rule by decree. In such cases, however, parliament must be summoned immediately, and may alter the duration of the state of emergency, may extend it by up to four months, or withdraw it altogether. The President also has the power to refer laws back to parliament, but has no powers of veto if the assembly confirms its approval of the legislation in question²².

The most serious causes of criticism of the new constitution are its severe restriction of civil liberties, and its Provisional Articles. Article 12 states that « everyone possesses fundamental rights and freedoms which are inviolable and inalienable » but Article 14 then restricts this by adding that « none of the rights and freedoms shall be exercised with the aim of violating the indivisible integrity of the State with its territory and nation... or of establishing the hegemony of one social class over

21. 1982 Constitution, Articles 84, 95, 116. The English text of the constitution is published as *The Constitution of the Republic of Turkey* (Ankara, Directorate General of Press and Information, n.d.).

22. *Ibid.*, Articles 104, 119-121, 89. See also Dodd, *op. cit.*, pp. 72-74.

the others. » In this way, the official ban on either a Communist or Kurdish nationalist party has acquired constitutional force. Any re-emergence of Kurdish separatism is further suppressed by Article 26 which states, *inter alia*, that « no language prohibited by law shall be used in the expression and dissemination of thought. » Under Article 28, the press is also forbidden to print « any news or articles which threaten the internal or external security of the State or the indivisible integrity of the State. »

The sixteen Provisional Articles which were added to the constitution contained some special provisions which were widely expected, besides some others which came as a surprise. Provisional Article 4 prevents any of the chief officers of the former political parties from forming or joining any new parties or running for parliament for a period of ten years. Other ex-MPs can be re-elected, but cannot hold office in any political party for five years. The members of the NSC who were to step down after the return of an elected government were to form a Presidential Council, to advise the President, which was to be wound up after six years (Provisional Article 3). Under Provisional Article 15, the NSC was granted full retrospective legal immunity for all its actions taken between the time of the *coup* and the reconvening of parliament. Most crucially, the first Provisional Article stated that if the constitution were accepted at the referendum, then General Evren would be considered to have been elected President of the Republic for the next seven years ; (what would have happened if the constitution had been voted down by the electorate is an interesting field for speculation)²³. Liberal critics of the regime argued that, by presenting himself unopposed, Evren had over-insured against failure ; had he used the referendum to secure his own election, on a temporary basis, he would almost certainly have won, and could then have submitted himself for re-election by the assembly, when it convened, according to the procedure laid down in the constitution.

The military regime also sought to shape Turkey's political future by passing crucial laws affecting elections, political parties and trades unions. The Law for the Election of Deputies, which

23. Asked question, General Evren was quoted as saying « it will mean that people are happy with us » (*Financial Times*, 27 July 1982) implying that the military regime would stay in power indefinitely.

was issued in June 1983, was a welcome improvement on its predecessor. It made it more difficult for fringe parties to gain parliamentary representation, and thus reduce the assembly to a shambles (as they had so often done during the 1970s) and made it more likely that a stable majority government could be formed²⁴. The establishment of political parties, as defined in the Political Parties Law of March 1983, was subjected to the most elaborate bureaucratic procedures ; parties required at least thirty founder members, whose names and a plethora of personal documents were to be submitted to the Ministry of the Interior. Under one of the Provisional Articles of the law, the NSC could disqualify founder members at its discretion. Apart from this, the law specified that political parties should remain « attached to the principles and reforms of Atatürk » and respected the list of inadmissible aims specified in Article 14 of the constitution²⁵.

Thirdly, the Trades Unions Law and the Law on Collective Labour Agreements, Strikes and Lockouts, also issued in March 1983, placed some severe restrictions on the labour unions. In particular, they were forbidden to « pursue any political objective, engage in any political activities or establish relations with political parties or collaborate [with them] ». Any infraction of a number of the Articles of the Penal Code (including Articles 141 and 142) by union leaders would bring about the closure of the union concerned. Strikes « with political objectives », besides general and sympathy strikes were declared illegal. All strikes were banned in health establishments, the water, energy and transportation industries, besides municipal fire and cleansing services²⁶. Turks might well have had reason to complain that the wave of strikes had got out of hand before 12 September 1980, but the new

24. This was achieved by (a) requiring parties to win at least 10 % of the national vote to qualify for any assembly seats, (b) setting a local quota (defined as the total number of votes cast in the constituency, divided by the number of seats in that constituency) which parties had to exceed if they were to win any seats in the constituency and, (c) dividing the largest provinces into a number of smaller constituencies. The allocation of seats between the parties was then to be determined by the d'Hont method. The total number of seats in the assembly was also reduced from 450 to 400. *Milletvekili Seçimi Kanunu*, No. 2839, Articles 4, 33,34.

25. *Siyasi Partiler Kanunu*, No. 2820, Articles 4, 5, 8 and Provisional Article 4. The NSC's powers of veto were to apply only in the first election following the enactment of the law. See Andrew Mango, « Turkey, Democratic under Military Tutelage », *The World Today*, Vol. 39, No. 11 (November 1983) pp. 430-431.

26. *Sendikalar Kanunu*, No. 2821, Articles 37, 58. *Toptu İş Sözleşmesi, Grev ve Lokavt Kanunu*, No. 2822, Articles 25, 29.

legislation left the unions with much more restricted rights than in most democratic countries. Many of the new restrictions could not really be justified by the need to prevent a recurrence of terrorism.

The military regime's record needs rounding off with a brief reference to the economy. This was a field in which the Generals had little experience and which they usually left to the technocrate – in particular to Turgut Özal, who had served as principal economic adviser to Demirel's last government (October 1979-September 1980) and then as Deputy Prime Minister in the post-*coup* Cabinet. Under the military government, Özal continued the policies which had been initiated in January 1980 – tight control on government expenditure, high interest rates, export incentives and other attempts to make the Turkish economy competitive internationally. These measures bore welcome results during 1981-1982, as the annual rise in the cost of living dropped from 94 % in 1980 to 33 % in 1982, while exports rose from \$ 2.9 billion in 1980 to \$ 5.7 billion in 1982. During 1983, however, the improvement slowed up, as the inflation rate stuck at around 31 %, while exports fell back slightly. Other complaints were meanwhile developing. Small-scale industrialists, in particular, found it difficult to raise capital, with bank lending rates still standing at around 36-40 % per annum in mid-1983. The rocketing cost of borrowing had caused a major panic in the banking world in June 1982 with the collapse of the Kastelli finance house ; this led to Özal's resignation, and a state rescue operation in March 1983 for two commercial banks. For the industrial worker, the re-establishment of law and order was a relief, but his real take home pay failed to catch up with the loss suffered during 1977-1980. Unemployment, meanwhile, remained at a high level – probably around 20 %²⁷.

4. *Return to Democracy ?*

By the beginning of 1983, political interest in Turkey was turning towards the prospect of a return to civilian politics, but many questions remained unanswered. Would the military regime

27. Data from *The Turkish Economy, 1983*, pp. 67, 70 : *Briefing* (Ankara, weekly) 26 March 1984, pp. 21, 23.

stick to its promise to hold general elections at an early date ? If it did, would the elections be genuinely free and representative ? In the following phase, would power really be devolved back to the politicians, or would the military continue to control Turkey's political life from behind the scenes ? Some clues to the answers to these questions could be culled from the constitution and other legal instruments which the Generals had promoted, but much also depended on how they handled events during the following year.

Following the dissolution of all the old political parties in October 1981, Turkey passed through a period when there were no formal organisations to express popular political opinion. This was remedied on 16 May 1983, following the enactment of the new Political Parties Law, when the formal registration of political parties began. During the following weeks, no less than five important new parties emerged. First on the scene was the Nationalist Democracy Party (NDP) led by a retired General, Turgut Sunalp, who was generally regarded as the favourite of the military. Next came the Motherland Party, under Turgut Özal. Since his resignation from the Cabinet, Özal had emerged as the leader of the moderate conservative opposition to the Ulusu government. With his background as an engineer and economist, he was able to present himself as an experienced candidate who understood figures, a practical man who would push forward Turkey's economic development on liberal lines – almost as a cleaner, less abrasive version of Süleyman Demirel (with whom he was on very cool terms politically).

Third in the field of suitors for the Turkish citizen's vote was the Populist Party, under the leadership of Necdet Calp, a former provincial Governor who had then served as private secretary to two previous Presidents²⁸. Calp was not a well known figure to the Turkish public ; his party's political colouring was pastel pink socialisme, and it was generally assumed that the Populists were the Generals' preference for a loyal opposition.

Two other parties, established on 6 June 1983, aroused greater misgivings on the part of the military. The Social Democracy Party (SODEP) was regarded as a fairly direct

28. That is, Cemal Gürsel and İsmet İnönü ; (in the latter case, some time after his retirement from the Presidency in 1950.)

descendant of the defunct Republican People's Party, although its policies reflected those which the latter party had had before its move to the left under Bülent Ecevit. Ecevit himself unofficially advocated a general abstention from any political activity while the military were still in power²⁹. Its leader, Erdal İnönü, had been Professor of Physics at Istanbul's Bosphorus University. Initially, his main appeal was his surname; as the second son of İsmet İnönü, Atatürk's right hand man, the SODEP Chairman could count on a reservoir of sympathy from old RPP voters. During the few months left to him before the election he did, however, manage to establish himself as a political figure in his own right.

Rivalling SODEP, and in the opposing tradition of Turkish politics, was the Great Turkey Party, whose Chairman was retired General Ali Fethi Esener, but whose real organiser was Husamettin Cindoruk, a lawyer who had been head of the Justice Party's provincial organisation in Istanbul after 1960. « A Great Turkey » had been one of Demirel's favourite phrases – indeed, he had used it as the title of a book he wrote in 1975³⁰. Like Ecevit, Demirel was banned from any official political activity, but the Great Turkey Party was popularly regarded as the closest thing to the former Justice Party which was likely to be allowed.

On 28 April 1983, Evren had formally committed the government to holding general elections on 6 November. By May, however, he and his colleagues were evidently worried that two of the new parties, the Great Turkey Party and SODEP, would effectively be reincarnations of the Justice and Republican People's Parties respectively, and that if they were allowed to return to power Turkey would go back to the bitter polarisation of the 1970s. (According to Demirel, Evren and Uluşu had tried to persuade Esener to collaborate with Sunalp's Nationalist Democracy Party, but had failed)³¹. Using its discretionary powers, the NSC closed down the Great Turkey Party on 31 May 1983, although it was argued fairly convincingly that it had not broken the constitution of the Political Parties Law.³² On the grounds that

29. Mango, « Military Tutelage », p. 430.

30. Süleyman Demirel, *Büyük Türkiye* (Istanbul, Dergah Yayinlari, 1975).

31. According to the message sent by Demirel and his colleagues from Çanakkale to *The Times* in August 1983.

32. Mango, « Military Tutelage », p. 431.

he had assisted in the formation of the party, Demirel was placed under detention at a military base at Çanakkale, together with the former JP's deputy leader, Saadettin Bilgiç and the veteran JP Foreign Minister, İhsan Sabri Çağlayangil. For good measure, those detained at Çanakkale also included several ex-RPP personalities, notably Deniz Baykal, who had been prominent on the left wing of the party³³.

The NSC's moves against SODEP were more roundabout. On 23 June, using their powers under Provisional Article 4 of the Political Parties Law, the Generals vetoed 23 of the 36 founder members of SODEP, including Erdal İnönü. The party then produced replacements, but some of these were also vetoed. The result was that by 24 August, the last date on which parties could register themselves for the elections, SODEP was still without sufficient founder members, and could not compete. A similar fate befell the Correct Path Party, which was set up as a virtual replacement for the Great Turkey Party, under the chairmanship of Dr. Yildirim Avci. In consequence, Turkey entered the general election campaign in October 1983 with only three contesting parties – the Nationalist Democracy Party, the Populist Party and the Motherland Party. Of these, the Motherland Party had the ironic distinction of being the party least favoured by the Generals.

Two other developments prior to polling day caused some misgivings among observers about just how free the elections would be allowed to be. On 21 September, the NSC issued individual vetoes on 719 parliamentary candidates – 475 of whom were independents, 89 from the Populist Party, 81 from the Motherland Party and 74 from the NDP. The main motive, apparently, was the fear that some former politicians whom the Generals considered undesirable might get back into parliament as independents, plus the desire to appear even handed as between the parties. Finally, on the evening of 4 November, some 36 hours before polling was to begin, the President gave an ill advised television address in which he told the public « I believe that you will bring in an administration which will continue the accomplishments of the NSC » – an implied recommendation to

33. The Çanakkale detainees were released after the elections.

vote for Sunalp's party³⁴. In a later passage in the same speech, he delivered a veiled attack on Turgut Özal. His intervention was ill advised since, if the NDP had won, then many people would have discounted the result as having been due largely to military pressure ; if (as happened) the Motherland Party topped the polls, then the result could be taken as a serious snub to the President.

The election campaign itself appeared to get off to a slow start and, at the outset, seemed to awaken little interest among the voters. The writer remembers an incident in a crowded restaurant in Istanbul in mid-September. The usual TV set was playing in the corner but, during a lengthy report entitled « Election News » not one of the diners switched his attention from his meal. The moment the local football team appeared in a brief film clip, all eyes swivelled towards the screen. As late as 23 October, an opinion poll run by the PIAR organisation for *Milliyet* newspaper reported that 48 % of those questioned were still undecided ; by 27 October, when the publication of opinion polls was apparently stopped, this proportion still stood at 23 %. A clear lead has meanwhile been won by the Motherland Party, at 37 %³⁵. Özal's increasing popular strength was largely due to his impressive performance in two televised debates which were held on 22 and 30 October. Since none of the parties had as effective a grass roots organisation as could normally have been expected, these top level confrontations were especially important. Sunalp's campaign, on the other hand, seemed to be going down like the proverbial lead balloon, and his party was seriously handicapped by his inexperience and general lack of political skills.

The results of the election gave some encouragement to the Generals, in that only 12 % of the registered electorate either failed to vote or else cast invalid ballot papers, in spite of appeals to boycott the polls which were unofficially issued by both Demirel and Ecevit. (On the other hand, the fact that those who failed to vote rendered themselves liable to a fine of TL 2,500 – around FR. 80 – undoubtedly helped to raise the turnout rate). At the same time, Özal's clear victory was seen as something as a slap in the face for Evren. With just over 45 % of the votes, the

34. Quoted, *Milliyet*, 5 November 1983.

35. *Ibid*, 30 October 1983.

Motherland Party won 211 of the 400 seats in parliament, against the Populists' 117 (on 30 % on the poll) and the NDP's 71 seats (24 %) ³⁶. Generally, Özal's party performed well throughout the country. The only provinces where the NDP showed any strength were in eastern and south-eastern Anatolia, where remoteness and relative backwardness has always tended to isolate the voters from national political trends, and where the party could count on the support of certain powerful local personalities ³⁷.

Once the results were known, President Evren accepted them with good grace and congratulated Özal on his win. The new assembly was convened on 25 November and the military regime was officially ended on 6 December. Özal announced his Cabinet seven days later, and duly received a confidence vote. The main concern of the new Prime Minister was to implement the economic liberalisation measures which he had promised the electorate. Among the other parties, however, the main focus of interest was the relationship between those in parliament and those outside it, notably SODEP and the Correct Path Party. After a brief period of detention, Erdal İnönü reappeared to lead the social democrats. The Correct Path Party also seemed to be gaining strength, as over 120 ex-MPs, mainly from the former Justice Party, joined the CPP.

Relations between the Populists and SODEP, as well as those between the NDP, the CPP and the Motherland Party were of some importance, since all five parties were permitted to compete in the local elections, which were held on 25 March 1984. These produced a further advance for Özal, whose party gained 41.6 % of the votes cast, to be followed by SODEP with 23.7 % and the CPP with 13.3 % ³⁸. Had the same results occurred in a

36. Mathematically-minded readers will have worked out that this accounts for only 399 of the 400 seats. The explanation is that in Bingöl province the Motherland Party was the only party which cleared the constituency quota ; (see above, footnote 24, point (b)). Unfortunately, the party only had two candidates in the constituency who had not been vetoed ; in these circumstances, the third seat to which the constituency was entitled had to be left vacant.

37. See William Hale, « Turkey after the General Election », *The World Today*, Vol. 40, No. 1 (January 1984) p. 2.

38. Information from the *Milliyet* office, Istanbul.

general election, then the Motherland Party would have won a crushing majority, with no less than 278 seats³⁹. Both the Populists and the NDP would have been wiped out, as neither managed to capture the 10 % minimum vote which a party needs to qualify for any seats. Whether they will decide to escape this fate by attempting a merger with SODEP and the CPP respectively is something which their members have about four years to decide – the approximate period before the next general election campaign.

The events of 1983-1984 naturally prompted the question as to whether Turkey had now returned to a fully democratic political order. As could be expected, both the President and Prime Minister claimed that it had, but some political outsiders were not so certain. The fact that Özal's majority had been so strikingly confirmed at the local elections, and that none of the existing parties had been prevented from competing in them, was generally taken as an encouraging sign. This seemed to be enhanced by the lifting of martial law in 13 provinces on 1 March 1984. Nevertheless, critics could point out that this left 54 provinces where it remained in force for at least another four months. Within those provinces – which included most of the populous and industrialised regions of Turkey – normal democratic freedoms, such as the right to strike, were still withheld. A full return to democracy depended on the complete withdrawal of martial law, which in turn depended on the agreement of the security forces.

In the constitutional sphere, the width of the President's powers has been widely criticised, although most of them could find parallels in other, recognised democracies. By April 1984, it seems fairly clear that government will be carried on by the Prime Minister, not the President⁴⁰. A more serious defect of the current order is the fact that those articles of the Penal Code which critics have long denounced as being contrary to the basic principles of democracy are still on the statute book – indeed, they have now gained constitutional force. At best, Turkey is still something of a controlled democracy, but probably a more stable and effective one than that of the 1970s.

39. Computer projection by Andrew Finkel, broadcast on the BBC Turkish Service.

40. I must admit that, on this point, I differ from Frank Tachau and Metin Heper, who write: « the 1982 constitution concentrates power in the hands of the president, both symbolically and effectively » (*op. cit.*, p. 29).

Institut kurde de Paris

La presse turque : évolution et orientations depuis 1945

Orhan KOLOĞLU

Ankara

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la situation de la presse turque est marquée par sa dépendance étroite vis-à-vis du Parti Républicain du Peuple (PRP), Parti unique au pouvoir, et par rapport à la ligne définie par le gouvernement. Le conseil des ministres a le droit légal d'intervention directe pour interdire toute publication de presse. Le directeur général de la presse a le pouvoir de suspendre un journal par simple appel téléphonique¹. Un contrôle financier étroit sur la presse était assuré par le biais des annonces légales, par le monopole gouvernemental de la distribution du papier ainsi que les autorisations d'importation de matériel d'imprimerie. Le contrôle de l'Etat s'exerçait enfin à travers la Radiodiffusion et l'agence officielle de presse, l'*Agence Anatolie (Anadolu ajansi)*. Le monopole de la radiodiffusion, l'audience de la radio : des moyens dont l'impact est sans commune mesure avec le tirage de la presse écrite qui atteignait les 60 000 au total et par jour avec 113 journaux. Quant à la distribution, en dehors des grandes villes, elle est quasiment inexistante. Dans ce contexte, marqué par la mainmise totale de l'Etat et l'état embryonnaire des techniques de fabrication et de diffusion, seul le commentaire journalistique, le style, apportent la différence.

1. Topuz Hifzi, *100 Soruda Türk Basın Tarihi*, Gerçek Yay., 1st, 1973, p. 163 ; les mémoires de Nadir Nadi, A.E. Yalman et de E. Karakuş contiennent beaucoup d'exemples sur ce sujet.

FIYATI
5 Turgut = 50 TL.)
KDV dahil
Pazar günleri çıkar
SAYI: 680

GIRGIR

KENDİ HALİNDE BİR MİZAH DERGİSİDİR



1. Certificat de bonne conduite
2. Attestation de résidence.
3. Carte d'identité.
4. Je ne bois pas de bière.
5. Je hais les livres.
6. Notre idole, notre ministre de l'Intérieur.
7. Une police sans pouvoir ressemble à une maison sans fleur.
8. Je vous jure que je n'ai pas de copine.
9. Hymne des janissaires.



Pendant la guerre, la radio voit son rôle accru, le journal radiodiffusé devenant la source principale d'information et de commentaires. De plus par manque de papier, les journaux ne paraissent qu'en quatre pages. En revanche, au monolithisme idéologique de la radio, correspond un certain débat dans la presse écrite : le National Socialisme, le libéralisme et le marxisme font l'objet de commentaires journalistiques, le neutralisme politique du Pouvoir trouve ainsi un certain terrain de débat dans la presse quotidienne – même si celle-ci reste insignifiante avec quatre quotidiens pour mille habitants.

La période 1945-1960 : le dynamisme

Le changement des projets de société, traduit sur le plan de la vie politique par la fin du régime de parti unique et l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate (PD) (droite libérale) trouve aussi un écho dans la presse et son évolution.

Du point de vue des tirages, en 1946, on passe à un total de 100 000 avec 202 titres. Le changement important intervient aussi sur le plan des contenus : l'information et la photo prennent désormais le pas sur le commentaire. Au bout de dix ans, les tirages atteignent le million. Le quotidien *Hürriyet* (créé en 1948) joue un rôle pilote dans cette transformation des médias écrits et crée une tendance qui dure encore ; ceux qui n'ont pas réussi à la suivre disparaissent². Ces changements rédactionnels s'accompagnent de transformations techniques. Le développement du réseau routier permet une distribution accélérée à travers tout le pays avec des voitures. Des quotidiens comme *Vatan* et *Akşam* choisissent l'impression à Ankara pour un routage plus rapide vers l'Anatolie. C'est enfin l'introduction de la « téléphoto » qui s'ajoute à cette accélération de l'information médiatique.

Le financement des journaux est, principalement, assuré par la publicité – surtout officielle au départ. Durant le pouvoir du PRP, parti unique, l'organe officiel du parti, le quotidien *Ulus* reçoit des annonces officielles dont l'ampleur est sans commune

2. On peut citer particulièrement les cas de deux journaux qui avaient des éditeurs de renom : l'*Akşam* de Necmeddin Saddak et Tanin de H. Cahid Yalçın.

mesure avec son tirage. Quant aux titres nouveaux qui voient le jour dans ces années 1945-1950, des quotas de publicité officielle confortables leur étaient alloués automatiquement. Avec le changement de pouvoir en 1950, la situation s'inverse du point de vue des bénéficiaires. Les porte parole du Parti Démocrate, vainqueur des élections (*Zafer, Türk sesi Son Havadis* reçoivent des publicités abondantes alors que *Ulus* ne reçoit plus rien. Le journal *Milliyet* (un des grands quotidiens actuels) débute en mai 1950 (la victoire du parti démocrate) et prospère grâce à la manne gouvernementale. Bien que l'existence d'un quotidien ne puisse être concevable sans l'appui de ces « quotas officiels de publicité »³, des capitaux privés commencent à s'intéresser à la presse quotidienne : *Vatan*, chantre du libéralisme, reçoit un financement conséquent de la part du secteur privé. De même, des journaux « morts » comme *Yeni Sabah* et *Akşam* sont rachetés par deux hommes d'affaires et atteignent des ventes importantes sur le plan national.

La publicité commerciale privée qui parvenait à peine à égaler le niveau des annonces officielles prend également son envol dans ces années cinquante, dépassant progressivement par la suite la part des quotas officiels.

Toutefois, comme le relevaient les deux experts journalistes de l'IPI (Oscar Pollak et Olivier Reverdin) invités par le syndicat turc des journalistes, la publicité d'origine privée ne jouait pas encore dans la presse turque, « un rôle semblable à celui observé dans la presse occidentale »⁴.

Le régime légal de la presse

Dès 1946, pressé de se donner les gages d'un pluripartisme, le pouvoir du Parti Républicain du Peuple avait introduit quelques modifications de libéralisation à sa propre loi sur la presse. Victorieuse des élections, enfin au pouvoir, le Parti Démocrate (DP), s'empressa de faire passer au parlement « une des lois les plus libérales et démocratiques possibles » dès le deuxième mois de son

3. Erer Tekin, *On Yilin Mücadelesi*, 1st, 1963, p. 76 ; On peut trouver beaucoup d'informations sur ce sujet dans les pp. 79-111.

4. Pollak-Reverdin, *Türk Basını Hakkında Rapor*, 1st, 1963, p. 8 ; Dönmezer Sulhi, *Basın Hukuku*, vol. 1, 2^e éd., 1st, 1964, p. 190.

mandat⁵. Toutefois l'expérience fut de courte durée. A peine quelques mois plus tard, le Premier Ministre Adnan Menderes estime qu'il est urgent de « prendre des mesures pour empêcher les excès de la politisation. » Alors que la presse l'avait aidé sans réserves vers la conquête du pouvoir, dans les six mois de la victoire le Parti Démocrate est aux plus mauvais termes avec ses amis de la veille. En dix années de mandat, une douzaine de modifications durciront encore ce régime de la presse.

Sur le plan pratique, qu'il s'agisse du pouvoir du PRP ou celui du PD la mainmise sur la Radiodiffusion et l'Agence officielle d'informations (Agence Anatolie) fut totale et exclusive. L'état de siège sous le pouvoir démocrate renforça encore plus la tendance. Les subventions économiques servirent de moyen efficace dans la mise en œuvre de cette politique. Une différence importante distingue cependant l'attitude des deux pouvoirs face à l'information : alors que le PRP resta dans le cadre de la légalité lors des élections de 1950 qui signent sa chute, le PD n'hésita pas à recourir à tous les moyens, y compris illégaux pour museler l'information : la Radiodiffusion de l'Etat dénonce tous les opposants comme des traîtres ; les procès de presse se multiplient : durant la période 1955-1960, 2 300 procès de presse sont intentés, entraînant la condamnation de 867 journalistes (Nermin Abadan in *ULUS*, 24-7-1964).

La nouvelle presse quotidienne et l'opinion

Le dynamisme de la presse d'après guerre, le rôle que celle-ci a pu jouer dans la campagne qui précède l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate s'accompagne aussi de l'émergence de quelques grandes figures de la presse : H.C. Yalçın, A.E. Yalman, F.R. Atay, N. Sadak, Z. Sertel, etc. Le débat sur les « libertés » occupe une place importante. A partir de ces débats que la presse quotidienne relaie en contrepoint du discours officiel, elle a aussi contribué à banaliser les polémiques politiques entre les leaders du moment, les rendre familiers à l'opinion et créer une nouvelle dimension et une image de marque pour ceux-ci.

5. Tikveş Özkan, *Basın Özgürlüğü ve Sansür Yasağı*, Conférence au Syndicat des journalistes d'Izmir, le 24-7-1979 ; on peut trouver les mêmes appréciations chez Dönmezer et Topuz.

Ce débat politique a été aussi l'occasion d'introduire un autre débat centré sur le rôle respectif du secteur public et du privé sur le plan économique. Les répercussions des choix politiques sur la vie quotidienne des individus commencent à occuper une place grandissante dans les journaux, même si les analyses économiques *stricto sensu* font défaut dans l'ensemble. La part magazine enfin, fait une entrée importante : le rêve américain et Hollywood, des reportages de voyages à travers le monde sont des « ouvertures » de cette société turque close depuis des décades, vers le monde extérieur. Le sport fait partie de ce mouvement : *Vatan* puis *Hürriyet* (avec les Jeux olympiques de 1948) accordent une grande place aux nouvelles sportives. C'est *Milliyet*, plus tard, qui consacrera la dernière page aux sports créant le standard futur de la presse turque sur ce point.

Sur le plan idéologique, le kémalisme et ses interprétations contradictoires font l'ordinaire de la presse quotidienne. Ce contexte favorisa cependant l'émergence d'autres courants d'opinion, qui à travers ce débat, purent s'exprimer autour de leur propre idéologie et prôner des alliances nouvelles. Une alliance entre les cléricaux islamistes et les ultranationalistes panturquistes se dessine ainsi à travers une publication comme *Büyük Doğu* (*Grand' Orient*) et consolide ce mouvement de recherche d'alliances. Les mémoires de ceux qui s'étaient opposés à Atatürk, des articles sur l'époque impériale et la religion acquièrent droit de cité dans la presse : c'est par exemple le début des pages spéciales consacrées à la religion pendant les mois de Ramadan. Des revues cléricales militantes voient aussi le jour comme *Selamet, Sebilürreşat*.

La lutte politique qui divise sur le terrain, continue-t-elle ainsi sur le plan de la presse aussi, prenant un ton violent avec l'incendie du *Tan* par les panturquistes. Les libéraux et la gauche s'allient dans une certaine mesure autour de la liberté de presse. Les revues satiriques aussitôt interdites de publications paraissent avec un nouveau titre⁶.

6. Erer Tekin, *op. cit.*, pp. 51-52. Sur les courants panturquiste et religieux on peut trouver des informations dans Erer, *op. cit.* ; Erer Tekin, *Türkey' de Parti Kavgalari*, Ist, 1963 ; Albayrak Sadik, *Türkiyede Din Kavgasi*, 1st, 1973 ; Edib Eşrefe, *op. cit.* ; Topuz, *op. cit.* ; Landau Jacob M., *Radical Politics in Modern Turkey*, E.J. Brill, Leiden, 1974.

Des journaux satiriques, édités par des écrivains de gauche et de renom comme Sabahattin Ali, Aziz Nesin ont eu une influence considérable durant les années qui furent celles de la guerre froide et de la chasse aux communistes (1946-1958)⁷.

1960-1980 : la radicalisation, l'entrée en scène de la télévision

A peine sortie de sa lutte contre la position dominante de la radiodiffusion de l'Etat, la presse écrite est confrontée, en une décennie, à un autre défi, celui de la télévision⁸. Alors que l'audience de la presse écrite n'atteint pas la moitié de son potentiel de lecteurs, la télévision fait rapidement sa percée. Le faible taux d'alphabétisation de la population favorise naturellement la communication télévisuelle qui parvint à modifier très rapidement les habitudes de consommation culturelle des Turcs.

Ce nouveau défi incita la presse quotidienne turque à modifier ses modes de distribution et de financement⁹. La mise en œuvre de messageries collectives se traduisit en fin de compte par l'émergence de deux grandes messageries qui centralisent tout : *Gameda* et *Hür Dağitim*. Parallèlement à cette centralisation, tous les grands quotidiens d'Istanbul installeront des imprimeries en province : Ankara, Adana, Izmir pour couvrir tout le territoire. L'émigration donna l'occasion à six quotidiens d'entreprendre une édition européenne, à partir de Francfort. Quatre de ces six titres subsistent encore. *Hürriyet*, introduit pour sa part les systèmes « Fax » pour la transmission rapide de ses films vers les imprimeries secondaires. Tous les quotidiens turcs, même d'importance moyenne sont imprimés en offset à partir de 1966, ce

7. Une infinité d'exemples existent sur ce sujet. Le PD qui était partiellement responsable des destructions en masse des 6/7 septembre 1955 à Istanbul, avait immédiatement fait commencer l'enquête par chercher des communistes. En 1960 le même parti cherchait des communistes dans la presse. En 1971, lors de l'incendie du palais de culture à Istanbul et le naufrage d'un navire la même accusation a été répété, et il n'y avait rien de vrai dans toutes ces assertions.

8. Pour l'histoire de la télévision en Turquie, voir : Ongoren Mahmut, *Televizyonla İlgili, Çeşitli Tarihler, İletişim*, 1982/4, pp. 267-296.

9. Dardeniz Sevinç, *Günlük Gazete Dağıtımın 1960 öncesi görünümü, İletişim*, 1982/4, pp. 19-25.

qui a facilité le recours intensif aux photos et l'introduction de la couleur afin de pouvoir concurrencer la télévision.

Le coût de ces innovations ? On sait que le prix de revient d'un grand journal est toujours supérieur à son prix de vente. Ainsi une perte, approximativement égal à un quart du prix du journal, est enregistrée dès sa mise en vente¹⁰. Ce déficit était compensé par les subventions de l'Etat et les annonces commerciales du secteur privé.

L'Etat transférait aux journaux, au prix de 9 LT le papier importé de l'étranger à 55 LT¹¹. D'autre part, on a toujours continué à distribué les annonces officielles, d'une manière plus équitable cette fois-ci entre les grands journaux. Mais ces deux subventions ensemble n'arrivaient à combler que les 2/5 des déficits.

Ainsi même avant 1960 le rôle des annonces commerciales privées devint-il primordial pour la survie de la grande presse. En même temps, l'intérêt des capitalistes pour l'acquisition des journaux s'est accru. *Akşam*, *Tercüman*, *Yeni Asir*, *Son Havadis* furent achetés ou contrôlés par des hommes d'affaires. Le groupe *Hürriyet-Günaydin* s'est adapté aux nouvelles conditions en créant des holdings pour garantir sa survie. En manière de plaisanterie on parlera de « trois secteurs dans l'industrie turque : le public, le privé et *Hürriyet* » (Events, 20-10-1978). L'assassinat (février 1979) de l'éditeur du *Milliyet*, Abdi Ipekçi, un journaliste social-démocrate, par Agça, est très significatif de ce point de vue. Il était le porte parole influent du secteur privé, et insistait surtout sur l'indépendance du journaliste envers les groupes de pression. Il s'opposait à la vente du *Milliyet* à des hommes d'affaires, ce qui se fit après sa mort.

Le seul journal qui a résisté le plus longtemps à cette pression, *Cumhuriyet*, ayant senti l'imminence de sa disparition, fût

10. *Basında İlan ve Reklam Semineri 17-19 Mart 1965* (Ed. S. Tiryakioglu), Türkiye Basın Enstitüsü İnceleme ve Araştırma Kurulu, İstanbul, 1965, p. 31, la communication du professeur H. Cillov : « Le prix de revient d'un journal vendu à 25 piastres est 24,32 piastres. » Ce même journal a été délivré au distributeur à 16/17 piastres. Par conséquent la perte par journal était de 8/9 piastres. N. Demirkent ajoute qu'en 1979 le prix de revient d'un journal vendu à 5 LT était 5,12 LT.

11. Gürgüç Selami, *Kagit Konusundaki Aksaklik*, *Yanki*, 28.1-3.2.1980, p. 40.

obligé de faire la trêve avec les milieux d'affaires par une circulaire de son nouveau gérant (juillet 1980). Le résultat de l'interférence du capital dans le journalisme est bien résumé dans les textes de l'Association des journalistes *Çağdaş* :

« L'accès du grand capital à l'administration des journaux a encouragé les situations de monopole dans la presse. Ce qui amène une polarisation à sens unique de l'opinion publique et une « érosion culturelle »... Ces trusts de presse ne se contentent pas de la publication d'un quotidien ; ils installent des agences, des revues, des imprimeries, des maisons d'édition, des sociétés de distribution et des entreprises de vente des matériaux d'imprimerie. Chacun a ses publications pour les enfants, pour les arts, l'histoire, le sexe, etc. Ces trusts réunissant dans leurs mains le pouvoir économique et les organisations de distribution ne laissent aucun terrain d'existence aux vrais journaux d'opinion, entravent ainsi le développement d'une presse démocratique »¹².

Le régime juridique nouveau de la presse

Ç. Özek, spécialiste du droit de la presse, remarque, au sujet des réformes entreprises après le coup d'Etat militaire de mai 1960 que : « le législateur de 1960 fit le maximum pour garantir le droit d'expression. On ne s'est pas contenté d'éliminer de la loi de 1950 les modifications apportées par le PD, mais aussi la nouvelle constitution elle-même fût conçue de manière à consolider la liberté de la presse (...) Que les libertés sont un « luxe » et que le système constitutionnel démocratique contemporain est « trop large » pour la société turque, ce fût l'idée maîtresse de l'intervention militaire du 12 mars 1971. Les modifications effectuées dans la constitution par la loi 1488 du 20 septembre 1971 avaient pour objectif de limiter ce système trop libéral... Des limitations furent introduites dans le domaine de l'accès aux sources des nouvelles, les droits de saisie et d'interdiction de publication furent élargis, le concept de délit devint moins précise... »¹³.

12. Le rapport présenté à l'assemblée générale de l'Association des journalistes *Çağdaş*, mai 1981.

13. Özek Cetin, *Türk Basın Hukuku*, 1st, Üniv. yay., 1st, 1978, pp. 22-23, 45.

Pourtant toutes ces limitations n'ont pu empêcher la publication de toutes sortes d'idées avec la même intensité qu'auparavant, avec le résultat inéluctable de la hausse considérable du nombre des procès de presse et de condamnation. D'après une recherche de l'Association des journalistes *Çagdas* (Basin, 80-84, Ankara, 1984) la moyenne annuelle des procès et interdictions était 60 en 1950-1960, en 1961-1974 elle tombe à 34, et monte à 311 entre 1975-1980. Toutefois le problème urgent de la période ne fut pas seulement la liberté de la presse, mais la querelle entre les partis pour le contrôle de l'administration de la TRT (la radio et la télévision turque). Bien qu'en 1964 un système autonome d'administration fut créé pour cette institution, les partis politiques revendiquèrent ce statut chacun à son propre profit.

Les tendances nouvelles : libéralisme et « apolitisme »

Durant la période précédente, la presse s'était unie sur une base commune : la sauvegarde de la liberté de presse. La base commune de la période 1960-1980 (et surtout de sa deuxième décennie) fût de blâmer la « politique », la cause de tous les maux dont la société souffrait.

Un événement de mai 1979 est exemplaire dans ce contexte. A cette date, pour la première fois dans l'histoire de la presse turque, les hommes d'affaires, au lieu d'exprimer leur point de vue par une conférence de presse, préférèrent distribuer aux journaux des annonces d'une valeur qui serait de 100 millions de LT (2,1 millions de dollars), pour critiquer la politique du gouvernement et proposer des solutions d'après leur propre conception par voie de publicité rédactionnelle. Le leader de l'opposition a immédiatement précisé sa solidarité avec l'initiative en déclarant : « Celles-ci sont les annonces funèbres du gouvernement. Les industriels expriment ainsi leur malaise. Ils ne font pas de politique »¹⁴.

Cette approche de l'apolitisme est courante dans la politique du parti de tendance libérale, le Parti de la Justice (PJ), héritier de PD. L'opportunisme de cette démarche a été beaucoup critiqué surtout par les autres partis de droite qui nommèrent le PJ « le parti

14. *12 Eylül Öncesi ve Sonrası*, p. 84-85. Propos de C. Arcayürek, *Basın 80-84*, Cdg yay., Ankara, 1984, pp. 86-87.

sans couleur ». En beaucoup d'occasions la grande presse a présenté son apolitisme comme une vertu. « Les événements ne furent plus présentés comme des faits purs. La nouvelle est devenue partielle. En plus, une « équilibré-manie » fut appliquée à l'événement ou à la déclaration la plus banale. Les « pro » et les « contre » d'une affaire quelconque sont incorporés immédiatement dans le texte. La logique que chaque déclaration contient une part de vérité fut le principe dominant¹⁵. Ainsi, même dans le cas du terrorisme, une attitude ferme et active ne put être réalisée à cause de cet équilibre recherché en toute occasion. De la sorte, le public fut mis en face des polémiques sans fin entre les leaders. La TV agissait de même. Ces discussions n'apportaient en fait aucun éclaircissement aux problèmes de la société. La presse n'a fait que très peu d'efforts pour briser ce cercle vicieux. Au contraire, elle inventa une nouvelle approche pour populariser ces discussions : mettre en relief les côtés humoristiques. Or le public préférerait dans le domaine d'humour politique, les revues satiriques *Girgir* et *Firt* qui y excellaient. Elles étaient plus sérieuses dans leurs critiques directes et étaient lues et comprises plus facilement par les masses. C'est ainsi qu'elles ont pu atteindre des tirages inouïs pour cette sorte de publication en Turquie et même dans le monde. Ainsi au lieu de blâmer ces polémiques futiles, la presse a au contraire encouragé leur existence. Pendant que l'anarchie et le terrorisme grimpaient à pas de géant, les « A la une » se composaient de beaucoup de scandales de sexe des politiciens, des querelles sentimentales entre deux chanteurs vedettes homosexuels et l'identité de l'agresseur qui a voulu tuer J.R., le célèbre héros de la série télévisée américaine « Dallas ».

La presse et les grands débats idéologiques durant la période 1960-1980

Bien que les opinions de gauche ne s'expriment que dans des revues hebdomadaires ou mensuels, on ne peut manquer de relever la place éminente qu'occupent quelques rubriques quotidiennes tenues par des écrivains de gauche. Des journaux tels que *Akşam*, *Cumhuriyet* et *Milliyet* illustrent cette manière. Cette

15. 12 Eylül Öncesi ve Sonrası, p. 217. Ce livre est la publication officielle qui englobe les événements entre 1977 et 1981 et est pour le moment le seul compréhensif sur le sujet.

gauche, néanmoins, est fractionnaire : une enquête de 1978 ne dénombre pas moins de 79 publications exprimant les différentes options de la gauche turque.

Quant aux revues principales de la première décennie, on peut citer *Yön* (1961-1967), *Devrim* (1969-1971), *Ant* (1967-1971), *Türk Solu* (1960-1970). La ligne générale adoptée par ces revues est celle d'une révolution démocratique nationale « pour le peuple et malgré le peuple », l'action appelant la participation des militaires, des intellectuels et des bureaucrates progressistes. L'intervention militaire de 1971 mit fin aux rêves des promoteurs et défenseurs de cette tendance idéologique.

A droite, les courants panturkistes qui avaient préféré, pour s'épanouir, rester sous le parapluie du libéralisme du PD, ont fait une première tentative d'action politique en essayant de dominer le parti de la justice (PJ). Demirel ayant évité de justesse cette tentative par l'aide du capital. Leur deuxième action fut de mettre la main sur CKMP (Parti républicain-paysan de la Nation) un parti de droite sans idéologie précise. Après avoir changé le nom du parti en MHP (Parti de l'action nationale) et imposé ses principes des « 9 lumières », A. Türkeş a initié un mouvement nationaliste important.

Ce parti réagissait avec énergie aux accusations de « fascisme », mais ses publications contenaient trop de références à Hitler et au National socialisme, son leader était lui-même appelé *Başbuğ* équivalent turc de *Führer* et de *Caudillo*.

Jusqu'en 1966 le courant avait des organes plutôt littéraires et scientifiques tels que *Türk Kültürü*, *Türk Birliği*. Après 1966 le parti s'engage dans une politique de publication systématique, *Milli Hareket*, *Devler*, *Türkiye Ülkücü Gençlik Dergisi*. A partir de 1968 commence à se former une organisation militante et les cadres s'arment. Des camps de commandos sont organisés où sont préparés des propagandistes, des tueurs¹⁶. Ils entament un combat sans merci avec la gauche dans les universités.

Après 1975 on trouve MHP dans une activité d'épanouissement politique imposante grâce aux concessions reçues en fonction de leur participation au gouvernement de Front

16. *Cumhuriyet*, 8-5-1981, « MHP İddianamesi ».

nationaliste. Leurs partisans dans le PJ augmente au point de procurer plus de vote à leur propre candidat que celui de M. Demirel, lors des élections présidentielles. Ce contact avec les cercles libéraux les a aidé à entrer en coopération avec les cerles d'affaires ; ainsi s'est constitué en milieu patronal un groupe « panturkiste » et surtout anti-communiste plus intransigeant envers les droits des travailleurs.

La coopération avec *Süleymançilik*, un courant religieux, leur a procuré une plus grande influence parmi les cercles religieux en apaisant les réactions contre leurs idées nationalistes, un concept refusé par les islamistes en Turquie.

Le fait de diriger la plupart de ces actions en clandestinité et de copier les tactiques de la gauche pour des actions d'attentats, de sabotage et de tuerie les a plongés totalement à des activités souterraines, illégales. Comme la gauche, ils créèrent des « régions libérées » entièrement contrôlées par leurs bandes armées.

Durant cette dernière période on remarque une campagne de publications très intense. En dehors de *Hergün*, l'organe officiel du part, on compte sept quotidiens et vingt-neuf revues dont les plus importants étaient *Töre* et *Bozkurt*. Un réseau d'associations « *Ülkücü* », avec 129 branches en Allemagne fédérale seulement, couvre toute la surface du pays et publie et distribue des revues et des brochures.

Quant aux groupes religieux – en dehors d'un petit groupe d'activistes – ils ne furent pas persécutés par l'intervention de 1960. Au contraire ils ont eu le support des autorités militaires et civiles. La tolérance croissante envers la religion depuis 1946 avait produit des cadres nouveaux et éduqués. Ils avaient maintenant parmi eux suffisamment de diplômés des écoles de théologie pour les grandes masses et des professeurs, ingénieurs et des techniciens dans les hauts cercles administratifs. En plus ils représentaient une force économique : le capital de province en dehors des grandes villes.

Pour la première fois ils se sentaient à l'égal de tous les autres groupements, pour entrer dans des discussions idéologiques. Ce n'était plus un courant fermé sur soi. Les tendances religieuses

dans le monde musulman (telles *Rabitata-al-Islam*) pour une revivification de l'islam pur les influençaient.

Dès 1967 un activisme est constaté dans ces groupes et leurs publications changèrent de ton, en consacrant beaucoup plus d'articles politiques à la place des sujets purement religieux. Les quotidiens *Bugün*, *Babialide Sabah*, *Yeni Asya*, *Hakikat* et les revues *Ittihad*, *Islam*, *Yeniden Milli Mücadele* avaient ainsi leur propre clientèle et une circulation limitée.

La formation de leur parti (*Nizam*, 1970-1971) et sa réapparition pour les élections de 1973 sous le nom de MSP (Parti du salut national), le fait de participer à peu près à toutes les coalitions gouvernementales entre 1974-1980 les a encouragés à augmenter leurs revendications avec plus d'insistance. Toujours sous le couvert de pluralisme, ils voulaient obtenir des concessions additionnelles de chaque participation au gouvernement, pour s'approcher le plus possible d'un mode de vie islamique.

Leurs publications sont nettement anti-occidentales, anti-américaines, anti-sionistes et revendiquent l'indépendance économique du pays. Pourtant ils n'ont pas trouvé une approche adéquate à ce désir de consommation de la société et sont conscients que leur point de vue n'était pas très apprécié par les masses :

« Tandis que 95 des cent journaux vendus en Turquie font la propagande de la vie occidentale, de l'intérêt, des jeux, de la boisson et du sexe, il n'y en a peut-être que cinq qui tâchent de proposer un mode de vie islamique. Pourtant l'ennemi ne peut même pas supporter cela »¹⁷, déclare un de leurs textes.

Leur force provient de cette solidarité militante et du mode de coopération traditionnelles activiste des sectes. Ainsi ils ont pu créer des syndicats d'ouvriers de tendances religieuses (*Hak-Is*) et même des organisations de jeunesse d'auto-défense (*Akincilar*).

On ne peut cependant parler d'un courant religieux uniforme. Différentes vues, même parfois plus opposées entre elles qu'avec les nationalistes et la gauche, existent. Chacun avait sa publication, mais les journaux *Mili Gazete* et *Yeni Devir*, et la revue *Sebil* avaient l'autorité au moins sur une grande part. Surtout le

17. Beyazit Erdem, « Kagıt Depremi », *Yeni Devir*, 17-2-1980.

Milli Gazete, organe officiel du Parti du Salut National, qui a prétendu atteindre un tirage de 60 000 en mai 1980, avait déclaré avoir visé les 100 000.

*
* *

Après l'intervention militaire de septembre 1980 la question : « Est-ce que la presse a pu assumer son rôle et son devoir ? » attire des réponses désabusées et dépitées. L'invasion des rubriques magazines est générale ou presque ; c'est pour certains le règne du journalisme du profit. La chute des ventes est parfois analysée comme la preuve d'une réaction du public au contact rompu entre lui-même et une presse d'information et d'opinion. La télévision pour sa part est, pour d'autres, « un mélange de cabaret bon marché et de journal officiel ».

Cette situation contraste pourtant avec le niveau avancé de l'équipement technique et de diffusion. Pour N. Demirkent¹⁸ c'est justement à un moment où la Turquie tente de s'ouvrir au monde extérieur qu'on rencontre cette situation de régression dans la presse. La raison en est, pour cet auteur, à chercher dans les ingérences des étrangers à la profession.

Le professeur Faruk Erem attirait, déjà en 1980, l'attention sur une censure indirecte qui pèse sur la presse : les obstacles économiques. Et il critiquait les démarches qui visaient, pour augmenter les ventes, à réduire la valeur de la main-d'œuvre et des produits intellectuels¹⁹.

Ce qui s'est réalisé en fin de compte par deux voies différentes. Outre les difficultés politiques et structurelles, la situation de la presse s'est aggravée par les conditions économiques. « D'un côté le prix du papier a marquée une hausse de 2 500 pour cent au cours des dernières huit années et de l'autre côté l'inflation a atteint de tels degrés que le lecteur s'est trouvé en face du dilemne faire le choix entre le pain et le journal. » Et l'auteur propose en

18. Demirkent Nezi, « Dünya'da ve Türkiye' de Basın », *Hürriyet*, 20-7-1980.

19. *Milliyet*, 5-8-1980, « Basının sorunları ve Ortülü San sür ». Pulak Can, *Gazette İracatı Yok ki, Ankara Bayram Gazetesi*, 1-7-1984.

conclusion une subvention de 3-5 milliards de LT pour sauver la presse²⁰.

Le ministre d'Etat chargé des problèmes de la presse déclarait tout récemment qu'il serait erroné de juger la presse comme une simple entreprise commerciale, mais qu'il fallait tenir compte du fait que la presse turque se trouve actuellement dans une impasse économique et ajoutait : « Chaque organe de la presse doit réaliser un équilibre optimal entre les buts commerciaux vers lesquels il se dirige et les devoirs sociaux dont il se charge... La presse elle-même doit trouver le moyen de se sauver de cette impasse »²¹.

Même si une subvention est accordée ne serait-elle pas au profit de la grande presse (7 ou 8 journaux et leurs dépendances) qui absorbe les 90 % du papier produit et importé dans le pays. Alors comment les diverses tendances pourraient-elles s'exprimer dans ce processus de transition à la démocratie qui s'annonce plutôt lent.

Les ultra nationalistes ont le moyen de s'exprimer puisqu'ils occupent beaucoup de postes de cadres administratifs ou dans la TV. Les religieux furent comme toujours ceux qui ont souffert le moins de la période passée et trouvèrent par l'intermédiaire du parti au pouvoir le moyen de s'infiltrer dans l'administration et d'exprimer leurs désirs.

Les nouveaux libéraux (seulement économiquement, puisque socialement ils sont réactionnaires) ayant imposé leur système socio-économique et ayant à peu près pris sous contrôle la totalité de la presse, n'ont pas de raisons de se plaindre.

*
* *

Après une période de chaos et de fractionnisme, avec des dizaines de milliers de détenus et de mises en arrestation, la période 1980-1984 fut celles de la plus grande chasse à l'homme de gauche en Turquie. Une auto-critique et l'évaluation des expériences

20. Mesut Yilmaz, déclaration à *Ankara Bayram Gazetesi*, 1-7-1984.

21. Kökden Ugur, *Kagitta Demokrasi ya da Kagittan Demokrasi*, *Sanat Emeği*, 23-1-1980, pp. 46-50 ; Gürgüc Selami, *Kagıt Konussundaki Aksaklık*, *Yankı*, 28.1-3.2.1980, p. 40.

vécues s'imposent à la gauche pour s'interroger sur son identité, ses choix fondamentaux concernant la culture et la société.

Le système actuellement appliqué en Turquie amène et amènera nécessairement des crises et suscitera de nouvelles recherches pour s'en sortir. Par conséquent, les synthèses de gauche peuvent aider à fixer le point de rencontre de l'attente des grandes masses pour le progrès et le besoin de la grande presse pour s'identifier avec le peuple, duquel elle paraît très coupée. Déjà, le processus est en marche avec les efforts de création d'une sociale démocratie guidée très prudemment par cette presse. Est-ce la solution désirée ? Dans quelle mesure la presse agit pour le compte des groupes de pression ? L'action est démarrée, mais nous n'en possédons pas tous les éléments pour pouvoir prédire même un très proche avenir.

Institut kurde de Paris

TABLEAU I. - Les tirages des quotidiens nationaux (en milliers)

Années	Titres des quotidiens								
	Akşam	Cumhuriyet	Hürriyet	Milliyet	Tercüman Y.	Sabah	Yeni Asir	Son Havadis	Günaydin
1941	5	7					4		
1947	5	40					20	4	
1952	5		100				50	90	
1957	5						60	100	
1958	60						90		
1960	100		290	150			100	120	
1962	110	90	290	130	13			80	
1963	114	81	392	169	103			39	
1965	100	90	420	170	120		20	50	
1966	100	110	450	150	150		20	60	
1967	170	120	450	180	180		30	75	
1968	50	140	650	220	230		35	50	
1969	110	140	650	220	220		50	40	
1970	55	90	590	180	200		45	35	190
1971	40	110	450	200	250		55	30	330
1972	15	62	500	180	220		40	25	250
1973	15	70	450	200	250		35	20	250
1974		70	450	230	320		45	15	280
1975		80	500	250	330		55	18	400
1976		100	400	250	270		45	10	320
1977		100	500	270	330		55		350
1978		100	550	320	450		55		500
1979		100	650	250	450		55		550
1980		90	550	250	470		60		600
1981		90	500	250	450		75		550
1982	Güneş	100	750	300	500	120		Bulvar	850
1983	280	80	650	250	320	85		400	Tan
1984	300	90	750	220	220	90		120	670

TABLEAU II. - *Journaux ultra nationalistes - Journaux cléricaux islamistes*
(Tirages en milliers)

	<i>Bayrak</i>	<i>Hergün</i>	<i>Millet</i>	<i>Orta Doğu</i>	<i>Milli Gazete</i>	<i>Sabah</i>	<i>Yeni Asya</i>	<i>Yeni Devir</i>
1973	-	7	-	-	-	15	-	-
1974	-	5	-	-	-	15	-	-
1975	-	3,5	-	10	18	15	-	-
1976	-	10	13	10	13	12	6	-
1977	10	15	10	10	15	12	5	-
1978	10	15	10	10	10	10	7	-
1979	12	15	10	12	10	13	10	5
1980	-	20	20	10	50	12	10	10
1981	-	-	20	5	40	5	-	10
1982	-	-	6	3	40	5	-	7
1983	-	-	5	-	25	7	-	6
1984	-	-	5	-	17	-	-	5

Source : les rapports de Basın İlan Kurumu.

Note : un tirage de 5 000 signifie que le journal n'est plus publié pour le public, mais seulement pour recevoir ses allocations d'annonces officielles.

TABLEAU III. - *Les tirages des journaux de gauche*
(en milliers)

	<i>Aydinlik</i>	<i>Demokrat</i>	<i>Ekonomi Politika</i>	<i>Yeni Ortam</i>	<i>Vatan</i>
1975				25	
1976			30	15	
1977			10	-	18
1978			15		10
1979	15		20		
1980	13	25	20		

Source : les statistiques de Basın İlan Kurumu.

Note : tous ont disparu ou sont fermés par la loi martiale après le 12 septembre 1980.

TABLEAU IV. — *Les tirages des deux plus grandes revues satiriques (hebdomadaires) (en milliers)*

	<i>Girgir</i>	<i>Firt</i>
1972	40	
Fin 1973	100	
1976	200	130
1978	300	180
1980	400	170
1981*	500	260
1983	390	150
1984	360	140

Source : l'administration de *Girgir* et de *Firt*.

* En 1981 *Girgir* fut interdit par la loi martiale ; quand il a réapparu son tirage a fait un bond ; pendant l'absence de *Girgir* le tirage de *Firt* a augmenté.

TABLEAU V. — *La vente des revues (au mois d'avril 1984)*

Les hebdomadaires		Les mensuels	
	Tirages	Magazines	Tirages
<i>Haftasonu</i>	96 130	<i>Ev Kadini</i>	92 217
<i>TV 7 Gün</i>	72 805	<i>Erkekçe</i>	88 238
<i>Haftanın Sesi</i>	40 119	<i>Bravo</i>	51 479
<i>Merhaba</i>	30 340	<i>Onyedi</i>	39 173
<i>Hayat</i>	24 033	<i>Samanyolu</i>	26 717
<i>Hey</i>	23 378	<i>Kadinca</i>	19 910
<i>Ses</i>	23 366	<i>Kadin</i>	9 242
Revues d'enfant		Sciences	
<i>Milliyet Çocuk</i>	64 746	<i>Bilim Teknik</i>	69 723
<i>Tercüman Çocuk</i>	40 329		
<i>Türkiye Çocuk</i>	31 405		
<i>Hürriyet Çocuk</i>	8 847		
Revues satiriques			
<i>Girgir</i>	310 853		
<i>Firt</i>	97 412		
<i>Çarşaf</i>	44 448		
Revues politiques			
<i>Nokta</i>	17 064		
<i>Tercüman Çocuk</i>	40 329		
<i>Yanki</i>	5 222		

Source : Cumhuriyet, 28-5-1984.

TABLEAU VI. - *Les fonds dépensés pour les annonces et publicités commerciales et officielles*
(en milliers de livres turques)

	Total officielles	Annonces	
1943	0,5	0,2	
1948	3,8	1,6	(1 US \$ = 1,3 LT)**
1951	4,8		
1953	10	4	
1955	17	7	
1957	20	8	
1959	36	15	(1 US \$ = 2,8 LT)
1962	49,4	23,8	
1963	64,2	30,1	
1964	79	32	
1967	116	35,9	
1968	118,8	38,4	
1969	124,8	44,9	
1970	166,7	58,3	(1 US \$ = 15 LT)
1971	205,1	68,3	
1972	258,8	72,4	
1973	443,5	97,2	
1974	569,9	94,9	
1975	858,3	113,3	
1976	1 130	(*)	
1977	1 513		(1 US \$ = 47 LT)
1978	2 600		
1979	8 200		
1980	7 900		(1 US \$ = 70 LT)
1981	19 500		
1982	26 500		
1983	28 836		(1 US \$ = 300 LT)

Sources : les statistiques de Manajans à partir de 1968 ; Danisman Ahmet, *Basın Özgürlüğünün Sağlanması Önlemleri*, by Okulu yay., Ankara 1982 ; Les propos de S. Selek (p. 46), Kemal S. Sel (p. 50) et dans la presse, mars 1965 (*Basında İlan ve Reklam Semineri 17-18-19 Mart 1965*, Istanbul, publié par Türkiye Basın Enstitüsü) ; (*) Nous n'avons pu obtenir du Basın İlan Kurumu les chiffres des années 1976-1983, par conséquent les chiffres du total à partir de 1976 ne représentent que les publicités commerciales privées.

(**) Pour comprendre l'augmentation réelle, nous avons ajouté la contre-valeur en livres turcs du dollar américain, pour les années où eurent lieu les dévaluations.

TABLEAU VII. - *Journaux - Radio - Télévision*

	Tirage quotidien des journaux (milliers)	(Milliers)		
		Appareils de radio	TOTAL aux villages	Appareils de télévision
1938		33	(0,323)	
1941	60	46	(0,5)	
1946	100		(10)	
1950	300	320	(22)	
1952	500		(65)	
1955	800	1 000		
1956	1 060			
1960	1 411			
1964	1 400	2 050	(514)	
1966	1 500	2 380	(701)	
1970	2 000	3 130	(1 048)	
1972		3 958		1 157
1975	2 500	4 000		1 000
1979	3 000	4 279		3 108
1982	2 700	4 306		4 963
1983	3 000			5 542
1984	2 500	4 500		6 337

Sources : les statistiques de TRT, Hasilat Dairesi ; Feyzioğlu Turhan, Radyo Meselesi, *Forum*, 15-1-1957, n° 68 ; İstatistik Yılığ.

*Modernité et société civile
en Turquie :
l'action et l'idéologie
des ingénieurs*

Nilüfer GÖLE

Université du Bosphore, Istanbul

En Turquie, le corps des ingénieurs est structuré d'une manière comparable à celle qui régit l'Ordre des médecins en France. L'ingénieur n'exerce son métier qu'à condition de faire partie de l'organisation professionnelle constituée en une association, *la Confédération des ingénieurs et architectes de Turquie* (TMMOB). Les analyses qu'on trouvera dans le présent travail portent la marque d'une telle structure de *closed shop*, en ce sens que l'association des ingénieurs dont il sera question est engagée dans une action qui représente la mise en pratique des choix politiques et sociaux de son équipe dirigeante, constituée sur une base électorale. Il s'agit donc d'une traduction des tendances dominantes qui animent la politique officielle de l'association. A ce titre, les positions et les pratiques qu'on prendra en compte sont certes partielles mais elles expriment la forme la plus socialisée et explicite des tendances qui parcourent le champ idéologique et les modes d'action des ingénieurs. Ainsi, le cas des ingénieurs de sensibilité islamiste ne sera-t-il pas pris en considération, non pas en raison de leur manque de représentativité, mais parce que leurs positions et analyses empruntent des voies d'expression autres que celle du discours officiel de l'association.

Pendant la dernière décennie en effet, les ingénieurs, par le truchement de leur organisation professionnelle¹ ont participé en tant qu'« intelligentsia technique organisée » et d'une manière croissante à la vie politique et sociale turque. Leur action critique s'inscrit pour l'essentiel dans la mouvance de la gauche. Sur le plan sectoriel, 63,1 % sont employés dans le secteur public, 16,2 % dans le secteur privé et 20,7 % sont des patrons d'entreprises privées². L'augmentation du nombre des ingénieurs (15 500 en 1960, 49 900 en 1975, 120 000 en 1984) va de pair avec une extension des instances de formation de ceux-ci (la part des dépenses consacrée à l'enseignement supérieur technique est de loin la plus importante dans l'ensemble des dépenses pour l'enseignement supérieur). Enfin, « l'élite politique », qui autrefois trouvait sa source de recrutement, de renouvellement parmi les diplômés des écoles de sciences politiques est constituée aujourd'hui de plus en plus d'ingénieurs. Il est à noter par exemple que le gouvernement actuel, au pouvoir depuis les élections de novembre 1983 est composé majoritairement d'ingénieurs.

On peut observer donc que les ingénieurs prennent une importance considérable tant au titre de catégorie professionnelle dans la production et dans la gestion économique, qu'en tant qu'« intelligentsia technique » qui cherche à peser sur l'orientation des changements sociaux et politiques en participant au pouvoir, ou au contraire en s'engageant dans une action critique et oppositionnelle de gauche contre le pouvoir et son modèle de développement.

C'est le sens de cette action critique et l'idéologie de gauche que les ingénieurs se donnent qu'on tentera d'élucider dans ses grandes lignes ici à travers le cas de ceux qui sont organisés autour de la Confédération des ingénieurs et architectes (TBMM).

1. La Confédération des Associations des Ingénieurs et des Architectes (TMMOB) se crée en 1954.

2. Enquête réalisée par TMMOB, 1977, Ankara.

Du professionnalisme au révolutionnarisme

Initialement, la mobilisation des ingénieurs se fait autour de revendications d'ordre professionnel³. Il s'agit d'une *professionnalisation* dans la mesure où ils revendiquent l'organisation de leur carrière, et la création d'un ensemble de règles et de garanties professionnelles gérées par eux-mêmes. C'est pourquoi, dans les années 50, leur lutte s'oriente vers l'obtention de la reconnaissance de leur profession, de leur spécialisation. Dans les années 60, elle s'oppose à la prolifération des écoles privées d'ingénieurs afin de contrôler les diplômes, l'accès à la profession d'ingénieur.

Cette volonté d'autonomie professionnelle signifie aussi la volonté de se définir en tant que groupe professionnel et non en agents de l'Etat⁴. Cette première volonté de séparation avec l'Etat est une séparation faite au nom d'un professionnalisme national : national parce qu'ils veulent mettre leur compétence technique au service de l'intérêt national, être reconnus comme la seule force de travail technique en se substituant aux ingénieurs étrangers travaillant en Turquie, et remplacer la force de travail technique étrangère.

A partir des années 60, leur lutte cesse d'être seulement professionnelle et subit l'influence des mouvements de gauche alors en plein essor, surtout à partir des années 70, pendant lesquelles les mouvements de gauche s'inspirent de plus en plus du léninisme, ils y participent très activement.

Leur mouvement, dès lors, ne peut plus être assimilé à un mouvement purement professionnel, dans la mesure où ils n'expriment plus seulement des revendications d'ordre professionnel, mais réclament un changement du système politique et social.

3. La première réunion générale de la Confédération des Associations des Ingénieurs et des Architectes turcs se tint le 18 octobre 1954. Ces ingénieurs et architectes, diplômés d'université, s'organisent au niveau des professions, c'est-à-dire que pour chaque profession il y a une association (par exemple des associations limitées aux ingénieurs électriciens, aux ingénieurs chimistes, etc.). Au sein de la Confédération, il y a 16 Associations professionnelles. A noter que pour pouvoir pratiquer leur profession, les ingénieurs et les architectes sont contraints de s'inscrire aux associations en fonction de leur métier.

4. C'est l'interventionnisme de l'Etat turc qui est à l'origine de la genèse des ingénieurs en tant que couche professionnelle, dans les années 30 par le truchement des entreprises publiques.

De plus, comme les ingénieurs mènent une action organisée avec la conscience et la volonté de se référer plus à des problèmes centraux de la société qu'à des problèmes professionnels, et que leur action débordé les problèmes spécifiques, leur mouvement est à considérer comme un « mouvement social », ne serait-ce que dans un sens empirique.

On peut citer à titre comparatif les publications des ingénieurs dans les années 50 et dans les années 70. Dans les années 50, le *Bulletin* de la Confédération (comprenant seulement 8 000 membres) fixait comme but, de servir l'intérêt général par la compétence technique, et d'apporter des conseils et des aides à l'appareil de l'Etat⁵. Dans un article publié dans le *Bulletin* (octobre 1954) on relève : « Comme les ingénieurs se trouvent au sein de l'activité économique et qu'ils ne sont ni ouvriers, ni patrons, ils sont alors les mieux placés pour traiter les problèmes techniques, économiques et sociaux »⁶.

Dans les années 70, les ingénieurs ne se conçoivent plus à l'exemple de leurs prédécesseurs, comme des éléments « éclairés », guides de la voie du progrès dans laquelle le pays s'était engagé ; ils s'érigent alors en opposants « au pillage du pays depuis 200 ans, à l'impérialisme invité par les classes capitalistes intérieures » ; et ils proclament que l'origine des problèmes réside dans le « système capitaliste impérialiste » et que la solution se trouve dans la destruction de ce système par la « révolution »⁷. Ainsi, de professionnelle qu'elle était dans les années 50, l'action des ingénieurs se métamorphose, dans les années 70, en lutte « révolutionnaire marxiste-léniniste ».

Les ingénieurs expliquent-ils ainsi les raisons de leur opposition au système politique en place et celles de la nécessité d'être aux côtés de la classe ouvrière : « Notre pays est sous la domination économique, politique et idéologique du capital monopoliste international et de ses alliés locaux. Dans ce système, les éléments techniques ne sont pas au service du peuple. De surcroît, notre travail est exploité par les intérêts étrangers. Nous sommes donc, par notre situation objective, avec notre peuple,

5. *Bulletin*, 1^{er} mai 1956, n° 4.

6. N. Devres, « Le rôle des ingénieurs dans le développement du pays sur le plan industriel et agricole », in *Bulletin*, 1^{er} octobre 1956, n° 14.

7. *Rapport d'activité annuel*, 7-8 mai 1976, p. 8.

contre les forces dominantes »⁸. Parallèlement à leurs références aux intérêts du peuple dans l'action « anti-impérialiste » ils font appel à la « lutte révolutionnaire de la classe ouvrière » comme élément moteur de toute action : « Il faut apporter aux ingénieurs la conscience que la sauvegarde de la classe ouvrière et du peuple travailleur se confond avec leur propre sauvegarde »⁹.

Leur Confédération est désormais conçue comme « une organisation démocratique de masse », affirmant son autonomie vis-à-vis des autres organisations professionnelles ou politiques, et déclarant fonctionner selon les principes du « centralisme démocratique ». La lecture de son journal hebdomadaire (*Union*) et de son « Rapport annuel d'activité » permet de définir leur lutte comme « anti-impérialiste et anti-fasciste » : « Il ne faut oublier à aucun moment que la lutte pour l'indépendance est une lutte menée pour la démocratie de la classe ouvrière. Il faut faire face aux agressions armées des fascistes contre les travailleurs. La lutte démocratique-économique doit être comprise dans cette orientation »¹⁰.

L'action de la Confédération des ingénieurs s'est inscrite dans la lutte oppositionnelle globale des organisations de gauche : participation aux grandes manifestations du 1^{er} mai sous la direction du syndicat révolutionnaire, la DISK ; solidarité avec la lutte étudiante ; participation aux cortèges des enterrements des progressistes assassinés par l'extrême droite ; conférences de presse ; campagnes d'affiches. La Confédération a pris aussi une part importante dans les débats concernant l'énergie nucléaire, la pollution, les investissements industriels, par la publication de dossiers et par des réunions dans de nombreuses régions du pays. En outre, une campagne a été menée pour le droit des ingénieurs à la syndicalisation¹¹.

Cette radicalisation n'est pas le fait d'une minorité ; une enquête réalisée par l'association montre en effet que les thèmes de gauche ont rencontré un écho sans cesse croissant chez les

8. *Rapport d'activité*, 1974, p. 52.

9. *Ibid.*, p. 22.

10. *Ibid.*, p. 13.

11. *Rapport d'activité*, 1980, p. 26. Une enquête réalisée en 1976 nous montre que parmi les ingénieurs ayant le droit de se syndiquer, 2,4 % des ingénieurs du privé appartiennent effectivement à un syndicat, alors que 48 % de ceux du public sont syndiqués. Notons toutefois qu'il n'y a que 22,3 % de l'ensemble des ingénieurs à avoir un statut leur permettant de se syndiquer. Cf. *Enquête*, p. 112.

ingénieurs. Par exemple, alors qu'entre 1930 et 1950, 9 % des ingénieurs croyaient à l'existence de conflits de classe avec les grands capitalistes, entre 1971-1975, ils sont devenus 40,1 %¹². Notons encore que le pourcentage de ceux qui analysaient le système socio-économique en place comme « un capitalisme sous la domination impérialiste » est passé en l'espace de 20 ans de 6,0 % à 33 %. Parmi les ingénieurs du privé, si la majorité (48 %) analyse le système socio-économique turc comme un système d'économie mixte, 25 % l'analysent comme « un capitalisme sous la domination impérialiste ».

Ingénieurs turcs : une nouvelle élite modernisatrice ou une avant-garde révolutionnaire ?

La lutte des ingénieurs s'inscrit, ou l'a vu, dans la mouvance de la gauche¹³ et devient de plus en plus un élément de rupture par la non-adhésion à un mode de développement promu par l'Etat.

Afin de pouvoir expliquer le sens que peut acquérir cette radicalisation de l'action et de l'idéologie des ingénieurs, on peut avancer quelques hypothèses. On peut dire ainsi que l'histoire contemporaine turque connaît deux phases idéologiques, la première étant celle du mouvement de l'élite modernisante kémaliste qui vise à bâtir un Etat-Nation rationnel et moderne, la seconde celle de(s) mouvement(s) oppositionnel(s) de gauche. Il nous paraît important de saisir cette deuxième phase à travers le cas des ingénieurs de gauche.

L'une des manières de poser ce phénomène de la « radicalisation » des ingénieurs est de le concevoir comme un épiphénomène du mouvement de gauche dont les jeunes sont les protagonistes et de le poser en termes de retard. Selon cette thèse le décalage entre les aspirations nées de la modernisation et les possibilités restreintes de leur satisfaction dans une économie dépendante serait la raison d'un tel comportement. La

12. *Enquête*, p. 117.

13. Pour une histoire analytique du mouvement de gauche en Turquie, cf. Samim A., « The Ordeal of the Turkish left » in *New Left Review*, n° 126, 1981, pp. 60-85.

« radicalisation » est analysée comme le signe du défaut de synchronisme entre les « besoins » créés par un système social et leur « assouvissement » par les relations intra-systémiques elles-mêmes. La faiblesse d'une telle analyse faite en termes d'asynchronie et de frustration se trouve dans le fait qu'elle n'explique pas pourquoi la non-satisfaction des aspirations aboutit à une idéologie et une action de rupture et non pas à un autre comportement (comme l'apathie). C'est une explication formaliste qui omet l'analyse du sens de l'idéologie et de l'action du point de vue des rapports sociaux.

Une autre hypothèse serait que le sens de leur action ne réside pas dans une simple réaction à une crise, à un non-développement, à une frustration, mais qu'au-delà de celle-ci, elle porte en elle une référence à un conflit social : elle traduit le mouvement historique d'une élite dirigeante virtuelle. Un mouvement historique mené par une élite technicienne-techniciste d'une couche en montée sociale, forte de son expérience technique et scientifique s'oppose ainsi à l'Etat et au capitalisme, plus dominants que dirigeants pour s'appropriier le devenir sociétal et promouvoir la modernisation. Une telle hypothèse suppose une continuité entre l'action et l'idéologie modernisatrices et rationalisatrices des élites précédentes et les ingénieurs. Ces derniers se posent en agents contemporains les mieux à même de mener à son terme le projet universaliste et positiviste de la « modernité ». Cette modernité se définit dans le discours à travers la référence aux « nouveaux ottomans », « jeunes turcs » et enfin au kémalisme à travers l'avènement d'un Etat-Nation qui se dote d'une identité séculière et positiviste, opte pour une identité occidentale contre celle d'Ottoman, et tranche pour la « civilisation » contre les particularités des « cultures ».

Du reste, Gouldner voit dans l'« intelligentsia technique », produite par le système d'éducation publique (laïc et indépendant de l'Eglise et des intérêts de classe), dotée d'un nouveau code linguistique « universel », objectif et général (son idéal étant « un mot, un sens pour tout le monde et pour toujours »), la force d'« une nouvelle classe universelle » en ascension sociale, aussi bien dans le premier monde des pays capitalistes avancés et dans le deuxième monde que dans le troisième monde des pays non encore

industriels¹⁴. Cette « nouvelle classe » (composée de l'« intelligentsia technique » mais aussi des « intellectuels ») fonde son autorité sur la supériorité de sa compétence technique, parle d'un lieu impersonnel, celui de la science et au nom du bien-être de tous, constitue une nouvelle force modernisatrice, mais se trouve freinée dans son ascension sociale par l'ancienne classe, d'où sa radicalisation selon Gouldner.

Comment se fait-il que, dans un pays non colonisé, où l'élite dirigeante, de forte tradition d'engagement politique, autonome vis-à-vis des intérêts établis¹⁵, se donne une « mémoire de colonisés », une identité de victimes, et veuille rompre avec l'héritage oriental des élites antérieures ?¹⁶

Le fait que les ingénieurs se réfèrent à une idéologie léniniste (selon laquelle « l'avant-garde révolutionnaire » agissant au nom du prolétariat » libère les forces productives par la « révolution ») exprime bien, selon Gouldner, leurs ambitions élitistes et modernisantes et leurs efforts pour dépasser les limitations politiques.

Rappelons que cette thèse, l'idéologie léniniste, cache et occulte la nouvelle élite, constitue sa « fausse conscience » et la pratique léniniste est une de ses stratégies pour accéder au pouvoir.

Une autre hypothèse serait que l'écart entre l'idéologie et le rôle historique des ingénieurs s'explique par une désarticulation des rapports sociaux, par une *absence du présent*, le tout ressortissant à la nature de la « dépendance », à la nature non industrielle de la société.

Ce volontarisme des acteurs qui s'affirme face à la perte du sens de leur histoire les conduit à une exaltation de l'*Histoire* fondée

14. A. Gouldner développe sa thèse dans « The Dark Side of the Dialectic » constitué de 3 volumes et en particulier dans le deuxième volume *The future of intellectuals and the rise of the new class*, USA, MacMillan Press, 1979.

15. Pour une analyse des « révolutions par le haut : exécutée par l'intelligentsia civile et militaire indépendante des intérêts terriens (Ex. turc, japonais), cf. E.K. Trimberger, *Revolution from Above* (Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru), New Jersey, Transaction Books, 1978.

16. Selon Germani, un renversement similaire a eu lieu en Argentine, le déplacement d'une identification avec les pays européens et avancés en une identification avec les pays colonisés et sous-développés du tiers-monde, s'est opéré et a produit une réelle crise d'identité. Cf. G. Germani, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Jersey, Transaction Books, 1978, p. 150.

sur deux idées du matérialisme historique qui se confondent : l'idée que l'histoire peut être fabriquée, qu'elle a une fin ; ou bien l'idée que fabriquer l'histoire, c'est se soumettre aux « lois » du déterminisme économique.

En d'autres termes, plus la « dépendance » s'aggrave dans le sens où le social-historique devient un lieu d'aliénation, où les hommes ne se reconnaissent plus dans les histoires collectives qu'ils engendrent et se sentent « le jouet des forces naturelles extérieures à la trame des relations humaines », le social historique devient opaque, les relations entre les hommes sont dégradées, ce qui engendre alors des actions libérées de tout conditionnement¹⁷. Cette aliénation due à « la privation de la conscience de développement » qu'on peut appeler « l'aliénation économique »¹⁸ à la suite de Touraine, n'indique pas forcément un niveau bas du développement économique. Elle peut être par contre symptomatique à la fois d'un plus grand déploiement économique et à la fois d'une ouverture croissante de la société vers l'extérieur, son extraversion : la contribution à la mondialisation du capitalisme dans le cadre de l'inégalité des termes de l'échange.

Dire que les actions se libèrent de tout conditionnement des rapports sociaux et par là même ne sont ancrées nulle part – sinon dans l'avenir ou dans le passé – c'est dire qu'elles impliquent des actions de rupture (d'où souvent la violence politique) et un rejet complet de la réalité sociale de la part des acteurs.

On peut dire autrement que l'*utopie* et l'idéologie, complémentaires de toute action, sont dissociées et sclérosées au sein de ces actions.

L'utopie, qui par sa désignation d'un lieu absent, d'un ailleurs, par sa fonction d'exil, secrète la vision d'une anti-société, qui a donc une fonction novatrice, devient « pathologique » dès qu'elle devient la peinture figée d'une société déjà créée de toutes pièces. Plus l'acteur s'identifie par l'utopie à l'historicité et transforme celle-ci en « ordre idéal » (ici, une société sans classes et développée une fois que les forces productives sont libérées), plus

17. Cf. J.P. Dupuy, *Totalitarismes et négation du temps*. Sur l'aménagement du temps, Dupuy, sans faire une analogie avec les pays dépendants fait une analyse très stimulente quant au rapport du totalitarisme et du temps.

18. Touraine A., *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965.

les acteurs définissent leur identité dans des valeurs absolutistes de la société idéale, et non pas dans des rapports sociaux du présent et rejettent leur adversaire, en l'identifiant à l'ordre. Dans ce cas, l'idéologie cesse de s'articuler à une « pratique », cesse d'être une médiation entre l'acteur et les rapports sociaux dans lesquels il se trouve engagé et devient une doctrine, dans la mesure où le lieu idéologique se clôture, où la conscience de rupture au niveau des rapports avec l'adversaire, avec l'ordre l'emporte.

En ce sens l'idéologie révolutionnariste des ingénieurs représente une « fuite en avant », qui fait de l'Histoire un métal-social et écarte ainsi toute conception dialectique de l'acteur historique, toute conception de l'histoire comme *pratique*, c'est-à-dire à partir d'une mémoire de l'histoire dans la perspective de leur présent et de leur avenir, donc de leur action¹⁹.

Entre Lénine et Saint-Simon : l'épreuve de l'action

Une recherche entreprise en été 80 avec un groupe d'ingénieurs travaillant dans une usine d'engrais chimiques, faisant partie du plus grand complexe industriel de la Turquie (qui s'étend sur près de 70 kilomètres, le long du golfe d'Izmit). Ce groupe représentait pour la recherche le triple avantage d'être à la fois un lieu de développement industriel de pointe, de dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger et enfin de grande concentration ouvrière.

Le groupe de recherche était formé d'ingénieurs se trouvant au sein de la production et non de dirigeants militants (qui, en raison même de leurs activités militantes sont souvent éloignés de la production).

En constituant ce groupe restreint d'ingénieurs, nous nous sommes attachés à une étude intensive et expérimentale plutôt qu'à une étude extensive, basée sur une observation et nous avons

19. A. Laroui, *La crise des intellectuels arabes* (traditionnalisme ou historicisme ?), Paris, Maspero, 1974, p. 22.

menés notre recherche selon la méthode de l'intervention sociologique²⁰.

Au commencement de l'enquête le groupe était soudé par une certaine unité de discours de l'idéologie révolutionnariste, une idéologie à forte emprise aussi bien sur le groupe que les luttes contestataires des dix dernières années : à la fois parce que ce discours parle au nom du peuple comme Nation dominée et comme prolétariat exploité, et comme l'affirmation d'un être collectif et d'un conflit social opérant une synthèse du domaine du national et du social. C'est ce discours mixte constituant l'unité apparente de l'action des ingénieurs, qui s'est lézardé et s'est dissocié au cours de la première étape de l'enquête. L'idéologie révolutionnariste parlant sans distinction de classe et de développement, d'acteur populaire et d'avant-garde, a commencé à se défaire. C'est ainsi que cette dissociation de l'unité du discours, et suivant la définition de l'enjeu que constitue le développement national, se sont dessinées des positions pour un changement autre qu'étatique, et notamment des positions pro-capitaliste et pro-entrepreneuriales.

Face à ces positions qui ont privilégié le mode de changement par des initiatives personnelles, et qui ont attribué aux ingénieurs le rôle des entrepreneurs, on a trouvé des positions qui réservent le rôle central à l'Etat dans le processus de développement. Ces positions ont été traduites dans une conscience d'*élite dirigeante*, tantôt à la manière de Veblen (prônant la prise du pouvoir technocratique)²¹, tantôt à la manière de Lénine, en en

20. Pour l'élaboration de cette méthode développée par Alain Touraine, cf. A. Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978. Et pour l'application de cette méthode à de divers mouvements sociaux en France cf. la série des publications d'A. Touraine, F. Dubet, Z. Hegedus, M. Wiewiorka, *Lutte étudiante*, 1978 ; *La prophétie anti-nucléaire*, 1980 ; *Le pays contre l'Etat*, 1981, édités au Seuil. Cf. A. Touraine, M. Wiewiorka, F. Dubet, *Le mouvement ouvrier*, Fayard, 1984. Et pour une analyse du mouvement de Solidarnosc en Pologne, *Solidarité*, Fayard, 1982.

21. T. Veblen, la critique de l'économie classique en tant qu'idéologie du capitalisme, distingue « le monde des affaires » (*business*) du « monde de l'industrie ». Il remet en cause le caractère « irrationnel et hédoniste » du comportement capitaliste, il en appelle aux ingénieurs qui se trouvent dans l'industrie et qui sont les hommes de la productivité et de la science. La conception veblenienne de « social engineering » veut conduire l'ingénieur à exercer le pouvoir politique selon les critères de l'efficacité industrielle et de l'objectivité de la science. Cf. T. Veblen, *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris, éd. Gamma, 1971.

appelant aux ingénieurs en tant qu'« intelligentsia scientifique », afin de contruire « l'avant-garde » des masses, de prendre le pouvoir étatique et de promouvoir le développement.

Ces positions, loin d'être entièrement contradictoires, convergent dans leur foi dans la rationalité technique, dans la science contre les *vested interests* des capitalistes d'Etat. Et ainsi, à la suite de Gouldner, on peut dire que l'avant-gardisme léniniste comme « fausse conscience » de cette intelligentsia technique, exprime au fond « les ambitions élitistes et modernisantes » de celle-ci.

Quant aux modalités de changement, on a observé aussi une différenciation des configurations, à savoir, d'une part, la priorité donnée à une lutte de classes, et, d'autre part, à un changement par le haut ; enfin à un changement par les forces sociales.

Le représentant du courant de la « lutte des classes » qui est aussi bien tiers-mondiste qu'ouvriériste, a ardemment défendu l'idée que les ingénieurs font partie de la classe ouvrière, puisqu'ils participent eux aussi directement au procès de production matérielle et au « travail collectif ». A ses yeux, c'est une nécessité que les ingénieurs s'identifient à la classe ouvrière et s'engagent dans la lutte des classes et l'action anti-capitaliste, anti-impérialiste.

Quant au tenant du changement induit par l'action de l'Etat, il a insisté sur la dépendance économique, et s'est vivement prononcé pour un changement venu d'en haut, seul capable à ses yeux d'en finir avec la dépendance technique et économique.

Le représentant de la troisième position, enfin, est convaincu que le changement est l'œuvre des dynamiques qui se trouvent au sein d'une société, et que ce sont ces forces qui la mettent en action, et non les forces exogènes ou impérialistes. C'est ainsi qu'il s'est montré, contrairement aux autres membres du groupe témoin, réticent vis-à-vis du changement du système politique, tout en acquiesçant au développement, et plus précisément, à l'augmentation de la production et de la productivité, comme enjeu. En appuyant son argumentation sur les lois économiques de la société industrielle, il a insisté sur l'évolution inévitable de l'organisation de la production vers les

grandes unités de production, et a condamné l'organisation archaïque de la production dans une société qui connaît déjà un essor industriel.

C'est ainsi que trois modalités d'action en conflit chacune avec les autres, à savoir le changement sociétal, le changement d'en haut et la lutte des classes, ont émergé dans le groupe. Dans ce contexte les ingénieurs sont définis comme entrepreneurs, comme élite dirigeante et comme classe ouvrière.

Une fois que la totalité du discours révolutionnariste s'affaiblit, ainsi que sa capacité d'occultation du réel, qu'en est-il du sens de l'action des ingénieurs. Dans une société à faible historicité, les acteurs peuvent-ils définir leur action en l'articulant à une « pratique », c'est-à-dire à partir des rapports sociaux dans lesquels ils se trouvent, et à partir des enjeux culturels ? En d'autres termes, faudrait-il conclure que dans l'analyse de ce nationalisme révolutionnaire, il serait vain de privilégier le champ endogène des rapports sociaux ? S'agit-il avant tout d'un rapport « politique » (lutte « anti-impérialiste, anti-capitaliste ») et d'un rapport dépendance économique nécessitant l'appel à un « Etat fort » par des révolutionnaires nationalistes ?

Notre propos n'est pas de nier une problématique de la « dépendance », mais il convient d'aborder différemment le changement historique, en expliquant la nature de l'action des élites dirigeantes des pays « dépendants » comme une volonté de construction des Etats-nationaux, donc d'une certaine volonté d'autonomie. Cette volonté s'oriente toutefois à partir de références aux modèles culturels des pays « centraux ».

Tout en pensant ce processus de « modernisation » engagé par les élites turques (sécularisation, création de l'Etat-national, avènement de la société civile) comme acquis, on pourrait considérer le nationalisme révolutionnaire d'aujourd'hui comme l'expression d'une réponse à une dépendance accrue, résultant d'un plus grand déploiement économique et allant de pair avec l'extroversion de la société, son intégration à la mondialisation du capitalisme. Le travail que nous avons mené avec des ingénieurs laisse apparaître en ce sens une continuité avec l'action des élites précédentes, dans la mesure où, derrière le nationalisme révolutionnaire, on a vu apparaître le versant « modernisateur »,

traduit dans les orientations normatives de l'action historique nourries de référence à un modèle culturel externe, celui des pays centraux.

Ces ingénieurs de l'enquête apparaissent plus saint-simoniens que léninistes dans le sens qu'ils donnent à la modernisation dans leur action. Derrière le révolutionnarisme avant-gardiste, on découvre en effet la conscience d'une classe dirigeante industrielle qui plaide pour l'aménagement de l'ordre le plus favorable à la production, au moyen de la reconnaissance de la science comme la forme contemporaine de la créativité, et qui s'oriente vers le développement comme un but social à atteindre au moyen d'un modèle rationalisateur. Une volonté politique de toute rupture avec le « système capitaliste-impérialiste » s'estompe, et s'ébauche alors une aspiration saint-simonienne à réaliser la société industrielle par l'union de la « volonté collective » et de l'action avec la raison. Les ingénieurs qui réagissaient contre la dépendance économique avec une conscience de « contre-élite dirigeante », se réfèrent dès lors à l'exigence première de la société industrielle, à savoir le développement économique à partir d'une conscience créatrice.

Les ingénieurs parlant comme une avant-garde du prolétariat contre la dépendance économique-politique, font-ils ainsi place à des ingénieurs parlant comme une force modernisatrice susceptible de s'allier avec la classe ouvrière, avec la bourgeoisie industrielle, et de reconnaître les technocrates comme leur interlocuteur, contre toutes les forces anciennes, notamment contre l'Etat politicien et la bourgeoisie assisté, non-développementistes, non-industriels.

En outre, ces détenteurs du « capital culturel », pour parler comme Gouldner, loin d'être des « déclassés », sont des « ascendants bloqués » qui veulent fonder leur autorité sur la supériorité de leur compétence technique, et prétendent parler d'« un lieu impersonnel », celui de la science ; ce qui leur confère la mission de représenter l'intérêt de la société entière, le « bien-être » de tous.

Même la conception veblénienne de « social engineering », qui attribue aux ingénieurs le rôle d'imposer la rationalisation, qu'ils incarnent dans l'entreprise, à l'ensemble de la société et qui

appelle les ingénieurs à exercer le pouvoir politique, selon les critères de l'efficacité industrielle, trouve un écho, ne serait-ce que d'une manière limitée, dans l'action des ingénieurs.

Si, d'un côté, on peut penser que ces ingénieurs modernisateurs peuvent se tourner vers cette idéologie technocratique de Veblen, conduisant à une négation de la politique, une idéologie réduite à la science et postulant une confiance totale dans la production et dans la technologie, dans l'engineering comme rédemption sociale (ainsi qu'ils l'ont manifesté lors de la séance avec l'interlocuteur syndicaliste, on peut également penser que ces ingénieurs, qui se sentent de plus en plus impliqués dans le travail collectif, et, de ce fait, découvrent, avec une fraction de la classe ouvrière, l'impossibilité de mettre en œuvre leurs capacités créatrices, deviennent alors un agent de contestation au sein de la « nouvelle classe ouvrière », agent dont la force contestataire a été soulignée par Gorz et par Mallet²².

Nouvelles configurations de la « modernité »

Le propos est ici loin de prédire qu'il se développera progressivement un mouvement politique puissant et de montrer dans l'action des ingénieurs l'élaboration des références indirectes ou directes au développement, contribuant à définir le sens de celui-ci. C'est en situation d'expérimentation, pendant la recherche que les ingénieurs ont commencé à considérer leur action dans ses orientations propres et non dans sa réponse au pouvoir, dans sa réaction à la dépendance.

Ce nouvel agent du changement historique qui plaide pour une production adéquate de l'« information », considérant celle-ci comme la condition de toute « décision rationnelle », et qui parle donc comme agent de l'action instrumentaliste (*Zweckrationalität*), peut prêter à des interprétations réductrices de son action, telles que la thèse de la « fin des idéologies », celle de la dépolitisation de la vie politique et donc celle du règne des rationalisateurs Or, la rationalisation est un modèle et non un principe de gouvernement.

22. S. Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1969. A. Gorz, *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973.

Au contraire, « la nature propre du pouvoir politique dans la civilisation industrielle est de mettre directement face à face un modèle rationalisateur global et l'orientation démocratique²³. En d'autres termes, la volonté de création n'est pas séparable de la volonté de contrôle, dont l'expression la plus élevée est la notion de société.

Il semble ainsi dans le cas particulier envisagé ici que l'enjeu de la genèse de l'Etat-national turc, qui était l'expression de l'action modernisatrice des anciennes élites dirigeantes, fait place à un nouvel enjeu du développement, pour et par un Etat-sociétal. Il sera l'expression de la double exigence du sujet historique dans une société industrielle, c'est-à-dire le développement et la démocratie. Si les ingénieurs, ces nouveaux agents du changement historique, sont des héritiers du positivisme et du rationalisme des anciennes élites dirigeantes, il n'empêche que leur action signifie que le moteur des problèmes, des conflits, et donc des acteurs qui interviennent dans l'évolution historique, est en train de changer.

A la lumière de l'action des ingénieurs qui s'oppose au « langage » politique (selon l'expression de Saint-Simon), et qui est dominée par une double orientation, technique et politique, on peut dire que l'enjeu du développement ne se définit plus en termes de choix de mode de développement. Le nouvel enjeu figuré se définit à partir d'une conception d'un développement ni purement étatique, ni purement capitaliste, mais au contraire à partir d'un renforcement des deux acteurs et surtout d'une intervention plus forte et plus directe de l'Etat dans la vie économique en tant que composante de la classe dirigeante.

On peut dire également que l'ancien système d'action historique se décompose, et que le vieil enjeu de la modernisation, la création de l'Etat-national, fait place au nouvel enjeu du développement économique, conçu dans et par l'Etat-sociétal. Ceci signifierait une tentative de réconciliation du développement économique avec la participation sociale, une tentative d'alliance de l'Etat dirigeant avec une société politisée. Ceci signifierait la fin de la séparation entre l'Etat et la société, entre « polity » and « society ».

23. A. Touraine, *Sociologie de l'action*, p. 304-305.

Le coup d'Etat du 12 septembre 1980, ne s'inscrit-il pas d'une manière négative dans l'analyse du nouveau champ d'action historique qu'on a évoqué à la lumière de l'action des ingénieurs ? Le coup d'Etat, au lieu d'être analysé comme un effondrement du régime démocratique consécutif à un certain niveau de développement des éléments économiques (comme le font O'Donnell, Hirschman), ne pourrait-il pas être expliqué comme l'accaparement du pouvoir politique par les anciennes forces qui restaurent l'ordre social, en exaltant l'intégration nationale ?

Ne faut-il pas en déduire qu'en l'absence de la formation de l'action modernisatrice du nouvel acteur dirigeant d'un côté, et dans la décomposition des forces sociales par les actions terroristes de l'autre, ce sont les forces anciennes, réactives au nouvel enjeu, qui l'emportent et qui, de ce fait, exaltent la Nation, l'Etat, la Laïcité, qui retournent aux anciennes thématiques et qui les célèbrent dans une société impatiente du développement économique et de la participation sociale ?

Par ailleurs, les résultats des élections du 6 novembre 1983, qui constituent un passage à la « démocratie contrôlée » sont l'indice de l'affirmation de l'existence de la société civile et de son désir de la participation sociale. Dans cette nouvelle brèche ouverte par la dynamique démocratique créée par les élections, de même que les anciens cloisonnements idéologiques tombent en désuétude, s'ébauchent les nouvelles configurations sociales cherchant une expression plus civile pour peser sur l'orientation du changement sociétal dont l'Etat était jusqu'alors l'agent principal.

Tout laisse penser que les années 80 représentent un tournant dans l'histoire turque où l'ère des « doctrines » qui nourrissaient les rêves de changement de société par le haut afin de combler le « retard historique » pour parler comme Laroui, afin de transcender l'histoire du passé et du présent perçue comme source des « maux » du non-développement, de la non-« civilisation », laisse place à des préoccupations plus « civiles », plus « pragmatiques » d'où même un certain succès du « libéralisme », non seulement en termes d'économie politique, mais également comme projet sociétal ; (les divers mouvements de gauche eux-mêmes, cherchant à définir leur positionnement face à cette question). Les idéologies nationales fondatrices de l'Etat moderne

qui de par leurs traits jacobin et universaliste occultent la société dans ses particularismes, ainsi que les idéologies contestatrices d'extrême gauche ou d'extrême droite la première dans sa « fuite en avant » – visant à construire de toutes pièces cette société sans conflits (ce qui est l'annihilation même du social) – et la deuxième dans sa recherche de « l'âge d'or » du passé, sont contrecarrées et même vécues comme « archaïques » par les forces sociales qui s'efforcent de se donner une vie et un langage politique plus autonomes vis-à-vis de la logique de l'Etat. Dans ce contexte, il est à noter que même la Confédération des ingénieurs et des architectes qu'on avait mentionnée au début de cet article comme le lieu de la « radicalisation » de l'action des ingénieurs, se donne comme prioritaires des préoccupations très « sociales », comme le montrent leurs interventions dans le domaine de la détermination des critères de la législation des *gecekondus* (des bidonvilles), par exemple et pour la santé de l'environnement.

Certains qualifient ces années 80 comme un passage au « capitalisme » (à cause de la politique économique libérale), d'autres insistent sur le « déferlement religieux », y voyant une virtualité sociale contre l'Etat laïc. Mais les relations entre l'Etat et la société dans un pays comme la Turquie sont beaucoup plus complexes et ne peuvent être analysées ni en analogie complète avec l'expérience des pays « développés », ni en termes de pures particularités culturelles. D'autant plus que quand on parle d'autonomisation de la société civile, il conviendrait de la saisir d'un côté en liaison avec l'émergence de l'Etat-national laïc qui, de par sa représentation du pouvoir sans fondement religieux rend le social immédiatement intelligible et permet l'existence d'un champ social d'action. En d'autres termes, la désintringation du religieux du pouvoir de l'Etat soustrait la vie sociale à l'ordre religieux et libère par là les obstacles à l'émergence des conflits sociaux et des idéologies politiques : condition première pour que s'exprime la société civile. Mais de l'autre côté, cette société civile ne peut être que pluraliste, « locale », faisant écho à des particularismes culturels, religieux.

Il est à noter aussi qu'aujourd'hui une des nouvelles configurations qui apparaissent sur la scène publique relève de la fin de la dichotomie entre les « modernisateurs » (les hommes d'Etat kémalistes, mais aussi des idéologies de gauche) et les

« traditionnels » c'est-à-dire les « islamistes », et donne lieu à une alliance à la fois au niveau de l'Etat entre les libéraux et ses éléments religieux et à la fois au niveau de la société civile, entre les divers courants de gauche et cette nouvelle sensibilité « islamiste culturelle ».

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Faire la grève en Turquie

Şehmus GÜZEL
Université de Paris-VIII

Les mouvements de grève en Turquie, embryonnaires dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, se précisèrent vers la fin et rebondirent au lendemain du mouvement Jeune Turc de 1908.

La première grève (dans le sens moderne du terme) éclate en 1872 du fait de quelque 600 dockers turcs et « minoritaires » (minorités religieuses de l'empire : Grecs, juifs, etc.) à Istanbul. De cette date jusqu'en 1963, on compte environ 46 grèves pour la période de 1872-1907, 104 pour l'année 1908, 31 pour 1909-1915, 15 pour 1919-1922, 38 en 1923-1950 (dont 6 de 1936 à 1950), 3 en 1950-1960 et 11 en 1961-1962. Selon les chiffres du ministère turc du Travail, de 1963 à 1980, il y eut 1 590 grèves dont 1 021 entre 1973 et 1980.

Pour cette dernière période et d'après les données de la centrale syndicale Türk-iş¹, on peut retenir la ventilation suivante :

On voit que le secteur privé est particulièrement affecté avec : 80,8 % des grèves, 64,5 % des grévistes et 75,3 % des journées de travail perdues. La durée des grèves est, en outre, particulièrement longue dans ce secteur.

Cependant, en comparaison avec les pays industriels, on remarque la faible utilisation de l'arme de grève pour bien des raisons : le sous-développement de l'industrie et du mouvement syndical, l'interdiction du droit de grève et la répression contre tout

1. Türk-iş (confédération des syndicats ouvriers de Turquie), fondée en 1952 par les syndicats officiels avec l'aval du pouvoir et « l'appui actif » du syndicalisme américain.

Total

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total
A	22	45	90	105	167	175	190	227	1 021
B	12 284	21 048	25 389	32 899	59 889	27 209	39 901	46 216	264 832
C	479 857	470 088	1 102 682	1 768 201	5 778 205	1 598 90	2 217 347	5 408 618	18 823 903

Secteur privé

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total
A	15	23	77	83	138	148	144	197	825
B	7 105	5 656	19 542	20 198	41 510	24 202	18 044	34 564	170 821
C	264 470	213 996	871 634	1 368 735	4 461 879	1 445 427	1 502 922	4 054 024	14 183 087

NB : A = nombre de grèves

B = nombre de grévistes recensés

C = nombre de journées de travail perdues du fait des grèves.

mouvement ouvrier pendant plusieurs décennies, les multiples restrictions apportées à l'application du droit de grève quand celui-ci était reconnu, la réticence de plusieurs syndicats – *Türk-iş* – vis-à-vis de l'utilisation de la grève, l'attitude défavorable des pouvoirs publics, etc.

Il serait intéressant de préciser le nombre de grévistes et de journées de travail perdues, pour la période de 1872 à 1963, mais les données chiffrées sérieuses manquent. Au cours de la période de 1963 à 1971, dans 569 grèves, 93 037 ouvriers impliqués engendraient 2 563 863 journées d'arrêt de travail. Ces chiffres sont beaucoup plus élevés dans la période postérieure à 1971. D'après les statistiques de la *Türk-iş*, on dénombre 1 021 grèves, 264 832 grévistes ainsi que 18 823 903 journées de travail perdues.

Les régions les plus touchées, tout au long de l'histoire des grèves, sont celles d'Istanbul, Adana, Izmir, Balikesir, Ankara, Kocaeli et Sakarya. Ce qui reflète, Adana mise à part, la concentration du mouvement ouvrier dans le triangle industriel d'Istanbul, Ankara, Izmir.

La réglementation du droit de grève et ses applications

Le premier décret sur les associations et les arrêts de travail date du 8 octobre 1908. Ce décret, de même que la loi sur les arrêts de travail du 9 août 1909, furent préparés par le comte Léon Ostrorog (Français d'origine polonaise), conseiller juridique auprès du ministère de la Justice ottomane. Ce décret réglementait l'application du droit de grève dans « les établissements à caractère social » (services publics). Une procédure de conciliation était obligatoire avant la mise en œuvre de toute grève².

Dès les débuts de la République, les kémalistes gardèrent cette loi. En revanche, les premières grèves ne provoquèrent pas de réaction de la part des gouvernements ni de la bourgeoisie, dans la mesure où elles étaient surtout dirigées contre les sociétés étrangères ou appartenant à des patrons d'origine non-musulmane.

Les « commerçants musulmans et turcs » d'abord et les dirigeants kémalistes ensuite, soucieux de nationaliser l'économie, prirent même la direction des grèves ainsi que du mouvement ouvrier ; ils les orientèrent contre les derniers bastions des étrangers et des ex-minorités nationales. Mais dès les années 1930, les choses prirent une autre tournure. En effet, la grève devint, à partir de 1933, un délit pénal en vertu de l'article 201 du Code pénal, c'est-à-dire avant même que la promulgation du Code du travail du 15 juin 1936 interdise la grève par ses articles 72 et 73. Ce Code, prévoyant un arbitrage obligatoire à tout conflit, instaura un système autoritaire des relations professionnelles. Cette législation eut pour effet de réduire sérieusement le nombre des actions de grève : 9 grèves seulement de 1936 à 1960.

Cette évolution coïncide, par ailleurs, avec l'infléchissement du pouvoir républicain vers l'autoritarisme et avec le fait que l'Etat, en raison des nationalisations, était devenu le premier chef d'entreprise du pays.

2. Pour le texte en français, cf. A. Biliotti et A. Sedad : *Législation ottomane depuis le rétablissement de la Constitution*, tome I, Paris, 1912, pp. 275-278. Pour le texte en turc, le débat parlementaire et l'analyse juridique, cf. : M. Gülmez, « Une note sur la loi relative aux arrêts de travail » (en turc), in *Mélanges Seha*, L. Meray, volume I, Ankara, 1981 ; M. S. Güzel : *La grève*, (en turc), Ankara, 1980, p. 64-102 ; G. Ökgün : *La loi sur les arrêts de travail*, 1090 (en turc), Ankara, 1982.

Pour les kémalistes, l'éviction des sociétés étrangères signifiait aussi la fin de l'exploitation : la grève n'aurait plus eu de raison d'être.

Entre 1950 et 1960, le parti démocrate ne tint pas ses promesses électorales de reconnaître le droit de grève ; et ce n'est qu'en 1961 que le droit de grève fut reconnu par la Constitution en même temps que le droit de négociation collective ainsi que le droit syndical. une loi spéciale du 24 juillet 1963 régleme le droit de grève.

En revanche, la loi n° 275 sur les conventions collectives de travail, la grève et le lock-out régleme l'application du droit de grève avec des restrictions exorbitantes. On peut en citer quelques-unes³ :

a) Une procédure de conciliation ainsi qu'un préavis de six jours sont obligatoires pour toute grève ;

b) Le déclenchement des grèves est le monopole des syndicats représentatifs, c'est-à-dire de syndicats ayant la compétence de négociation collective ;

c) « Les cas, les travaux et les institutions » où la grève est interdite sont énumérés. D'après l'article 20, la grève est interdite en cas de guerre, de mobilisation générale ou partielle, en cas d'état de siège et de calamité paralysant la vie publique. Au terme du même article, la grève est interdite dans les « travaux et institutions » suivants : institutions de santé ; opérations de sauvetage de vies et de biens ; travaux d'aduction et distribution d'eau, d'électricité et de gaz ; à bord d'appareils de transport terrestre, aérien et maritime ; dans les études de notaire ; les établissements d'éducation et d'enseignement et dans les crèches⁴.

3. Pour une analyse détaillée de ce texte : cf. M. S. Güzel : *Le mouvement ouvrier et les grèves en Turquie : de l'Empire ottoman à nos jours*, thèse de 3^e cycle, Aix-en-Provence, 1975, p. 462-553 et Güzel, 1980, p. 102-118.

4. D'après les articles 29, 30 et 31 de la nouvelle loi spéciale n° 2 822 du 5 mai 1983 sur les conventions collectives, la grève et le lock-out (cf. *Journal Officiel* du 7 mai 1983), ces interdictions sont aggravées : la grève est interdite aussi dans les Pompes funèbres, la production et la distribution du gaz, du pétrole et du charbon ainsi que dans les banques. Toujours d'après les mêmes dispositions, les pompiers, les éboueurs et les ouvriers des transports urbains ainsi que les ouvriers travaillant dans les institutions ou entreprises dépendant directement du ministère de la Défense nationale, du commandement général de la gendarmerie et de la Sécurité côtière n'ont plus le droit de grève. De plus, il est prévu que l'interdiction est totale en cas d'état d'urgence.

d) Le gouvernement peut suspendre les grèves susceptibles de porter atteinte à « la santé du pays ou à la sécurité nationale » ;

e) La « grève légale » étant définie comme un mouvement à objectif économique et social, les grèves générales et politiques ainsi que les grèves de solidarité sont interdites.

Ces restrictions sévères du droit de grève rendent très difficile la conformité d'une grève aux textes qui la réglementent. En pratique, les étapes préalables au processus de grève sont tellement longues qu'entre temps, l'employeur ayant pris ses précautions, l'efficacité de grève est réduite à néant. Ceci explique aussi une des raisons de la durée longue des grèves. Car pour pouvoir infléchir l'employeur, les grévistes devaient continuer leur lutte sur une période longue. En outre, les employeurs, jouant souvent la politique du pire, attendaient que la faim vienne mettre un terme à la grève.

Les attitudes des partenaires

Les revendications exprimées lors des grèves gardèrent toujours leur caractère essentiellement économique. Les revendications politiques, et surtout syndicalo-politiques, se manifestèrent au cours des périodes de 1908, de 1919-1936, de 1963-1971 et revinrent en force dans les années 1968-1980. Il faut noter que plusieurs revendications influencèrent le législateur comme par exemple pour la reconnaissance de l'organisation ouvrière par l'employeur ou pour la réduction de la durée du travail par exemple.

En dépit de la loi de 1963, qui édicte que seules les revendications professionnelles sont « légales », les ouvriers n'hésitèrent pas à avancer des revendications telles que la reconnaissance du syndicat ouvrier, l'arrêt des licenciements abusifs, les droits des représentants du personnel dans l'entreprise, etc. En même temps, des revendications purement politiques, telles que l'abolition des articles 141 et 142 du Code pénal visant l'action

politique, la reconnaissance du parti communiste de Turquie, etc., étaient lancées au cours des grèves et des manifestations⁵.

La conduite des grèves, assumée autrefois par les coalitions, les comités, les unions, les associations, et par les syndicats, est, depuis 1963, le monopole de ces derniers. Les grèves « sauvages » ne sont pas fréquentes mais là où un syndicat docile allait trop loin dans son « entente » avec le patronat, les ouvriers déclenchèrent d'eux-mêmes des mouvements. Les deux « soulèvements » des mineurs de Zonguldak en 1965 et en 1968 ainsi que les manifestations avec occupations d'usine contre les syndicats Türk-iş au cours des années 1968-1971 à Istanbul et à Adana sont de ce type.

Pour la bonne conduite de la grève, un ou plusieurs comités de grève étaient généralement mis sur pied par les syndicats et les grévistes. Les campagnes de « popularisation », très peu utilisées au début, se généralisèrent dès 1968 après la fondation de la DISK⁶ et la constitution des syndicats de gauche.

A ce propos, il faut souligner l'exemple du « contrôle ouvrier » à Alpagut en 1969, dans les mines de lignite, qu'il s'agisse de « conseil ouvrier » ou des « commissions sociales ». Déjà en 1923, les grévistes typographes, prenant sous leur contrôle la production, avaient fait paraître deux journaux pour expliquer à l'opinion publique le déroulement de leur grève et ses véritables raisons. Ce sont là des mouvements qui suscitent une forte réaction de la part des possédants.

Comme méthode de grève, les ouvriers choisirent le plus souvent la grève totale (grève classique : arrêt général du travail dans l'entreprise). Les grèves tournantes, perlées, partielles et de solidarité, très peu utilisées, sont interdites depuis la loi de 1963. Les grèves sont généralement limitées à une entreprise ou à un groupe d'entreprises et restent souvent circonscrites à une seule ville, s'étendant rarement à toute une région. On peut citer

5. DISK (Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires de Turquie). Créée en 1967 par plusieurs syndicats radicaux. Nombre de ses fondateurs sont aussi à l'origine de la création du parti ouvrier de Turquie (POT) en 1961.

6. C'est pourquoi une disposition spéciale de la nouvelle loi de 1983 (article 48, alinéa 3) stipule qu'« il est interdit d'apposer sur la façade de l'entreprise et aux alentours d'autres affiches que « dans cette entreprise, il y a une grève ». Cependant le législateur a omis de préciser la taille maximum de l'affiche et la couleur des lettres (!).

cependant quelques grèves organisées au niveau national, professionnel comme celle du syndicat « *Teksif* » en 1971 et celles des syndicats DISK (*Maden-iş, Tekstil*) pendant la dernière période.

La participation à la grève est généralement massive. Les grèves déclenchées par une minorité d'ouvriers sont rarissimes⁷.

Au cours des grèves, *une solidarité financière et morale* est organisée par les ouvriers des usines voisines, les syndicats, les partis politiques, les organisations démocratiques et par la population proche des lieux de grève. A partir des années 1970, les organisations ouvrières internationales s'y joignent. Quant à *l'activité des grévistes*, celle-ci se concrétise, par des réunions, des manifestations, des visites aux autres grévistes et par l'organisation de collectes ainsi que la popularisation de leur lutte.

La réussite d'une grève dépend du rapport de force entre les grévistes et l'employeur ainsi que des conditions socio-économiques et politiques du moment. A cet égard, on peut noter le fait qu'en Turquie, à la différence de plusieurs pays, l'existence de gouvernements soutenant, pour des raisons tactiques ou autres, les mouvements de grève, y joua un rôle décisif. Une grève réussie resserre, à l'occasion, la solidarité entre les grévistes, augmentant les effectifs des syndicats et même des organisations politiques (le cas du parti socialiste de Turquie dans les années 1920-1921 et de la DISK au cours de la période 1968-1971 et des dernières années). *Un échec* par contre suscite les pressions patronales et policières allant jusqu'à la dislocation du syndicat.

Quelles sont les positions des deux principales centrales syndicales devant la grève comme mode d'action ?

La Türk-iş fut souvent critiqué, non sans raison, pour sa réserve face à l'utilisation de la grève et par sa conduite timorée au cours de plusieurs grèves déclenchées par les syndicats. Il est à rappeler que cette attitude fut une des raisons déterminantes de la scission de 1967 qui donna naissance à la centrale DISK. Cette dernière ne refuse pas le rôle économique de la grève et considère

7. Aujourd'hui, d'après les nouvelles lois sociales, elles sont interdites. Car d'abord, pour être représentatif et avoir le droit de déclencher une grève, le syndicat doit regrouper la majorité simple des ouvriers et ensuite le référendum demandé par le quart d'entre eux doit être refusé par la majorité simple des ouvriers concernés.

qu'elle est aussi un moyen de réaliser des objectifs autres : « la paix, la démocratie, le progrès social et le socialisme ».

Les employeurs, pour leur part, qui obtinrent le « droit de lock-out » par la loi n° 275 de 1963 reprise dans la Constitution de 1982, essayèrent par tous les moyens de briser les mouvements de grève et d'empêcher l'organisation syndicale : menaces, manœuvres « subtiles », licenciements des ouvriers, des meneurs, refus de reconnaître les syndicats radicaux comme interlocuteurs, embauche de nouveaux ouvriers afin de réduire à néant l'efficacité de la grève furent systématiquement utilisés. Ils se servirent aussi de l'administration du travail et des forces de l'ordre dans le même but⁸.

Face au syndicalisme et aux actions de grève, la position des instances de l'Etat peut être saisie à trois niveaux.

Au niveau gouvernemental, l'Etat commença à suspendre plusieurs décisions et applications relatives au droit de grève depuis 1908. Cette ingérence gouvernementale fut incorporée dans la loi de 1908 puis dans celle de 1963 et utilisée sans limite.

En tant que chef d'entreprise, l'Etat ne se différencie pas beaucoup d'un employeur privé pour ce qui est de briser une grève, de menacer et de licencier les grévistes et de refuser de satisfaire les revendications ouvrières. Les exemples sont nombreux : les événements survenus au cours des grèves dans la société pétrolière étatique (T.P.A.O.), dans l'imprimerie de la présidence du Conseil des ministres en 1964, dans l'usine de tuyaux « Sümerbank-

8. Après le dernier coup d'Etat, le patronat put finalement faire insérer toutes ses revendications dans la Constitution de 1982 et dans les deux lois spéciales de 1983. Conscient de sa victoire, le président de la Confédération des syndicats d'employeurs de Turquie (TISK) Halit Narin déclarait ironiquement : « Pendant vingt ans, nous avons pleuré tandis que les ouvriers riaient. Maintenant, c'est à notre tour de rire. » A ce propos, cf. M. S. Güzel : « Le droit de grève, la Constitution et le lock-out », *AYKO Egitim ve Bilim (Education et Science*, revue de la Coopérative des écrivains d'Ankara, juin 1982, n° 1, p. 112-122 ; S. Chalandon : « Turquie : les syndicats tout neufs du général Evren », *Libération*, 30 mars 1983 ; M. C. Husson : « Turquie : pour se syndiquer, il faudra aller chez le notaire », *Le Matin*, 1^{er} avril 1983. Précisons que T. Özal, actuel Premier ministre, était, il y a quelques années, le président du Syndicat des employeurs de la métallurgie et la plupart de ses ministres avaient occupé des postes de conseiller et de directeur général dans les plus grands holdings du pays. Enfin, onze ministres du gouvernement militaire de 1980 à 1984, ne pouvant être élus « députés », trouvèrent chacun un siège dans des comités d'administration dans les mêmes holdings. Ceci reflète d'une manière frappante le mariage entre les chefs militaires et l'oligarchie industrielle.

Mannesman » et les soulèvements des mineurs de Zonguldak (Mer Noire) en 1965 et 1968, qui causèrent des morts et des blessés parmi les ouvriers et les forces de l'ordre.

En ce qui concerne *l'Etat-force de l'ordre*, on peut dire que la répression est de tradition aussi bien à l'époque ottomane qu'à l'ère républicaine. Rappelons le règne despotique du sultan Abdül-Hamid (1876-1909), la répression des grévistes sous le régime des jeunes turcs et des kémalistes : le massacre des bateliers à Istanbul et des cheminots à Nusaybin en 1927, ou encore celui des mineurs de Zonguldak en 1965, des manifestants des 15 et 16 juin 1970, des manifestants du 1^{er} mai 1977 (36 morts) ainsi que celui des ouvriers de *Tariş* (complexe agro-industriel) à Izmir en 1980. L'Etat-force de l'ordre, c'est également l'utilisation de l'état de siège : l'état de siège se traduit pour les ouvriers par la suspension du droit de grève, la désorganisation ou la dissolution des organisations syndicales et politiques radicales ainsi que par la prison, la torture et les exécutions sommaires. On peut citer le cas « *Toplum Polisi* » (« police sociale », « C.R.S. turque ») créée dans les années 1960 pour briser les mouvements sociaux ; la « MIT » (Organisation nationale des renseignements) pour fichier et poursuivre les ouvriers combattifs, les syndiqués, pour provoquer et organiser des attentats contre les manifestants et les grévistes. Il faut enfin rappeler la militarisation de la région minière de Zonguldak d'un corps spécial d'armée.

L'Etat agit, en fin de compte, comme un instrument au service du patronat, malgré l'idéologie officielle kémaliste affichée. En effet, à la naissance de la République, les élites dominantes présentent leur Etat comme quelque chose de très nouveau : un Etat de progrès, au-dessus de toutes les classes ; un Etat « unificateur-arbitre » travaillant pour le bien de la patrie et du peuple.

Issues des anciennes classes dominantes impériales, les élites kémalistes ne pouvaient cependant que reproduire leurs intérêts de classe et un choix de société qui y correspond, même si le cadre change quelque peu.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{ie} A



EN JUIN 1986
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 2919. *Imprimé en France*

DÉPÔT LÉGAL : JUIN 1986

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Dessin et maquette de couverture de Selçuk Demirel.

Le dessin original figure dans le portefeuille édité à l'occasion de l'exposition des œuvres de l'artiste à la *Galerie Nev* (Ankara 1984).



Cinquante millions d'habitants aujourd'hui, cent millions à l'horizon deux mille : la Turquie est d'abord un grand chambardement démographique aux conséquences ni maîtrisées, ni toujours prévisibles.

A la lisière d'une Europe prospère, volontiers inquiète de son identité chrétienne, les épigones des conquérants d'hier, partagent désormais le pain amer des soutiers des métropoles industrielles.

Comment aborder cette Turquie et ses gens, qualifiés – faute de mieux – d'*atypiques* en regard des schémas qui déchiffrent l'aire islamique ?

La fragilité de l'édifice socio-économique et culturel d'une occidentalisation de bricolage, volontariste, peut-elle

résister aux profonds clivages et lignes de fracture qui craquent le pays ? Dans ce quasi-continent, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, du littoral au Plateau central, de la

campagne au chaos bétonné des villes trop vite grandies, la vigueur des disparités est elle-même un problème de développement.

Laisser le prêt-à-penser au vestiaire pour penser ces disparités en interaction ; en prendre la mesure et situer les points d'ancrage : le regard croisé de la géographie humaine, de l'anthropologie, de l'histoire, de la science politique et de la littérature tente d'objectiver ici la transition qui se pose en termes de chocs : entre la modernité et ses enjeux et une société traditionnelle qui n'a plus la tradition en identité.

A.G.

